

nde

Le budget de l'Etat pour 1978
UN EMPLOI
DE 600 MILLIONS DE FR.

Classer 15
moins cher
chez Duriez

LATREILLE
Confiance de Volonté

SAINT LAURENT

ATION A LA PROGRAMMATION
ETT-PACKARD

Les chambres de commerce
invitent les entreprises
à créer des emplois

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F
Algerie, 1,20 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 1,30 m.;
Allemagne, 1 DM; Belgique, 11 sch.; Espagne, 16 pes.;
France, 10 fr.; Italie, 200 L.; Japon, 175 y.;
Luxembourg, 13 fr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Royaume-Uni, 10 s.;
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 d. din.

LES CONSÉQUENCES DU « DÉGEL » AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE

• Conflit du Proche-Orient

Les concessions faites par Washington aux Palestiniens
alarment vivement Jérusalem

Moscou aidant...

En attendant que les « pressions pacifiques et constructives » que son conseiller le plus écouté, M. Brezinski, juge « nécessaires et légitimes » afin de parvenir à un règlement au Proche-Orient, le président Carter vient de faire intervenir Moscou dans la partie qu'il mène depuis plusieurs mois pour amener Jérusalem à des concessions. Le tête-à-tête israélo-américain restant marqué par un chantage et irrémédiable désaccord, et les pressions directes sur M. Begin soulignant l'ère du Congrès et des juifs des Etats-Unis, le recours au coprésident de la conférence de Genève pour signer une déclaration commune est une façon adroite de débloquer la situation.

Sur le fond, la seule importante innovation du moins en ce qui concerne les Etats-Unis, dans le texte diffusé samedi, est la mention des « droits légitimes » du peuple palestinien. Présentée à l'opinion publique américaine comme une concession inévitable aux amis soviétiques de M. Arafat, la formule ne s'inscrit pas moins dans le droit fil des déclarations successives du président Carter. Les « réfugiés » de la résolution 242 se sont entendus successivement promettre par le chef de l'Etat américain une patrie (juif) et le droit de participer à toute solution, inconnue, comme le rappelle le 22 septembre le département d'Etat, « sans représentation palestinienne ». Leurs « droits » sont confirmés explicitement aujourd'hui.

Du même coup, la « querelle de la résolution 242 » pourrait toucher à son terme. Les Palestiniens, sommés par Washington d'accepter ce texte avant d'aller à Genève, et donc de reconnaître implicitement Israël, exigent qu'il fut d'abord modifié pour faire mention de leurs droits. Dès lors que Washington les affirme solennellement, M. Arafat obtient satisfaction sur l'essentiel. Son principal adjoint, M. Kaddoumi, s'est déjà félicité des « indications positives en vue d'un règlement équitable » contenues dans la déclaration.

Maintenant soigneusement une ambiguïté sur la représentation palestinienne et ne faisant aucune allusion à un « Etat juif », le « communiqué » des Israéliens, Moscou et Washington ont suscité un tel à Jérusalem en mentionnant la restitution des « territoires occupés au cours du conflit de 1967 ». Bien que le texte reprenne mot pour mot la formulation de la résolution 242, où les Israéliens, arguant de la version française, ont voulu voir un appel à abandonner seulement une partie de leurs conquêtes, il ne fait guère de doute que pour M. Carter c'est bien de l'ensemble qu'il s'agit, à quelques « rectifications mineures » près.

Si la conférence de Genève s'ouvre, comme le souhaitent ses deux coprésidents, avant la fin de l'année, Israël se verra très vite présenter par tous les autres participants cette exigence fondamentale. Or, M. Begin ayant fait toute sa vie un article de foi du malin de la Cisjordanie au sein du « Grand Israël », il ne peut ni ne veut le renier. Contraints peu à peu à venir négocier une question qu'ils jugent non négociable, les Israéliens, mais d'angoisse, dénoncent une fois de plus le « lachage » de leur unique allié.

Pourront-ils toujours conjurer le péril à Washington même ? Quelle que soit la puissance de leur « lobby », il se heurte de toute évidence à de considérables intérêts nationaux américains. L'approvisionnement énergétique des Etats-Unis, la perspective de voir les régimes « modérés » amis du monde arabe s'effondrer très vite si le règlement continue à piéner au Proche-Orient, sont au moins aussi lourds dans la balance que l'influence des amis inconditionnels d'Israël.

Dans une déclaration commune sur le Proche-Orient, publiée dans la soirée du 1^{er} octobre simultanément à New-York et à Moscou, les Etats-Unis et l'Union soviétique proclament leur intention d'engager, « au plus tard en décembre 1977 », le processus qui devrait amener les diverses parties au conflit au Proche-Orient à une négociation réaliste et positive. Américains et Soviétiques reconnaissent, dans leur texte commun, « les droits légitimes du peuple palestinien », en invitant Israël à le faire à son tour. Ils demandent en outre à l'Etat hébreu de se retirer des territoires qu'il occupe depuis la guerre de 1967.

● A JERUSALEM, la prise de position soviéto-américaine a suscité une vive émotion dans les milieux politiques, où elle est considérée comme

un pas de plus franchi par les Américains en direction des Palestiniens. A l'issue du conseil des ministres, M. Erlich, ministre des finances, a déclaré que l'initiative de Moscou et de Washington était « très inquiétante ». M. Erlich avait présidé le conseil à l'hôpital. Selon un communiqué signé lundi par ses médecins, « une légère complication » est apparue dans l'état de santé du premier ministre.

● DANS LES MILIEUX PALESTINIENS, les commentaires sont divers et nuancés. Cependant, l'agence officielle de l'O.L.P. Wafta considère que la déclaration « constitue un pas positif sur la voie d'un règlement juste et durable du conflit du Proche-Orient ».

De notre correspondant

Jérusalem. — Le communiqué américano-soviétique a suscité une intense émotion dans les milieux politiques israéliens. Dès l'aube de dimanche, les grands titres de la presse et les commentaires des deux stations de radio, nationale et militaire, ont plongé le pays dans l'atmosphère des grandes crises. Le communiqué y était en effet présenté comme un pas de plus que les Américains venaient de franchir en direction du camp arabe en jugeant bon — circonstance aggravante — de le faire en compagnie des Soviétiques.

En fait, pour les Israéliens, le seul motif précis d'alarme tient au passage du communiqué faisant état des « droits légitimes des Palestiniens ». Ces « droits légitimes », selon les commentateurs, n'ont pas du tout la même signification que les « intérêts légitimes », terme qu'employaient, jusqu'à samedi, les Etats-Unis. Cette différence de vocabulaire, sur laquelle ont insisté les porte-parole des partis tant de la majorité que de l'opposition, paraît revêtir une importance primordiale et constitue, à en croire ces porte-parole, le signe le plus évident du « lachage » américain.

A l'issue du conseil des ministres qu'il avait présidé en remplacement de M. Begin, encore en observation à l'hôpital, le ministre des finances, M. Simha Erlich, a déclaré aux journalistes que la situation « n'était pas seulement inquiétante, mais très inquiétante ». M. Erlich a expliqué son pessimisme en indiquant que le document américano-soviétique « renfermait une allusion à l'Etat palestinien dont nous ne voulons pas. Quant à une participation de l'O.L.P. à la conférence de Genève, il ne saurait en être question ». Cette « allusion », décelée par l'intermédiaire du premier ministre, lui avait suffi pour envisager le pire, fit-ce la proclamation de l'état d'exception. M. Erlich a même répondu à un journaliste que « l'idée de constituer un gouvernement d'union nationale était examinée ». Cette déclaration, diffusée sur les antennes de la radio, a plongé le pays dans une inquiétude mêlée de perplexité. La presse du matin avait, en effet, publié une note rédigée par M. Begin lui-même et qui ne reflétait aucune inquiétude excessive.

ANDRÉ SCAMAMA.
(Lire la suite page 3.)



(Dessin de KONE.)

LES GRILLES DU TEMPS

Un entretien avec Roger Garaudy

I. — L'avenir, ça s'invente

Depuis un mois, « le Monde » a interrogé MM. H. Mendras, C. Friedmann et J.-J. Salomon sur le présent et l'avenir de nos sociétés. C'est au tour de Roger Garaudy de livrer ses « grilles du temps », au cours de deux entretiens avec Bertrand Poirot-Delpech.

André Scamama et parlementaire commun.

Au moment où tant d'oracles amateurs prétendent lire l'avenir dans le marc de café, c'est un plaisir de voir un des meilleurs penseurs de ce temps se refuser aux devinettes et s'en remettre à l'imagination de chacun de nous.

So foi — en Dieu comme en l'homme, c'est tout un pour lui — postule que l'expérimentation sociale « à la base » imposera tôt ou tard une croissance moins suicidaire, des délégations de pouvoirs plus limitées, des rapports humains inédits et des universités de « mutants ». Par

niste, exclu du P. C. en 1970 — nous rappelons plus loin dans quelles circonstances. — cet agrégé de philosophie, âgé de soixante-quatre ans, s'est fait, en quelques ouvrages, le champion du dialogue « entre marxistes et chrétiens, d'un art à l'autre, d'une civilisation à l'autre, et avec tous les partisans d'un socialisme « différent ».

raçiste permanent, global, proféssionnaire, par des rotations, notamment. La démocratie n'est plus assurée par les Parlements.

● N'y par les partis ?
— Pas davantage et pour les mêmes raisons. Ce ne sont que les partements tréne cause. Des machines à pomper les initiatives de la base et à les égarer. La meilleure chance de la gauche serait d'être débordée, comme en 1936. J'y crois et j'y compte.

Propos recueillis par
BERTRAND POIROT-DELPECH.
(Lire la suite page 2.)

• Conférence de Belgrade

L'affrontement Est-Ouest évité ?

Le mardi 4 octobre s'ouvre à Belgrade la réunion des représentants des Etats ayant participé à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe — soit trente-trois pays européens, les Etats-Unis et le Canada. Cette rencontre se tient conformément à l'acte final adopté au « sommet » d'Helsinki, sa date, sa durée et son ordre du jour ont été fixés au cours d'une réunion préparatoire qui a eu lieu du 11 juin au 5 août dans la capitale yougoslave.

La conférence de Belgrade s'ouvre dans des conditions favorables : la reprise du dialogue américano-soviétique, qui l'a précédée, permettra sans doute d'éviter un affrontement entre les délégations de Washington et de Moscou.

De notre envoyé spécial

Belgrade. — Conformément à l'accord intervenu au « sommet » d'Helsinki, en 1975, la conférence de Belgrade, qui doit être suivie d'autres rencontres, va procéder à un échange de vue approfondi portant à la fois sur la mise en œuvre des dispositions de l'acte final et sur l'amélioration de la sécurité et le développement de la coopération en Europe.

L'importance de cette conférence sera donc considérable pour juger de la survivance de l'esprit d'Helsinki. A cet égard, les résultats de la réunion préparatoire ont été plutôt encourageants : il a, certes, fallu cinquante-sept jours à ses trente-cinq membres pour régler des questions de procédure relativement simples en apparence, mais l'accord s'est fait néanmoins grâce aux concessions de l'O.R.S.S. et de ses amis.

Concessions de l'Est

Sur deux points notamment les vues de l'Est et de l'Ouest s'opposaient radicalement. En ce qui concerne d'abord la durée de la conférence : les pays socialistes estimaient qu'elle ne devait pas excéder douze semaines et ne pas dépasser de toute façon la fin de l'année. Il fallait éviter, disaient-ils, qu'elle ne devienne l'une de ces conférences interminables qui coûtent très cher et qui s'enlèvent rapidement dans des discussions de plus en plus obscures. En réalité, craignant d'être au cours de cette conférence l'objet des plus vives critiques de la part des pays occidentaux sur le problème des droits de l'homme, ils cherchaient à écourter cette épreuve.

Les Occidentaux, au contraire, soulignaient la nécessité d'un examen approfondi à la fois de l'application de l'acte final et des mesures destinées à l'améliorer. Ils refusaient donc qu'on fixe un terme précis à cet examen. Souvent par la plupart des pays neutres et non alignés, ils ont finalement obtenu gain de cause. En principe, donc, la conférence durera douze semaines et se terminera le 22 décembre. A cette date, toutefois, si un accord n'est pas intervenu, la conférence reprendra « à la mi-janvier 1978, jusqu'à la fin de l'année 1978, afin de terminer la réduction du document de clôture ».

La conférence risque même de durer davantage. Elle ne pourra en effet achever ses travaux qu'à deux conditions : il lui faut d'abord adopter un document final à l'unanimité, la règle du consensus devant s'appliquer à Belgrade comme à Helsinki (la Roumanie n'a pas été la moins insistante à le réclamer), il lui faut en outre donner un lieu « de la prochaine réunion analogue ». L'acte final est formel à cet égard.

Les Occidentaux et les pays de l'Est concevaient d'autre part de manière fort différente la manière dont devaient se dérouler les débats. Les Soviétiques, soucieux d'en rester au principe et d'éviter l'évocation de manquements précis aux engagements de l'acte final, se prononçaient pour une discussion globale, à la fois de l'application des recommandations de l'acte final et de leur application. Les Occidentaux, au contraire, exigeaient un examen sérieux et détaillé de l'application des recommandations de l'acte final, mais séparé de celui des mesures destinées à les renforcer.

L'accord s'est fait sur un compromis prévoyant un débat global et quasi permanent en séance plénière et un examen détaillé des recommandations de l'acte final au sein de cinq commissions qui devront terminer leurs travaux en huit semaines.

JEAN SCHWEGEL.
(Lire la suite page 7.)

LA RÉFORME DES ORCHESTRES DE RADIO-FRANCE

Tribulations d'une seconde jeunesse

Outre leur place traditionnelle sur les ondes, les orchestres de Radio-France occupent, depuis deux ans, une place de plus en plus importante dans la vie musicale parisienne, allant même au-delà de leur vocation initiale plus modeste. Organes privilégiés de diffusion et, de temps à autre, instruments de prestige, ils sont à peine des tribulations d'une seconde jeunesse imposée par la disparition de l'O.R.T.F., qui a donné lieu, dans la précipitation des dernières semaines de 1974, à l'établissement d'une convention collective prenant effet, après une période de transition, au 1^{er} janvier 1976.

Cette convention n'a pas pu tout régler : elle est actuellement en cours d'aménagement car, contrairement au statut autoritaire qui précé-

dait, elle est le fruit de négociations souvent serrées entre la direction de Radio-France et les représentants des musiciens.

Après avoir dû abandonner les orchestres de Lille, de Strasbourg et de Nice, Radio-France ne possède plus que deux formations symphoniques : l'Orchestre national et le Nouvel Orchestre philharmonique regroupant des musiciens qui appartenaient à l'orchestre lyrique, à l'ancien philharmonique et à l'orchestre de chambre.

Depuis le 1^{er} janvier 1976, ces formations commencent à prendre leur nouveau visage.

GERARD CONDÉ.
(Lire la suite page 32.)

SEUIL
Vingt ans de rivalités

Alain Dupas

La lutte pour l'espace

La conquête de l'espace est l'un des enjeux politiques, économiques et techniques majeurs de notre temps. Là se joue aujourd'hui la guerre, ou la paix de demain.

Collection Science ouverte à tous
J. B. Eyrolles, 235 pages, 1977

AU JOUR LE JOUR

Au charbon

Que M. Raymond Barre, rentrant d'un voyage en U.R.S.S. où il a été au pétrole, au gaz naturel et à l'atome, déclare qu'il ira aussi au charbon, c'est bien naturel. Les réserves de combustible électoral de la majorité sont menacées, et le film socialiste ne paraît pas pour le moment exploitable, s'il doit être jamais.

Alors, pour pousser les feux, il n'y a d'autre solution que de reprendre le feu et d'aller au fond de la canne racier les dernières pellettes de combustible fossile.

ROBERT ESCARPIT.

idées

Le point de vue de...

JEAN-PIERRE DUPUY

Le divorce entre l'éthique et l'économie

Polytechnicien, J.-P. Dupuy est chercheur au CERSSE (Centre de recherches sur le développement).

À l'écrit de la grande crise, lord Keynes prophétise, dans ses « *Economics possibilities for our grandchildren* », qu'un jour tout le monde serait riche et que, « une fois de plus, on mettrait les fins au-dessus des moyens et qu'on préférerait le bien à l'utile ». Mais, attention, ajoutait-il : nous n'en sommes pas là. « Et pour au moins cent années encore, nous devons nous persuader, nous et les autres, que le bien est le mal et le mal est le bien ; car le mal est utile et le bien ne l'est pas. »

En d'autres termes, les considérations morales ne sont pas seulement hors du propos, elles font véritablement obstacle au « progrès ». La prospérité n'est possible que si elle repose sur ces motivations humaines puissantes que sont l'intérêt égoïste, la convoitise, l'envie. Bien sûr, cette idéologie n'est pas née avec Keynes, qui fait simplement écho, dans cette citation, à l'aphorisme bien connu d'un Adam Smith : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du braiseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de leur souci de leur intérêt propre. »

Comme Louis Dumont le montre justement dans son livre *Homo aequalis*, il ne s'agit pas ici simplement de la consécration de l'émergence d'une nouvelle notion de « bien », spécifique à l'économie. Smith n'est pas contre toute morale, bien au contraire, puisqu'il est l'auteur d'une *Théorie des sentiments moraux*, et qu'il y montre le rôle fondamental de la bienveillance, de la sympathie, etc. Mais, dans le domaine de l'économie, la morale n'a pas à s'exercer. Il n'est besoin que d'égoïsme (*self-love*), chaque individu n'ayant comme critère de conduite que la poursuite de son intérêt propre. C'est par un mécanisme inconscient, et indépendant de toute volonté, que le système économique trouve son équilibre, que les intérêts s'harmonisent, que le bien commun propre à l'ordre économique est obtenu.

Il est connu que le précurseur de Smith sur ce point, et sans doute le premier à avoir systématisé cette idéologie de l'harmonie naturelle, ou plutôt automatique, des intérêts, est Bernard de Mandeville, médecin hollandais établi à Londres au début du dix-huitième siècle. La *Fable des abeilles* qu'il publia en 1714 fit rapidement scandale. Le sous-titre en est explicite : « Vices privés, bénéfices publics ». La leçon est claire : c'est le vice (principalement l'égoïsme, l'orgueil) qui engendre l'activité économique et la prospérité ; c'est la vertu privée (et spécialement la frugalité, prônée par les idéologues) qui engendre la pauvreté et l'effroi. Le mal est essentiel non seulement à l'obtention de la richesse, mais même au fondement de la société.

Il est vrai qu'aujourd'hui le même corpus théorique légitime une intervention continuelle de l'Etat, et les tenants de l'économie dite « libérale » constituent la meilleure graine de technocrates qu'on puisse imaginer. La théorie rencontre ainsi la prise de conscience des déséquilibres majeurs et des dégâts provoqués par la croissance économique, et justifie un interventionnisme étatique de plus en plus envahissant. En conclusion, on voit que la politique a reconquis sa primauté sur l'économie. C'est évidemment l'inverse qui est vrai : l'ordre politique a été réduit à l'ordre économique, la politique a été ravalée au rang de simple régulateur du domaine économique, qui a de plus en plus de mal à se tirer d'affaires tout seul, sans que sa légitimité comme pourvoyeur du bien commun soit fondamentalement remise en cause — tout au moins jusqu'à ces dernières années. En effet, dans les derniers chapitres écrits récemment par la théorie économique, ne trouve-t-on pas la volonté explicite d'intégrer à la problématique économique le problème de la justice sociale ?

Un examen attentif de ces arguments révèle qu'il ne s'agit là que d'apparences. En effet, et brièvement :

— Les travaux sur la justice sociale masquent complètement la question de la relation entre justice et cohésion de la société. La question de la cohésion reste une affaire strictement interne au système économique. L'éthique n'est introduite que comme critère supplémentaire pour juger que cette cohésion est effectivement orientée au bien commun ;

— Dans les applications concrètes de la théorie économique de la justice sociale, les finalités prêtées aux acteurs sont conformes à l'idéologie économique la plus classique : « maximisation » du profit pour les entreprises, satisfactions individuelles croissantes avec les quantités de biens consommées, décroissantes avec la quantité de travail... ; on reste en plein « état nature » ;

— Le critère de justice qui est finalement retenu, la « justice pratique » — c'est-à-dire le degré maximum de satisfaction du plus mal loti — est tel qu'il n'entre pas en conflit avec la critique d'« efficacité ». Pour que la justice soit réalisée au mieux, il faut d'abord que l'économie marche à son plein rendement — et donc, par exemple, que soit maintenue une certaine inégalité des revenus.

En définitive, cette théorie n'aboutit qu'à fournir une légitimation supplémentaire à la primauté de fait de la question économique.

Confirmation de ce qui précède est donnée, de façon quasi caricaturale, par les travaux dits de « théorie économique du crime », tels que par exemple ils ont été présentés par F. Jenny (1). Pour cette « théorie », chaque citoyen est potentiellement un criminel, c'est son intérêt seul qui décide s'il transgressera ou non la loi. Le seul élément qui distingue l'octroi d'une satisfaction dans le cadre du marché, et à travers un acte criminel, c'est finalement le mode de tarification ! Dans le premier cas, il faut payer une somme déterminée avec une probabilité égale à 1 ; dans le second cas, il n'y a rien à payer et l'on ne se fait pas prendre ; dans les cas où l'on se fait prendre, en revanche — et la probabilité a priori en est appréciée subjectivement par le criminel potentiel — on paye pour avoir enfreint la loi. En fonction de son « goût pour le risque », chacun adoptera donc le comportement qui pousse au maximum son espérance mathématique d'utilité.

On aurait tort de sourire de cette problématique, qui après tout n'a que le tort de nous présenter assez naïvement un reflet à peine déformé de notre réalité. L'automobiliste qui préfère un stationnement interdit à une place de parking payant, le capitaliste qui camoufle au fisc l'essentiel de ses profits, ou qui fait des économies sur le dos de ses travailleurs en enfreignant la législation sur la sécurité, et tous ceux qui, au contraire, respectent la loi, sont des criminels effectifs ou simplement potentiels, qui agissent en gros comme le représente la « théorie économique du crime ».

Il est cependant bien clair que l'addition entre la réalité et cette théorie, dont les auteurs se vantent d'avoir éliminé tout jugement moral et toute référence normative, ne saurait aller bien loin. Qu'observe-t-on en effet ? Dès que la machine économique a des ratés d'une certaine gravité, c'est à la morale justement, cette morale si méprisée, que les gestionnaires ont recours pour tenter de rétablir les équilibres rompus ! Consommez plus, épargnez davantage, ne gaspillez pas, roulez moins vite en automobile afin d'économiser l'essence : voilà les nouvelles vertus que, selon les époques, l'homme de bien doit respecter dans l'économie capitaliste en crise. Le phénomène est classique : on évacue le problème politique par excellence, qui est celui des rapports qu'une société entretient avec les règles qu'elle se donne pour préserver sa cohésion, et c'est à un « ordre moral » que l'on a recours pour se tirer d'affaire.

(1) A un colloque tenu à Paris le 4 février 1977 sur le thème : « Raisonement économique et analyse sociologique ».

Les grilles du temps

Un entretien avec Roger Garaudy

(Suite de la première page.)

« Non pas un débordement « tumultueux et anarchique » — contrairement à Jean Genet, Garaudy voit dans les méthodes de Baudouin une occasion donnée au « fascisme » — mais un dépassement du « républicanisme » qui est le programme commun, une mise en cause du système de croissance, du régime des partis, de la délégation de pouvoir. Conduisant à quel type de société ?

— Le capitalisme est condamné. Il est « intrinsèquement » pervers, alors que le socialisme ne devient pervers que lorsqu'il renie ses principes. Je n'ai pas attendu les « nouveaux philosophes » —

« Le pouvoir de participer. »

— Il s'agit d'abord de bien définir socialisme et démocratie. Pour moi, c'est créer les conditions économiques, politiques, culturelles, pour que chaque homme qui porte en lui le génie de Mozart ou de Michel-Ange puisse devenir Michel-Ange ou Mozart. Cela suppose « une citoyenneté économique », car il y a contradiction à dire à un homme qu'il est souverain le jour où on l'appelle à voter, et à l'abandonner le lendemain, et chaque jour, à la monarchie patronale, que le pouvoir économique soit aux mains d'une entité privée, d'une société anonyme ou d'un Etat gestionnaire tout-puissant.

« Cela suppose de changer l'entreprise !

— Radicalement ! Elle ne doit plus être une association de capitaux (privés ou étatiques) louant le travail des hommes, mais une association d'hommes louant des capitaux. Ce qui n'est pas le socialisme, mais une transition. La « citoyenneté politique » devra substituer à l'individualisme libéral, qui écrase les individus et massifie l'opinion, une démocratie participative et associative, garantissant aux individus et aux communautés le pouvoir de participer en permanence aux décisions dont dépend leur destin collectif. Il faudra enfin une « citoyenneté culturelle », c'est-à-dire un changement des fins de l'éducation : non plus adapter les jeunes aux besoins du système existant mais les préparer à l'invention du futur. Ce qui constitue une « révolution culturelle ».

« C'est-à-dire pratiquement ?

— Ne plus gaver les enfants de faits, de lois et de respects exige que l'on donne à la réflexion sur l'acte créateur, c'est-à-dire à la pratique des arts et à l'esthétique, autant de place que l'enseignement des sciences et des techniques, à la prospective autant de place qu'à l'histoire, à l'initiation aux cultures non occidentales autant de place qu'à l'initiation à la culture occidentale. Par la compréhension de cultures qui ont conçu et vécu d'autres rapports avec la nature, avec la société, avec l'avenir et avec le divin, il deviendra possible de prendre du recul par rapport à un modèle occidental

ches qui je ne vois ni nouveauté ni philosophie — pour admettre que le socialisme ne règne pas en Union soviétique. Le dialogue avec les chrétiens et avec mon « frère » Dom Heider Camara m'a aidé à comprendre que le marxisme n'est pas un passage dogmatique de l'idéalisme à un matérialisme mécaniste, mais d'une philosophie de l'être à une philosophie de l'acte.

[Cette conviction, qu'il rappelle ces jours-ci dans la rédaction des Clés pour le marxisme (Seghers, éd.), Roger Garaudy en a tiré et écrit un avant-propos de « manifeste » qu'il a présenté, en Crète, à un colloque de la « gauche européenne ».]

de développement, non pour le rejeter, mais pour le relativiser.

« La place de la télévision, dans cette « révolution » ?

— Faisquelle est devenue le premier pouvoir, elle ne doit plus être la parole sans réponse. Elle ne peut avoir ni un statut privé ni se faisant l'instrument des privilèges de la fortune, ni un

L'exclusion du P.C.

Roger Garaudy a été exclu du P.C. en 1976 après trente-sept ans de parti, vingt-cinq de comité central, dix-sept de mandats parlementaires, et douze de bureau politique, sans compter trente mois d'internement pendant la guerre comme militant.

« Son exclusion a été prononcée après une séance mémorable où son palétoyer fut saisi par une sténose de mort. Garaudy ne faisait pourtant qu'anticiper certaines évolutions, il rappelle ses « déviations », qui prennent aujourd'hui un sens nouveau : « En 1968, j'ai demandé que le parti prenne en charge les aspirations nouvelles qui se faisaient jour chez les étudiants comme chez les ouvriers. J'ai proposé de partir de là une conception de l'unité qui ne soit pas un « mécanisme », votes pour nous ! », mais l'union de tous ceux qui avaient la même vision historique à long terme que la classe ouvrière, ce que j'appelle le « bloc historique nouveau ».

« J'ai refusé de considérer l'invasion de la Tchécoslovaquie comme une « erreur ». Elle était, selon moi, dans la logique interne d'un système qui n'est pas le socialisme. »

« J'ai enfin reproché au programme du parti, en 1970, de n'être qu'un républicanisme, et pas mettre en cause le mode de croissance et de se contenter de proposer des nationalisations sans tenter pour socialiser les décisions. »

statut étatique en se faisant une arme du pouvoir, mais un statut communautaire, c'est-à-dire un statut permettant à toutes les communautés non seulement de

contrôler après coup son contenu, mais de participer à l'élaboration des programmes et de permettre l'émergence d'une pluralité de projets.

« Et que renferme une certaine foi ?

— C'est essentiel. Avant d'être un problème économique ou un problème politique, la croissance est un problème de finalité, donc un problème religieux. Notre conception de la croissance comme augmentation aveugle et purement quantitative de la production et de la consommation porte en elle une conception de la nature, de l'homme et de l'avenir. Elle repose sur une conception de la nature réduite à n'être qu'un réservoir de matières premières et un dépôt pour nos déchets. Cette conception met en péril la survie même de notre espèce. Elle repose sur une conception de l'homme réduit à n'être qu'un producteur et un consommateur. Cette

conception dégrade l'homme, sa liberté et son pouvoir de création, en le livrant à toutes les formes de manipulation et de conditionnement. Elle repose sur une conception de l'avenir réduit à n'être qu'une extrapolation technologique à partir du présent et du passé. Elle préfigure ainsi non seulement un monde de la mort de Dieu mais un monde de la mort de l'homme.

« Vous ne distinguez pas entre la foi en Dieu et la foi en l'homme ?

— La foi, c'est d'abord la volonté de rendre l'homme, c'est-à-dire chaque homme, pleinement conscient et responsable de sa propre histoire, et de la création d'un avenir qui ne soit plus seulement la résultante, le prolongement ou le produit du passé, mais une transcendance, une émergence poétique de l'homme comme inventeur d'un avenir à visage humain.

« La pire utopie

serait le maintien du « statu quo »

« Comment parvenir à cet idéal, par quelles étapes ?

— L'avenir, ça ne se prévoit pas, ça s'invente ! Je ne le conçois pas comme un scénario qui serait écrit à l'avance et que nous n'aurions plus qu'à jouer. Si je suis optimiste, nullement béat d'ailleurs, c'est que, à moins d'accepter l'Apocalypse, on va prendre conscience de la nécessité de changer de système de croissance. Le club de Rome, même s'il s'est trompé sur les délais, a posé le problème irréductible des limites physiques à la croissance. A terme, l'uranium s'épuisera, comme le pétrole. Les partis se montrent, sur ces questions, d'une dangereuse désinvolture. Personne ne prend la responsabilité de dire au peuple français qu'il ne pourra pas continuer longtemps à vivre comme il vit et que les nationalisations n'y changeront rien si l'on ne change pas le mode de croissance.

« Quand et comment cette prise de conscience se fera-t-elle, selon vous ?

« L'énergie atomique a été inventée pour se passer du peuple. »

« Mais alors, quelle défense décidez-vous ?

— La seule concevable est celle dont le Vietnam a donné l'exemple, c'est-à-dire d'un peuple suffisamment attaché aux conquêtes sociales, économiques, politiques et culturelles d'un régime pour qu'une puissance extérieure, si puissante soit-elle, ne puisse trouver au sein de ce peuple aucun collaborateur. L'énergie atomique a été inventée pour se passer du peuple. Et l'atome civil entraîne la même pollution politique, en raison de

la centralisation et du quadrillage policier qu'il exige.

« Mais comment se passer de l'atome ? Comment renverser une telle évolution, substituer l'intérêt général et la conscience du long terme aux égoïsmes immédiats ? Roger Garaudy est formel :

« C'est possible, dès aujourd'hui. »

Propos recueillis par S. POIROT-DELPECH.

Prochain article :

PAR OU COMMENCER ?

Psychologie en miettes

À un catholique pratiquant, père de famille, toujours préoccupé de sexualité et attiré par les jeunes filles, qui demandait à Julien Green quand cela cessait, ce dernier répondit : « A notre mort. »

À un interlocuteur qui l'interrogeait sur le déclin éventuel de la sexualité, sur l'appauvrissement de la faim charnelle liée à la vieillesse, Marcel Jouhadreau lui cette étonnante réponse : « Si cela était, cela se saurait. »

De la psychanalyse. Julien Green aime à dire (avec raison ?) qu'elle approfondit le mystère de l'âme sans beaucoup l'éclaircir.

Dans *Mon premier livre en anglais*, Green parle admirablement de l'enfance que nous transmettons le plus souvent : « Nous transmettons, écrit-il, le cerveau de l'enfant comme nous transmettrions pas traiter la plus robuste valise

dans laquelle nous fourrions le contenu de plusieurs tiroirs et une bonne partie de notre bibliothèque. Et si la valise ne se ferme pas, on s'assoit dessus et on la gratifie d'un coup de pied. »

Les enfants, insiste Green, sont des poètes ; c'est-à-dire qu'ils ont souvent un sens assez profond du mystère. Or, le but de l'éducation est d'effacer progressivement l'étonnement qui naît du contact avec l'étranger — et les enfants sont des étrangers dans notre monde. Nous avons tous été de grands poètes, pourvu qu'il y ait un âge dont nous nous souvenons à peine. A chaque fois qu'un aspect du ciel, ou de l'eau, ou de la terre nous surprend et nous jette dans cette sorte de tristesse agréable qui est une forme de l'étonnement, c'est — soyons-en bien sûr — le poète assassiné qui remue faiblement dans sa tombe.

ROLAND JACCARD.

autrement

Dans la ville des enfants

Les 6-14 ans et le monde adulte : enfants, adolescents, pratiques quotidiennes.

autrement

Les 6-14 ans, leurs pratiques quotidiennes, leurs regards face aux discours des adultes et aux « lieux » qu'ils leur destinent : écoles « ouvertes », ateliers, maisons de l'enfance, bases de loisirs, terrains d'aventure, fermes urbaines... Une enquête, inédite, pleine d'exemples, qui interpelle parents, éducateurs, urbanistes, élus locaux. Autrement. Numéro 10. 256 pages. 35 F.

Vente en librairie (diffusion Stock) ou par abonnement (1 an, 5 numéros : 135 F) au 120 bd Saint-Germain 75280 Paris cedex 06.

à l'heure

INITIATIVE AMER

Le texte de la déclaration

Les concessions automobiles

Le Monde

étranger

L'INITIATIVE AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE SUR LE PROCHE-ORIENT

La déclaration commune soviéto-américaine avait suscité, ce lundi 3 octobre en fin de matinée, peu de réactions officielles de la part des parties intéressées. Toutefois, dans les pays arabes, c'est une satisfaction plus ou moins nuancée qui domine les premiers commentaires.

● AU CAIRE, nous signale notre correspondant, les milieux officiels ont généralement les vues du président Sadate qualifiées de « positives » le document soviéto-américain et le sujet de nature à relancer le processus de paix. Le Caire espérait voir mentionner la nécessité de la présence de l'O.L.P. à la conférence de Genève. La radio égyptienne a toutefois estimé qu'« aucune porte n'avait été fermée » sur ce point. Le quotidien *Al-Ahram* s'est montré dimanche moins optimiste. « Il est évident, écrit-il, que l'U.R.S.S. n'insiste pas sur la nécessité de la participation de l'O.L.P. à la conférence ».

Genève et a traité le problème du Proche-Orient comme une partie de la détente internationale. » M. Sadate a chargé M. Ismail Fahmi, ministre égyptien des affaires étrangères, de remettre un message au président Carter. Le chef de l'Etat égyptien s'entretient, ce lundi, des nouveaux développements de la situation avec M. Yasser Arafat arrivé au Caire dimanche soir venant de Damas.

● A AMMAN, le gouvernement jordanien a publié dimanche soir un communiqué affirmant que la déclaration commune soviéto-américaine constitue « un développement important dans la voie d'un règlement pacifique ».

● DAMAS, les dirigeants syriens ne feront aucune déclaration officielle avant que le document n'ait été « examiné et fondé ». Le quotidien officiel *Al-Saoura* estime cependant que « la déclaration tient compte de bon nombre d'éléments

essentiels d'une juste paix et correspond donc aux demandes des Arabes ».

● A TEL-AVIV, l'ancien premier ministre M. Rabin a lancé un appel au gouvernement Begin « pour qu'il évite de tomber dans le piège qui lui est tendu et qu'il refuse de se rendre à la conférence de Genève sur de telles bases ». Le communiqué commun, a-t-il déclaré, marque le début d'un processus visant à imposer au Proche-Orient un accord élargi contre les intérêts d'Israël. Il traduit la détermination la plus grave jamais intervenue dans les relations israélo-américaines. M. Rabin fait porter la responsabilité de ce texte à la fois au président Carter et à la politique du gouvernement israélien. « Le Likoud, a-t-il affirmé, a réussi à détruire en trois mois tous les efforts accomplis pendant dix ans par les gouvernements travaillistes pour éviter une telle situation ».

Les capitales occidentales n'ont pas encore réagi au communiqué commun soviéto-américain. Le ministre français des affaires étrangères, M. de Guiringaud, qui se trouve actuellement à New-York pour assister à l'Assemblée générale des Nations unies, s'est félicité « que les principes d'un règlement figurant dans ce texte rejoignent en substance ceux que la France a elle-même énoncés en de nombreuses occasions ».

● A WASHINGTON, le sénateur Henry Jackson (démocrate) a reproché à la déclaration soviéto-américaine de « faire entrer les Russes dans le débat alors que les Égyptiens les en avaient fait sortir ».

● AUX NATIONS UNIES, le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, a déclaré dimanche que le texte « contient l'élément principal pour la solution du problème ». — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Le texte de la déclaration

Voici le texte de la déclaration américano-soviétique publiée le samedi 1^{er} octobre :

« Après un échange de vues concernant la situation instable qui prévaut au Proche-Orient, MM. Cyrus Vance, secrétaire d'État des États-Unis, et Andreï Gromyko, ministre du bureau politique du comité central du parti communiste d'Union soviétique, ministres des affaires étrangères de l'U.R.S.S., ont eu une conférence de presse à la conférence de Genève sur le Proche-Orient, la déclaration suivante :

« 1) Les deux gouvernements sont convaincus que les intérêts communs des peuples de cette région, ainsi que les intérêts du renforcement de la paix et de la sécurité internationale en général, imposent de manière urgente la nécessité de parvenir à un règlement juste et durable du conflit israélo-arabe. Ce règlement doit être global, impliquer toutes les parties concernées et porter sur toutes les questions.

« Les États-Unis et l'Union soviétique croient que, dans le cadre d'un règlement global du problème du Proche-Orient, toutes les questions spécifiques du règlement doivent être réglées, y compris des questions-clés telles que le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du conflit de 1967 (en anglais) : « from territories occupied in the 1967 conflict » (1). La solution de la question palestinienne, y compris la satisfaction des droits du peuple palestinien, la fin de l'état de guerre et l'établissement de relations pacifiques normales sur la base de la reconnaissance mutuelle, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique.

« Les deux gouvernements croient que, pour assurer la sécurité des frontières entre Israël et les États arabes voisins, outre des mesures telles que l'établissement de zones démilitarisées et le stationnement d'un commun accord dans ces zones de troupes d'observateurs de l'ONU, ces frontières, ainsi que le respect des clauses du règlement, pourraient bénéficier de garanties internationales et les parties contractantes le désirent. Les États-Unis et l'Union soviétique sont prêts à participer à ces garanties, sous réserve de l'approbation de leurs instances constitutionnelles :

« 2) Les États-Unis et l'Union soviétique croient que le seul moyen de parvenir à une solution fondamentale de tous les aspects du problème du Proche-Orient dans son

ensemble est la négociation dans le cadre de la conférence de Genève spécialement réunie à cette fin avec la participation à ses travaux des représentants de toutes les parties au conflit, y compris les représentants du peuple palestinien, et la mise en forme légale et contractuelle des décisions prises à la conférence.

« En vue de la qualité de co-présidents de la conférence de Genève, les États-Unis et l'Union soviétique affirment leur intention, par des efforts communs et par leurs contacts avec les parties concernées de faciliter, par tous les moyens, la reprise des travaux de la conférence, au plus tard en décembre 1977. Les co-présidents ont noté que « plusieurs questions de procédure et d'organisation doivent encore être l'objet d'un accord entre les participants ».

« 3) Guidés par l'objectif de parvenir à un règlement politique juste au Proche-Orient et d'éliminer la situation explosive dans cette région du monde, les États-Unis et l'U.R.S.S. appellent toutes les parties au conflit à considérer avec soin les droits et les intérêts légitimes de tous les peuples de la région et à démontrer qu'elles sont, chacune, prêtes à agir en conséquence.

(1) Le texte anglais de la déclaration américano-soviétique emploie, pour mentionner le retrait israélien, les mots « withdrawal of Israeli armed forces from territories occupied in the 1967 conflict ». Cette expression représente mot pour mot la résolution 242 adoptée par le Conseil de sécurité le 22 novembre 1967 et qui déclare, dans son paragraphe 1, que « les territoires occupés de la paix est le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit ».

Une controverse s'est engagée sur l'interprétation de ce passage. Si la version française est sans ambiguïté, les mots anglais « occupied territories », sans autre précision, peuvent être compris comme désignant des territoires occupés, et non nécessairement tous « les » territoires occupés. Précisons que pour l'ONU l'anglais et le français font également foi, mais qu'il n'y a eu aucune déclaration officielle de la Grande-Bretagne, état en anglais. En fait, l'ambiguïté n'est pas sans conséquence. La phrase indique que le retrait des territoires occupés pendant la guerre de 1967. D'autre part, et surtout, la résolution 242, qui est le premier considérant de l'indivisibilité de l'acquisition de territoires par la force. Le retrait des territoires occupés n'est que la mise en œuvre de ce principe. — (N.D.E.)

Les États-Unis ont le droit d'exercer une pression pacifique et constructive pour obtenir un règlement déclare M. Brzezinski

Toronto (A.F.P.). — M. Zbigniew Brzezinski, conseiller du président Carter pour la sécurité nationale, a réaffirmé dimanche soir 2 octobre, dans une interview accordée à la chaîne de télévision canadienne C.T.V., que les États-Unis viendraient à l'aide d'Israël si l'état hébreu était gravement menacé.

« Si Israël était menacé de mort, particulièrement par une puissance étrangère, les États-Unis, même sans traité de sécurité, viendraient certainement à son aide », a déclaré M. Brzezinski.

Le conseiller du président Carter a ajouté que la Conférence de Genève sur le règlement du conflit au Proche-Orient se réunira avant la fin de l'année. « Les États-Unis, a-t-il dit, ont le grand intérêt à ce que le conflit trouve une solution, et, pour cette

raison, ils ont le droit légitime d'exercer la pression pacifique et constructive, pour obtenir un règlement. » M. Brzezinski a ajouté que, dans la suite des pourparlers, un accord de paix, Israël deviendrait « la Suisse du Proche-Orient ».

Le conseiller du président Carter a assuré être optimiste quant à un règlement pacifique du conflit du Proche-Orient cette année. « Je pense, a-t-il dit, que toutes les parties se sont rendues compte qu'elles ont besoin de la paix. Les Israéliens savent que s'ils n'ont pas la paix leur économie s'effondrera, les colons se radicaliseront davantage et se radicaliseront dans le même temps, et les Soviétiques réapparaîtront sur la scène. Les Arabes se rendent compte qu'ils n'ont pas le pouvoir de détruire Israël, que leurs efforts répétés ont fait long feu. »

Deux semaines de laborieuses tractations entre Moscou et Washington

New-York (Nations unies). — Le porte-parole du département d'État, M. Hodding Carter — et, en privé, d'autres officiels, ont expliqué aux journalistes que la déclaration américano-soviétique de samedi sur le Proche-Orient résulte d'un compromis : les États-Unis ont, pour la première fois, accepté de reconnaître que les « droits légitimes » de l'U.R.S.S. à l'égard de la région du Proche-Orient sont de dire favorable à l'établissement de relations pacifiques entre les divers peuples de la région, et de ne pas mentionner l'O.L.P. D'autre part, le communiqué ne définit pas les droits des Palestiniens qu'il mentionne. C'est à d'autre part au cours de sa conférence de presse que « les droits des Palestiniens ne seraient être assurés sans que, en même temps, il soit mis fin à l'état de guerre », car « a-t-il ajouté — ces droits ne seraient être assurés aux dépens d'Israël ».

L'idée de ce communiqué conjoint aurait été suggérée à M. Vance avant l'arrivée de M. Gromyko aux États-Unis, il y a deux semaines par l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Washington, M. Dobrynine. Après que l'administration Carter en ait accepté le principe, des tractations serrées ont eu lieu entre les deux capitales jusqu'à la fin de la semaine dernière, à Washington, tantôt à l'ONU pour la rédaction du texte final.

De notre correspondant

M. Dobrynine. Après que l'administration Carter en ait accepté le principe, des tractations serrées ont eu lieu entre les deux capitales jusqu'à la fin de la semaine dernière, à Washington, tantôt à l'ONU pour la rédaction du texte final.

Le texte initial proposé par les Soviétiques a subi plusieurs modifications. Parmi les modifications, il ne coïncide pas — il s'en faut — avec les positions de l'O.L.P. qui n'est pas mentionnée comme seul et unique représentant du peuple palestinien. Toutefois, il engage les États-Unis pour la première fois publiquement, à reconnaître les droits des Palestiniens. Quant à l'idée d'une garantie soviéto-américaine des frontières et d'une éventuelle participation des forces soviéto-américaines aux « casques bleus », elle avait bien été soulevée par M. Kissinger au lendemain de la guerre d'octobre 1973, mais semblait avoir été enterrée depuis lors.

Un tollé dans la communauté juive

On comprend mieux, rétrospectivement, pourquoi M. Carter avait choisi la date du 29 septembre pour déclarer que « la paix au Proche-Orient est d'un intérêt vital pour les États-Unis » et que « cette paix ne pourrait être obtenue que par une coopération adhésive des Palestiniens ». Sans aller jusqu'à reconnaître formellement l'O.L.P., il estimait que cette organisation « représente une partie importante du peuple palestinien » et que, si elle adhère à la résolution 242, le gouvernement américain avait l'intention de traiter avec elle. Il s'agissait de préparer l'opinion au communiqué soviéto-américain du 1^{er} octobre et de l'her par avance la concession qui est faite aux Arabes à l'intérêt vital des États-Unis.

M. Vance a communiqué le texte de la déclaration aux ministres des affaires étrangères d'Égypte, de Jordanie, du Liban et d'Arabie Saoudite qui se trouvent à New-York. Une copie en a été remise à M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères, et une autre à M. Begin à Jérusalem.

On sait, d'autre part, que M. Vance va poursuivre sa « tournée » entre les diplomates arabes et israéliens à l'ONU et que M. Carter se joindra personnellement à ses efforts mardi et mercredi durant son séjour à New-York.

Si le fait que les États-Unis et l'U.R.S.S. soient tombés d'accord sur un certain nombre de principes fondamentaux et sur la nécessité de revenir à Genève avant la fin de l'année ne peut que « dynamiser » le processus de paix, le fossé qui sépare Israéliens et Arabes, quant aux modalités

Réactions favorables dans les milieux palestiniens

Le processus d'une paix juste est entamé estime l'agence Wafa

La déclaration soviéto-américaine sur le Proche-Orient a été accueillie favorablement dimanche 3 octobre à Beyrouth par l'agence palestinienne Wafa, qui estime qu'elle « constitue un pas positif sur la voie d'un règlement juste et durable du conflit du Proche-Orient ». Après avoir relevé que la déclaration américano-soviétique abordait « un certain nombre de problèmes fondamentaux » relatifs au conflit israélo-arabe, l'agence Wafa ajoute que « le processus d'une paix juste est ainsi entamé, car les deux super-puissances semblent déployer des efforts constructifs en ce sens ».

« La déclaration soviéto-américaine, poursuit l'agence, présente des points positifs tels que la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien comme fondement d'un règlement de la crise du Proche-Orient, l'expression « peuple palestinien », qui remplace « la vague terminologie de Palestiniens ».

De son côté, le porte-parole officiel du F.P.L.P., animateur du Front du retour, a qualifié de « digne d'intérêt » la déclaration américano-soviétique. Il a toutefois rappelé que le F.P.L.P. rejette l'essence de la résolution 242 du Conseil de sécurité, ainsi que toute autre résolution qui ne prévoit pas clairement l'établissement d'un État démocratique en Palestine.

Le F.P.L.P., mouvement dirigé par M. Nayef Hawatmeh et appartenant à la majorité de l'O.L.P., a publié pour sa part une longue déclaration dans laquelle il marque sa confiance à l'égard des États-Unis, tout en admettant que la déclaration américano-soviétique contient des « concessions limitées ». Le F.P.L.P., qui a des relations avec l'U.R.S.S., affirme que l'imprécision de certains passages est à rejeter sur les États-Unis, l'Union soviétique ayant, selon lui, une attitude claire à l'égard de la représentation de l'O.L.P. et des « droits nationaux du peuple palestinien ».

En Cisjordanie, la publication de la déclaration américano-soviétique suscite une véritable allégresse. Les journaux parisiens à Jérusalem-Est, et que l'on s'est arrachés, ont accueilli le communiqué comme un « début prometteur ». Les réactions des notables cisjordanais témoignent du même optimisme. Pour M. Bak El Chaka, maire de Naplouse, il s'agit d'un début du chemin vers la paix. Le maire de Bethléem a souligné de son côté que « malgré l'ambiguïté des termes, il est évident que les deux Super-Puissances se réfèrent à l'O.L.P. comme le seul représentant légitime des Palestiniens ». — (A.F.P.)

LOUIS WIZNITZER.

Deux Français à l'origine d'une des grandes aventures du siècle

ANNE GRUNER SCHLUMBERGER

LA BOITE MAGIQUE

ou les sources du pétrole

FIYARD

Les concessions américaines inquiètent Jérusalem

(Suite de la première page.)

Le communiqué du chef de gouvernement israélien, énumérant les « concessions » de la déclaration des deux grandes puissances, comme les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et le traité de paix que Washington et Jérusalem avaient fixé comme objectif à la conférence de Genève.

Le tollé qui s'est élevé de tous les horizons du monde politique tient, en fait, aux intentions présumées aux signataires du document russo-américain. Asses curieusement, personne n'a cru devoir attacher la moindre signification au fait que la notion d'Etat palestinien ne figure pas dans le texte et que l'O.L.P. n'y est pas mentionnée.

Le parti travailliste et le parti pour la démocratie et le changement (Omer) ont réuni les trente-cinq signatures nécessaires à la convocation d'une session extraordinaire du Parlement actuellement en vacances. Ces deux partis, surtout les travaillistes, accusent le gouvernement Begin de s'être « laissé manœuvrer » par les Américains en acceptant de les libérer de leurs engagements et

aussi en souscrivant à l'idée d'une délégation arabe unique comprenant des Palestiniens à la conférence de Genève. C'est cela, ont déclaré l'ancien premier ministre, M. Rabin, et le président du parti travailliste, M. Shimon Peres, qui a amené les Américains à envisager d'inviter l'O.L.P. à Genève sous certaines conditions.

Cette argumentation est, bien entendu, repoussée vigoureusement par les amis de M. Begin. Ceux-ci rappellent que l'érosion du soutien américain avait commencé bien avant l'arrivée du Likoud au pouvoir et que, de surcroît, les Américains avaient parfaitement qu'il n'y aura pas de conférence de Genève si l'O.L.P. y est convié.

Le porte-parole du gouvernement a indiqué, dans la soirée de dimanche, qu'aucune décision nouvelle n'avait été rendue nécessaire par le communiqué russo-américain et que rien n'était changé dans la position d'Israël notamment — il l'a répété deux fois — en ce qui concerne une éventuelle participation à Genève de l'organisation d'assassins appelée l'O.L.P. ».

Dans la nuit, des nouvelles en provenance des États-Unis ont un peu allégé l'atmosphère. On a vu un signe encourageant à Jérusalem dans l'invitation faite par le président Carter à M. Moshe Dayan de venir de nouveau s'entretenir avec lui, mardi, à la Maison Blanche. Le tollé que le communiqué a soulevé parmi les amis d'Israël à Washington a vraisemblablement suscité un certain embarras dans l'administration, qui a vu notamment se dresser contre elle la puissante communauté juive.

Il est fort probable que d'ici à l'ouverture du débat à la Knesset jeudi prochain, les esprits se seront apaisés par les assurances attendues des Américains. Mais la question qui restera longtemps posée figure dans de nombreux éditoriaux de la presse israélienne : « Quel besoin ont éprouvé les Américains d'introduire le jargon soviétique dans la terminologie du Proche-Orient ? Quel dédoublage a-t-on promis à Moscou, demanda Haaretz, en contrepartie de ses efforts de « persuasion », auprès notamment de la Syrie et de l'O.L.P. ? » ANDRÉ SCAMAMA.

PROCHE-ORIENT

Egypte

Les autorités affirment avoir démantelé une nouvelle organisation communiste

De notre correspondant

Le Caire. — Le Parti du rassemblement progressiste (nassérien-marxiste) a annoncé le jeudi 29 septembre que soixante-dix personnes membres ou proches de cette formation venaient d'être arrêtées sans explication. Le lendemain, les autorités égyptiennes révélaient que ces personnes appartenaient à deux organisations, marxistes clandestines, le parti communiste égyptien et le parti communiste ouvrier égyptien, et que le président Sadate avait ordonné de les défaire à la justice militaire (le Monde daté 2-3 octobre).

Samedi, un porte-parole du service des investigations de la sécurité d'Etat a estimé qu'en réalité les citoyens soupçonnés appartenaient à une nouvelle organisation communiste. Selon la même source, trente-quatre de ces personnes vont être inculpées d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Parmi elles, on dénombre des médecins, des pharmaciens, des fonctionnaires et des étudiants de plu-

sieurs régions d'Egypte, ainsi qu'un employé égyptien de l'agence de presse soviétique Novosti.

D'après les autorités, les membres de la « nouvelle organisation communiste » ont été trouvés porteurs de tracts imprimés à Beyrouth, frappés de la signature et du marteau et incluant la population à faire des efforts pour que le régime actuel échoue et que le pouvoir passe à la main.

Les autorités ont enfin affirmé que les trente-quatre égyptiens arrêtés étaient en possession d'« instructions pour subvertir certains usines et certains établissements publics et pour inciter ouvriers et étudiants à recommencer les émeutes ».

J.-P. P.-E.

AU COLLOQUE DE LONDRES

L'O.L.P. a renoué le dialogue avec les sionistes israéliens modérés

De notre envoyé spécial

Londres. — Le colloque organisé le vendredi 30 septembre et samedi 1^{er} octobre à Londres par la section britannique de l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe sur le thème de la « recherche d'un consensus international pour la paix au Proche-Orient » a été l'occasion d'un face-à-face israélo-palestinien. La délégation palestinienne était particulièrement importante et comprenait deux membres qualifiés de l'O.L.P. : M. Issam Sartouti, qui fut chargé par M. Arafat de mener les contacts « secrets » israélo-palestiniens de Paris de 1975 au début de 1977, et M. Saïd Hammami, délégué de l'Organisation à Londres, qui en mars 1976 avait fait sensation en présentant à un colloque sur « Les frontières de la Palestine » un rapport préconisant une longue période de coexistence entre les Palestiniens et « l'Etat sioniste d'Israël ».

Par ailleurs, figuraient les interlocuteurs de M. Sartouti aux entretiens de Paris : les dirigeants du Shelli, M. Matshatlon Peled et M. Ouri Avneri, membres du Conseil israélien pour la paix Israël-Palestine, tous deux sionistes modérés convaincus de la

Le plaidoyer de M. Sartouti

L'intermède des entretiens secrets de Paris, en février dernier, avait été interprété comme une condamnation du principe même de discussions entre Palestiniens et sionistes, même modérés. L'O.L.P. n'avait d'ailleurs jamais cautionné ouvertement ses entretiens. Le colloque de Londres, où M. Sartouti s'est exprimé devant de nombreux représentants de la presse internationale, renoue le dialogue, cette fois sous une forme ouverte et en présence d'un parti communiste israélien Rakah et aux représentants élus de la Cisjordanie.

Parlant au nom de l'O.L.P., M. Sartouti a exposé clairement le point de vue de la centrale des fedayin sur certains problèmes considérés jusqu'à présent comme tabous par les Palestiniens. Répondant à plusieurs questions qui reprochaient à l'O.L.P. sa rigidité devant le « fait israélien » et à M. Peled pour qui une plus grande souplesse de part de l'O.L.P. renforcerait la crédibilité du camp de la paix auprès de l'opinion publique israélienne, M. Sartouti a, en effet, déclaré : « Nous sommes étonnés du fait que le monde s'occupe de nous, que nous reconnaissons Israël sans que ce dernier nous reconnaisse en retour. Quel est l'Israël que nous sommes censés reconnaître ? L'Israël de 1948 ou bien celui de 1967 ? Nous avons établi des contacts avec le Rakah, qui est marxiste, et avec le Conseil israélien pour la paix au Proche-Orient, qui lui-même n'est pas engagé politiquement, tout simplement parce que ces deux groupements ont défini ce qu'ils entendent par Israël en réclamant l'évacuation des territoires occupés et la restauration des droits du peuple palestinien. »

Il s'agit là de leur part d'un geste très courageux qui leur vaut pas mal de difficultés sous le régime de M. Ezer. De même l'O.L.P. a effectué un geste sans précédent en essayant, il y a environ quatre mois, d'établir un dialogue avec les Etats-Unis. Nous avons été éconduits, mais après l'arrivée au pouvoir de M. Carter nous avons poursuivi nos efforts dans ce sens. Qu'avons-nous reçu en échange de notre « bonne volonté » ? grand-chose : la promesse que nous aurons un dialogue avec les Etats-Unis si nous reconnaissons la résolution 242 qui implique la reconnaissance d'Israël. Il est inacceptable, injuste et illogique de payer un tel prix pour un simple dialogue. Les Américains ne nous garantissent même pas notre place à Genève. C'est vrai qu'il y a eu depuis de la part de M. Carter et du département d'Etat quelques gestes positifs, mais ces démarches sont restées nébuleuses et peu constructives.

« Il y a des limites »

à nos concessions

Président la position des Palestiniens au sujet de la résolution 242, M. Sartouti a déclaré que l'O.L.P. ne pouvait accepter un texte qui a été élaboré dans le but précis d'évacuer les Palestiniens du processus de la paix. « Il y a, a-t-il dit, des limites à nos concessions. L'O.L.P. ne peut en aucun cas accepter que soit mis en cause son droit total et absolu à représenter le peuple palestinien. Nous avons franchi un long chemin dans la voie des concessions pour donner satisfaction au consensus international et aux positions des Etats-Unis. Nous ne pouvons plus faire de nouvelles concessions sans mettre en danger la direction modérée de l'O.L.P., une direction qu'il ne sera pas facile de remplacer. Trop de pressions sur l'O.L.P. peuvent créer une situation dangereuse. Il n'y a pas longtemps encore, le fait pour un Palestinien de deux autres Israéliens constituait un acte de haute trahison », a rappelé M. Sartouti, faisant apparemment allusion aux cris de « trahison ! trahison ! » lancés par un groupe d'extrémistes arabes du Front du refus qui, groupés autour d'un drapeau

palestinien, s'étaient installés devant l'hôtel où se tenait la conférence, pour protester contre la « collusion » de l'O.L.P. avec les sionistes.

Les propos de M. Sartouti ont été appuyés par M. Khatat, maire de Ramallah, qui avait récemment été contacté par les Israéliens pour représenter les Palestiniens à Genève avec d'autres maires de Cisjordanie. « L'O.L.P. a-t-il dit, est notre seul représentant et nous n'avons pas besoin d'autres mandataires. » Le maire israélien arabe de Nazareth, M. Tewfik Zayyat, a abondé dans le même sens en affirmant que toute tentative pour trouver des représentants palestiniens en dehors de l'O.L.P. constituait un « geste anti-palestinien ».

Le nouveau rapport de M. Hammami, intitulé De la coexistence à la réconciliation ? a suscité une vive réaction de la part de M. Peled et Avneri. Tout en affirmant qu'il ne s'agissait que d'« idées personnelles », le représentant de l'O.L.P. à Londres avait brossé le tableau d'une Palestine unie où, dans « plusieurs générations », l'Etat hébreu serait appelé à disparaître et où le peuple israélien pourrait « devenir une communauté du Machrek arabe parlant l'hébreu ». Évoquant le « rêve palestinien d'un Etat séculier non séculaire comme l'étape ultime du conflit israélo-arabe », M. Hammami estime que la « création d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza ne serait qu'un premier pas vers un modus vivendi créé et accepté par les Palestiniens et les Israéliens ». Tout en rendant hommage à M. Hammami qui, a-t-il dit, a ouvert il y a deux ans une « nouvelle ère de dialogue », M. Peled a assuré que la situation arabo-israélienne n'est pas un « avenir très lointain » et qu'il était inacceptable pour les Israéliens et rendait peu crédible un plan prévoyant « d'abord la coexistence de deux Etats séparés, ensuite le retour d'Israël en frontières de 1947 et finalement l'élimination de l'Etat hébreu ». « Nous ne pouvons accepter, a-t-il dit, de nous transformer en une communauté de Machrek arabe parlant l'hébreu », a rappelé M. Avneri, pour sa part, évoquant le « rêve d'un Etat séculier palestinien », a déclaré : « Le rêve des uns pourrait être le cauchemar des autres. »

JEAN GUEYRAS.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● A L'OCCASION DE L'ENQUÊTE SUR L'AFFAIRE SCHLESYER, le journal Ouest-allemand a publié l'explication de la filière de l'extrême droite. Le fils de l'extrême droite Heinrich Böll, prix Nobel de littérature, C'est M. Böll lui-même qui a révélé au cours d'une interview qui devait être diffusée à la radio bavaroise, mais qui a été retirée du programme à la dernière minute et publiée samedi 1^{er} octobre par la Frankfurter Rundschau. La démission du président du parlement fédéral R.A.P. par le commandant Hauser est entrée en vigueur dans sa cinquième semaine. — (Reuter.)

Argentine

● UN NOUVEL INCIDENT ENTRE DES CHALUTIERS SOVIÉTIQUES et la marine de guerre argentine s'est produit le 1^{er} octobre dans les eaux territoriales argentines. Deux chalutiers soviétiques ont été arraisonnés après que la marine argentine ait ouvert le feu dans leur direction. Deux chalutiers bulgares, également été mêlés à l'incident. Cette opération aurait fait plusieurs victimes. L'Argentine a aussitôt adressé, par la voie diplomatique, de vives protestations à l'Union soviétique et à la Bulgarie. Cet incident porte à neuf le nombre des bateaux des pays de l'Est arraisonnés près des côtes argentines depuis quinze jours. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

Espagne

● LETAT DE SANTE DU FRANÇAIS détenu à la prison de Cordoue, et qui fait la grève de la faim depuis le 9 septem-

bre (le Monde daté 25-26 septembre), se détériore rapidement. M. Serge Dupont a été transféré à l'hôpital de la ville. Un porte-parole de cet établissement a déclaré que M. Dupont est dans un état « de très grande détresse », indique le correspondant de l'A.G.N. en France-Press. M. Dupont avait été condamné, en 1967, à trente ans de réclusion pour avoir, en compagnie de deux autres jeunes Français, MM. Brunel et Hume Gouarch, attaqué une banque de la capitale. M. Dupont, qui a été jugé en vertu d'un texte antérieur, a été condamné à la justice espagnole recon-

sidère son cas.

● L'ARCHEVÊQUE DE MADRID se déclare partisan d'une « socialisation de l'enseignement » dans sa première lettre chrétienne publiée par la revue Espina à Madrid. « Il faut arrêter rapidement la socialisation de l'enseignement pour que tous sans exception puissent bénéficier de l'éducation. C'est absolument nécessaire dans une société démocratique », écrit le cardinal Tarazona. — (A.F.P.)

● M. SANTIAGO CARRILLO A DEFENDU LA MONARCHIE à l'occasion d'un meeting de son parti, le 1^{er} octobre, à Madrid. « Je suis républicain », a déclaré le secrétaire général du parti communiste espagnol. Mais, au lieu d'un roi, nous aurons autour d'un président, la poudre aurait déjà parlé. — (U.P.I.)

● LES STATIONS DE RADIO ne seront plus obligées de diffuser les bulletins d'information officiels émis par le réseau national contrôlé par le gouvernement. Ces bulletins d'information émis imposés depuis la fin de la guerre civile. — (A.F.P., Reuter.)

Indonésie

● M. ADAM MALIK, ministre des affaires étrangères depuis mars 1968, et M. Maschur, ministre de l'information, ont donné leur démission samedi 1^{er} octobre, pour entrer au Parlement. De ont été remplacés à titre provisoire respectivement par le général Syarif Thayeb, ministre de l'éducation, et par le secrétaire d'Etat, Sudarmono. — (A.F.P., Reuter.)

Irak

● M. DANIEL MAYER, président de la Fédération internationale des droits de l'homme, a indiqué, le 27 septembre, à Genève, que selon les dernières enquêtes effectuées par des représentants de la Fédération, la situation des Kurdes en Irak ne correspond pas aux conclusions rassurantes transmises par M. Denis Fayot, président de la Ligue suisse des droits de l'homme, à M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies.

République démocratique allemande

● DEUX RESSORTISSANTS DE LA R.F.A., accusés d'avoir facilité le passage à l'Ouest de contestataires est-allemands en échange d'« importantes sommes d'argent », ont été condamnés samedi 1^{er} octobre à quinze et six ans de prison par un tribunal de R.D.A. — (A.F.P., A.P.)

Zaire

● L'AGENCE OFFICIELLE ZAIRE-PRESSE a annoncé samedi 1^{er} octobre que trois capitales africaines, Maputo (Mozambique), Luanda (Angola) et Alger, ont « ouvert depuis la fin de la guerre du Shaba (le 26 mai), d'importantes réunions subversives, groupant tous les soi-disant libérateurs ou opposants au régime actuel (...) pour contrer le vent de la démocratisation des institutions qui souffle sur la République du Zaïre ». L'agence ajoute avoir pris la responsabilité de rompre le silence et pour alerter l'opinion internationale sur le nouveau complot. — (A.F.P.)

L'année préparatoire à Médecine

permet aux bacheliers toutes séries d'acquiescer les connaissances et de faire le programme PC2M. CEDES. 7729494 ou 7451811

DIRECTION GÉNÉRALE

200.000 F

Transport et Transit — La filiale française d'un important groupe international recherche pour Paris, le Directeur « Transports et Transit ». Dépendant du Président Directeur Général de la société, il sera chargé de réorganiser ce secteur et de proposer une politique de développement national et international. Bénéficiant d'une large autonomie, il sera responsable de la réalisation des objectifs définis en participant personnellement à l'action commerciale. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, ayant l'expérience des transports internationaux, du transit et des problèmes de distribution. Son esprit d'entreprise, ses qualités de réalisateur, et son ouverture internationale seront décisifs. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle, de l'ordre de 200.000 francs, sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat. La taille du groupe offre d'intéressantes perspectives d'évolution à un homme de valeur. Ecrire à J. MOUÏER à Paris. Réf. A/2578M

DIRECTION ASSURANCE-QUALITÉ

Paris

Combustibles nucléaires — Une importante société du secteur nucléaire recherche, dans le cadre d'un grand projet européen d'avenir, un Responsable « Assurance-Qualité » pour son département fabrication des combustibles. En relation étroite avec le directeur de ce département, il devra promouvoir un système d'Assurance-Qualité et le faire évoluer de pair avec les méthodes, la technologie et les hommes. Pour cela, il coordonnera les différents services pour ce qui concerne la qualité. Il supervisera la planification des actions, les procédures d'organisation du travail, leur codification et l'établissement des documents de base, en fonction des réglementations en vigueur. De plus, il interviendra à un haut niveau auprès des fournisseurs et co-traitants européens pour l'agencement et l'évaluation de leurs procédés, et auprès de la clientèle pour lui apporter toutes les garanties nécessaires. Ce poste de premier ordre ne peut convenir qu'à un ingénieur âgé d'au moins 32 ans, ayant une large expérience des systèmes d'Assurance-Qualité, de préférence dans le secteur nucléaire ou dans une industrie de pointe (aérospatiale, aéronautique...). La rémunération annuelle, liée au haut niveau de responsabilité de ce poste, pourra être élevée si l'expérience et la valeur du candidat le justifient. Des informations complémentaires seront données au cours d'un entretien strictement confidentiel. Ecrire à P. POUQUET à Paris. Réf. A/2578M

DIRECTION MÉTHODES TECHNIQUES

140.000 F

Cette importante société du secteur mécanique, dans le cadre d'un groupe international, recherche le responsable des services techniques de son usine située à une centaine de kilomètres de Paris. Dépendant du Directeur de l'usine, il dirigera plus de 200 personnes et aura pour mission d'améliorer les processus de fabrication (études des postes et des gammes), d'optimiser les moyens et des temps, il sera responsable de l'évaluation des fabrications et des techniques des nouveaux produits (études d'investissement, réalisation des implantations, gestion des équipements, outillages...). Ce poste important s'adresse à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 35 ans, justifiant d'une expérience confirmée des méthodes et de l'industrialisation acquise de préférence dans le cadre de fabrications mécaniques de série. Une personnalité de premier plan et de solides connaissances économiques seront nécessaires. La pratique de l'anglais sera très utile. La rémunération annuelle, de l'ordre de 140.000 francs, sera liée à l'expérience du candidat. Ecrire à Paris. Réf. B/5623M

INGÉNIÉRIE PÉTROCHIMIQUE

Europe - Moyen-Orient

Une société en pleine expansion et appartenant à un groupe international, spécialisée dans la vente d'équipements et d'ingénierie auprès des industries de « process » dans le domaine du pétrole et du gaz, recherche plusieurs candidats pour renforcer ses positions déjà bien implantées dans le monde.

Responsable des Ventes

Trois postes sont à pourvoir en France, aux Pays-Bas et au Moyen-Orient. Les candidats retenus devront avoir acquis une solide expérience d'au moins cinq ans de préférence dans le domaine de la pétrochimie ou du « process ». Une bonne connaissance de l'ingénierie chimique ou mécanique serait un atout supplémentaire. Réf. B/5623M

Directeur Financier

Basé à Paris, il sera responsable de toute la comptabilité de plusieurs établissements européens. Une parfaite maîtrise de la fonction financière à un niveau international est nécessaire. Réf. B/5623M

Directeur du Personnel

Basé à Paris mais avec obligation de voyager fréquemment à travers l'Europe, le candidat retenu devra avoir acquis une parfaite connaissance des techniques modernes de direction du personnel à un niveau international. Réf. B/5624M

Ingénieurs des Ventes et « Process »

Plusieurs postes sont à pourvoir en France et également aux Pays-Bas. Les candidats devront avoir acquis une bonne expérience dans leur spécialité, de préférence dans le domaine de l'industrie pétrolière ou du gaz.

Pour ces postes, il est indispensable d'avoir une bonne connaissance de la langue anglaise. La société offre des salaires de haut niveau qui seront déterminés selon le degré de compétence atteint, et auxquels s'ajouteront, le cas échéant, des indemnités d'expatriation. Les entretiens auront lieu en France, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Les candidats doivent adresser à Paris un C.V. très détaillé en précisant les numéros de téléphone où ils peuvent être contactés très rapidement.

Adressez C.V. détaillés en précisant la référence sur l'annonce. Pour les réf. A, nous vous remercions de nous transmettre l'accusé de réception des candidats. Pour les réf. B, les réponses seront transmises à notre client, sans être envoyées à notre service de contrôle. Indiquant les numéros des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Paris - Milan - Stockholm - Zurich

AFRIQUE

Discussion de l'anglais est entrée dans une phase accrue

AFRIQUE

Rhodésie

APRÈS LA RENCONTRE ENTRE MM. SMITH ET KAUNDA La discussion du plan anglo-américain est entrée dans une phase décisive

Confirmant une information diffusée samedi 1^{er} octobre par l'agence de presse sud-africaine et le Financial Times de Londres, les gouvernements de Rhodésie et de Zambie ont annoncé le jour même, huit heures de discussions à Lusaka. A Salisbury, ces entretiens « cordiaux » sont qualifiés d'acte de courage.

De leur côté, les autorités zambiennes minimisent la portée de cette rencontre, consacrée à l'examen du plan anglo-américain de règlement du conflit rhodésien, assurant que « rien d'important » n'en a résulté. L'annonce de ces conversations est accueillie avec une surprise embarrassée à Dar-es-Salaam (Tanzanie), où un porte-parole a indiqué dimanche à l'A.P.F. que le président Nyerere n'avait pas été informé de l'initiative zambienne. — (A.P.F. Reuters).

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La discussion sur le plan anglo-américain pour régler le conflit rhodésien est entrée dans une phase décisive.

En se rendant clandestinement à Lusaka pour y rencontrer le président zambien, le premier ministre rhodésien a confirmé, de façon spectaculaire, qu'il acceptait de discuter au fond. En prenant la responsabilité de l'accueil chez lui, M. Kaunda a signifié à Pretoria que, sur la question rhodésienne, le dialogue interrompu voilà deux ans pouvait reprendre.

Ces entretiens entre les deux ennemis du Zambèze (1) ont eu lieu quarante-huit heures après le « sommet » de Maputo, à l'occasion duquel les États africains de la « ligne de front » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie) avaient donné un « feu vert », assorti cependant de sérieuses réserves, à l'initiative anglo-américaine. Trois jours après avoir rendu secrètement visite au président Kaunda, M. Smith a invité le « commissaire résident » désigné par Londres, et le futur « représentant spécial » des Nations unies à se rendre à Salisbury. Apparaissant, MM. Mugabe et Nkomo, les dirigeants du Front patriotique, avaient fait savoir qu'ils étaient prêts à poursuivre les discussions avec Londres.

Un geste habile ?

En demandant, jeudi, à M. Kurt Waldheim de désigner un représentant pour discuter avec « toutes les parties intéressées » des conditions du transfert du pouvoir en Rhodésie, le Conseil de sécurité des Nations unies a accepté à son tour de ne pas gêner les efforts de Londres et de Washington pour régler le conflit. Mais il ne faudrait pas pour autant en conclure que le plan anglo-américain est d'ores et déjà entré dans sa phase d'application.

Tout en escomptant un règlement fin 1978, M. Smith s'est bien gardé jusqu'ici d'approuver les dispositions prévues par Londres et Washington. Le temps où il pouvait se contenter de claquer les portes devant toute initiative « extérieure » est révolu. Mais il ne s'est encore engagé que sur de vagues principes. L'invitation lancée par Salisbury à lord Carver, le commissaire résident désigné par Londres, est même interprétée, dans certains milieux, comme un geste habile permettant à M. Smith de ne pas se retrouver à la traîne des événements.

De son côté, le Front patriotique n'a pas encore cédé sur un point crucial : sa volonté d'être le « super-intendant », pour reprendre l'expression de M. Nkomo, de la transition. Selon le plan anglo-américain, pendant cette phase d'une durée de six mois au plus, le commissaire-résident aurait pratiquement tous les pouvoirs, notamment celui d'organiser des élections générales avec l'aide et sous le contrôle du représentant spécial des Nations unies. Le Front patriotique veut, au contraire, être déjà représenté à tous les échelons du pouvoir pendant cette période de transition.

Le plan anglo-américain se heurte à un autre obstacle plus grave : le mécanisme envisagé semble plus capable de mettre un terme au pouvoir minoritaire européen que d'éviter le déclenchement entre ses éventuels successeurs africains d'une guerre civile. Rien ne prouve qu'après le départ du commissaire-résident britannique et des « casques bleus » les dispositifs prévus par la Constitution et les résultats des élections générales seraient respectés.

MM David Owen, secrétaire au Foreign Office, et Andrew Young, représentant américain aux Nations unies, ont néanmoins réussi à faire accepter leurs propositions comme base de discussion. La rencontre Smith-Kaunda le confirme en dépit de la gêne apparente des Zambiens à la divulgation d'un secret bien gardé, une réaction qui semble indiquer que les autres présidents de la « ligne de front » n'étaient pas forcément au courant.

Dans la capitale zambienne, le même jour, MM. Nkomo et Mugabe s'entendaient sur la position du Front patriotique, que le premier devait, quelques jours plus tard, aller défendre devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Coïncidence ? M. Nkomo, qui passe pour le champion de M. Kaunda, avait été le dernier interlocuteur africain de M. Smith, avant la rupture de leurs pourparlers le 15 mars 1976.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) Avant la proclamation unilatérale de l'indépendance de la Rhodésie en 1965, M. Ian Smith était le premier ministre de la Rhodésie du Sud, ancienne dénomination de la colonie de la Couronne. La Zambie, dont l'indépendance a été proclamée en 1964, est l'ancienne Rhodésie du Nord, dont M. Kaunda a été le premier ministre. Les deux États sont séparés par le Zambèze.

Italie

Plusieurs partis accusent les extrémistes de vouloir créer un « climat de guerre civile »

De notre correspondant

Rome. — Les Italiens ne comprennent pas pourquoi, du jour au lendemain, la violence politique a resurgi dans leurs rues. Jusqu'à l'assassinat d'un militant d'extrême gauche, à Rome, vendredi 30 septembre, tout était calme, au moins en apparence. Aussitôt les coups de feu tirés par un néo-fasciste, des centaines de foyers de guérilla urbaine se sont rallumés. La journée de samedi a été l'une des plus « chaudes » de ces derniers mois : dans une dizaine de villes — mais surtout à Rome, Turin, Bologne et Milan, — des extrémistes de gauche se sont acharnés, à coups de barre de fer et de cocktails Molotov, contre des permanences du Mouvement socialiste (extrême droite), des bars fréquentés par des néo-fascistes, des véhicules anonymes et des magasins.

Ce règlement de comptes se soldera probablement par une douzaine de victimes, puisque un jeune homme de vingt ans, brûlé vif dans un café de Turin, était mourant à l'hôpital lundi matin. Le calme semble toutefois être revenu. Une heure de grève générale devait être observée, à Rome, ce lundi, à l'occasion des funérailles du militant d'extrême gauche.

Rage passagère due à un acte de provocation isolé, ou début d'une nouvelle tension délibérée, déclenchée et entretenue par ceux qui misent sur le désordre pour atteindre leurs objectifs politiques ? Une fois de plus, la question est posée, et il n'est pas facile d'y répondre : les deux

extrémismes opposés se manifestent en même temps et finissent par produire des effets identiques. « Le colloque de Bologne s'était trop bien passé. Déçu, les fauteurs de troubles ont saisi la première occasion pour tout faire sauter. » C'est en substance ce qu'écrit le journal du parti socialiste, et c'est ce que croient beaucoup d'hommes politiques italiens. Les fauteurs de troubles pouvant être aussi bien les néo-fascistes qui gravitent autour du M.S.I. de M. Almirante que les terroristes et les « autonomes » d'extrême gauche qui avaient été mis en minorité à Bologne. Le but des uns et des autres semble être clair : mettre en difficulté le cadre politique actuel. Cela dit, les partis prennent soin d'éviter l'amalgame. À gauche, même si les « autonomes » inquiètent davantage, c'est aux néo-fascistes que l'on s'en prend. Les socialistes vont jusqu'à réclamer l'interdiction du M.S.I. Le P.C. se contente de demander que tous les procès en attente contre les violents d'extrême droite aient lieu rapidement. Plusieurs partis, à commencer par la D.C., n'hésitent pas à renvoyer dos à dos les extrémistes des deux bords en les accusant de vouloir créer un « climat de guerre civile ». Beaucoup d'Italiens semblent être de cet avis.

ROBERT SOLÉ.

Grande-Bretagne

Le congrès travailliste s'ouvre dans une atmosphère favorable au gouvernement

De notre correspondant

Londres. — Le soixante-seizième congrès du parti travailliste s'ouvre ce lundi 3 octobre à Brighton dans des conditions économiques et politiques favorables à M. Callaghan et aux dirigeants modérés du Labour. La gauche, majoritaire au sein de l'exécutif du parti, donnera sûrement de la voix pour dénoncer la politique de M. Healey. Il est douteux cependant qu'elle aille au-delà de quelques discours virulents et de quelques gestes symboliques, comme le refus d'accorder plus de dix minutes de temps de parole à M. Healey (le chancelier de l'Échiquier, éliminé de l'exécutif, n'est plus qu'un délégué ordinaire autorisé à parler seulement cinq minutes à la tribune). Les félicitations de la communauté financière internationale, les compliments des gazettes de Zurich adressés à M. Healey, le rendent d'autant plus suspect à la gauche de son parti. Mais il est peu probable qu'après avoir exprimé leur mécontentement général, manifesté leurs inquiétudes sur le niveau record du chômage, et multiplié les avertissements à la gauche et les « gros bataillons » des syndicats livrent bataille à M. Callaghan.

Cette relative modération s'explique en partie par un sentiment diffus parmi les délégués, inavouable pour les doctrinaires mais très perceptible chez les dirigeants des trade unions, que la fin du « tunnel » est en vue, et qu'il serait absurde, si près du but, de compromettre les chances d'un succès rendu possible par les sacrifices des travailleurs. La reconstruction de l'alliance parlementaire avec les libéraux assure d'autre part à M. Callaghan la liberté de choisir la meilleure date pour les élections générales avec une bonne chance de l'emporter si la situation économique continue de s'améliorer. Les derniers sondages confirment tous que les travaillistes regagnent du terrain (selon l'Institut Gallup, l'avance des conservateurs est tombée de 14 % en juillet à 11 % en août et 4 % en septembre).

Le Labour peut ainsi espérer « coiffer » sur le poteau ses adversaires et former un gouvernement avec l'appui des petites formations, à commencer par les libéraux et les nationalistes écossais. À la veille de l'ouverture du congrès, M. Healey, dans une lettre adressée à l'exécutif du Labour, met en garde contre une relance prématurée ou trop rapide de l'économie. Il précise notamment que les assouplissements fiscaux tant attendus dépendent du niveau d'augmentation des salaires, que le gouvernement veut limiter à 10 %. Plus tard, dans une interview télévisée, le chancelier a précisé que la relance devra être « lente mais régulière », et il a parlé d'un « modeste » stimulant. Apparemment, M. Healey n'envisage pas d'injecter plus de 1 milliard de livres dans l'économie, alors que certains syndicalistes souhaitent 2 ou 3 milliards de livres.

HENRI PIERRE.



L'homme No.1 Hertz sort plus vite de la foule.

En louant une voiture Hertz, vous êtes d'emblée un homme N° 1.

Et un homme N° 1 n'attend pas.

Alors, quand vous voulez une voiture Hertz, vous l'avez instantanément : une Ford Fiesta, une Simca, une Granada, ou bien encore une autre bonne voiture. Entièrement nettoyée et contrôlée. Cela fait partie du service Hertz ! Un service efficace, rapide et toujours plein d'idées. Notre dernière innovation : le Hertz N° 1 Club.*

Un membre du Hertz N° 1 Club n'a pas à attendre que son contrat de location soit prêt, nous l'avons déjà rempli à l'avance pour lui. Avant de partir, téléphonez à l'un des numéros inscrits en bas de page, à votre agence Hertz la plus proche ou bien encore à votre agent de voyages. Indiquez votre numéro d'inscription au Hertz N° 1 Club et les

détails de votre réservation. Votre voiture vous attend, prête à « décoller ». Il vous suffit de montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit. Vous signez. Et hop ! vous prenez le volant.

Alors pour louer une voiture, venez chez nous. Vous deviendrez un homme N° 1. Et, comme 2 millions d'hommes d'affaires à travers le monde, pourquoi ne pas adhérer au Hertz N° 1 Club.

Ni recommandation spéciale. Ni cotisation. Un simple formulaire à retirer auprès des agences ou comptoirs Hertz. Ou encore plus simple, à votre prochaine location Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera automatiquement.

Pour vos règlements, utilisez l'une des principales cartes de crédit. Ou mieux, la carte de crédit Hertz : nous ne comptons pas d'intérêts.

* en Allemagne, Hertz VIP Club.



Hertz No.1 Club

Téléphonez, signez et prenez le volant.

PARIS (01) 788.51.51

LYON (78) 27.28.86

NICE (93) 83.07.01

La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision.

Vos cheveux subissent une agression de tous les instants. Votre cuir chevelu est littéralement assailli par les poussières et impuretés qui viennent se mêler à des sécrétions anormales. Le crâne vous démange. Vos cheveux sont secs, cassants. Les pellicules de plus en plus nombreuses. Prenez aujourd'hui la décision de réagir.

EUROCAP joue cartes sur table avec ses clients. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si nos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. S'ils s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le succès des méthodes de L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité.

Envoyez, téléphonez ou présentez-vous pour prendre rendez-vous (l'Institut est ouvert sans interruption, du lundi au vendredi de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h).

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES

4, rue de Castiglione 75001 Paris - Tél. : 260.38.84

LILLE : 16, rue Faidherbe - Tél. : 51.24.19

BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. : 48.06.34

TOULOUSE : 42, rue de la Pomme - Tél. : 23.29.84

METZ : 24, En Chapellerie - Tél. : 75.00.11

est conseil

AVERS LE MONDE

Irak

République
démocratique
d'Allemagne

Libye

collectif

DIPLOMATIE

UN ENTRETIEN AVEC M. SPYROS KYPRIANOU

«L'acceptation du partage signifierait la destruction de notre île»

nous déclare le président de la République de Chypre

M. Spyros Kyprianou, président de la République de Chypre, va plaider, devant l'Assemblée générale des Nations unies, la cause de son pays.

En route pour New-York, il s'est arrêté à Athènes pour rencontrer M. Karamanlis, premier ministre grec. M. Kyprianou aura un entretien à New-York le 5 octobre avec le président Carter.

Avant son départ, le successeur de Mgr Makarios a accordé une interview à André Fontaine et à Dimitri Andréou, correspondant du « Monde » à Chypre.

« Êtes-vous satisfait, monsieur le président, du récent vote du Conseil de sécurité sur Chypre ? »

— Ça été une discussion difficile. Mais le résultat final est satisfaisant. Ce n'est pas une résolution idéale, mais elle couvre les points que nous voulions voir traités. Il est clair que le Conseil demande aux Turcs d'arrêter la colonisation de Famagouste. Un autre élément important de la résolution est que le Conseil réaffirme ses résolutions antérieures et demande leur application. En ce qui concerne les pourparlers intercommunautaires, la manière dont la résolution en parle est constructive, puisqu'elle invite les parties en cause à mettre en avant des propositions spécifiques et substantielles. Compte tenu de ce que nous avons nous-mêmes proposé, il s'agit d'un appel aux Turcs pour qu'ils présentent de telles propositions sur tous les aspects du problème chypriote. Je ne sais pas si la partie turque tiendra compte de cette évolution. Ce ne serait pas la première fois, bien entendu, que les Turcs ignorent des résolutions des Nations unies, mais je ne sais pas si leur position sera maintenue.

— Vous pensez que les travaux de colonisation de Famagouste seront interrompus ?

— Au moins pour le moment. Je ne sais pas ce que prévoient les plans à long terme des Turcs.

— Croyez-vous qu'il existe un accord en profondeur au sein du gouvernement turc et entre ce gouvernement et la population turque de Chypre quant à la politique à suivre ?

— Oh ! oui. Je pense que les Chypriotes turcs agissent toujours selon les instructions d'Ankara.

— Vous pensez que le gouvernement d'Ankara suit exactement, quelle ligne il doit suivre, qu'il n'existe pas de division entre ses membres ?

— Je n'en suis pas sûr. Il entend suivre une politique de partage, mais cela dépend des pressions qui peuvent être exercées sur Ankara, spécialement par l'Europe et par les États-Unis. Aussi ne peut-on prévoir ce qui va se passer. Il semble cependant que dans l'avenir pré-

visible la partie turque va insister pour la poursuite de la même politique. Je ne suis pas optimiste pour le proche avenir.

— Mais vous pensez qu'à plus long terme la situation pourrait s'améliorer ?

— Oui. J'ai quelque espoir.

— Surtout grâce à des pressions extérieures sur la Turquie ?

— À cause de divers facteurs, d'abord ces pressions sur la Turquie, mais aussi de l'Occident, mais des organisations internationales, de l'opinion publique mondiale et aussi peut-être les problèmes intérieurs qu'ont les Turcs.

— Vous voulez dire surtout les problèmes économiques ?

— Oui. Il y a aussi une autre raison d'accepter le fait accompli.

— Sur le plan économique, vous êtes plutôt satisfait ?

— Oui. Il y a un progrès qui peut être regardé comme un miracle en comparaison de la situation qui résultait de l'invasion. Mais ce serait une erreur de croire que nous n'avons pas de problèmes. Et il y a encore beaucoup à faire.

— Êtes-vous satisfait de vos récents accords avec la C.E.E. ?

— Oui, pour le moment, mais nous espérons obtenir mieux dans la prochaine étape des négociations.

— Pensez-vous qu'un jour Chypre puisse devenir membre à part entière de la C.E.E. ?

— C'est le but ultime.

— Comment décrivez-vous vos relations avec la Grèce ?

— Excellentes. Nous bénéficions d'un soutien complet d'Athènes.

— Seriez-vous une difficulté, quant à la manière dont le problème de Chypre est discuté, entre l'administration Carter et celles qui l'ont précédée ?

— Je crois qu'il y a une amélioration, bien que les États-Unis n'aient encore formulé clairement aucune position spécifique.

— Les Soviétiques ne nous ont jamais tenu ce langage. Au

contraire, ils répètent qu'ils veulent une solution rapide sur la base des résolutions des Nations unies.

— L'appui donné par l'U.R.S.S. à la position chypriote est-il l'une des raisons du soutien du P.C. (Akal) au gouvernement ?

— Pas nécessairement. C'est un fait que l'Akal a soutenu le gouvernement bien avant que celui-ci soit en fonction. Il peut y avoir un rapport. Mais on ne saurait parler de relation de cause à effet.

— Pensez-vous que la coalition actuelle et le sentiment

d'unité nationale qui prévalent parmi la population grecque chypriote vont durer ?

— Nous l'espérons et nous faisons tout ce que nous pouvons pour cela.

— Le fait que M. Lysakidis se soit présenté à la présidence de l'Assemblée nationale contre M. Michalides ne signifie-t-il pas que cette unité est déjà remise en question ?

— Oui, mais il ne faut pas voir là un facteur de division. C'est là un problème secondaire. Je pense qu'une fois l'élection passée on n'en parlera plus.

— Le progrès économique peut être considéré comme un miracle ?

— Mais l'atmosphère est bien meilleure à présent.

— Et en ce qui concerne la France ?

— Nous sommes pleinement satisfaits de la position de la France.

— Quel genre de politique attendez-vous du monde occidental ? Que peut-il faire pour vous ?

— Faire pression sur la Turquie, et je crois qu'il est possible de le faire.

— Vous ne craignez pas qu'une telle pression puisse conduire la Turquie à quitter l'O.T.A.N. et à se rapprocher de l'U.R.S.S. ?

— Je ne crois pas. Je crois que la Turquie dépend à 100 % de l'Occident. Les déclarations qu'on peut lire de temps à autre sur une révision de sa politique relèvent du simple bluff.

— Nous avons souvent le sentiment, en Europe occidentale, que le gouvernement turc est faible, qu'il dépend de la bonne volonté, de l'armée et de l'extrême droite, et que nous assistons à un réveil du nationalisme turc.

— C'est vrai, c'est tout à fait vrai. Mais si une décision est prise à propos de Chypre, elle le sera avec l'accord du Conseil national de sécurité et, dans ce cas, il ne sera pas difficile de faire évoluer l'opinion.

— Même si cela implique l'évacuation d'une partie de Chypre ?

— Oui, mais je ne voudrais pas suggérer que c'est ce qui va se passer.

— Pouvez-vous prédire un peu votre pensée à propos des perspectives immédiates ?

— Je ne pense pas que pour le moment il existe des perspectives de progrès. Je ne pense pas, par exemple, que M. Waldheim organisera une rencontre, à moins qu'il n'ait à l'avance le sentiment qu'elle pourrait conduire à des gestes constructifs. Les Américains, de leur côté, avant de s'engager, veulent savoir s'il y a place pour des discussions utiles. Il peut y avoir entre-temps des pourparlers exploratoires.

— Ne croyez-vous pas que, si les États-Unis déclaraient clairement qu'ils ne souhaitent pas l'entrée de Chypre dans l'O.T.A.N., cela faciliterait la recherche d'une solution ?

— Je n'en suis pas sûr. Et je suis sûr que les Soviétiques savent parfaitement à quoi s'en tenir sur les vues américaines à ce sujet.

— Non, seulement ils le savent, mais ils font confiance aux Américains ?

— Je crois que l'intention des Américains n'est pas de diviser Chypre. M. Clifford m'a dit qu'à leurs yeux le partage était la plus mauvaise solution. Nous sommes une petite île. Le partage ne peut pas marcher. Il signifierait réellement la destruction de Chypre et j'espère que tout le monde finira par le comprendre.

— Même les Turcs.

— Même les Turcs. Pour les Chypriotes turcs ce serait un désastre. Tout le monde le reconnaît. Je ne parle pas de leurs dirigeants.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE et DIMITRI ANDRÉOU.

« Nous nous félicitons de l'initiative de M. Clifford »

— Qu'attendiez-vous de la nouvelle venue de M. Clifford ?

— Nous nous félicitons de cette initiative.

— C'est une initiative américaine ?

— Oui. Nous y voyons un moyen d'appuyer les initiatives des Nations unies. Je ne sais pas ce que sont les plans de M. Clifford pour le moment. À un moment on a un autre, je pense qu'il va voyager de nouveau. Il est probable que je le rencontrerai à New-York.

— Je pense que la position des États-Unis est que le problème de Chypre constitue une priorité essentielle (top priority), mais je ne pense pas qu'ils aient formulé jusqu'à présent une politique spécifique.

— Ne croyez-vous pas qu'ils soient disposés à favoriser un partage de Chypre non pas seulement de fait, mais de droit, entre la Grèce et la Turquie, ce qui conduirait Chypre à entrer dans l'O.T.A.N. ?

— Ils ne nous ont rien dit de cette nature. Au contraire, ils

nous ont répété qu'ils voulaient que Chypre demeure un État indépendant et souverain.

— La crainte de voir l'île intégrée dans l'O.T.A.N. ne constitue-t-elle pas l'un des éléments essentiels de l'attitude de l'U.R.S.S. et de son opposition à la partition ?

— On n'a jamais parlé de partage du côté américain.

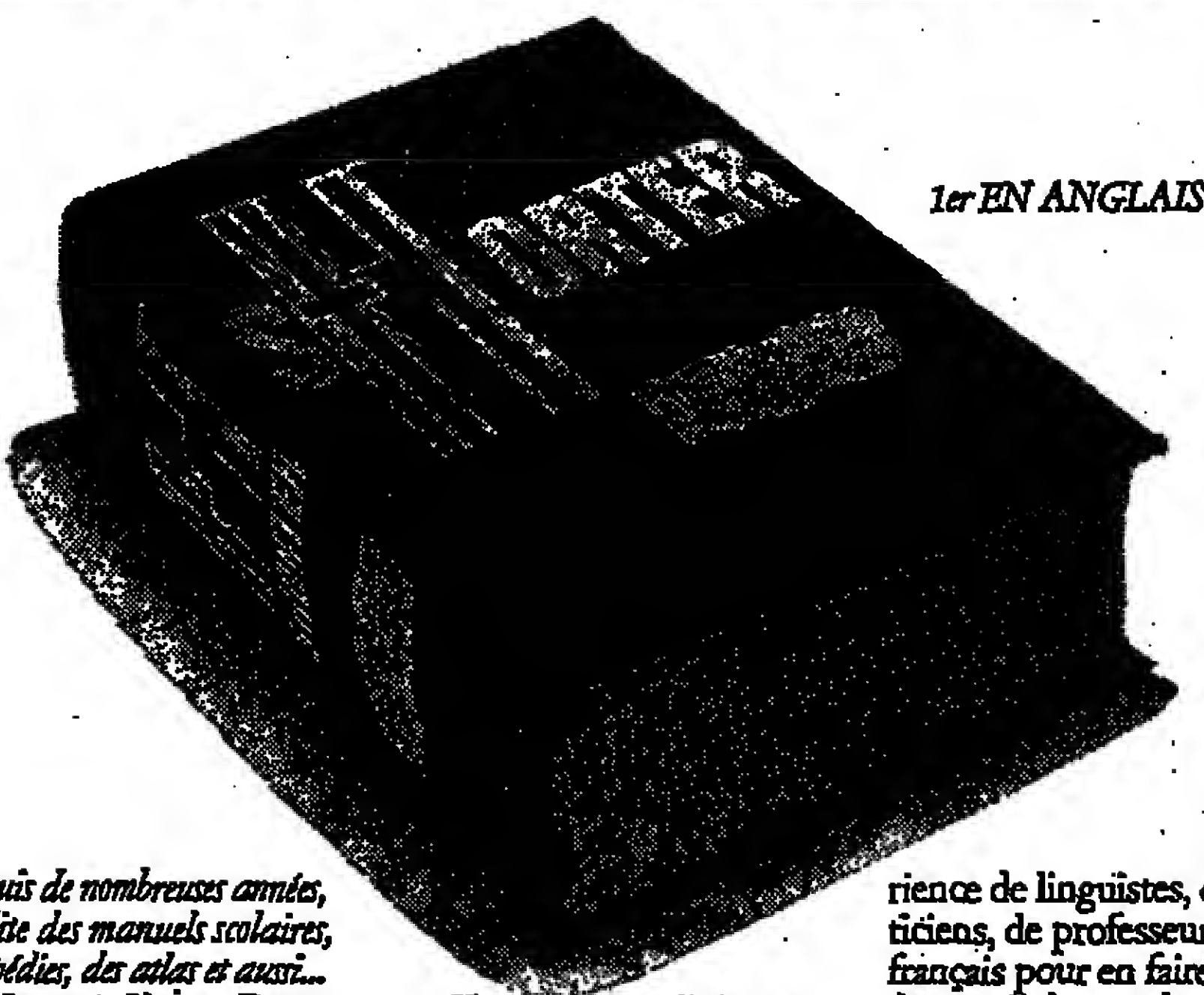
— Et cependant, les Soviétiques éprouvent bien cette crainte ?

— Oui, ils n'aimeraient pas ça. Les Russes, comme vous savez, ont soutenu l'existence de Chypre comme un État indépendant et souverain, non aligné, ce qui coïncide avec les principes de la résolution des Nations unies.

— En même temps, les Soviétiques n'ont pas trop tendance à faciliter un arrangement qui désendrait les rapports entre deux alliés des États-Unis. M. Gromyko ne l'a-t-il pas dit lui-même très clairement ?

— Les Soviétiques ne nous ont jamais tenu ce langage. Au

LES INTERNATIONAUX DE BORDAS



1^{er} EN ANGLAIS.

Depuis de nombreuses années, Bordas édite des manuels scolaires, des encyclopédies, des atlas et aussi le célèbre Harrap's Shorter. Dans le domaine particulier de l'étude, Bordas connaît mieux que quiconque les attentes du public et les moyens de les satisfaire.

C'est dire que les dictionnaires bilingues qui constituent aujourd'hui la collection des Internationaux sont le fruit d'une longue expérience.

Conçus par des auteurs étrangers.

Bordas a choisi pour tous ses dictionnaires des ouvrages conçus par des auteurs de la langue étrangère concernée.

C'est une des garanties de leur valeur et de leur richesse. Les Internationaux aident à mieux saisir les nuances souvent subtiles qui font le génie d'une langue. Ils rendent compte des expressions courantes qui lui sont spécifiques. À l'aide d'exemples concrets ils illustrent l'emploi des mots régis par une syntaxe différente de la nôtre. Enfin ils établissent les frontières entre langage écrit et langage parlé.

Toutes ces qualités sont illustrées de façon exemplaire dans les dictionnaires Harrap que Bordas a choisis pour l'anglais. La richesse du vocabulaire qu'ils proposent est inégalée. Langue courante, langue technique, américanisations et même canadiannismes, expressions et idiotismes, les Harrap donnent une idée juste, précise et claire de la langue anglaise.

Adaptée aux besoins du public français.

À partir d'ouvrages conçus par des auteurs étrangers Bordas s'est appuyé sur l'expé-



rience de linguistes, de sémanticiens, de professeurs de français pour en faire des outils de travail de grande précision, sans cesse actualisés.

Connaissant parfaitement les nuances de notre langue et les difficultés que peuvent constituer pour des Français telle tournure ou telle prononciation, ils ont enrichi et adapté chaque dictionnaire aux besoins de leurs utilisateurs.

Une collection de dictionnaires bilingues.

Anglais, Espagnol, Allemand, Italien, il existe pour chacune de ces langues un ou plusieurs dictionnaires Bordas.

Du plus complet en plusieurs volumes au plus simple qui tient dans la poche, chacun répond à un usage particulier.

Qu'il s'agisse de vérifier le sens d'un mot dans un article de presse étrangère, de comprendre un traité d'économie, ou de traduire un ouvrage scientifique, Bordas permet aujourd'hui à chacun de franchir les obstacles que pourrait représenter l'usage d'une langue étrangère.

Pour l'anglais, Bordas a choisi Harrap

(fr.-al./al.-fr.) en 1 ou 2 vol.
Un dictionnaire d'une richesse exceptionnelle. La nouvelle édition spécialement adaptée pour les usagers français permet d'éviter bien des difficultés de grammaire, d'orthographe, de conjugaison, de pluriel, de syntaxe.

Pour l'espagnol, Bordas a choisi chez Bibliograf le Manual

— Manual (fr.-esp./esp.-fr.).
Un nouveau dictionnaire extrêmement riche en exemples, en explications de sens, en indications grammaticales. Bordas diffuse aussi deux dictionnaires monolingues : El Diccionario Escolar de la Lengua Española et el Diccionario General Ilustrado de la Lengua Española.

Pour l'italien, Bordas a choisi Garzanti

— Garzanti (fr.-ital./ital.-fr.).
Un dictionnaire riche en références classiques mais où les termes techniques occupent aussi une large place.

Pour l'allemand, Bordas a choisi chez Klett le Weiss-Mattutat

— Neues Weiss-Mattutat

Pour l'espagnol, Bordas a choisi chez Klett le Weiss-Mattutat

— Neues Weiss-Mattutat

Pour l'anglais, Bordas a choisi Harrap

— Harrap's Standard (angl.-fr.) 1 vol.
— Harrap's New Standard (fr.-angl.) 2 vol.
D'un niveau élevé, c'est le grand classique et le plus complet pour les professionnels.

— Harrap's Shorter (fr.-angl./angl.-fr.) en 1 ou 2 vol.
C'est le plus connu car il convient au plus grand nombre. Plus d'un million d'exemplaires en ont été vendus dans le monde entier.

— Harrap's New Pocket (fr.-angl./angl.-fr.).
Un petit dictionnaire, mais cependant très complet.

— Harrap's Mini (fr.-angl./angl.-fr.).
Un compagnon de voyage idéal. Tout petit, mais même à ce format on retrouve la grande qualité des Harrap.

Bordas diffuse également un dictionnaire monolingue : le Collins English Learner's Dictionary.

Langage et technique chez Dunod.

Pour les traducteurs d'ouvrages spécialisés et pour les chercheurs, Dunod propose une collection complète de dictionnaires bilingues ou trilingues spécialisés.

Quelle que soit votre spécialité, chimie ou électronique, informatique ou machines-outils, vous trouverez sûrement dans le catalogue Dunod le dictionnaire spécialisé dont vous avez besoin. Renseignez-vous auprès de votre libraire.

Le dernier-né de cette collection est le Dictionnaire Technique Général (anglais-français) de J. Gerald Belle Isle. Instrument de travail indispensable, il contient plus de 49.000 noms de langues anglaise appartenant à une gamme de techniques industrielles et commerciales modernes, traduits par près de 125.000 équivalents de langue française. Un dictionnaire technique de référence édité par Dunod.

dunod

UNE GRANDE COLLECTION DE DICTIONNAIRES BILINGUES "LES INTERNATIONAUX DE BORDAS".

Bordas

ALGERIEN
ARABE
ARABO-ARABIE
ARABO-EGYPTIEN
ARABO-IRANIAN
ARABO-ISRAELIEN
ARABO-JORDANIEN
ARABO-LIBYEN
ARABO-MARITIME
ARABO-SYRIEN
ARABO-TUNISIEN
ARABO-YEMENITE
ARABO-ZARANDI
ARABO-ZARANDI
ARABO-ZARANDI
ARABO-ZARANDI

UNE GRANDE COLLECTE
DE DICTIONNAIRES
BILINGUES
"LES INTERNATIONAUX
DE BORDAS"

Bordas

سكزا من الامم

ASIE

Pakistan

Les élections générales sont ajournées

Les élections générales, qui devaient avoir lieu le 18 octobre, sont ajournées « sine die », a annoncé, samedi 1^{er} octobre, le général Zia-ul-Haq, qui avait assuré, le 5 juillet, quand l'armée avait renversé M. Ali Bhutto, que des élections générales auraient lieu « dans les quatre-vingt-dix jours ». L'administrateur en chef de la loi martiale a justifié le report de la consultation par le « climat de violence » régnant dans le pays.

Cette décision était prévisible depuis l'arrestation de M. Bhutto, ancien premier ministre, qui avait annoncé son intention de participer à la campagne électorale. Une partie du haut commandement militaire est hostile à un retour des civils au pouvoir. Le général Zia, qui a pu vouloir conduire le pays au désastre uniquement pour tenir des élections, la loi martiale va s'appliquer désormais avec plus de sévérité. Ce sont pour le moment les militants du parti de M. Bhutto qui en subissent la rigueur : dimanche, quatre-vingt de ses membres ont été arrêtés. Le général Zia-ul-Haq, qui vient de suspendre également toutes les activités politiques, s'est posé en véritable procureur vis-à-vis de M. Bhutto, accusé notamment de complicité dans un meurtre politique. Il n'aurait pas été possible de juger — sinon de façon expéditive — l'ancien chef de gouver-

nement avant le 18 octobre, mais son incarcération, puis celle de tout l'appareil dirigeant de son parti, lui enlèvent toute possibilité de reconquérir son ancien électoral.

Dans ces conditions la coalition des conservateurs et religieux, l'Alliance nationale pakistanaise, avait toute les chances de gagner les élections. Sans doute, les militaires ont-ils douté des capacités de ce mouvement à maintenir son unité après son accession au pouvoir, et également à se trouver un chef d'envergure nationale. Au reste, le régime d'état-martial appliqué, à peu de choses près, pour le moment, le programme de l'Alliance. En prolongeant et en renforçant pour une période indéterminée la loi martiale, l'armée se pose, pour la troisième fois dans l'histoire du Pakistan, en arbitre engagé.

G. V.

Bangladesh

La tentative de coup d'État aurait fait une centaine de morts

La tentative de coup d'État militaire qui a eu lieu, dimanche 2 octobre, au Bangladesh, alors que se poursuivaient les négociations avec les terroristes japonais, qui avaient détourné l'avion de la JAL sur Dacca, aurait fait une centaine de morts, dont onze officiers et dix-sept civils. Les mutins ont tenté de prendre d'assaut la tour de contrôle de l'aéroport et ont pu disposer pendant quelques instants de la radio de Dacca. Le général Ziaur Rahman, chef de l'État, a annoncé que le soulèvement avait été maté.

Cette tentative de putsch est en quelque sorte un prolongement de la mutinerie sanglante des soldats révolutionnaires — militants du parti socialiste national (P.S.N.) — qui portèrent le 7 novembre 1976 le général Ziaur Rahman au pouvoir. Depuis deux ans, ce héros de la guerre d'indépendance, en 1971, a certes renforcé son emprise sur l'armée et l'État, mais il s'est également

fait d'opiniâtres adversaires, notamment parmi les jeunes soldats membres de « l'Armée révolutionnaire du peuple », branche militante du P.S.N. au sein des forces armées. En libérant de prison le général Ziaur Rahman, en 1976, et en le portant au pouvoir, ceux-ci avaient l'espoir d'en faire la figure de proue d'une révolution nationale et populaire. Ils escomptaient avoir été rapidement récompensés et désignés aujourd'hui le général Ziaur Rahman comme un « traître » à leur cause.

Peu de temps après les événements de 1976, plusieurs dirigeants du P.S.N., accusés d'avoir voulu conspirer en vue de renverser le gouvernement, furent arrêtés, et l'une des personnalités les plus populaires du mouvement, le lieutenant-colonel Taber — également héros de la lutte de libération — fut condamnée à mort et exécutée. M. Sikur Ali Khan, autre personnalité du mouvement, qui avait tenté de pour- suivre la résistance armée dans la clandestinité, fut à son tour arrêté en novembre 1976. Un comité d'action, dénonçant les

conditions de sa détention s'est formé en Grande-Bretagne. Les prisonniers du Bangladesh regorgent, il est vrai, de détections politiques, et de très graves troubles ont eu lieu en juin dans celle de Dacca, où plus de la moitié des détenus ont été blessés au cours d'incidents.

Le P.S.N. n'est pas la seule force politique réprimée par le régime militaire, qui s'efforce notamment de limiter l'influence de l'ancienne Ligue du peuple.

Des personnalités provenant du parti qui dirigea le pays de 1971 à 1976, ont été élues en nombre assez important, cette année, dans les conseils municipaux. Le 15 août, des partisans de l'ancien chef de la Ligue, M. Mujibur Rahman, ont manifesté à Dacca à l'occasion du second anniversaire de l'assassinat de l'ancien président.

Si l'État a engagé le Bangladesh sur la voie du redressement économique, pratiqué une politique de large ouverture aux investissements étrangers, tenté d'assurer la souveraineté internationale de son pays, battu en brèche sous M. Mujibur Rahman par la tutelle de l'Inde, en se rendant à

plusieurs reprises à l'étranger, et notamment en Chine et dans certains États musulmans modérés, l'homme fort de Dacca cherche encore à donner à son régime les assises politiques qui lui font défaut. Il a tiré profit de l'existence d'une quarantaine de partis politiques « légaux » pour imposer son autorité et bénéficier du manque d'unité dans les rangs de l'armée, bras séculier du régime. Il est parvenu, jusqu'à maintenant, à contenir les éléments les plus radicaux, qui dénoncent l'embourgeoisement et le conservatisme politique de la hiérarchie militaire. Profitant de la situation créée dans la capitale par le déconcentrement du DC-8 japonais, les éléments viennent de rappeler au régime le malaise qui règne dans une partie de l'armée et dans certains milieux politiques. Récemment encore, les milliers de proches du P.C. (M.L.) (parti communiste marxiste-léniniste, pro-chinois), qui soutient le régime, ont exprimé, eux aussi, des réserves sur ses orientations. Le général Ziaur Rahman semblait, à juste titre, sur ses gardes.

GERARD VIRATTE.

Cambodge

Au terme de sa visite à Pékin M. Pol Pot évoque « les luttes » contre les « agents secrets ennemis »

De notre correspondant

Pékin. — Le chef du gouvernement du Kampuchéa démocratique (Cambodge), M. Pol Pot, quitta la Chine le mardi 4 octobre pour la Corée du Nord. Outre le banquet d'adieu qu'il a offert dimanche soir en l'honneur de ses hôtes chinois, il a donné une « conférence de presse » à laquelle les correspondants étrangers à Pékin n'ont pas été admis et dont le contenu est resté inconnu jusqu'à ce compte rendu qu'en a diffusé l'agence Chine nouvelle.

M. Pol Pot s'est essentiellement exprimé comme le chef du parti communiste du Kampuchéa. Évoquant les circonstances dans lesquelles celui-ci avait été créé, il a indiqué qu'un comité avait été formé dès 1967 afin de « formuler la ligne politique » du futur P.C.K. Celui-ci tint son premier congrès le 8 septembre dernier, à Phnom-Penh, réunissant vingt et un délégués, dont quatorze représentant les paysans et sept venus des zones urbaines. Le nouveau parti décida de « lancer la lutte à la fois dans les campagnes et dans les villes » et de prendre les campagnes pour base.

Le leader communiste cambodgien a mentionné le rôle joué par le Front uni national du Kampuchéa (FUNK) après le coup d'État qui installa au pouvoir le régime du général Lon Nol le 18 mars 1970.

A aucun moment, en revanche, il n'a mentionné le nom du prince Sihanouk — qui s'installa à Pékin après cette date, — ni d'ailleurs

celui d'aucun autre dirigeant cambodgien. M. Pol Pot a encore raconté comment, dès avant la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges, en avril 1975, le P.C.K. avait décidé, en février de la même année, le principe du transfert à la campagne de tous les habitants des villes. « Nous savions », a-t-il expliqué, qu'avant l'établissement des organisations d'entraide et de toutes sortes, nous ne pouvions pas suffire pour défendre le régime révolutionnaire. A en juger par les luttes menées de 1976 à 1977, le réseau d'agents secrets ennemis camouflés dans notre pays était serré et complexe.

Le leader cambodgien a encore fait une brève allusion à « nombre d'incidents de trahison ».

Si l'on en croit la version de l'agence Chine nouvelle, à l'exception de quelques paroles sur « la profonde amitié révolutionnaire » entre la Chine et le Kampuchéa démocratique, M. Pol Pot n'a pratiquement rien dit sur la politique étrangère du régime de Phnom-Penh. Les observateurs retiennent seulement que, parmi les objectifs fixés ses origines par le P.C.K. figuraient « la lutte contre l'impérialisme pour l'indépendance, la souveraineté, la neutralité et la paix ». Ces formules sont à rapprocher des paroles favorables que M. Pol Pot avait eues le 28 septembre pour le « mouvement des pays non alignés ».

ALAIN JACOB.

Chine

La fête nationale a été célébrée avec l'éclat d'une inauguration de règne

De notre correspondant

Pékin. — Si l'heure est à l'économie, elle n'est pas encore à l'unité dans la capitale chinoise. Du moins n'a-t-on tenu devant aucun sacrifice pour donner à la célébration de la fête nationale, le samedi 1^{er} octobre, l'éclat supplémentaire d'une inauguration de règne.

Comme si l'on voulait effacer ce mauvais souvenir, les festivités de cette année rappelaient par leur magnificence l'époque antérieure à la révolution culturelle. Le « défilé » de la soirée organisée samedi soir place Tian-An-Men pour laquelle la circulation avait été bloquée dans toute la zone de Pékin dès le milieu de la journée. Deux cent mille personnes, civiles et militaires, ont participé à un spectacle de danses et de chants, illuminé par les gros projecteurs de la défense aérienne, entre le musée de Mao Tse-toung, baignant dans un halo bleuâtre, et des tribunes comblées où avaient été rassemblés des centaines de visiteurs étrangers et un public chinois sélectionné. Le président Hua Guo-feng et les plus hauts dirigeants chinois assistaient à ce happening solennellement réglé durant lequel le ciel s'illumina d'un long feu d'artifice.

Le commun des mortels n'avait bien entendu pas accès à la place Tian-An-Men, mais les réjouissances traditionnelles étaient organisées, à l'intention des masses, dans les principaux parcs de la capitale. Parmi les nouveautés de l'année on pouvait acheter dans les stands pour la somme modeste d'environ 3 francs, une petite

pochette contenant un pistolet à fléchette et quatre cibles, représentant chacune l'un des membres de la « bande des quatre ». L'article avait beaucoup de succès.

Un évident effort avait été fait pour que la population — qui pénètre, à l'occasion de la fête nationale, de près de la moitié de ces congrès annuels — puisse célébrer dignement l'événement. Fruits et légumes se trouvaient en relative abondance, sinon en très grande variété, sur les marchés et dans les magasins, ainsi que toutes sortes de confiseries et quelques poissons. La viande, en revanche, reste sévèrement rationnée.

La grande affaire dont on parle est, au demeurant, l'augmentation de salaires — la première depuis près de quinze ans — dont devrait bénéficier incessamment une partie des travailleurs les moins favorisés ainsi que certaines catégories de cadres, mais qui n'a jusqu'ici pas été officiellement annoncée. De multiples messages de félicitations sont adressés à Pékin, dont la lecture est parfois instructive. Le contraste est notable entre les formules choquées par les dirigeants du Cambodge ou de la Corée du Nord — qui évoquent les uns et les autres l'écroulement de la « bande des quatre », — et le texte protocolaire en provenance de Téhéran qui s'achève par la vœu que les relations « d'amitié et de collaboration » sino-iraniennes se développent également dans l'esprit suivant la voie correcte du marxisme-léninisme et sur la base de l'internationalisme prolétarien. — A. J.

-15%
sur toutes les fourrures jusqu'au 15 Octobre.



Magasin 1 - 3^e et 4^e étages

Samaritaine

PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY



LEXI

UN SONDE

FRA
JUE

Bangladesh

Etat aurait fait une centaine de morts

Les forces armées du Bangladesh ont tué une centaine de personnes lors d'une opération militaire dans le district de Jessore, a annoncé le gouvernement d'Addis-Abeba. Les responsables de l'opération ont déclaré que les forces armées ont rencontré une résistance acharnée de la part des forces armées de libération du Bangladesh. Les forces armées ont tué une centaine de personnes, dont des civils, et ont capturé une grande quantité d'armes et de munitions. Les forces armées ont également détruit une grande quantité de biens matériels. Les forces armées ont déclaré que l'opération a été menée avec succès et que les forces armées de libération du Bangladesh ont été vaincues. Les forces armées ont également déclaré que les forces armées de libération du Bangladesh ont été vaincues.

Camboodge

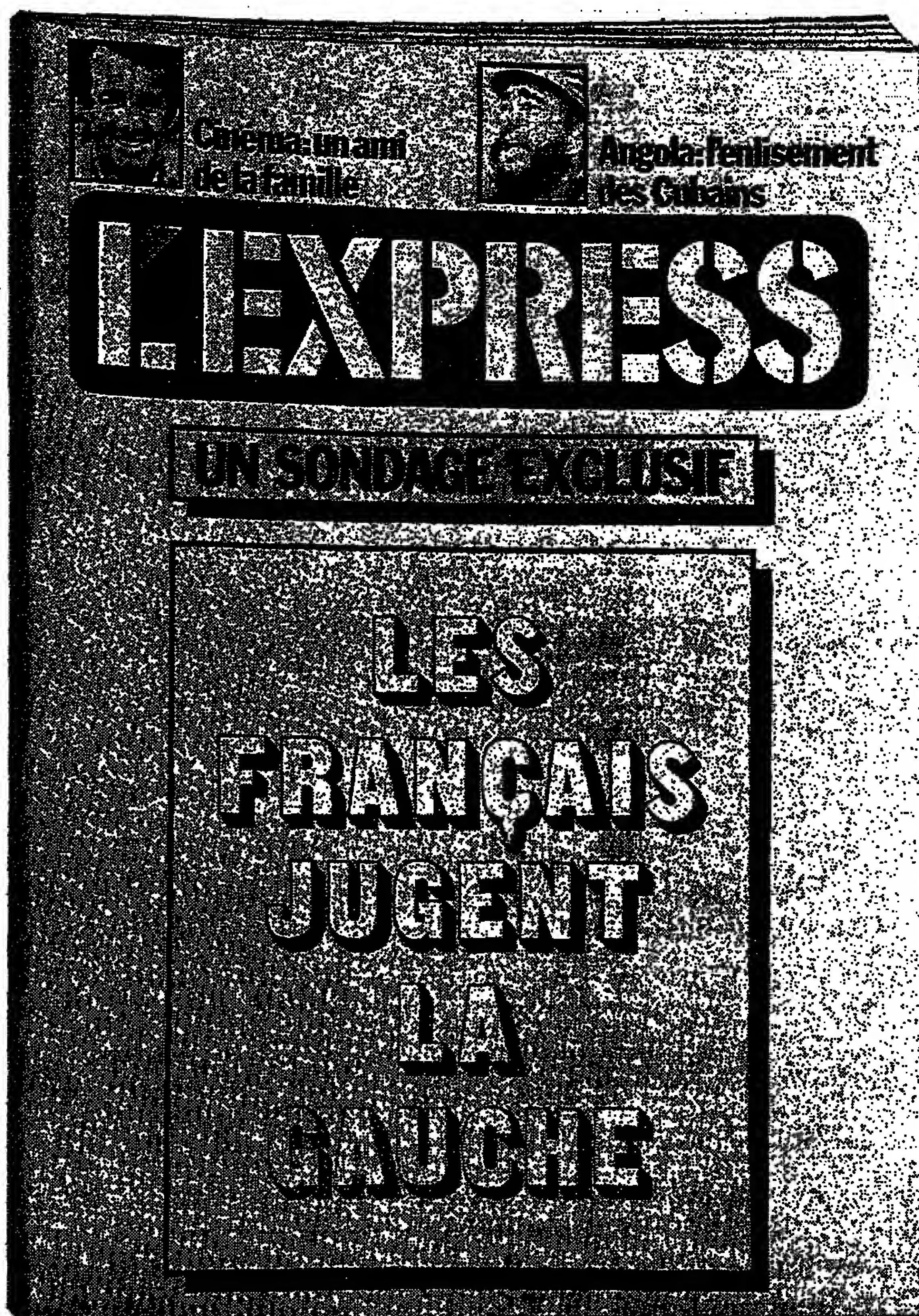
M. Pol Pot évoque les luttes

contre les agents secrets ennemis

bre.



La fête nationale a été célébrée avec l'esprit d'une révolution d'été.



Tous les collaborateurs du service politique de L'Express ont enquêté sur la rupture de l'Union de la gauche. Robert Schneider livre leurs conclusions. Christian Fauvet et Sylvie Pierre-Brossolette ont interrogé les leaders de la majorité. Raymond Aron. Jean-François Revel et Olivier Todd donnent leur opinion. Françoise Monier a été voir à Nantes ce qui se passait sur le terrain, dans une nouvelle municipalité de gauche. Et Tim a croqué Jacques Chirac à Menton.

Concorde vient de gagner une manche dans sa bataille pour atterrir à New York, mais la carte de l'implantation mondiale des Boeing vous fera réfléchir.

A Moscou, M. Raymond Barre a été accueilli sur un tapis rouge. Pierre Salinger l'accompagnait.

Le leader de l'Unita Jonas Savimbi raconte à Christian Hoche l'enlèvement des Cubains en Angola.

De Damas, André Pautard décrit le verrou syrien.

A Nanterre, les innocents et les coupables, pêle-mêle, sont fichés par l'ordinateur. Liliane Sichler a enquêté.

L'U2, l'avion-espion, a sauvé la paix à Cuba en 1962. C'est un récit inédit et passionnant.

Dans ce numéro de L'Express, en vente chez votre marchand de journaux.

l'extrême gauche à la recherche de l'union de la gauche

du P.S.U., évoque dans un appel aux travailleurs la nécessité de créer une « nouvelle dynamique » unitaire. M. Charles Berg, membre du bureau politique de l'Organisation communiste internationaliste, lance le mot d'ordre suivant : « Assez de division : unité P.C.-P.S. aux élections législatives ! L'Organisation communiste des travailleurs, enfin, a toujours mis en avant son souci d'unité entre la droite et la gauche, jusqu'à continuer de renvoyer des ados à des majorités et opposition.

Tout mettais en avant « les travailleurs », auxquels il revient de trancher le débat. Cet appel à la base a-t-il des chances d'être entendu ? L'extrême gauche peut espérer, il est vrai, récupérer certains de ceux que la querelle P.C.-P.S. éloigne de la gauche. Mais, lorsqu'elles évoquent les « masses », les organisations de gauche emploient un vocabulaire souvent fort éloigné de la réalité. Les masses ne sont-elles pas limitées à l'audience des organisations qui les invoquent ? Comme le craint M. Alain Krivine, les révolutionnaires peuvent tout aussi bien payer le prix du désarroi que provoquer la crise et de la démobiliation qu'elle pourrait entraîner.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

L'intransigeance de Lutte ouvrière

Les autres organisations trotskistes ne ménagent pas leurs critiques à la gauche, mais elles mettent en avant la nécessité de battre la droite.

Ainsi l'O.C.T. estime que les
tols partis signataires du pro-
gramme commun « n'ont jamais
divergé entre eux sur leur com-
mune volonté de collaborer avec
le P.C. et de ne pas dissocier
durement sur la brèche ouve-
rière acceptent de vendre la classe
ouvrière ». Les amis de M. Josiua
venaient toutefois tenir compte du
fait que la commission d'experts
se situe d'abord sur le terrain élec-
toral et passe par la victoire de la
gauche. De même, l'O.C.T. consi-
dère que « les masses veulent en-
tendre la vérité ». L'hebdomadaire Informations
ouvrières, organe de l'O.C.T.,
conclut : « La classe ouvrière et la
population exigent l'unité des partis
qui ont pour objectif commun de
leurs partis, le P.C. et le F.S. »

**M. Lecanuet : M. Marchais va flageller
le premier secrétaire du P.S.**

de gauche. (...) Mais cette chance ne suffit pas. (...) Il faut que la majorité, en tout cas ceux qui ont vocation pour le faire — et, je l'espère, M. Raymond Barre lui-même — trace d'audacieuses perspectives sociales pour montrer que c'est le type de société qui est le nôtre qui peut le mieux corriger les injustices qui subsistent. »

M. Jean Lecanuet a poursuivi : « J'ai une analyse un peu différente de celle de M. Chirac. Mais je pense que le grand problème de la gauche qui vient de se manifester n'a pas changé le contrat politique de la gauche. Qu'elle soit à gauche ou à droite, elle a toujours les communistes continuant d'être le battre contre le gouvernement. Elle a toujours le rôle de la gauche. M. Mitterrand n'est même pas le Mitterrand que j'ai vu être obligé de s'abandonner à des sauteuses sur sa gauche, parce qu'il n'avait pas d'attitude politique. C'est Mitterrand, le Mitterrand des critiques de M. Marchais. M. Marchais va flageller M. Mitterrand, et M. Mitterrand, pour ne pas se laisser flageller, va se laisser flageller par le communisme — dont nous saurons qu'il est maintenant brisé — devant nous. C'est une attitude politique plus de gauche. Ceci, naturellement m'intéresse au premier chef. Les électeurs centristes qui ont voté pour moi, et qui ont voté par le programme commun seront appelés, demain, à se détacher du parti socialiste si nous aurons le C.D.S. — une politique résolue d'évolution sociale et si nous y sommes aidés au sein même de la gauche. C'est la seule perspective d'action du premier ministre ».

**M. Mitterrand : nous refuserons
de nous engager plus loin dans une dispute
qui désespère les Français**

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a déclaré dimanche 2 octobre, à Angers :

l'espérance populaire exige tout de nous, et on ne peut se permettre de la décevoir.

[illegible]

dats de notre parti s'écarteront devant les autres représentants de la gauche mieux placés qu'eux dans les combats électoraux.

Nous disposons de la confiance de la gauche, nous sommes certains que nous recueillerons, à quelques mois des élections législatives, l'appui encore que l'on propose un acte où nous aurions manqué nous engager. Seulement, il ne s'agit pas de nous précipiter, nous nous faisons un devoir de ne pas faire un deuxième programme commun avant d'avoir appliqué le premier, et les grandes mandes de nos camarades commencent à acquiescer à l'existence d'un deuxième programme commun. Le P.S. sera ouvert à tout moment, sans rancune et sans rancœur, pour reprendre les négociations. La main tendue et la confiance, nous les aurons toutes deux, à moins de discussions, à moins

**LE CERES
SOUHAITE LA CONVOCATION
D'UN CONGRÈS
EXTRAORDINAIRE DU P.S.**

M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif du parti socialiste au titre de la minorité de cette formation (le CERES), a annoncé dimanche 2 octobre, que lui-même et certains de ses camarades ont saisi M. François Mitterrand de propositions destinées à sortir la gauche de l'impasse, et d'une demande de convocation d'un congrès extraordinaire du P.S.

« Depuis l'arrêt des négociations sur l'actualisation du programme commun, déclare M. Motchane, rien n'est intervenu qui permette une reprise des discussions. Chaque jour qui passe accroît l'anxiété de tous ceux qui mettent leur espoir dans l'union de la grande »

Il estime que la convocation d'un congrès extraordinaire permettrait d'affaiblir davantage encore l'unité du parti et de renforcer l'atmosphère des propositions soumises à ses partenaires ».

Evoquant la polémique entre le parti socialiste et le parti communiste, M. Hôlder Molchane ajoute :

« Il faut que nos camarades communistes mettent un terme à une campagne antisocialiste qui desservirait tous deux de la gauche, leur propre parti. Il faut aussi que les militants socialistes répondent avec sang-froid et responsabilité aux attaques injustes dont ils sont l'objet ».

Un accord d'unité populaire

Porte cette analyse, la direction politique nationale, instance dirigeante du P.S.U. a décidé de lancer un appel pour « créer les conditions nécessaires à la réalisation de la révolution ». Le Monde du 28 septembre, diffusa à un million d'exemplaires dans les entreprises, ce texte. Il proclamait que le régime doit céder la place à une « véritable unité populaire » qui, n'était pas limitée aux seuls dirigeants, mais comprenait aussi les travailleurs d'apporter leurs réponses aux problèmes posés par l'actualisation du programme révolutionnaire. Le document terminait par l'élaboration d'une « réponse à la crise économique anticapitaliste et autogestion-

En agissant ainsi le P.S.U. se défend d'entreprendre une opération de propagande et déclare poursuivre un but unitaire. Mieux vaut un accord « peut-être limité dans son objet au plus urgent », affirme M. Mousset, pour « ériger un accord entre une partie de la droite et une partie de la gauche ». Toutefois il estime qu'il ne faut pas craindre de « mettre de l'huile sur le feu », si l'on veut relancer le débat, non pas tel qu'il est, mais en « posant les vrais pro-

Une telle démarche a cependant peu de chance d'aboutir. Certes le P.S.U. mise sur ses contacts réguliers avec le P.C. (qui s'achèveront à la fin du mois d'octobre), mais il n'est pas sûr que le P.C. ne fait que le rôle de relais. Le fait que les positions qu'il défend correspondent, peu ou prou, à celles de la G.F.D.T. Il contrôle donc son action comme celle d'un agent de liaison. Le rôle tégie autogestionnaire des amis de M. Edmond Maire. Mais il se heurte à un obstacle important : l'attitude du P.S. Le parti communiste ne veut pas se laisser engager le dialogue d'un pas parce qu'il s'efforce de conserver le monopole de la représentation des socialistes, de dire en d'autres termes, qu'il ne veut pas que l'attitude du P.S.U. est ressentie comme quelque peu complice de celle du P.C. Ce dernier ne désire-t-il pas utiliser le rôle du P.S.U. de la rai-

Pour résoudre cette contradiction, la L.C.R. souhaite relancer le débat. « Les membres de ceux qui, dans l'emprise, veulent imposer leur point de vue. La solution à la crise de la gauche n'est pas dans le rabbochage des filiales », écrit M. Alain Krivine. « Elle est dans la généralisation de plates-formes de revendications par l'ensemble de ceux qu'elles concernent. » La

LE MOUVEMENT DE LA SUR LA MAINTIENANCE DE LA FOR

Le conseil national du Mouvement de la paix a siégé samedi 1er et dimanche 2 octobre. Il a notamment étudié les problèmes posés par la décision du P.C.F. de préconiser le maintien de la force de dissuasion nucléaire. De nombreux militants communistes américains ont en effet au Mouvement de la paix. Le conseil national a réaffirmé son hostilité aux armes nucléaires et la notion de « maintenance », défendue par les communistes, a suscité des réactions critiques.

demandé à la délégation soviétique à la conférence qui réunira les représentants signataires d'«*Agreement on the Reduction of the Number of Nuclear Warheads*» la nécessité de mettre l'accent sur des accords de non-recours à l'usage des armes entre les États parties au traité, et de retirer des armements de la zone critique Europe et la réduction de toutes les forces existant en Europe M.

D'autre part, M. C.

Une campagne pour le désarmement

Le Mouvement de la paix a, en revanche, décidé à l'unanimité de relancer une campagne en faveur du désarmement.

nement international. La France doit avoir les moyens de son indépendance et, vous ne l'ignorez pas, nous sommes catégoriquement opposés à toute intégration supranationale.»

Georges Mar-
Mouvement
demandait au
à préciser ses
de désarme-
M. Mar-
argente : « Nous
nous voulons
la non renon-
« Je tiens à
er le présent
pays en fai-
sant environ-

● M. Edouard Depreux nous écrit à propos de l'article de Roger Gérard Schwarzenberg sur le livre de M. François Mitterrand, *La France de la Démocratie Politique (de Mitterrand, 25 septembre 1977)* que l'actuel premier secrétaire du P.S. n'a pas été le seul à refuser l'investissement au général de Gaulle « avec M. Pierre Mendès France et quelques jeunes radicaux ». La majorité des députés socialistes a voté contre cette investiture, et ce fut le cas notamment pour ceux qui, quelques semaines plus tard, fondèrent le P.S.A. qui est à l'origine

ES - PO
ENTRÉE en A.P. ou en 2^e ANNÉE
de février à juin + 3 sem. en août
ou août.
Préparation aux Etudes Supérieures
n° 73004 PARIS - Tél. : 325-61-30

Éroquant la polémique entre le parti socialiste et le parti communiste, M. Didier Motchane ajoute : « Il faut que nos camarades communistes mettent un terme à une campagne antisocialiste qui desservirait l'union de la gauche, le propre parti. Il faut aussi que les militants socialistes répondent avec sang-froid et responsabilité aux attaques injustes dont ils sont l'objet. »

POLITIQUE

ue

STES ET COMMUNISTES

gauche Libres opinions

Le nouveau masque

J

M. Mitterrand : nous refuserons de nous engager plus loin dans une

SCIENCES - F

M. Jean Royer et ses trois mille invités
«pour un État juste et fort»

De notre correspondant

Tours. — Pour sa désormais traditionnelle «réunion privée d'information politique», réservée à ses sympathisants d'élite, M. Jean Royer avait vu grand : il avait retenu, dimanche, l'immense hall du parc des expositions. Là, se sont pressés, de 10 heures à 17 heures, près de trois mille personnes venues écouter et soutenir le député et ministre, qui avait mis une nouveauté à son programme : des danses, des musiciens et des bouffes, tout cela destiné à rassurer quelques peu les militants de l'aridité des expositions politiques.

Dans un long discours, puis à travers ses réponses aux questions, l'ancien candidat à la présidence de la République a exprimé ses idées «pour un renouvellement de la politique économique et sociale de la France», renouvellement appuyé sur des points forts habituels de sa pensée politique : renforcement du pouvoir des collectivités locales, règlement du problème de l'éducation par l'enseignement alternatif, lutte contre le chômage, défense de la liberté d'entreprise et de travailler, y compris contre les attaques venant des «syndicats totalitaires».

La carte-réponse que devaient renvoyer «les amis de M. Jean Royer» était toute prête pour un traitement mécanographique. Pourtant, il ne fallait pas voir là, au dire du maire de Tours, la naissance d'un parti politique. M. Jean Royer entend rester un homme seul : «J'ai horreur de l'embrigadement», a-t-il déclaré, «je ne fonderai pas de parti politique», ce qui ne l'empêchera pas d'apporter sa caution à des candidats aux prochaines élections, ceux qui souscriront aux idées contenues dans le programme de gouvernement qu'il propose.

Ce programme contient notamment des projets de loi qui seront déposés dès la présente session parlementaire : une loi-cadre sur l'économie contractuelle définissant les limites de l'intervention de l'État dans l'économie, la mise en place d'un code économique, la lutte contre les cartels et les monopoles et le développement

des sociétés d'économie mixte : une loi-cadre sur l'éducation définissant le principe de l'alternance enseignement théorique-enseignement pratique, celui de la polyvalence des chances, et celui de la concurrence entre les universités, enfin une loi-cadre sur le soutien à l'emploi prévoyant des prix et le soutien à la multiplication des fonds propres aux entreprises et, en matière sociale, proposant d'organiser les services publics en établissements de formation, de supprimer les cumuls retraite-salaire, de réhabiliter le travail manuel et d'organiser le travail féminin à mi-temps.

Venant avec réticences aux problèmes électoraux, M. Royer a insisté sur sa «solitude» en attaquant au sein des «manifestes» que les «programmes idéologiques» et en reprochant au plan Barre, «méritoire sur le plan de la lutte contre l'inflation», de ne pas réussir aussi bien dans la lutte contre le chômage. M. Royer, a observé M. Jean Royer, est, lui aussi, un homme seul, puisque les partis de la majorité n'ont pas apporté leur soutien à son programme de gouvernement. Le président de la République devrait réunir autour de lui une quinzaine d'hommes et constituer un gouvernement d'unité nationale pour «rétablir un État juste et fort», a déclaré le maire de Tours.

UNE ÉLECTION CANTONALE

DEUX-SEVRES, canton de Moncontour (1^{er} tour).

Inscr. 8 014 ; vot. 5 954 ; suffr. expr. 5 853. MM. Guy Gagnard, maire de Luray, ind. fav. à la maj., 2 946 voix, élu ; Guy Brémont, cent. g., 2 588 ; Mme Christiane Legoff, P.C., 309.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Maurice Maréchal, ind. fav. à la maj., décédé. Maurice Maréchal avait été sénateur général au premier tour des élections cantonales de septembre 1975, avec 4 247 voix contre 610 à M. Doyen, ind., et 232 à Mme Legoff, P.C.]

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

«Votre politique accule délibérément les communes à la faillite»

écrivent à M. Barre les élus de l'opposition

De notre envoyé spécial

Aries. — Approuvant les propositions que leur avait présentées, vendredi matin 30 septembre, leur secrétaire général, M. Camille Vallin (P.C.), maire de Givors, sénateur du Rhône, les quatre cents députés de la Fédération nationale des élus républicains municipaux, cantonaux et régionaux (F.N.E.R.M.C.R.) réunis en congrès à Aries (Bouches-du-Rhône) ont décidé d'adresser à M. Raymond Barre une lettre résumant leurs préoccupations. Ils ont également adopté une résolution demandant aux maires de France de ne pas répondre au questionnaire qui leur a été adressé au mois de juillet par le ministère de l'Intérieur et d'intervenir en délégations auprès des parlementaires afin qu'ils fassent pression sur le gouvernement lors de la session budgétaire dans le but d'obtenir, en 1978, une augmentation des moyens financiers destinés aux collectivités locales. Ces décisions des élus locaux de l'opposition visent à faire échouer, en signe de protestation contre la politique gouvernementale, la consultation nationale lancée par le ministère de l'Intérieur.

Les maires devant, en principe, adresser leur réponse personnelle aux préfets avant le 15 octobre, M. Marc Bécam, secrétaire d'État aux collectivités locales, a décidé de continuer la campagne d'explication auprès des maires de province, qu'il avait entamée cet été.

Au cours de la seconde journée du congrès de la F.N.E.R.M.C.R., placée sous la présidence de M. Jean Nayrou (P.S.), sénateur de l'Ariège, M. Pierre Mathé (M.R.G.), conseiller de Paris, a vivement critiqué le gouvernement en déclarant notamment : «Avec le VII^e Plan comme avec le VI^e, la priorité gouvernementale tend à alléger le budget de l'État pour octroyer un financement maximum aux secteurs privés, industriels et bancaires sous forme de subventions, cadeaux fiscaux, prêts à taux réduits à la sidérurgie, Michelin, Peugeot, Dassault, etc., et donc nécessairement à réduire les financements d'État pour les équipements publics et les besoins sociaux (...). Cette politique conduit à l'effacement du marché des collectivités locales au secteur privé, à privatiser les bénéfices et à socialiser les pertes. En résumé, le pouvoir a suivi une politique dont la ligne directrice fut et demeure de transformer les collectivités locales en collecteurs d'impôts».

Tous les députés qui se sont ensuite succédés à la tribune ont abondé dans ce sens, en insistant particulièrement sur les difficultés des petites communes rurales.

Tirant dimanche matin, les conclusions des travaux, M. Jacques Maréchal (M.R.G.), conseiller général, maire de Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône), a réfuté la thèse selon laquelle il conviendrait de modifier les structures communales, avant de procéder à une réforme du régime financier des collectivités locales.

La lettre que les congressistes ont adressée collectivement à M. Raymond Barre est explicite. On y lit notamment : «Les élus républicains s'interrogent légitimement sur l'utilité et le sérieux de votre questionnaire, redoutant d'ailleurs, non sans raison, l'interprétation qui serait faite de leur réponse quand ils constateront que votre politique, qui accule la plupart des communes à la faillite, résulte non d'une méconnaissance des problèmes ou des solutions à y apporter — ce qui ne serait guère flatteur pour les hommes qui sont chargés de gouverner la France, — mais d'un choix politique délibéré.»

ALAIN ROLLAT.

M. BONNET : une consultation nécessaire.

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a souligné samedi 1^{er} octobre la nécessité pour les maires de participer à la préparation de la réforme des collectivités locales. Le ministre, qui s'adressait à l'association des maires du Morbihan à Sarzeau, a déclaré que la consultation des maires «traduit le sentiment des plus hautes autorités de l'État qu'en un domaine aussi sensible que complexe, une réforme ne saurait être préparée — et moins encore décidée — sans qu'il ait recueilli le sentiment des élus locaux principaux intéressés».

«AUTREMENT» NOUVELLE ORGANISATION DE JEUNES GISCARDIENS

Les jeunes giscardiens vont lancer une nouvelle organisation. Représentés, à l'origine, au sein du mouvement de jeunes républicains indépendants (J.R.I.), ils avaient fondé, en juin 1974, Génération sociale et libérale. En mai 1977, G.S.L. avait fusionné avec la Fédération nationale des républicains indépendants pour donner naissance au parti républicain, lors du congrès de Fréjus.

A l'occasion d'une manifestation sous un chapiteau, porte de La Villette, le 29 octobre, devrait être lancée la nouvelle organisation dont la dénomination exacte est «Autrement», le mouvement des jeunes giscardiens. Cette entreprise s'adresse à ceux des membres de G.S.L. qui n'avaient pas trouvé leur place dans les rangs du P.R. et, essentiellement, aux jeunes de dix-huit à vingt-trois ans. Sa direction sera collective (neuf membres, parmi lesquels M. Hugues Desvignes, ancien secrétaire général adjoint de G.S.L., ancien candidat aux élections municipales à Paris, dans le cinquième arrondissement).

M. Gérard Kuster, député national à la jeunesse du R.P.R., a annoncé samedi 1^{er} octobre à Colmar que le R.P.R. allait désigner un responsable dans chaque université autour duquel se formera une section. Le R.P.R. a l'intention de s'implanter également dans les lycées et de créer une activité coordonnée avec les enseignants et les parents d'élèves.

Au palais du Luxembourg

LES SÉNATEURS DU M.R.G. QUITTERONT-ILS LA GAUCHE DÉMOCRATIQUE ?

La composition des nouveaux groupes du Sénat ne sera pas connue avant mardi ou mercredi. En attendant, on ne peut que faire état de la possibilité d'une dislocation de la gauche démocratique. Ce groupe, l'un des moins homogènes du Sénat, puisqu'il comprend des radicaux de gauche, des radicaux valaisiens, des démocrates socialistes et des centristes, est menacé, en effet, de voir partir les dix-huit radicaux du M.R.G. que le bureau national de leur parti a invité à se constituer en unité autonome. (Le règlement du Sénat exige un effectif minimum de quinze élus pour former un groupe autonome).

Un courant se dessine, semble-t-il en faveur d'une solution intermédiaire : les radicaux de gauche ne seraient plus partie intégrante de la gauche démocratique mais ils resteraient administrativement rattachés à ce groupe. Ce type de lien, généralement pratiqué à titre individuel, n'exige pas politiquement, au même degré.

Les sénateurs radicaux de gauche sont : MM. René Billères (Hautes-Pyrénées), Auguste Billémez (Ain), Jacques Bordenave (Lot-et-Garonne), Louis Brives (Tarn), Georges Constant (Lot), Emile Didier (Hautes-Alpes), Jean Filippi (Corse), François Giacobbi (Corse), Marceau Hamacher (Tarn-et-Garonne), Josy Moynet (Charente-Maritime), Gaston Pams (Pyénées-Orientales), Guy Pascaud (Charente), Hubert Peyrou (Hautes-Pyrénées), France Léchennault (Saône-et-Loire), Jean Mercier (Rhône), Pierre Tujan (Tarn-et-Garonne), Jacques Verneuil (Charente-Maritime) et Jean Béranger (Yvelines).

M. Adrien Laplace (Tarn-et-Garonne), Jules Finsard (Saône-et-Loire) et Auguste Pinton (Rhône), qui ne se représenteront pas, ont été remplacés respectivement par MM. Hamacher, Léchennault et Mercier. Le siège gagné par les radicaux de gauche (18 au lieu de 17) est celui des Yvelines, par M. Béranger.


Le Point

salaires des cadres:

vrais chiffres et idées fausses

Les cadres ont-ils raison d'être inquiets ? Quel est l'écart réel de leurs salaires ? Quelle est la situation des cadres à l'étranger ? Le Point dresse le bilan exact de la situation des cadres et combat quelques idées reçues. Des chiffres surprenants. Un dossier du Point à ne pas manquer.

LE POINT EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



سكندرية

POLITIQUE

LA DERNIÈRE SESSION DE LA LÉGISLATURE

Abstraction faite du débat budgétaire le Parlement examinera plusieurs textes concernant les libertés

C'est lundi 3 octobre, à 16 heures, que devait s'ouvrir la première session ordinaire du Parlement pour 1977-1978, dernière session de la cinquième législature.

Au Palais du Luxembourg, les sénateurs se réuniront sous la présidence de M. Geoffroy de Montalembert (R.P.R., Seine-Maritime), doyen d'âge intermédiaire en l'absence du doyen, indisponible, M. Gabriel Calmels, sénateur de l'Hérault (gauche démocratique), âgé de quatre-vingt-dix ans (ancien suppléant de M. Pierre Brousse).

Le gouvernement aurait souhaité que l'Assemblée, entamée, dès le premier jour, la discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés. La commission des lois n'ayant pas achevé l'examen des articles, les députés se saisiront, mardi seulement, d'un texte qui entend prévenir les risques qui pourraient résulter de l'abus de l'utilisation des techniques informatiques pour l'enregistrement et le traitement

des informations concernant les personnes.

Cette rentrée sera ainsi placée sous le signe des libertés, thème qui semble devoir être celui d'une session au cours de laquelle seront notamment examinés des projets de loi concernant divers aspects de la protection des personnes, qu'il s'agisse des consommateurs, des créanciers de l'Etat ou des acquéreurs de logement. On peut également citer le texte récemment adopté en conseil des ministres et qui réforme le droit pénal et la procédure pénale sur le secret de l'enquête et de l'instruction.

Cette œuvre législative pourrait être couronnée par la discussion, en fin de session, d'une proposition de loi constitutionnelle, si tant est que la commission spéciale, constituée à cet effet, parvienne à élaborer, ce qui, selon l'expression de son président, M. Edgar Faure, pourrait constituer « une sorte de loi-cadre sur la liberté ». Bien qu'un tel texte n'ait pratiquement aucune chance d'être adopté définitivement (modifiant la Constitution, il devrait, après avoir été voté en termes identiques par les deux Assemblées, être approuvé par référendum), la majorité pourrait y voir l'occasion d'une confrontation opportune avec l'opposition, à quelques mois d'une échéance électorale décisive. Tentative d'autant plus grande qu'il semble peu probable que le gouvernement accepte d'organiser les grands débats, sur le « fait nucléaire » et sur la peine de mort, souhaités res-

A la lumière de cet exemple, il apparaît que le groupe le plus important de la majorité aura encore quelque difficulté à résister, surtout à la veille du scrutin de mars 1978, à la tentation d'imposer ses vues et, ainsi, de se démarquer d'un gouvernement dont il n'a cessé, tout au long de ses récentes journées parlementaires, de critiquer la politique.

Certes, M. Chirac puis M. Labbé, président du groupe, ont affirmé que les députés R.P.R. voteront le budget de 1978, à la discussion duquel la session sera, dès le 11 octobre, consacrée pour l'essentiel.

Ainsi, le groupe R.P.R. s'il écarte des « opérations de surcharges incompatibles avec la situation actuelle de l'économie », a néanmoins l'intention d'apporter quelques retouches au projet de loi de finances, notamment au sujet du barème de l'impôt sur le revenu.

Du côté du R.P.R., l'important n'en reste pas moins l'affirmation selon laquelle ce budget n'est qu'un budget de transition, qui ne vaut que jusqu'aux élections. M. Labbé l'écrivait récemment : « Une Assemblée

peut-être pas MM. Monory, ministre de l'Industrie, et d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement.

Quelques textes n'en permettront pas moins aux députés de s'exprimer et de s'affirmer. C'est ainsi que l'examen des deux propositions de loi de M. Guemour (R.P.R.) sur l'enseignement privé risque de transformer l'hémicycle en préau d'école, ce qu'il sera d'ailleurs probablement, chaque mercredi après-midi, à l'occasion des questions au gouvernement.

A ces textes viendront s'ajouter les projets dont le président de la République a demandé qu'ils soient déposés rapidement, et qui concernent notamment l'extension de la couverture sociale à certaines catégories de Français et, surtout, l'indemnisation des rapatriés. Ce texte, qui doit être présenté au conseil des ministres du 26 octobre, a d'ores et déjà suscité, si l'on en croit M. Dominati, chargé de cette question, « un climat politique d'alternance et de surenchère », auquel, à l'heure, la proximité des élections n'est, bien entendu, pas étrangère.

Le secrétaire d'Etat giscardien dont l'action, affirment les socialistes, relève de « l'illusion politique », devra également compter avec l'insistance du groupe R.P.R. Ce dernier a, en effet, déposé une proposition de loi et il entend bien en défendre très fermement les orientations. M. Chirac ayant prévenu, qu'en la matière, « il ne saurait être question de transiger ».

L'attitude du R.P.R.

finissant ne doit pas engager anormalement l'avenir », un avenir dans lequel le R.P.R. espère bien recouvrer le rôle dirigeant qui fut naguère le sien.

Aussi s'efforcera-t-il, tout au long de la session, de conserver une certaine liberté d'appréciation encore que, dans la discussion budgétaire, la marge soit des plus restreintes, entre l'approbation et la critique.

Quant à l'opposition, elle aborde cette session affaiblie par son actuelle débauche, face à une majorité qui s'emploie à relever devant elle encore ses divergences et à saper ainsi la crédibilité d'un programme commun dont les signataires ont montré qu'ils en avaient des lectures parfois fort différentes. Il appartiendra aux élus socialistes, communistes et radicaux de gauche de veiller à ne pas multiplier les fausses notes qu'amplifierait aussitôt cette caisse de résonance que demeure le Palais-Bourbon.

Ainsi, dans la majorité comme dans l'opposition, il s'agira de savoir jusqu'où on peut aller trop loin.

PATRICK FRANCÉS.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les investitures des candidats de la majorité seront accordées à la fin d'octobre

Les secrétaires généraux des quatre formations de la majorité (R.P.R., centristes, P.R. et C.N.I.P.), se réuniront mercredi 5 octobre pour poursuivre — et peut-être terminer — l'examen des circonscriptions électorales. Des décisions partielles qui ont déjà été prises, il ressort qu'un accord définitif est intervenu pour un certain nombre de candidatures uniques. Celles-ci concernent 22 R.P.R., 16 P.R., 13 C.D.S., 2 C.N.I.P. et 3 autres comprenant notamment des radicaux.

Parmi les circonscriptions actuellement détenues par un député de la majorité, les choix déjà faits attribuent au R.P.R. 37 candidatures uniques, alors que dans 47 circonscriptions où se trouve un député sortant R.P.R. se déroulera une élection primaire.

Pour le P.R., ces chiffres sont respectivement de 10 et 30, pour le C.D.S. de 10 et 11, pour le C.N.I.P. de 1 et 1 et pour les autres de 5 et 4.

Pour les candidatures de la majorité dans les circonscriptions de Paris, plusieurs cas ne sont pas encore réglés, et le choix entre candidatures multiples ou candidatures uniques n'a pas été complètement arrêté.

Il en va ainsi pour le 11^e arrondissement, dont les deux circonscriptions (9^e et 10^e circonscription) sont détenues par MM. André Fanton (R.P.R.) et Jacques Chambaz (P.C.). Si M. Fanton décide de se présenter à Evreux au siège laissé vacant par le décès de Jean de Broglie (P.R.), un partage sera recherché entre R.P.R. et P.R. pour ces deux circonscriptions de la capitale. Une même recherche est effectuée dans les quatre circonscriptions des 19^e et 20^e arrondissements, actuellement détenues par des députés communistes.

Pour les autres circonscriptions, les candidatures peuvent pour le moment se répartir ainsi :

Candidatures uniques : 1^{re} circ. (1^{er} et 2^e arrdt), M. Krieg, député sortant R.P.R. ;

2^e circ. (2^e et 3^e arrdt), M. Dominati, secrétaire d'Etat P.R., si celui-ci maintient sa candidature dans cette circonscription dont il a été élu ; 3^e circ. (1^{er} arrdt), M. Frédéric-Dupont, dép. sort. appartenant P.R. ; 4^e circ. (9^e arrdt), M. Kasperit, dép. sort. R.P.R. ; 5^e circ. (10^e arrdt), M. Claude Marcus, dép. sort. R.P.R. ; 12^e circ. (12^e arrdt), M. de Bénéville, dép. sort. app. R.P.R. ; 24^e circ. (17^e arrdt), Mme Hélène Missoffe, secrétaire d'Etat, ancien député R.P.R. ; 25^e circ. (18^e arrdt), M. Roger Chénaut, député sortant P.R. ; 26^e circ. (18^e arrdt), M. Joël Le Tac, dép. sort. R.P.R.

Dans toutes les autres circonscriptions de la capitale des élections primaires devraient se dérouler, mais dans d'assez nombreux cas tous les candidats n'ont pas encore été désignés.

Rappelons que sur les trente et une circonscriptions parisiennes, le R.P.R. en possède dix-huit, le P.R. quatre, le C.D.S. deux, et le parti communiste sept. — A.P.

Les membres du gouvernement...

Bien qu'aucune règle n'ait été posée en principe, la plupart des membres du gouvernement seront candidats uniques de la majorité dans leurs circonscriptions, et, notamment, M. Raymond Barre s'annonce à Lyon, le 9 octobre, à l'occasion de la Journée nationale des personnes âgées, sa candidature dans la quatrième circonscription de cette ville, actuellement détenue par M. Louis Joxe (R.P.R.). Toutefois, quatre secrétaires d'Etat se verront opposer des candidats R.P.R. Ce sera le cas à Nancy, où M. Aubert, directeur d'une maison de jeunes, se présentera contre M. Claude Couleau (P.R.), secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie ; dans la cinquième circonscription de l'Oise où M. Lancelotti, ancien élève de l'ENA, affrontera M. Lenoir, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé, pour le siège de M. François Benard (P.R.), qui ne se représente pas ; dans le Calvados contre M. Olivier Skim (radical), secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, et dans les Hautes-Alpes contre M. Dijoud (P.R.), secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports. Après les vives protestations du R.P.R., M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, a renoncé à se présenter contre M. Sennezac, député sortant R.P.R. de la deuxième circonscription de l'Oise, où M. François Lépine, ancien membre du cabinet de M. Pierre-Christian Taillatier, représentera le parti républicain.

... et les leaders des partis

Les leaders des partis politiques seront, eux aussi, candidats uniques dans leurs circonscriptions, comme, par exemple, MM. Chirac, Guéna, Thomas, Robert Poujade, pour le R.P.R. ; Messier, Chénaut, Poniatowski, pour le P.R. ; Barrot, Diligent, pour le C.D.S. ; Foucher pour le C.N.I.P. En revanche, M. Douillaguet, secrétaire général du P.R., affrontera M. Duvallet, ancien ministre, appartenant R.P.R., dans la première circonscription de Loir-et-Cher. Parmi les anciens premiers ministres, MM. Chaban-Delmas, en Gironde, et Messmer, en Moselle, seront aussi candidats uniques, alors que M. Coore de Murville pourrait, dans la huitième circonscription de Paris, se mesurer à M. Philippe Toliu, et M. Michel Debré, à M. Régnon, à M. Lagourgue, président du conseil général (P.R.).

M. BARRE « IRA AU CHARBON »

M. Raymond Barre a confirmé à son retour de Leningrad aux journalistes qui l'interrogèrent qu'il serait candidat aux élections législatives :

« Je suis arrivé à la conclusion qu'il faut se battre, que, puisqu'il y a une première ministre, il faut, de mes occupations et obligations, il faut, comme on dit, aller au charbon ». Par conséquent, j'irai au charbon, et vous savez bien où... »

M. CHINAUD INSISTE SUR LE RÔLE DU PREMIER MINISTRE

Au R.P.R., qui estime que M. Barre ne peut, en tant que premier ministre, prendre d'engagement pour la période qui suivra les élections législatives, M. Roger Chénaut, président du groupe P.R. de l'Assemblée nationale, répond dans une interview publiée lundi 3 octobre par le *Quotidien de Paris* :

« S'il me paraît évident que le rôle des formations politiques est de présenter leurs objectifs politiques, il me paraît tout à fait sain que celui qui, comme la Constitution l'indique, vient pendant un certain temps — sans que la majorité de l'Assemblée nationale lui ait apporté par ses votes autre chose que sa confiance — de déterminer et de conduire la politique de la nation intervienne dans la campagne législative, afin au moins de limiter les excès possibles de l'esprit partisan... »

« Pourquoi, lorsqu'on a combattu pour la suppression de la politique des partis (que l'opposition vient de remettre en valeur de manière spectaculaire), rejeter que celui qui, en tant que président de la République, exerce une responsabilité essentielle participe à l'expression du bon choix, du choix possible pour la collectivité française ? »

PARIS : MM. Estier et Jospin se présentent.

M. Claude Estier, membre du secrétariat national du parti socialiste, conseiller de Paris, a été désigné pour être candidat dans la vingt-cinquième circonscription de Paris (dix-huitième arrondissement, Grandes-Carrières), qu'il avait représentée à l'Assemblée nationale de 1967 à 1968, et dont le député sortant est M. Roger Chénaut, président du groupe P.R. à l'Assemblée nationale.

Dans la vingt-sixième circonscription (dix-huitième arrondissement, partie Clignancourt), le parti socialiste présentera un autre membre de son secrétariat national, M. Lionel Jospin, conseiller de Paris. Le député sortant est M. Joël Le Tac (R.P.R.).

AUDE. — M. Pierre Guidoni, membre du bureau exécutif du parti socialiste, conseiller de Paris, a été désigné pour être candidat aux prochaines élections législatives dans la deuxième circonscription (Narbonne).

NORD. — Les sections socialistes de la onzième circonscription se sont prononcées en faveur de la candidature de M. Albert Denvers, P.S., député sortant, président de la communauté urbaine de Dunkerque. La désignation du suppléant a donné lieu à un vote serré. M. Gaston Tirmarche, maire de Saint-Pol-sur-Mer, ancien membre du P.C. dont le mandat a été exclu, a recueilli 287 voix contre 247 à M. Albert, maire de Coudekerque-Branché, et 212 à M. Genu.

VAR. — Le comité directeur du parti républicain du Var, réuni samedi 1^{er} octobre, a désigné ses candidats dans les quatre circonscriptions de ce département. Outre M. Maurice Arreckx, conseiller général, maire de Toulon, dans la troisième circonscription (Le Monde du 1^{er} octobre), se présenteront MM. François Léonard, maire de Fréjus, dans la deuxième circonscription (Hyères) et Arthur Pacchi, conseiller général du canton de Saint-Mandrier, dans la quatrième circonscription (Toulon 1, La Seyne).

Le P.F.N. et le Front national plaident pour l'unité de l'extrême droite

Les deux principales formations qui composent l'extrême droite, le Front national, que préside Jean-Marie Le Pen, et le Parti des forces nouvelles, qui, quel que soit l'intervalle, ont un comportement électoral analogue : ils ont chacun présenté une liste de candidats à des élections législatives (une certaine pour le P.F.N., deux pour le Front national) en appelant de leurs vœux l'unité de l'extrême droite pour le premier tour du scrutin de mars 1978. M. Roland Gaucher, membre du bureau politique du P.F.N., a lancé, jeudi 29 septembre, au cours d'une conférence de presse, un appel à « toutes les formations se trouvant à la droite de la majorité », afin que l'extrême droite soit en mesure de présenter un candidat unique dans chaque circonscription. De même samedi 1^{er} octobre, M. Jean-Marie Le Pen a affirmé qu'il entend promouvoir « un grand rassemblement de tous ceux qui se reconnaissent dans l'opposition nationale de droite ».

Il ne semble cependant pas que le Front national et le P.F.N. puissent se rejoindre, fût-ce pour la conclusion d'un pacte électoral. En effet, ils ont une attitude différente à l'égard de la majorité. Le P.F.N. se veut « la majorité compromise », la majorité, selon l'expression de M. Pascal Gaucher, secrétaire général du P.F.N., même si celle-ci « continue d'offrir le spectacle affligeant de batailles sordides pour les investitures ». Le P.F.N. considère que son comportement doit « aider à la victoire de la majorité ». M. Gaucher a d'ailleurs précisé : « Il est clair qu'au

second tour nos candidats se désistent pour le représentant le plus droitier de la majorité et le mieux placé pour battre la gauche. »

M. Le Pen, en revanche, assure que le Front national présentera, sur le thème « Les Français d'abord », une option « aussi éloignée de la politique de la majorité que de la politique socialiste qui serait celle de l'opposition ». Même s'il félicite le gouvernement pour l'arrêt de l'immigration, il s'apprête à renouer la critique contre la politique de la majorité qu'il qualifie de « gauche libérale » parce qu'elle souhaite « rapprocher le P.S. et le P.R. ». De plus, il estime que le P.F.N. « est l'appendice du R.P.R. » et que l'initiative unitaire qu'il a prise « n'est sans doute que l'application d'une nouvelle stratégie de M. Chirac ». Mais il ajoute : « Si le P.F.N. fonde son action sur une opposition à la majorité et se rallie à nos thèses, il n'est pas impossible de parvenir à un accord. »

Enfin, le Front national et le P.F.N. considèrent d'un œil également favorable la tentative de M. Gérard Farnon de regrouper les « Français de bon sens ».

M. Michel Jobert a présenté samedi 1^{er} octobre les soixante-douze premiers candidats du mouvement des démocrates, parmi lesquels figurent deux députés (non-inscrits), MM. Bernard Lantier, dans la 3^e circonscription du Var, et René Ribière, dans la 4^e du Val-d'Oise. L'ancien ministre a l'intention de présenter au total deux cents candidats afin, a-t-il dit, de pouvoir participer à la campagne nationale, notamment à la radio et à la télévision.

C'est ça la France

tous les matins.

Jean Ferniot

vous raconte son voyage de neuf mois chez les Français

A travers mille choses vues, une image inattendue de votre pays en train de changer.

RTL 7h15

du 3 au 7 octobre : le Nord.



100%
100%
100%

PARATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES

stitutions des candidats de la majorité
ont accordées à la fin d'octobre

MÉDECINE

Lors de leur dix-septième congrès

Les médecins de centres de santé
jugent nécessaire
le développement de la prévention

Les récentes déclarations de M. Jacques-Antoine Gau, député
national du parti socialiste pour les problèmes de santé, sur la néces-
sité de faire des centres de santé le pivot du système de soins, et les
initiatives prises par diverses municipalités, notamment à Reims et
à Montpellier, en vue de créer de telles structures, donnent un
intérêt tout particulier au dix-septième congrès national des mé-
decins de centres de santé (1) qui était réuni à Paris du 29 septembre
au 1^{er} octobre.

Faute à ces différents projets
d'un congrès à caractère de
centres de santé de papier, les
participants de ce congrès ont
pu rappeler qu'il existait
déjà en France un millier
de centres de santé (1). En
retenant comme thème de ce
congrès « l'évaluation sociale
et la prévention », en affir-
mant leur réflexion sur ce que
pourrait être le fonctionnement
de « centres intégrés », les
médecins de centres de santé
ont marqué leur volonté de
pratique d'une médecine
autre, moins exclusivement axée
sur le soin.

Dans ce sens, ces médecins ont
souligné l'intérêt d'établir des
liens étroits entre tous ceux
— médecins scolaires, médecins du
travail, généralistes — qui se
consacrent à la prévention mais
ne sont pas favorables à la
réunion en un lieu unique de
toutes ces activités.

Les participants ont montré
qu'ils étaient conscients du dé-
calage entre ce projet de centres
de santé intégrés et la pratique
actuelle de leurs centres. « Com-

ment faire de l'éducation sani-
taire, a demandé leur président,
le docteur Jean Reigner, lors
du congrès. « La Sécurité sociale fait du
de tout renforcement, et com-
ment établir un lien de pré-
hospitalisation, source d'écono-
mies pour l'assurance maladie,
sans système de prise en charge
adapté ? »

Ces questions s'ajoutent aux
difficultés financières tradition-
nelles de ces centres qui suppo-
sent les frais de trésorerie en-
tre les abonnements forfaitaires
de 7 à 20 % pratiqués sur leurs
actes. Actuellement, la plupart
d'entre eux ne subsistent que
grâce aux subventions des col-
lectivités gestionnaires (muni-
cipalités, mutualités, comités d'en-
treprise ou associations).

Au terme de leurs travaux, les
congrégistes ont souhaité la sup-
pression des commissions départe-
mentales d'éducation créées par la loi de 1975 sur les
handicapés, la revalorisation des
traitements des médecins de pro-
tection maternelle et infantile,
et surtout la définition d'une vé-
ritable politique préventive qui,
d'après le docteur Reigner, « re-
viendrait à définir des mesures techniques
d'un choix de société ». — N.B.

(1) Union nationale des médecins
des centres de santé, 3, rue de Stock-
holm, 92000 Paris (92-21-40).

(2) On compte en France
près de 200 centres de santé
médicaux (dont 80 % dans la
région parisienne) et environ quatre-
vingt centres de santé dentaires
plus de la moitié dans la
région parisienne).

D'autres pays sont gagnés par
le choléra : cette maladie, d'après
le maire d'Antananarivo, le Védad
Delokey, aurait causé cent morts
par mois dans la capitale malgache
durant les cinq derniers mois.
D'autre part, au Bangladesh, où
le choléra sévit, on apprend de
source officielle que l'épidémie
aurait provoqué la mort de près
de cinq cents personnes.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

LES MATHÉMATIQUES
ET LA FORMATION PERMANENTE

(De notre correspondant.)
Limooges. — Six cents ensei-
gnants ont récemment participé
durant trois jours à Limoges aux
Journées nationales de l'Associa-
tion des professeurs de mathéma-
tiques de l'enseignement public,
qui étaient consacrées à la for-
mation des adultes. Celle-ci pose
des problèmes pédagogiques qui
nécessitent des méthodes très dif-
férentes de celles qui sont utili-
sées en formation initiale, la pre-
mière devant mettre l'accent sur
l'importance de l'environnement
social et institutionnel.

Le congrès a d'autre part rap-
pelé que les professeurs de ma-
thématiques ne souhaitent pas
jouer le rôle de « démission » que
l'on attribue actuellement aux
mathématiciens. Ils désirent que
leur discipline devienne, au
contraire, un instrument d'union.
Le congrès a affirmé que la for-
mation des adultes impliquait
une imbrication de diverses dis-
ciplines, aucune ne pouvant se
prétendre plus noble que les
autres.

M. S.

POINT DE VUE

L'enseignement peut-il être neutre ?

par
STÉPHANE GOMPRETZ (*)

A U-DELA des propos polémiques
et des arrière-pensées parti-
culières, il convient de poser
les problèmes franchement : l'en-
seignement doit-il tenir compte du fait
politique ? Peut-il être totalement
neutre ou objectif ? La réponse est
sans doute malaisée. Il n'existe pas
de déontologie moderne de l'ensei-
gnement. Ce serait en partie la rôle
des syndicats d'enseignants, quelle
que soit leur tendance, de mesurer
à bien une réflexion sur le statut de
la politique à l'école ou à l'univer-
sité. A titre d'exemple, je voudrais
formuler quelques constatations sim-
ples — de bon sens même — et
aussi suggérer quelques règles.

L'enseignement de certaines ma-
tières : histoire, géographie, sociologie,
philosophie, littérature même, débour-
se nécessairement, un jour ou
l'autre, sur une interrogation politi-
que. Il est absurde de vouloir faire

de leur culte béat ?

Sur le plan politique, le cours doit
être ouvert aux débats, à la confron-
tation : on ne doit pas avoir peur
de commenter en classe un texte de
M. Giscard d'Estaing, pas plus qu'un
texte de M. Marchais : et de préfé-
rence les deux textes ensemble ou
l'un après l'autre. Si une opinion
semble prévaloir, le professeur peut
à la fois faire état de sa propre
attitude et jouer l'avocat du diable :
« Tel est mon avis, mais on ne peut
pas éliminer l'avis opposé d'entrée
de jeu ». Cela est même de bonne
formation politique : un militant doit
bien connaître la position de ses
adversaires...

Deuxième constatation : l'ensei-
gnant est un citoyen comme un
autre : il est libre de mener une
activité politique ou syndicale dans
son établissement, comme il le ferait
dans une entreprise.

Troisième constatation : plus que
le « politisation » des enfants et des
adolescents, c'est leur manque
d'information qui est à déplorer. Il
y a quatre ans de cela, nous trou-
vions, le fils d'un petit soldat dans
sa section : 50 % des soldats igno-
raient le nom du premier ministre.
Doit-on pour autant politiser l'ensei-
gnement à outrance, endoctriner les
élèves et les étudiants ? Assurément
non. L'enseignant doit infor-
mer, voire former, mais à titre, au
moins peut-il garder à l'esprit quel-
ques règles.

Ne pas éluder
les questions

Le militantisme politique ou syn-
dical du professeur ne regarde que
lui ou ses collègues. Par principe, il
ne doit pas mêler les élèves ou les
étudiants à ses activités. Il n'est
même pas nécessaire, à mon avis,
qu'il leur déclare de lui-même ses
opinions. En revanche, s'il est ques-
tion de ce sujet, il n'a aucune rai-
son de faire mystère de ses goûts
ou de ses engagements.

Lorsqu'un cours ou une discussion
déborde sur une question politique,
celle-ci ne doit pas être éludée.
L'enseignant a une valeur éducative.
Il ne doit pas chercher à imposer
le respect des « valeurs établies »
simplement parce que ce sont des
valeurs : il doit donner à l'élève les
moyens de choisir. Son but n'est pas
davantage la contestation radicale :
la destruction systématique des

« Valeurs établies »

● Assistant de littérature fran-
çaise à l'université de Poitiers,
membre du parti socialiste.

CORRESPONDANCE

La rentrée à l'école maternelle
du boulevard Berthier, à Paris

Mme J. Chavardes, inspec-
trice départementale des écoles
maternelles pour la cinquième cir-
conscription de Paris, nous adresse
la mise au point suivante :

J'ai été très surprise de lire, le
1^{er} septembre, dans les colonnes
de votre journal, sous le titre
« Dans une maternelle à Paris »,
une « citation » des propos que
j'aurais tenus à l'un de vos jour-
nalistes. Si j'ai pu prononcer ces
propos, j'ai dû le faire dans un
prochain, jour où sera fait le
pointage décisif », peut-être
attitude dans l'esprit, si ce n'est
dans la forme, les propos que je
tiens la semaine : « Mais je con-
state que c'est la seule manière
d'obtenir quelque chose », pour
son amitié, et vous demande

de bien vouloir publier un démenti
à ce sujet.

J'ai bien sûr déploré que le jour
de la rentrée des enfants se pré-
sente à l'école maternelle ne
puissent être accueillies, mais j'ai
expliqué à votre journaliste que,
dans le cas de l'école Berthier, la
demande de création de la
sixième classe avait été déposée
en juin, en mesure complémen-
taire de rentrée, et que cette
demande devait être examinée
dans le courant de la semaine
du 19 au 24 septembre, sur justi-
fication des effectifs de rentrée, la
création ne pouvant être décidée
qu'en comité technique paritaire.

Le livre introuvable

M. Raoul Cuarnak, de Veyrier-
du-Lac (Haute-Savoie), nous
écrit :

Lucien Leuwen est un des li-
vres que les élèves entrant cet
automne en classe préparatoire
de maths devraient avoir lus
avant d'entrer en classe. Mais
pendant les vacances, seul en
nucléaire, Lucien Leuwen n'ayant
pas été réédité depuis quelques
temps, il n'est pas possible de
le trouver en librairie. Pour
notre part, nous l'avons déposé
en vain, début juillet, à Annecy,
fin juillet à Strasbourg, à Sélestat
et à Besançon, puis fin
août, début septembre à Toulouse,
à Tarbes et à Pau.

Nous avons eu la chance de
trouver un volume (le deuxième)
par hasard, à Genève. Les per-
sonnes qui font les programmes
de maths devraient s'en servir
d'imposer telle ou telle œuvre
d'informer auprès des éditeurs des
disponibilités des œuvres retenues ?

[L'éditrice la plus courante de
« Lucien Leuwen » est publiée
depuis de nombreuses années
collection de poche « 10/18 », en
deux volumes (n° 515 et 516). Mise
sur le marché en 1975, elle n'avait
pas été rééditée depuis deux ans.
Elle vient de réapparître au
cours de l'été 1977. Cependant, ce
tirage — actuellement en place chez
les libraires — ne dépasse pas vingt
mille exemplaires.]

Une lettre
de M. Jacques Chambaz

M. Jacques Chambaz, député
de Paris, membre du bureau poli-
tique du parti communiste fran-
çais, nous a adressé une lettre
après la publication dans le
Monde du compte rendu d'une
rencontre avec la presse qu'il a
eue le 28 septembre. M. Chambaz
nous reproche d'avoir « escamoté
les idées principales » exposées
lors de cette rencontre. Il écrit
notamment :

Ces idées étaient cependant
sans équivoque, comme en témo-
igne le texte que nous avons remis
à la presse.

1) Contrairement aux affirma-
tions gouvernementales, la ren-
trée scolaire n'est pas bonne.

2) Le changement, pour l'école,
ce n'est pas bavarder sur « l'éga-
lité des chances » mais commencer
à faire reculer réellement les
inégalités, d'où les propositions
précises que nous soumettons à
la discussion à partir de nos pro-
jets d'ensemble concernant l'en-
seignement.

3) Il ne s'agit pas d'avoir de poli-
tique scolaire sans les moyens
d'un véritable changement, c'est-
à-dire sans une actualisation
convenable du programme com-
mun de 1972.

Se perfectionner, ou apprendre
la langue est possible
en suivant

LES COURS D'ANGLAIS
DE LA BBC

Cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BECM
8, rue de Berni - 75008 Paris

SCIENCES

UN ACCORD FRANCO-AMÉRICAIN
POUR L'EXPLORATION
SUBOcéanique

Le Centre national pour l'ex-
ploration des océans (C.N.E.O.)
et la National Oceanographic and
Atmospheric Administration
(N.O.A.A.) ont signé le 30 septem-
bre, à Bando (Var), un accord de
coopération scientifique pour ex-
plorer en commun une portion de
la dorsale médio-atlantique du
Pacifique oriental.

L'expédition FAMOUS (French
American Mid-Ocean Undersea
Study), qui a étudié un segment
de la dorsale médio-atlantique
de l'océan Atlantique, a été
suivie par des petits sous-marins
voir comment la croûte océanique
se forme. Dans l'Atlantique, le
rythme moyen annuel de mise en
place de la croûte océanique est
de l'ordre de deux centimètres
par an, ce qui est le double de
l'extension moyenne annuelle
est d'environ six centimètres.

La zone choisie est située au
sud-ouest de la pointe de la
Basse-Californie, à 300 kilomètres
à l'ouest du port mexicain de
Manzanillo. Elle comprend une
fraction de la dorsale située sous
2 700-3 000 mètres d'eau et la
faille transformante de Tazayo
qui coupe au nord la dorsale
choisie et se creuse à 3 300-3 400
mètres de profondeur. Deux sous-
marins visitent l'un et l'autre de
FAMOUS doivent participer à
cette nouvelle expédition : la
Cyane française en 1978 et l'Albatros
américain en 1979. L'année 1980
sera probablement réservée à l'in-
terprétation des données recueil-
lies.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

● L'épidémie de choléra qui
s'est déclarée ces derniers jours
dans l'Inde, a été décrite par
le docteur Delokey, qui a été
présent à l'Institut Pasteur de
Paris, comme une épidémie de
nouveau type. Elle a été
observée dans les zones de
personnes atteintes dans cha-
cun de ces deux pays. L'Organi-
sation mondiale de la santé
estime que cette épidémie est la
plus grave connue de la région
depuis des années.

Deux avis en construction à Lorient
sont destinés à l'Afrique du Sud
Les élus de la gauche protestent

De notre correspondant

Lorient. — L'arsenal de Lorient
achève, dans la plus grande dis-
crétion, la construction de deux
avisos de 1 200 tonnes chacun,
destinés à la République Sud-
africaine, qui ont été commandés
à la fin de 1976. Le second, en
novembre de la même année. En
juin 1976, le chef de l'Etat a
annoncé que la France n'accé-
pterait plus aucun contrat d'armes
avec l'Afrique du Sud, mais que
les auraient lieu les livraisons au
titre de contrats en cours à
l'exception des matériels terrestres
et aériens qui sont sous em-
barco complet.

Dans une lettre qu'ils viennent
d'adresser au premier ministre,
MM. Armand Guilleminot, deuxi-
ème adjoint communiste au maire
de Lorient, et Jean Guilleminot,
second adjoint communiste au
maire de Lorient, ont exprimé
leur indignation face à ce que
ils considèrent comme une
violation de la loi de 1975 sur
les armes, et ont demandé que
le gouvernement français
interdise la livraison de ces
avisos à l'Afrique du Sud.

Le non socialiste de Lorient,
M. Jean Lagarde, et M. Yves
Allainmat, député socialiste de
Morbihan, avaient demandé à être
reçus, le 15 septembre dernier, par
M. Jean-Jacques Beucher, secré-
taire d'Etat à la Défense, lors de
son passage dans la ville, mais
ce dernier n'avait pas donné suite
à cette demande. L'hebdomadaire
de la fédération socialiste du
département, le Rappel du Mor-
bihan, précise la position du P.S. :

« Aujourd'hui, la France est l'un
des principaux fournisseurs d'ar-
mes de l'Afrique du Sud. Sous-
marins (1), chars, hélicop-
ters, avions Mirage F-1, missiles
Exocet et Crotale. Dans toute
cette liste se trouvent deux avis-
os en construction à Lorient. Il
est clair que, comme les autres
armes, ils ne seront pas livrés à
l'Afrique du Sud si la gauche
vient au pouvoir en mars pro-
chain. »

Les élus socialistes demandent
de ce fait, le départ de la mission
technique sud-africaine logée à
Lorient. Les enfants de ces tech-
niciens sont devenus depuis l'ar-
mée dans trois classes inoccupées jus-
qu'à présent et mises à leur dis-
position à la demande de l'aca-
démie.

Le P.S.U. a reproché à la muni-
cipalité d'annoncer de la gauche
d'avoir accepté la socialisation
des jumeaux Sud-Africains. Les
représentants des trois groupes —
P.S., P.C.F. et Union démocrati-

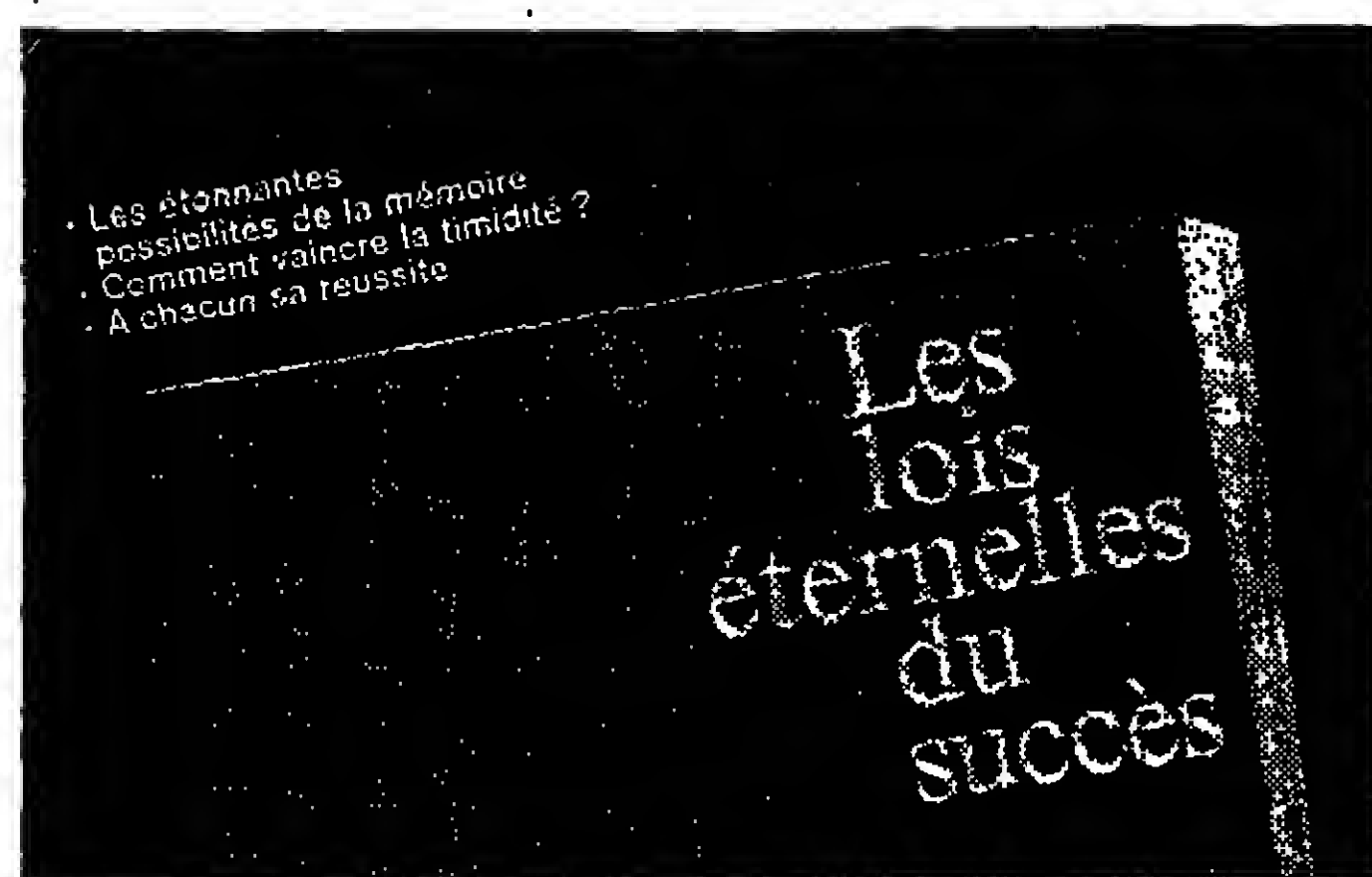
que bretonne — à la municipalité
ont été nommés à l'époque.
« Cela ne préjuge en rien
quelconque caution au régime
d'apartheid, précise le maire,
et des enfants restent des enfants,
même s'ils sont sud-africains. Ils
n'ont pas à subir à Lorient les
répercussions de la politique abor-
dante de leur pays. »

Outre l'achèvement de ces avis-
os sud-africains, l'arsenal de
Lorient devrait entreprendre
prochainement la construction de
patrouilleurs destinés à l'expor-
tation, ainsi que celle de chas-
seurs de mines. Les patrouilleurs
de 450 tonnes seraient destinés
à la Tunisie (deux unités), et au
Férou (trois unités). — J. Y. M.

(1) Déjà en possession de trois
sous-marins de 1 000 tonnes con-
struits en France, la République sud-afri-
caine doit encore recevoir deux sous-
marins de 1 400 tonnes construits
en France et livrés en novembre 1978
en août 1979.

● L'aspirant-médecin Patrick
Silberstein, élu communiste aux
arrêts de Riquier à Tours, selon
l'information pour les droits du
soldat (I.D.S.) qui précise qu'il est
soupçonné d'être lié aux activités
du comité de soldats de base
qui, conjointement à celui de la
base aérienne 705 de Tours, avait
organisé récemment une confé-
rence de presse (le Monde daté
11-12 septembre). L.D.S. exige la
libération de M. Patrick Silberstein

سكزا من الاموال



tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour goûter votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui "n'a pas inventé la poudre", et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous,

nos habitudes de pensée déshabituées, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquiescer la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : "Les lois éternelles du succès".

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue P.C. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

BON GRATUIT

pour recevoir "LES LOIS ETERNELLES DU SUCCES"
Déposer ou recopier ce bon et envoyer le à :
P.C. BORG, chez AUBANEL, 6, place St-Pierre, 84028 Avignon
Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans engagement d'aucune sorte.
NOM.....PRENOM.....
N°.....RUE.....
CODE POSTAL.....VILLE.....
AGE.....PROFESSION.....

Bienvenue à Brême, Cologne, Bonn, Dusseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Munich, Nuremberg, Sarrebruck et Stuttgart.



Pour les horaires, consultez notre Petit Livre Jaune.

Chaque jour, 12 vols directs ou 34 correspondances via Francfort, vous relient à toutes ces villes d'Allemagne. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes seulement.

Lufthansa

SOCIÉTÉ

UNE ÉTUDE DE LA DÉLÉGATION A LA CONDITION FÉMININE

La crise de l'emploi n'est pas la seule cause du chômage des femmes

Plus d'un chômeur sur deux est une femme (53,1 %) et parmi les personnes de moins de vingt-cinq ans inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi, le 31 décembre 1976, les deux tiers étaient des jeunes filles ou des jeunes femmes. La place des femmes sur le marché du travail se heurte encore à la rigidité des

mentalités et des réalités économiques et n'a pas que des causes conjoncturelles. C'est ce qui ressort d'une étude menée, depuis janvier 1977, sur l'initiative de Mme Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine, par un groupe de travail placé auprès de M. Christian Beullac,

ministre du travail et dont le rapport vient d'être publié.

Mme Pasquier et les vingt-cinq déléguées régionales à la condition féminine devaient entretenir le président de la République de ces problèmes, ce lundi 3 octobre, au cours d'un déjeuner à l'Élysée.

Depuis 1966, les femmes ont investi massivement le marché du travail : en huit ans, la France a compté près d'un million d'actives en plus. Les trois quarts de l'accroissement de la population active totale, pendant cette période, sont dus à la demande féminine. Ainsi la part des femmes dans le monde du travail est-elle passée de 34,9 % à 37,8 %. Ces résultats globaux, traduisant, à eux seuls, un phénomène de société irrésistible : « Mariées ou non, avec ou sans enfants, lit-on dans le rapport du groupe de travail, toutes les femmes désirent travailler. » L'analyse du phénomène, classe d'âge par classe d'âge, montre que l'accroissement du taux d'activité a été le plus important chez les jeunes : en 1966, la moitié des femmes de vingt-cinq à vingt-neuf ans étaient « actives », en 1976 elles étaient 62,4 %. La maternité incite de moins en moins de femmes à renoncer à une activité professionnelle : 42,4 % des femmes de trente à trente-quatre ans étaient « actives » en 1966, l'an dernier elles étaient 54,6 %.

La petite porte

Ainsi, malgré les espoirs de ceux qui pensaient — sans oser le dire — que la crise de l'emploi dissuaderait les femmes de quitter leur foyer, celles-ci accroissent leur pression sur un marché moins accueillant pour elles que pour les hommes. « Promotion » quantitative ne signifie nullement promotion qualitative, au contraire. L'arrivée massive des

femmes dans les entreprises et les commerces s'est faite par la petite porte. C'est dans les emplois les moins qualifiés qu'on les retrouve. Elles se heurtent deux fois à la concurrence des hommes : avant de trouver un emploi et une fois qu'elles l'ont trouvé, car leurs chances de promotion sont moindres. C'est ainsi qu'on assiste, depuis 1975, à l'augmentation de la part des femmes dans les emplois moins qualifiés (5,9 % des contremaîtres contre 7,2 % en 1968 ; 13,5 % des ouvriers qualifiés contre 15,3 % ; mais 25,8 % des O.S. contre 23 % et 38,1 % des manœuvres contre 30,1 %).

Les femmes ont plus souvent menacées de chômage que les hommes pour plusieurs raisons : les derniers embauchés sont généralement les premiers licenciés ; la palette des métiers accessibles — en fait énoncé en droit — aux femmes est très restreinte ; leur niveau de formation est très insuffisant. Autre phénomène, moins connu : les femmes sont plus souvent embauchées avec des contrats à durée déterminée. Plus de la moitié des personnes inscrites à l'AN.P.E. en 1976, à la suite de la cessation d'un contrat à durée déterminée étaient des femmes.

L'une des injustices les plus graves se situe à l'embauche. Bien que la loi interdise une discrimination, celle-ci est pratiquée même

dans les services officiels : une enquête dans cinq agences locales pour l'emploi a montré que, selon les cas, de 70 à 83 % des offres d'emploi étaient réservées aux hommes. Mais si l'on se tourne vers le secteur industriel (où 85 % des offres s'adressent aux hommes), cette discrimination est très nette aussi dans les activités tertiaires, puisque 50 % des annonces excluent les femmes. Conséquence mécanique de cette situation : les chômeuses mettent, en moyenne, un mois de plus que les chômeurs à trouver ou à retrouver un emploi.

Dernier élément de ce sombre tableau : ce sont encore les hommes qui se taillent la part du lion dans les indemnités. En 1976, on a évalué à 2,9 milliards de francs le coût du chômage féminin, ce qui ne représentait qu'un peu plus du tiers du coût global. Pire : dans toutes les qualifications, les indemnités versées aux femmes sont inférieures à celles qui le sont aux hommes.

Appliquer la loi

Le rapport du groupe de travail a le mérite d'insister sur le fait que le chômage des femmes n'a pas que des causes conjoncturelles : la crise économique n'explique pas tout. Même si celle-ci devait cesser, les femmes resteraient moins armées que les hommes contre l'absence de qualification et la perméabilité de

certaines métiers. Les propositions du groupe sont modestes, mais précises : l'une d'elles s'inspire de l'exemple suédois, où les aides publiques à la création d'emplois sont majorées pour les entreprises qui acceptent de ne pas embaucher plus de 50 % de personnes du même sexe.

Le rapport suggère aussi que les services publics évitent les discriminations : autrement dit qu'ils appliquent la loi. Mme Pasquier, pour sa part, pense que les femmes elles-mêmes doivent faire pression sur les employeurs en n'hésitant pas à répondre aux offres d'emploi réservées aux hommes. On nous a cité, à Lyon, l'exemple d'une jeune femme prénommée Dominique et qui, jouant sur le caractère « bisexué » de son prénom, s'était présentée pour obtenir un poste de représentant en machines-outils. Elle a finalement obtenu le poste prévu pour un homme.

Ces préoccupations sont prioritaires dans les activités de la délégation à la condition féminine. Les vingt-cinq déléguées régionales devaient, ce 3 octobre, à l'Élysée, se faire l'écho de l'inquiétude des femmes et de leur anxiété devant la lenteur des changements deux ans après les proclamations de l'« année de la femme ».

BRUNO FRAPPAT.

POINT DE VUE

UN PARTAGE DES TÂCHES ?

par NICOLE PASQUIER (*)

RAISONNABLEMENT, qui pourrait nier que les femmes sont les premières à bénéficier de l'amélioration des techniques et de l'évolution de l'activité économique ? Elles ne sont plus prisonnières de leur foyer : le logement moderne, petit et confortable, est plus facile à entretenir ; les robots ménagers les aident dans l'accomplissement des tâches routinées. Les nouveaux modes de distribution commerciale permettent de gagner du temps. Grâce à la confection et au développement de la consommation vestimentaire, elles ne sont plus estropées à de longues heures de couture. Tous ces moyens diminuent considérablement le travail qui incombe aux femmes et surtout ont amené l'homme à le partager.

A ces conditions matérielles qui donnent aux femmes plus de liberté et d'autonomie s'ajoutent les effets d'une législation dont nous ne saurions trop souligner que, depuis quelques années, elle constitue un véritable bond accompli en direction d'une société plus égalitaire impliquant un partage effectif des rôles et des tâches entre l'homme et la femme. Celle-ci est devenue un être majeur moins incité à la dépendance.

La loi de décembre 1974 autorisant le remboursement des médicaments contraceptifs ainsi que celle de janvier 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse ont déjà marqué une étape importante dans la maîtrise de sa vie sexuelle. La femme peut choisir d'être mère ou non. Les mesures prises pour améliorer les conditions de travail et les rapports que les femmes entretiennent avec lui vont aussi dans le sens d'un accroissement des possibilités : rappelons que, depuis 1965, les femmes mariées peuvent travailler sans l'autorisation de leur mari. L'employeur, depuis juillet 1975, n'a plus le droit de licencier la femme enceinte. C'est un progrès notable. Trop souvent la maternité était un bon argument pour l'exclusion. La femme se retrouvait au foyer, sans pouvoir se défendre.

Maternité et absentéisme

Des efforts sont faits à présent en vue d'une égalisation des salaires entre l'homme et la femme. En effet, sans cette égalité des rémunérations, comment la femme peut-elle être motivée par le travail ? Les constats actuels faits sur l'absentéisme féminin démontrent que c'est moins la maternité qui est cause des congés répétés que le manque de motivation, déclenché par la reconnaissance des tâches substantielles et emphysemes, de l'infériorité du salaire. L'analyse

de l'allocation faite sur le travail masculin au dix-neuvième siècle est encore à faire pour le travail féminin au vingtième siècle.

Pourtant, les progrès sont plus rapides, car nous sommes plus conscients de nos insuffisances. L'ouverture, depuis le 6 juillet 1977, des contrats emploi-formation aux femmes chefs de famille est, pour nous, extrêmement intéressante. Elle permet un second départ, après une interruption parfois longue. Déjà, en 1971, des stages de formation professionnelle rémunérés sont ouverts aux mères de famille, et, depuis 1976, une priorité d'accès est accordée aux femmes chefs de famille.

C'est aussi la politique familiale du gouvernement, bien souvent critiquée, que nous jugeons importante. Nous estimons que certaines mesures prises permettant de renforcer les conditions favorables à l'autonomie de la femme et d'amener les hommes à des tâches et des rôles auxquels ils se refusaient traditionnellement. C'est pourquoi nous pensons qu'il ne faut pas uniquement voir la politique familiale comme une politique d'argent, mais aussi comme un tremplin au changement des mentalités.

Le congé parental

Bien souvent, jugé à tort insuffisant, le complément familial nous permet d'aborder une nouvelle attitude à l'égard de la famille. Rappelons que, institué par la loi du 2 juillet 1977, il est plus souple dans son attribution, car il se substitue aux allocations familiales de mère au foyer du de salaire unique, aux allocations de frais de garde. Un premier aspect positif est qu'il est attribué à toutes les familles, quel que soit le statut professionnel de la mère. Cette mesure financière n'apparaît plus comme mesure protectionniste de la femme au foyer. La société ne sera plus amenée à regarder la femme comme une assistée. Un deuxième aspect réside dans le fait que ce complément familial montre l'intention d'alléger le poids que représente la présence au foyer de jeunes ou de nombreux enfants. La politique d'aide financière aux familles est à développer et à poursuivre ; elle favorisera la transformation de la valeur du travail qui ne sera plus considéré comme l'unique moyen de subvenir aux besoins familiaux ; l'image de la famille en sera améliorée.

Autre point important de cette politique : le congé parental. Il faut l'envisager dans la fonction publique comme au niveau du privé. Les parents, grâce à lui, peuvent décider de s'arrêter l'un ou l'autre pendant deux ans, pour élever leur enfant.

Ce congé laisse donc la responsabilité du choix et ne contraint pas la femme au rôle de mère au foyer. Il donne droit également à la femme ou à l'homme de reprendre le travail, les deux ans passés. Une formation professionnelle continue peut être assurée pendant la durée du congé. Il ne brise pas la carrière. Et, surtout, il souligne le rôle du père dans la famille, trop longtemps négligé et surtout fondamentalement, pour lui, pour la femme, pour l'enfant.

Dans cette optique, il serait bon de trouver une solution pour un congé de parents d'enfants malades. Il ne faut plus que les parents soient amenés à déguiser le congé sous le prétexte d'une maladie personnelle, et que cette manœuvre revienne tous les jours à la femme, accusée pour cela d'un très grand absentéisme. L'homme doit pouvoir séjourner auprès de son enfant dans son foyer, sans ses angoisses professionnelles traditionnelles.

Certes, des infrastructures de gardes d'enfants (crèches collectives, familiales) et des expériences encouragées par la délégation à la condition féminine se développent et améliorent les conditions de vie des parents, mais il y a encore beaucoup de progrès à faire dans ce domaine.

Il ne faut pas oublier les aménagements des horaires de travail. Des groupes se sont formés sur l'initiative de la délégation pour étudier un assouplissement du temps de travail, comme des horaires. Nations pas faire l'hiverment l'équation : aménagement de temps de travail = femmes. Non, l'assouplissement du temps de travail est à envisager pour tous, hommes et femmes. Il pourrait être étudié en fonction soit du nombre des enfants, soit de leur âge, soit de la charge d'une personne âgée, d'un enfant handicapé.

Considérons la politique familiale et les efforts qui l'accompagnent comme le point de départ de la femme vers un mode de vie où ses choix seront plus nombreux et plus libres, où elle ne sera plus rivée à son rôle de mère au foyer, si elle le désire. Les mœurs évoluent : l'idée de l'homme instituteur à la maternelle est moins répandue. Mais des images désastreuses à la télévision persistent dans la publicité et au cinéma. Il faut donc poursuivre notre lutte et travailler au changement plus rapide des mentalités. L'homme et la femme doivent partager d'une façon plus égale la vie familiale et la vie productive, pour un meilleur équilibre personnel et familial, pour une société plus humaine.

* Déléguée à la condition féminine auprès du premier ministre.

Faits et jugements

152 ans de France
Protections
1977-1978

Maxime



RELIGION

LES TRAVAUX DU SYNODE DES EVÊQUES A ROME

Mettre l'Évangile au centre de la catéchèse

De notre envoyé spécial

nous nous limitons à des questions de méthode :

« Ce que les jeunes ont à nous enseigner, c'est la fraîcheur avec laquelle il faut aborder les problèmes qu'ils nous suscitent l'Évangile. »

« Les mass-media ont changé les rapports des hommes avec les réalités. En ce domaine, les adultes sont aussi novices que les jeunes. Cherchons à exprimer le message chrétien dans le nouveau langage que parlent les mass-media. »

Rédefinir l'identité du chrétien

Il est revenu au cardinal Aloisio Lorscheider, archevêque de Fortaleza (Brésil), rapporteur général, de lancer le synode sur ses rails en proposant les grands axes de la réflexion à venir. Une formule est à retenir : l'Église entend promouvoir « une catéchèse d'Évangile et selon l'Évangile ». Tout chrétien, qu'il soit ou non catholique, ne peut que souscrire à ce retour aux sources et à une tradition épurée. Il existe une hiérarchie dans les vérités chrétiennes, ainsi que la reconstruit Vatican II. Ainsi pourrait se redéfinir l'identité chrétienne à partir de critères fondamentaux. En outre, la foi se vit dans une communauté. On ne saurait la dissocier de la vie et des institutions chargées de la nourrir. Tout croyant est responsable et solidaire de sa famille spirituelle. Un chrétien ne saurait être individualiste.

Des quinze premières interventions des évêques, on peut retenir : 1) Le souci de refuser toute dichotomie entre l'expérience et la doctrine, celle-ci ne tirant sa vertu que de celle-là ; 2) L'importance de la liturgie qui, surtout dans les pays sous-développés, est le lieu privilégié de la catéchèse ; 3) L'intérêt porté à l'école catholique dans de nombreux pays.

Mgr Emmet Carter, évêque de London (Ontario, Canada), et président de la Conférence épiscopale canadienne, a prononcé son intervention en anglais. Entorse au règlement, certes, qui prescrit le latin, mais dans le but de se faire mieux comprendre, les Anglo-Saxons ayant une manière bien à eux de prononcer la langue de Clément, qui donne en outre du fil à retordre tant aux interprètes qu'aux auditeurs. Voici les principales idées de cet exposé sans complaisance :

« Le lieu de l'éducation, c'est désormais le milieu culturel tout entier balayé par toutes les idéologies. C'est dans ce milieu complexe qu'il faut insérer la formation chrétienne de l'avenir. L'homme a besoin de trouver un second souffle ou qu'elle paraisse anachronique ;

« Le synode ne doit pas s'enfermer dans une discussion technique sur les agendes ou les instruments de la catéchèse, il doit servir le meilleur catéchète s'il s'agit de parler à qui parler ? Nous nous rendrions ridicules si nous nous limitions à des questions de méthode ;

« L'incident protocolaire qui avait marqué la messe d'ouverture du synode des évêques à Rome (le Monde date 2-3 octobre) a été réglé. Il s'agissait d'une querelle de préséance, trois prélats de rite oriental avaient quitté la chapelle Sixtine, parce qu'ils se trouvaient placés au dernier rang des cardinaux et évêques.

Le protocole du Saint-Siège a expliqué cela par le fait que les trois prélats ne concélébraient pas la messe. Désormais, le patriarche melkite Hakkim Maximos V, le patriarche ignace Antiochien II Yaqob d'Antioche (Syrie), l'archevêque des uniates ukrainiens, siègeront au premier rang des cardinaux. — (A.P.)

Après la cérémonie de l'Armagh, qui est un pèlerinage déclaré de l'unionification des deux Irlandes, a lancé un appel à la paix, l'Amour fraternel, la paix, l'harmonie, la réconciliation, le pardon mutuel, la fin des dissensions passées et un nouveau départ vers une meilleure application de la justice et de la charité pour tous sera le but de toute ma mission à Armagh, que ce soit pour un an ou pour un jour, a-t-il dit.

12M

JUSTICE

APRÈS LE DÉTOURNEMENT DE LA CARAVELLE D'AIR INTER

Les autorités expliquent l'intervention de la police

Après le détournement de la Caravelle d'Air Inter, vendredi 30 septembre sur l'aéroport d'Orly, qui a fait un mort, un blessé et est toujours dans un état critique, et trois blessés légers (le Monde date 2-3 septembre), les autorités ont été amenées à expliquer une fois encore sur la stratégie qu'elles adoptent dans ces cas de piraterie aérienne et sur la manière de prévenir ces actes.

La France a pris il y a un an plusieurs mesures importantes, principalement préventives, en matière de sécurité sur les aéroports. Ces mesures s'appliquent cependant pas une garantie absolue, et pour ce qui concerne la détention d'armes sur les passagers, elles ne peuvent être appliquées systématiquement sur les lignes intérieures en raison du nombre élevé des « fréquences ».

Toutefois, l'Union française des pilotes de ligne a critiqué les mesures de sécurité en vigueur à l'aéroport d'Orly, qu'elle juge « insuffisantes ». L'Union estime d'autre part que « l'attaque de l'aviation par la police était une opération hâtive, maladroite et inopportune ».

M. Jean Périot, préfet du Val-de-Marne, qui a pris, à Orly, la décision de faire donner l'assaut, a défendu samedi 1^{er} octobre, sur TF1 le principe de la « fermeté ». Selon M. Périot, vendredi, les autorités se sont rapidement rendues compte qu'elles avaient affaire à un déséquilibre et ont jugé qu'il faudrait employer la force. « Nous aurions passé son message à l'antenne s'il avait accepté de libérer tous les otages », a déclaré M. Périot, mais il était devenu nerveux et ne cédait rien. C'était un dialogue de sourds. Nous savions d'autre part qu'il pouvait tirer, et que sa psychologie le conduisait à des actes irréversibles ».

Le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, l'antiminateur de R.T.L., qui commandait M. Jacques Robert depuis qu'en

1974 ce dernier avait pénétré dans les studios de la station de radio pour faire diffuser à aussi un message, « Jacques n'est pas un violent, ni un assassin ». M. Max Meynier, qui est allé vendredi à Orly pour parlementer avec M. Jacques Robert, déplore dans une interview au quotidien Libération la manière dont les forces de police sont intervenues. « Quand j'ai vu que les fils ne nous d'attaquer, a-t-il dit (...), je m'en suis senti responsable (...), je n'ai pas pu voir Jacques, mais j'aurais été gêné d'être en face de lui. J'ai servi d'appât, c'est un sentiment désagréable et qui me dégoûte. Je regrette qu'il m'ait fait jouer un rôle de fil. S'il m'avaient utilisé intelligemment, cela aurait pu mieux se terminer. Il m'ont utilisé bêtement ».

Le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, qui présidait un déjeuner à Sarzeau (Morbihan), au terme de l'assemblée générale de l'association des maires du Morbihan, a affirmé que « le gouvernement français entendait pas laisser le dernier mot à la violence chez lui ». « Les forces de police et de gendarmerie », a indiqué M. Bonnet, se sont comportées d'une manière courtoise, dans le cadre de directives dont je reviens de l'entière responsabilité ».

Le premier ministre, M. Raymond Barre, interrogé, dans l'aviation qui le ramenait de Moscou, sur le bien-fondé de l'assaut donné par les forces de police, s'est déclaré « persuadé que ceux qui étaient sur place et qui avaient décidé de procéder à cet assaut ont pris la décision qui leur paraissait devoir s'imposer ». « Par conséquent, a-t-il conclu, je fais confiance à ceux qui ont pris cette décision et, bien entendu, je les couvre ».

M. Christian Le Guehrec, directeur des affaires criminelles et des grâces, a expliqué, samedi 1^{er} octobre, au maire de France-Inter que M. Jacques Robert était « le prototype du psychopathe » et que « cette affaire souligne une fois de plus l'insuffisance de notre loi en ce domaine ».

« En effet, le code pénal ne prévoit que deux situations : celle de l'homme dément, qui est irresponsable et ne peut être condamné par le juge, et celle de l'homme, dit normal, qui mérite la sanction correspondant aux faits qu'il a commis. La solution qui paraît la plus simple, a-t-il ajouté, consisterait à permettre au juge, dans le cas de psychopathes criminels, de prononcer une mesure de privation de liberté correspondant à la gravité des faits et qui serait exécutée dans un établissement spécialisé sous le double contrôle du juge et du médecin ».

M. Jacques Robert a été déstabilisé au parquet, et un juge d'instruction doit être commis, ce lundi 3 octobre, pour diriger l'information judiciaire.

JACQUES GRILL

Un procès en diffamation à Rouen

QU'EST-CE QU'INFORMER ?

(De notre correspondant.)

Rouen. — Suspendu de ses fonctions de directeur du parc de Bécouze (Seine-Maritime) le 19 novembre 1976, M. Bernard Fontallant poursuivait vendredi 30 septembre le directeur de la publication de Paris-Normandie, M. Daniel Fortin, devant le tribunal correctionnel de Rouen pour diffamation.

Après avoir obtenu le 19 novembre la décision le condamnant, M. Fontallant découvrait le texte de sa lettre de licenciement dans Paris-Normandie

trois jours plus tard, avant qu'il ne l'ait personnellement reçue. Le quotidien régional reproduisait intégralement et sans commentaires le texte de la lettre.

Pour M. Jean Martin, avocat de M. Fontallant, la reproduction d'une telle lettre, dans laquelle ne figure « aucun des motifs ayant entraîné la décision », laisse obligatoirement penser au public « que des fautes lourdes ont été commises ». Pour le procureur, M. Daniel Fortin, « cet article est parfaitement objectif puisque la lettre en cause pourrait être extraite du parafait manuel de la secrétaire ».

M. Lemonnier-Leblanc, avocat de Paris-Normandie, s'est attaché à « ramener l'affaire à de justes proportions », d'abord en faisant remarquer que « M. Fontallant aurait pu utiliser le droit de réponse s'il lui avait paru nécessaire d'apporter des précisions », puis en s'interrogeant : « Un fait matériellement exact, en dehors de toute polémique d'insinuation ou d'approbation, peut-il tomber sous le coup de la diffamation ? »

Avec pourtant la question à laquelle devra répondre le tribunal : dans un cas grave qui concerne la mise à l'écart d'une personnalité connue, le journaliste peut-il se satisfaire de la reproduction d'une lettre de licenciement ou doit-il, « pour faire honnêtement son métier, rechercher le contact avec les parties en cause pour nourrir un commentaire, voire émettre un jugement personnel ? ».

Autrement dit, qu'est-ce qu'informer ? Jugement le 14 octobre.

JACQUES GRILL

Faits et jugements

Un « trou »

de 16 millions de francs dans une entreprise marseillaise.

Les responsables de la Manufacture provençale de matières plastiques fabriquant les bacs Riviera ont indiqué, au cours d'une conférence de presse, qu'ils avaient déposé une plainte, auprès du procureur de Marseille, contre leur chef comptable, Mme Colette Villard, âgée de cinquante ans, après la découverte de malversations dans la comptabilité dont le montant des recherches pour évaluer certains déséquilibres financiers. Après avoir décelé certaines « anomalies » d'écritures, ils devaient confier à un cabinet spécialisé le pointage d'un compte précis. Ces travaux, ont-ils ajouté, ont mis en évidence au début du mois d'août, des importantes malversations. L'opération se serait déroulée en cinq ans, allant de l'implantation d'usine en année.

De son côté, Mme Colette Villard a précisé, dans une courte déclaration : « La direction de la M.P.M.P. a porté une accusation directe contre moi, le déclarant formellement qu'il n'y avait eu aucun détournement. Les irrégularités dont il est fait mention, ainsi que d'autres, dont il n'est pas fait mention, sont à imputer sur vrais responsables qui les ont commises, puis dénoncées comme n'étant pas de leur fait. Je me tiens dès maintenant à la disposition de la justice. »

Inculpation

de M. Max Simeoni.

Le docteur Max Simeoni, qui avait pris le maquis le 22 août 1976, date à laquelle il avait participé au dynamitage de la cave Cohen-Skalli à Aghione et s'est constitué prisonnier le 27 septembre dernier, a été inculpé, samedi 1^{er} octobre, de destruction d'édifice par explosif, de séquestration arbitraire et de diverses infractions relevant de la loi « anti-casseurs », par M. Gérard Pancerat, juge d'instruction au tribunal de Bastia. Le leader autonomiste comparaitra devant les assises de la Haute-Corse.

D'autre part, MM. José Stromboni et Jean Nicolai, interpellés le 14 septembre, resteront détenus respectivement à la prison de la Santé à Paris et à la maison d'arrêt de Fresnes. Le procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat a fait appel de l'ordonnance de mise en liberté sous contrôle judiciaire de M. Jacques Seguin, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat.

Les deux hommes sont inculpés d'atteinte à l'intégrité du territoire national et d'utilisation sans autorisation d'une station radio-électrique privée leur permettant d'écouter les messages des services de police. M. Jean Nicolai a été également inculpé de détention et port d'arme et de munitions.

Holiday Inn HOTEL

Pourquoi les hommes d'affaires y reviennent-ils en famille ?



A l'hôtel, de quoi a-t-on besoin quand on voyage pour affaires ? D'abord de confort. Pour se reposer, se détendre... et aussi pour travailler. Quand on voyage en famille on a autant besoin de confort, sinon plus. Pourquoi s'en priver ? Holiday Inn réconcilie les hommes d'affaires et leur famille avec l'hôtel.

Point clé du confort : la chambre

De l'espace, 27 m², c'est agréable ; les lits sont toujours grands (un à deux doubles-lits par chambre) ; la salle de bains est spacieuse... Pour travailler, recevoir : un coin bureau, des fauteuils confortables et une ligne de téléphone directe. Climatiseur : elle se règle à volonté. Détente : il y a toujours la télévision (gratuite).

Des séminaires aux banquets

Dans un Holiday Inn, il est très facile d'organiser des réunions d'affaires ou des fêtes. Pour un brain-storming de cinq à six personnes, vous prendrez un petit salon. Pour une réunion importante, un cocktail, un banquet ou un repas de noces comme autrefois, vous choisirez une grande salle.

Les enfants

Logés gratuitement Les hommes d'affaires qui connaissent Holiday Inn y font volontiers étape en famille. Holiday Inn loge gratuitement les enfants qui partagent la chambre de leurs parents. Outre le confort, les mamans apprécient des détails comme la chaise spéciale pour le repas des tout-petits.

Nouveau : le forfait week-end

Et quand on voyage à plusieurs, il y a aussi le forfait week-end. Du vendredi soir au lundi matin, la chambre ne vous sera facturée que pour le prix d'une personne, même si vous êtes quatre à l'occuper (du 1^{er} novembre 1977 au 1^{er} mars 1978, sur réservation ; se renseigner auprès du Bureau Central Holiday Inn - Tél. (1) 686.50.87 - ou chez votre agent de voyages).

"Holidex" pour réserver dans le monde entier

Avec Holidex, système de communication par ordinateur privé, vous réservez immédiatement votre chambre à Rome, Las Vegas, Acapulco ou dans l'un des 1700 hôtels Holiday Inns du monde. Gratuitement.

Ce sens aigu du confort et des formules adaptées n'explique qu'en partie pourquoi Holiday Inn est si vite devenue la première enseigne hôtelière du monde. C'est aussi le succès d'une ambiance qui vous décontracte et vous met, comme le dit l'enseigne, un peu en vacances.

Holiday Inn en France

Avignon Tél. (90) 82.99.10 - Télex 431994

Lille Aéroport/Lesquin Tél. (20) 9792.02 - Télex 120051

Lille-Marcq en Baroeul Tél. (20) 721.730 - Télex 120785

Paris/Porte de Versailles Tél. (1) 533.74.63 - Télex 260844

Paris/Orly Tél. (1) 687.26.66 - Télex 204679

Paris/Reissy Charles de Gaulle Tél. (1) 985.96.11 - Télex 695143

Lyon Tél. (78) 35.70.20 - Télex 900006

Strasbourg Tél. (88) 32.49.12 - Télex 890515

La Guadeloupe Tél. 84.15.00 - Télex 029836 GL

Réservation centrale à Paris Tél. (1) 686.50.87 - Télex 204696 ou par votre Agent de Voyage

EN ILE-DE-FRANCE

Au conseil régional

Des crédits pour un dialogue

Le conseil régional de l'Île-de-France va débiter 20 millions de francs pour favoriser en 1978 la création de deux mille quatre cents emplois répartis dans toute la région, sans aucune sélection géographique. C'est l'une des nouvelles mesures qui figureront au prochain budget régional dont la discussion commencera dans quelques jours. Ce budget proposera également une augmentation de 18 % de la taxe spéciale d'équipement, la poursuite du financement des travaux déjà engagés pour la construction de la rocade A 86, les premières acquisitions foncières pour la réalisation de la ligne S.N.C.F. Ermont-Porte Maillot-Invalides et une subvention de 40 millions pour l'aménagement d'espaces verts.

Ces crédits de paiement (fonctionnement compris) atteindront 2 milliards de francs. Le niveau de l'emprunt sera maintenu à 700 millions de francs. L'originalité de ce budget consiste cependant dans l'inscription d'un crédit de 100 millions pour réaliser les premiers contrats entre la région et les collectivités locales. « Ces contrats doivent faire naître une véritable solidarité entre la région et les collectivités locales qui s'engageront mutuellement à réaliser en commun des équipements dans des secteurs d'interventions retenus », précise M. Michel Giraud, président du conseil régional et nouveau sénateur R.P.R. du Val-de-Marne.

Mais tout au long de la discussion budgétaire, les conseillers régionaux, comme ils en ont désormais l'habitude, n'hésiteront pas, sinon en assemblée tout au moins en particulier, à dénoncer la faiblesse de leurs pouvoirs. Avec d'autant plus de détermination qu'il existe aujourd'hui un maire de la capitale. Bien que le développement et l'activité de Paris soient liés à ceux de sa région, ce maire, quel qu'il soit, de par sa fonction, éclipse le conseil régional dont le pouvoir exécutif est assuré par le préfet de région.

JEAN PERRIN.

Depuis 33 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est le n° 1
 pour la vente des fonds de commerce
 boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En Vente Partout 1.50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

Avec les Air Canadiens, allez où vous voulez au Canada. Directement. 31 villes vous attendent.

Air Canada vous offre un vrai choix de destinations en Amérique du Nord : 31 villes au Canada et 10 aux États-Unis.

Avec Air Canada, vous profitez également d'horaires étudiés pour faciliter votre vie d'homme d'affaires.

Par exemple, vous partez

de Charles-de-Gaulle à 11 h 25 et vous arrivez à Montréal à 12 h 50, à pied d'œuvre pour vos rendez-vous.

Enfin vous serez en bonne compagnie avec les Air Canadiens : un équipage très aimable, qui connaît bien le Canada, parle français et vous donnera tous les

renseignements ou les conseils dont vous pouvez avoir besoin.

Voyager avec les Air Canadiens, c'est déjà faire connaissance avec le Canada.



AIR CANADA

Paris 9^e : 24, bd des Capucines - Tél. 273.84.00. Lyon 2^e : 63, rue du Pt E-Herriot - Tél. 42.43.17

NI VILLE DE BANLIEUE NI VILLE DE PROVINCE

Boulogne-Billancourt veut rester dans Boulogne-Billancourt

Boulogne - Billancourt (Hauts-de-Seine) pour les banlieusards, c'était jusqu'à ces dernières années, le passage obligé vers l'autoroute de l'Ouest, pour les autres, c'est la capitale de la région Renait. Mais pour ses habitants, qui ont l'esprit de clocher, Boulogne se définit par opposition : une ville qui ne veut pas être Paris... ni son dortoir, une ville qui n'est pas la province. Bref, une commune de banlieue qui a pris conscience de sa personnalité et qui y tient.

Boulogne en chiffres, à en croire le dernier recensement, c'est 104 055 habitants parmi lesquels 23 % d'ouvriers, 21 % d'employés, 19 % de cadres moyens et 6 % de patrons de l'industrie et du commerce. Une étude plus détaillée montre qu'il n'y a pas toujours été ainsi et que, entre 1962 et 1975, la catégorie « profession libérale et cadre supérieur » a fait un bond de 86 % dans les statistiques. Néanmoins, la population de Boulogne demeure équilibrée et la ville tient à conserver ce caractère comme le souligne son maire, M. Georges Gorse (R.P.R.).

Côté urbanisme, la municipalité n'a pas manqué d'ambition et plusieurs vastes chantiers, qui répondent à des objectifs différents, jalonnent l'agglomération et sa périphérie : la ZAC du centre-ville, celle du Pont de Sèvres, la réhabilitation entreprise le long de la route de la Reine, enfin une opération « verte » : l'aménagement des terrains de la Glacière.

Traversée de part en part par de grandes artères perpétuellement envahies par la circulation de transit — la route de la Reine et l'avenue Edouard-Vaillant, — Boulogne a bien du mal à trouver un « centre de gravité ». D'autant plus que la ville est née du mariage, en 1924, de deux communes, Boulogne et Billancourt, et que cette bipartition a été un véritable casse-tête pour les urbanistes. Un minibus gratuit permet de relier les différents quartiers de la ville, mais cela ne suffit pas : il fallait créer un centre-ville. C'est ainsi que naquit, à côté du théâtre, la ZAC de Bellefeuille. Autour du centre culturel municipal avec conservatoire de musique, école nationale, auditorium, salle d'association et parking, s'élevaient 600 logements (non aidés). Lorsqu'elle sera terminée en avril 1978, l'opération devrait constituer un pôle d'attraction digne d'un centre-ville.

L'ensemble immobilier, dit ZAC du Pont-de-Sèvres, construit à la périphérie, répond à un tout autre

objectif. C'est un programme qualifié de « résoluement social » par la municipalité puisque 1 230 logements aidés (dont 830 H.L.M.) y sont en cours de construction auxquels il faut ajouter 720 logements en accession à la propriété : 83 000 mètres carrés de bureaux et 13 800 mètres carrés de locaux commerciaux devraient permettre d'équilibrer financièrement l'opération. C'est donc un quartier tout entier qui sort de terre.

En 1938, Louis Renault...

Mais Boulogne est aussi une vieille ville que les années n'ont pas épargnée. La commune s'est industrialisée avec le siècle : tout a commencé en 1898, lorsque Louis Renault y construisait sa première voiture. En 1901, l'usine compte six cents ouvriers, puis l'aéronautique et l'industrie du cinéma s'y installent... suivies par leurs ouvriers. Aujourd'hui 30 % des logements boulognais sont anciens ou vétustes et le PACT (Préservation, Amélioration, Conservation, Transformation de l'habitat ancien) a bien du travail depuis sa création voici vingt ans. « Jusqu'en 1970, déclare M. Maurice Catolre, président de l'organisme, nous ne sommes intervenus qu'au coup par coup, pour aider les habitants qui désiraient rénover leur logement. Nous préparons avec eux le dossier, nous leur indiquons la source de financement à laquelle ils doivent s'adresser pour obtenir crédits et subventions.

« Depuis quelques années, nous nous sommes attaqués à un vaste secteur : la route de la Reine. Une étude préalable nous a permis de

répartir les cinq cent trente-trois logements qui méritaient une réhabilitation et afin de mener à bien cette opération nous avons créé l'ARHA (Association pour la restauration immobilière).

Actuellement, cent cinquante et un logements ont été restaurés, une tranche de cinquante appartements est à l'étude. L'opération devrait prendre fin en 1978.

Pour M. Catolre, le bilan du projet est positif : « La rénovation est très onéreuse et traumatisante pour les habitants, affirme-t-il. La réhabilitation, telle que nous la pratiquons permet au contraire de conserver le capital immobilier de la ville, et les habitants qui n'ont que de faibles revenus ont pu demeurer sur place, dans leur ancien logement. »

Dernière opération en cours : l'aménagement des terrains de la Glacière. Les 2 hectares sur lesquels étaient installées les Glacières de Paris ont été rachetés par la municipalité lors du démantèlement de l'entreprise. Un jardin y sera dessiné qui ouvrira ses portes en 1978. La commune a mis au point un autre projet plus ambitieux : le futur jardin est situé à proximité de la patinoire, de la piscine et d'un terrain de sport. C'est tout un quartier de 4 hectares qui sera réservé aux loisirs. La rue Emile-Pouget sera même supprimée pour permettre à cette zone de conserver son homogénéité.

Ces efforts d'urbanisme et les déclarations de M. Georges Gorse en faveur de la qualité de la vie n'ont pas convaincu les « verts » ni les 12 % de Boulognais qui ont voté

pour eux aux élections municipales de mars dernier.

Pour M. Michel de Montcaut, candidat sur la liste écologiste, la politique de la municipalité sur le plan de l'urbanisme et du cadre de vie est « traditionnelle, mais non exemplaire ». « Les deux projets de ZAC, celle du centre-ville et celle du pont de Sèvres, sont « surdimensionnés », trop fortement densifiés. Pour les réserves foncières, la municipalité aurait pu être plus ambitieuse en acquérant, par exemple, les terrains Rothschild, situés au nord-ouest de la ville. Cet espace aurait pu être le support d'équipements sportifs.

Autre élément du programme des « verts » : « Supprimer la circulation de transit, en créant sur la route de la Reine notamment, des voies piétonnes et des places apaisées. »

Boulogne-Billancourt ne veut pas être une des communes de banlieue où on ne rentre que pour dormir et, afin de conquérir une plus grande autonomie et la conserver, la ville a mis au cours de ces dernières années beaucoup d'atouts dans son jeu : un centre-ville est sorti de terre, un minibus permet de décloisonner les différents quartiers de la ville, un parc et des équipements sportifs permettent aux Boulognais de profiter sur place de leurs loisirs.

Mais on ne se défait pas si facilement des vieilles habitudes, et les habitants de Boulogne qui « veulent manger une choucroute en sortant du théâtre doivent encore aller à Paris ». C'est leur maire qui le dit.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

UN ENTRETIEN AVEC M. GEORGES GORSE

« Il faut lutter contre ceux qui organisent le désert parisien »

« Quelles sont vos principales difficultés ? »

« Boulogne-Billancourt est la ville la plus importante de la région parisienne, après Paris évidemment ! Il est fort possible d'ailleurs qu'elle perde ce titre dans l'avenir, et cela sans regret, car nous sommes ici plus soucieux de la qualité de la vie que d'un développement excessif qui ne pourrait s'opérer qu'à son détriment.

« Le difficile est que cette ville ne peut être traitée ni comme une ville de banlieue ni comme une ville de province, ni comme un aéroclimatisation de Paris. Elle a sa personnalité sur tous les plans, économique, culturel, social, et elle y tient. Les difficultés que j'ai trouvées à mon arrivée à cet hôtel de ville découlent de cette consa-

tation. La ville était encore mal centrée, d'ailleurs, car elle comptait trois tronçons par deux routes nationales à grande circulation. Il fallait donc améliorer les liaisons nord-sud (ce qui a été réalisé en partie par un réseau de minibus gratuits) ; il fallait surtout débarrasser de Boulogne la circulation de pur transit entre Paris et la région ouest. C'est chose faite au nord, et en voie de l'être au sud.

« L'autre problème majeur découle de la composition économique et sociale de la ville qui s'est peut-être « embourgeoisée », mais beaucoup moins qu'on ne le dit, et qui demeure une ville populaire, active et entrepreneuriale. C'est d'ailleurs ce mélange de catégories sociales très diverses qui contribue à l'originalité de Boulogne-Billancourt. Nous tenons à garder cet équilibre. Cela suppose des logements permettant aux « actifs » de vivre plus près de leur lieu de travail. Nous avons, avec l'aide de l'Office H.L.M. de la Ville de Paris, entrepris un effort considérable dans ce domaine, mais le problème est encore loin d'être résolu : il est d'ordre général et appellera, je le crois, une politique nationale de plus grande envergure. J'ajouterais enfin, au chapitre des difficultés, l'absence de réserves foncières qui nous oblige à réhabiliter les équipements et les opé-

rations d'urbanisme indispensables aux pères du marché.

« Les Hauts-de-Seine sont touchés par la « désindustrialisation ». Qu'en est-il pour Boulogne-Billancourt ? »

« Boulogne-Billancourt est peut-être moins touchée que d'autres par cette désindustrialisation, et le chômage y est moins important qu'ailleurs. Ces problèmes sont toutefois très préoccupants. Soucieux, je le répète, de maintenir l'équilibre qui est le nôtre, je ne souhaite aucunement voir s'accroître ce mouvement de désindustrialisation. J'encourage donc les industries (non polluantes) et les entreprises de toutes natures à se maintenir à Boulogne-Billancourt. Il nous faut, pour cela, lutter contre les excès de la DATAR, dont la politique a été très utile pour ramener au « désert français », mais qui ne répondra pas le problème en organisant systématiquement le désert dans la région parisienne. Il faut aussi lutter contre cette pesanteur qui amène les entreprises désireuses de se moderniser à s'installer ailleurs, en vendant fort cher leurs terrains. »

L'abstention active des écologistes

« Lors des précédentes élections municipales, les « candidats verts » ont obtenu près de 12 % des voix. Comment expliquez-vous ce score ? »

« Le mouvement dit « écologiste » est un mouvement général, et ses composantes sont difficiles à analyser. J'y vois un mélange d'écologistes sincères, de « gauchistes » divers et surtout de gens, nombreux parmi les jeunes, peu disposés à voter politiquement à droite ou à gauche. C'est, si vous voulez, une sorte d'abstention active. A Boulogne-Billancourt même, je vois mal ce que les écologistes pourraient me re-

procher. Prenons les espaces verts. Je connais peu de villes où, en plein tissu urbain, on est en train d'aménager un parc de près de 3 hectares. Je ne parle pas, ici, des autres espaces verts déjà réalisés, ni de l'aménagement prochain des 22 hectares de l'île Saint-Germain, à proximité de Boulogne-Billancourt, et avec notre concours.

« Après tout, puisque vous me parlez du « score » des écologistes, puis-je rappeler que j'ai été élu moi-même, en premier tour, avec 67 % des voix ? Je vous retourne votre question : comment analysez-vous ce score ? »

NE MANQUEZ SURTOUT PAS LES

PRIX EXCEPTIONNELLS

SUR 7 NIVEAUX

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELINE - PARIS RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

RÉGIONS

Où en sont les
de la loi sur l'

AÉRONAUTIQUE

Le Monde
UNE SÉLECTION

سكنا من الأصل

ANCE

ANNUELLE NI VILLE DE PROVINCE

eut rester dans Boulogne-Billancourt

ENTRETIEN AVEC M. GEORGES GORSE

rent.



TONNES
ARTIERS

RÉGIONS

Centre

UNANIMITÉ DES ÉLUS
EN FAVEUR DE L'AUTOROUTE
ORLÉANS-BOURGES
(De notre correspondant.)

Orléans. — La région Centre qui, jusqu'à présent, avait été épargnée par la crise, est aujourd'hui touchée de plein fouet par le chômage : près de trente-cinq mille chômeurs sont actuellement dénombrés. Les détracteurs d'emplois ont augmenté en un an de 35 %. C'est par ce constat que la session du conseil régional s'est ouverte le 30 septembre à Orléans.

M. Pierre Sudreau, président du conseil régional, a notamment déclaré : « La majorité n'a pas cessé d'insister depuis trois ans sur la dimension mondiale de la crise et certains ont trop souvent fait preuve d'un optimisme à courte vue. L'opposition pour ses réformes et ses querelles idéologiques a totalement ignoré la situation économique. Il en résulte une déconscience collective, entre les aspirations des Français qui rêvent toujours plus et les réalités qu'ils se refusent à admettre. La différence des autres peuples, nous avons collectivement et, surtout, à travers les revendications catégorielles, un comportement d'enfants gâtés. De ce divorce entre les mentalités et les réalités peuvent résulter de grandes déceptions. Il n'y a malheureusement pas de père Noël pour les peuples. Seuls leur courage et leur sérieux peuvent les aider. » Le président du conseil régional a ajouté : « Depuis deux ans, dans le Centre, nous n'avons cessé d'insister sur la région soit dotée de moyens efficaces pour faire face au problème de l'emploi. »

Après ces propos, on attendait un débat sur l'emploi que les conseillers ont préféré renvoyer en fin de session. Les conseillers ont tout d'abord confirmé l'attribution des crédits qui vont permettre à la fondation Sologne d'acheter et d'ouvrir deux domaines au public (le Monde du 9 juillet dernier). Un programme de trois ans en faveur des désertées a été ensuite adopté qui concerne le sud-ouest de la région, la vallée du Cher et la bordure orientale de la région.

Les conseillers ont enfin donné leur accord sur un schéma régional des transports qui prévoit de rétablir des liaisons transversales « efficaces » entre Montargis et Orléans, entre Châteauneuf et Tours et entre Dreux-Chartres et Orléans, « et de mieux servir » les liaisons nationales existantes comme celles de Bourges à Orléans, de Vierzon à Bourges et de Tours à Orléans.

Il ne pouvait pas ne pas être question de la construction de l'autoroute de l'Est, qui doit traverser la Sologne. Les députés ont été signés le 23 septembre dernier. — R. G.

NORD-PAS-DE-CALAIS

● L'avenir du Valenciennais. — La jeune chambre économique de Valenciennes organisée du 8 au 16 octobre, place d'Armes, à Valenciennes, une exposition destinée à faire mieux connaître les activités économiques, industrielles et artisanales de l'arrondissement. Renseignements : M. J.-P. Schultz, 44, rue Saint-Géry, 59300 Valenciennes.

AÉRONAUTIQUE

● Un nouvel aéroport pour la Suède. — Situé au centre du triangle Oslo-Stockholm-Copenhague, le nouvel aéroport de Gothenburg (deuxième ville de Suède) a été inauguré, samedi 1^{er} octobre par le roi Carl-Gustaf de Suède. Baptisé Gothenburg-Landvetter, il sera le plus grand de Scandinavie pour le fret. Il pourra également accueillir quatre millions de voyageurs par an. Sa construction a coûté environ 500 millions de francs. — (A.F.P.)

● Concorde à New-York. — M. Pierre Giraudet, président d'Air France, a estimé dimanche 2 octobre, que la procédure judiciaire touchait à sa fin et que la mise en exploitation commerciale de Concorde sur la ligne Paris-New-York vers la fin du mois de novembre était fortement probable. « Lorsque le feu vert sera donné, à-t-il précisé, Concorde devra être à New-York dès le départ, à raison d'un vol par jour et deux vols quotidiens par la suite si les conditions commerciales s'y autorisent. »

Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Réservez aux lecteurs résidant à l'étranger
Numéro spécimen sur demande
5, rue des Italiens, 75221 PARIS cedex 05

URBANISME

LES PROFESSIONNELS S'INQUIÈTENT

Où en sont les textes d'application de la loi sur l'architecture ?

Le président de la République prononcera le 20 octobre à Paris, une « adresse aux architectes », à l'occasion d'un symposium organisé par l'Académie d'architecture au Palais de l'UNESCO. Pour le moment, l'administration prépare — avec trop de lenteur selon les professionnels — les textes d'application de la loi du 3 janvier 1977. Une réunion interministérielle est prévue le 4 octobre pour mettre au point la plupart des décrets. Le conseil de l'ordre fait remarquer que la loi est « en butte à des attaques de divers groupes de pression et à des interprétations de nature à la détourner de la mission d'intérêt public ».

Depuis son entrée en vigueur le 4 janvier, la loi sur l'architecture pose en principe que toute construction doit être soumise à un architecte. Dans son souci de ne pas importuner les particuliers, le législateur a immédiatement décidé des exceptions, comme par exemple la maison construite par une famille pour elle-même et les bâtiments agricoles ou artisanaux.

Comment définir « la petite maison de la famille française moyenne » ?

Le décret du 3 mars (seul texte d'application de la loi qui soit sorti à ce jour) fixe la limite à 250 mètres carrés de surface hors œuvre brute. Cette expression barbare, définie par ailleurs dans les règlements, prend en compte aussi bien les sous-sols, les terrasses et les combles aménagés, qu'ils soient utilisés ou non. On s'est aperçu à l'usage que, dans certaines régions où les règlements imposent des toits à forte pente, les combles ont plus de 1,80 mètre de haut et sont donc pris en compte. Une maison très moyenne de 85 mètres carrés d'emprise au sol est donc soumise à la loi et le permis demandé sans la signature d'un architecte est refusé. De nombreux parlementaires se sont émus de cette situation.

De son côté, l'administration de l'équipement met une certaine mauvaise grâce à appliquer une loi qu'elle n'a pas conçue et dont elle n'approuve pas les conséquences désagréables pour les usagers, qui s'ajoutent aux tracasseries administratives dont elle est déjà responsable.

Difficultés pour les professionnels ensuite. Pour éviter de briser des situations acquises, la loi donne le statut d'agréé en architecture aux professionnels qui exerçaient à titre principal depuis au moins cinq ans (1972), la maîtrise d'œuvre en bâtiment. Cette profession recouvre des situations très différentes : du maître d'œuvre qui fait en permanence fonction d'architecte, au dessinateur qui arrondit ses fins de mois en faisant des plans « au noir » le dimanche à ses heures, tous, ils construisent la plupart des maisons individuelles en dehors de celles qui sont vendues sur catalogue. Les architectes diplômés qui se sont désintéressés de ce marché n'y ont, en effet, pratiquement pas accès.

La loi a prévu deux systèmes d'agrément qui donneront à ces professionnels les mêmes droits que les architectes : l'un presque automatique (paiement de patente et d'assurance depuis cinq ans) ; l'autre dépend d'une commission régionale dont un décret va définir la composition.

Les candidats devaient faire enregistrer leur demande par les conseils régionaux de l'ordre des architectes avant le 5 juillet. Certains, comme celui de Paris, ont dégradé et peut-être détruit « les institutions et les valeurs spirituelles des sociétés libres ». C'est dans cet esprit qu'il exhorte le gouvernement français à « prendre le temps de la réflexion pour le bien du peuple français et celui de l'humanité ». — L.V.

(1) Le prince Sadruddin Aga Khan, haut commissaire des Nations unies pour le patrimoine, MM. Jacques Freymont, directeur de l'Institut international des hautes études ; Martin Kaplan, directeur général de la conférence Pagan sur la science et les affaires mondiales ; Lew Kowarski, ancien directeur des services scientifiques du Commissariat à l'énergie atomique à Paris ; Naïl McDermott, secrétaire général de la commission internationale des juristes ; Olivier Reverdin, professeur de grec à l'université de Genève ; le philosophe et écrivain Denis de Rougemont ; Paul Siegfried, coprésident de la commission internationale des juristes, section britannique ; le pasteur Vlasov du Soudan ; le président honoraire du conseil économique des Belles, et Victor Wellesch, chef de cabinet du directeur du Massachusetts, ancien directeur du CERN.

ÉQUIPEMENT

CONSTRUCTION NAVALE

Après deux ans de conflit social

ESPOIR AUX CHANTIERS DE SAINT-MALO

(De notre correspondant.)

Saint-Malo. — « Le lancement du thonier Prince-de-Joinville doit être considéré comme une sorte d'acte de foi et d'espérance dans l'avenir de la construction navale, comme dans l'avenir des pêches maritimes françaises. »

Pour M. Jean Delpeyre, président-directeur général du groupe Pêche et Froid de Boulogne, qui a tenu ces propos, le lancement du yatch, quelques jours, à Saint-Malo, de ce thonier de 63 mètres marquant la fin d'une attente de vingt-neuf mois. La construction du navire avait en effet été interrompue en juin 1975 par la mise en liquidation de la Société industrielle et commerciale de construction navale (SICOM).

Cette liquidation, après des difficultés de trésorerie insurmontables, avait entraîné la mise au chômage des quatre cent cinquante travailleurs du chantier. Pour retrouver leur emploi, ces travailleurs ont occupé pendant vingt-trois mois le dernier bateau qu'ils avaient construit.

En mai 1977, les Ateliers et Chantiers de la Manche (A.C.M.), dont l'usine est à Dieppe, ont signé un contrat de location-gérance pour les installations et le fonds de la SICOM. Ce contrat a permis la réouverture du chantier et la reprise du travail pour deux cents personnes. La vente aux enchères du chantier, pour retrouver leur emploi, propriétaires des installations devaient intervenir vers la fin novembre.

Evocant l'évolution de la construction navale, M. Jean-Paul Charbonnier, président-directeur général des Ateliers et Chantiers de la Manche, a précisé que son entreprise s'intéresserait davantage, à l'avenir, au matériel des mines et à la construction des navires en plastique. Les A.C.M. construisaient dans ce matériel des bateaux de plaisance d'une dizaine de mètres, et des navires destinés à la pêche professionnelle.

M. Jean Delpeyre a regretté, pour sa part, « le danger d'amenuisement de la flotte de pêche française, qui risque de mettre gravement en péril l'emploi, tant à la mer que dans les industries de terre ».

D'autre part, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. du chantier naval malouin ont protesté contre l'« utilisation politique » du Prince-de-Joinville. « Nous n'admettons pas, en particulier, précise la C.F.D.T., dans un communiqué, que l'usine Boulogne soit la marraine de ce bateau, alors que le ministre de la défense, élu dans l'arrondissement, porte les plus lourdes responsabilités sur la durée du conflit et le manque de ressources des travailleurs. »

ANDRÉ MEURY.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vte s/saisie Pal. Just. à Evry (91), rue des Mairies, mardi 11 octobre, 14 h.
Appari. à CHILLY-MAZARIN (95)
Lots N°s 138, 139 et 2575
Le Parc de Chilly, en bord de l'Av. Mazarin, sans numéro, et pour une petite partie 5, rue Verte : Entr. avec 2 plac., dégr. 6612, 2 ch., s. de bns, w.-c., cuis., logg., cell., park. MISE A PRIX : 2.000 FRANCES
Com. pr ench. S'ad. à Evry (91) : M^e DU CHALARD, av. 077-15-57

Vte s/saisie Pal. Just. à Evry (91), rue des Mairies, mardi 11 octobre, 14 h.
Appari. à CHILLY-MAZARIN (95)
3 Domaines du Château
Lots N°s 1978, 1928 et 2347
Entr., dégr., pend., 6612, 3 ch., s. de bns, w.-c., cuis., logg., cave, park. MISE A PRIX : 18.000 FRANCES
Com. pr ench. S'ad. pr Evry (91) : M^e DU CHALARD, av. 077-15-57

Vente au Palais de Justice à BOBIGNY, le mardi 11 octobre 1977, à 13 h. 30
UNE PARCELLE DE TERRAIN
DEUX CONSTRUCTIONS EN BOIS et UN IMMEUBLE à usage d'atelier
à BONDY (93). Heudist « Derrière le Parc »
CONTENANCE 2.133 m² — MISE A PRIX : 100.000 FRANCES
S'adresser 1) Cabinet de M^{rs} Roger ENNEQUIN et J.-F. MASSELIN, avocats au Barreau de Paris, demeurant à PARIS (18^e), 16, avenue Pierre-1^{er}-de-Seine, tél. 720-85-85 ; 2) à tous avocats près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à BOBIGNY, le MARDI 11 OCTOBRE 1977, à 13 h. 30
EN UN LOT : UN
IMMEUBLE DE RAPPORT
comportant terrain et construction d'un rez-de-chaussée et de deux étages
à LIVRY-GARGAN (93)
à l'angle de l'allée Chenu-Bajotok, n° 58 et de l'allée Luc-Michard, n° 82
Mise à PRIX : 200.000 francs
S'adresser pour tous renseignements à M^{rs} A.R. CERVES, avocat à la Cour d'Appel de Paris, 166, bd Haussmann à Paris (8^e), tél. 237-19-94, 766-10-85 ; M^{rs} Yves SEMART, administrateur judiciaire à Paris, 20, rue de Charonne ; tous avocats postulant près les Tribunaux de Bobigny, Paris, Nanterre, Créteil et Fontenay ; et sur les lieux pour visiter.

Vente s. saisie immob. au Palais de Justice à Versailles, merc. 26 oct. 1977, à 10 h.
PAVILLON à CHEVREUSE (Yvelines)
Lieu dit les Fenduits du Rhodon, comprenant : rez-de-chaussée, entrée, séjour, 3 pièces, cuisine, salle de bains - Garage - 1^{er} étage, 3 chambres, salle de bains, w.-c., grenier, comble au-dessus
Superficie 9 a 93 - Emplacement parking - M. à Px 150.000 F
Pr ts rens. S'adr. à M^{rs} MOURICHOX, avocat à Versailles, tél. 950-08-57, 24, rue des Réservoirs.

Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 17 octobre 1977, à 14 heures
VASTE LOCAL A USAGE DE BUREAUX
180 m² au rez-de-chaussée de l'immeuble
SIS A PARIS-18^e
161, rue Mercadet et 7-7 bis et 4, rue des Cottages
LIBRE — MISE A PRIX : 400.000 FRANCES
S'adresser à S.C.P. 15 SOULIÉ-ROBERTS, avocats, 27, quai A.-Tiersot, Paris (7^e), tél. 331-31-80 ; M^{rs} PINOY, avocate à Paris, 16, rue de l'Abbaye-de-l'Épée ; M^{rs} J.-C. ABADIE, avocate, 17, rue de l'Université à Paris (7^e), tél. 281-12-13 et à tous avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente sur licit. au Palais de Justice à Paris, lundi 17 octobre 1977, à 14 h.
EN UN SEUL LOT
IMPORTANT IMMEUBLE DE RAPPORT
75, rue de Tolbiac, PARIS (13^e)
85, rue du Château-des-Rentiers et rue de Fossearmée, sans numéro, compr. 4 BOITILLES et dépendances - GARAGES - 39 LOGEMENTS de 1 et 4 pièces dont 8 LOGES en vertu de baux de 6 ans en cours et 4 sont LIBRES LOCAT. et OCCUP. - M. à Px : 900.000 F
S'adr. M^{rs} Georges BERNARD, avocat à PARIS (17^e), 17, rue de Froy, téléphone 287-23-24.

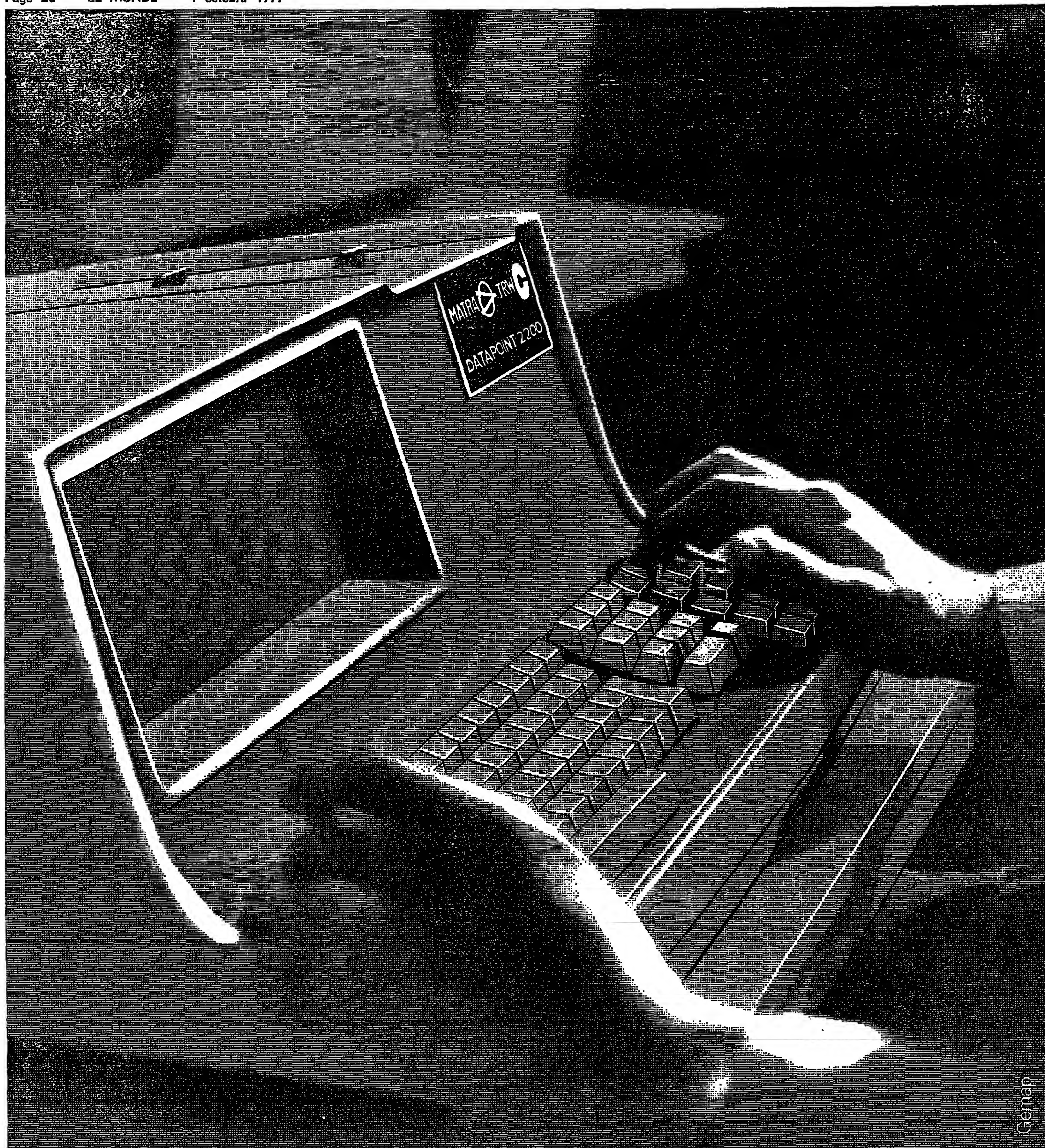
LA PROVINCE, ÇA N'EXISTE PLUS.

Il n'est bon bec, bon goût, bel esprit, belles carrières, belle vie... que de Paris. Ces clichés musables commencent à être usés. Tant mieux.
La province existe, enfin, autrement que par ses spécialités culinaires ou par ses traditions folkloriques. Mais la métamorphose est trop lente. Il faut la poursuivre, l'accélérer, l'accomplir. Il ne faut plus traduire provincial par retardataire. Jamais. Nulle part.
Il faut que les villes de France, toutes les villes, se reconnaissent, se définissent, deviennent vivantes dans le sens fort du mot. Il faut que l'on ait envie d'y vivre et d'y rester, d'y créer et d'y être reconnu.
C'est facile. Il suffit de communiquer. Pour changer. Pour servir.

ELEUTHERA
Agence de communication d'intérêt général
8, rue des Gravières - 92200 NEUILLY-SEINE - Tél. 747177

هكذا من الاصل

Page 20 — LE MONDE — 4 octobre 1977 . . .



Voici la dernière Matra.

La dernière Matra, c'est un terminal intelligent destiné à la saisie et au traitement des données.

Il s'inscrit dans une ligne de matériels informatiques déjà largement répandus (plus de 3000 claviers installés).

Ces systèmes sont conçus, installés et suivis par notre filiale Matra Informatique (55 % Matra, 45 % TRW). Ils couvrent toute une gamme de besoins, depuis les terminaux spécialisés jusqu'aux systèmes de temps partagé, dans un concept d'informatique décentralisée.

L'informatique n'est cependant qu'une activité de Matra.

Car Matra, c'est aussi les Transports (métro "Val"

destiné à la Communauté urbaine de Lille), les Télécommunications (aide à l'exploitation du téléphone, mécanisation postale), l'Offshore (télétransmission), l'Optique de précision (cartographie, télédétection des ressources terrestres) et l'Automobile (telles la Matra-Simca Bagheera et la nouvelle Rancho).

Dans chacun de ces secteurs, Matra analyse les besoins réels des utilisateurs et leur apporte les solutions les plus performantes.

C'est-à-dire les plus efficaces, pour un moindre coût et dans les meilleurs délais.

Matra conçoit, réalise, contrôle.

MATRA, le partenaire industriel que l'on recherche.



A six mois
dun combat décisif

Le dialogue euro-arche us

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE PUBLIÉ SIMULTANÉMENT PAR LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

A six mois d'un combat décisif

Chaque mois, le directeur d'un des quatre journaux qui collaborent à la réalisation du supplément « Europa » donnera ici son point de vue sur la situation politique, économique ou sociale de son pays.

par JACQUES FAUVET

DEPUIS l'élection présidentielle de mai 1974, la vie politique française est dominée par l'éventualité, la crainte ou l'espérance d'une victoire de la gauche aux élections législatives de mars 1978.

Tous les sondages d'opinion, toutes les études, toutes les élections locales ou partielles, ont illustré et confirmé depuis trois ans cette perspective, au moins jusqu'à ces derniers jours.

C'est parce qu'il a été élu de justesse président de la République que M. Giscard d'Estaing a cherché obstinément, depuis 1974, à faire entrer dans la majorité ceux des centristes qui ne s'étaient pas ralliés à Georges Pompidou, à attirer à lui les quelques socialistes délibérément hostiles à l'adhésion avec les communistes, en espérant qu'avant ou après les élections de 1978 le parti socialiste se détacherait du parti communiste.

C'est parce qu'il estimait, d'une part, que l'actuel président n'aurait pas un rempart assez solide à la montée de la gauche et, d'autre part, qu'il était impossible de gouverner convenablement à l'approche d'une échéance électorale décisive, que M. Chirac a préconisé violemment la dissolution de l'Assemblée nationale et finalement rompu avec M. Giscard d'Estaing au mois d'août 1976.

Mais la crise de la majorité est plus ancienne. Elle a commencé dès le lendemain de l'élection présidentielle de 1974. Dès ce moment les amis de M. Giscard d'Estaing ont pensé que le gaullisme était mort avec Georges Pompidou et que, face à la gauche, seuls les giscardiens, alliés aux centristes, pouvaient sauver la majorité en 1978.

La crise de l'opposition est, elle aussi, ancienne. Elle est née, évidemment, non de la crainte mais de l'espérance de la victoire de la gauche en 1978. Les premières attaques du parti communiste contre le parti socialiste remontent aux élections législatives partielles de 1974. Depuis la Libération, les communistes étaient le premier parti de la gauche. Comment pouvaient-ils admettre de n'être plus que le second, au moins par le nombre des voix et des élus ?

Aujourd'hui encore, le P.C. s'y résigne difficilement ; à quoi s'ajoute une certaine méfiance justifiée par l'histoire, à l'égard des socialistes, toujours soupçonnés de vouloir, en cas d'échec, se retourner vers le centre et la droite.

Le seul moyen d'assainir la vie politique française aurait été de procéder à des élections anticipées. Ne voulant pas prendre la responsabilité d'offrir une victoire, elle aussi anticipée, à la gauche et à la fois de perdre pendant un an le droit de dissolution, spéculant enfin sur les chances de succès du plan de lutte contre l'inflation de M. Barre, le président de la République s'est refusé à avancer la confrontation de 1978. En même temps il a affirmé plus d'une fois qu'il resterait à son poste au cas où l'opposition l'emporterait.

Ainsi les acteurs et les forces sont en place à six mois d'un combat décisif : un président décidé à espérer le verdict du suffrage universel, à veiller au respect des institutions, mais à faire éventuellement appel au pays, et deux coalitions composées chacune de trois partis connaissant des conflits de personnes et une crise de confiance mais condamnées — en raison même du mode de scrutin — à gagner ou à perdre ensemble.

Si l'opposition l'emporte, avec ou sans programme commun, l'économie française connaîtra de profonds changements qui posent quelques problèmes à la Communauté européenne.

Si la majorité gagne, la déception des syndicats sera si grande qu'une forte pression s'exercera sur le gouvernement. Dans le premier cas, le pays risque de connaître des troubles économiques et, dans l'autre, des tensions sociales.

Il y a six mois la victoire de la gauche était certaine. Le sera-t-elle dans six mois ?

Les tensions du commerce international

Le ton monte, dans les négociations sur le commerce international. On y invoque de plus en plus souvent les pratiques déloyales de dumping chez les autres pour justifier le renouveau de protectionnisme qui se manifeste chez soi. Mais n'est-ce pas

trop souvent une simple « façon de parler » ?

Autre « façon de parler » : le « droit international des affaires » n'est souvent que la manière académique de camoufler purement et simplement le « droit américain ».

Les contours flous du dumping

Le dumping existe ; mais l'avez-vous rencontré ? On en parle ; on en démontre la réalité. En ces temps de crise, où la concurrence se fait plus âpre, chacun voulant exporter plus et importer moins, les accusations se multiplient. Dumping social des pays en développement qui profitent de leurs bas salaires, dumping économique des pays de l'Est qui ne tiennent pas compte des prix de revient, dumping monétaire des pays industriels qui laissent glisser leurs taux de change... On abuse du mot pour exorciser les maux — parfois réels — dont on souffre. Pourtant il y a dumping et dumping...

On assimile à du dumping toute arrivée excessive à faible prix de produits étrangers. Or le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) en a donné une définition relativement précise dans son article 6. Il s'agit de « l'introduction des produits d'un pays sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à leur valeur normale », c'est-à-dire inférieur à « au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour un produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur ». En outre, cette pratique n'est condamnable que si elle « cause ou menace de causer un préjudice important à une production établie » ou si elle « retarde ou empêche le développement d'une production nationale ».

Une double limite aux actions antidumping doit ainsi être établie, à une époque où il s'agit avant tout d'éliminer les obstacles aux échanges internationaux et d'éviter un éventuel retour au protectionnisme. Ce double critère, de prix et de préjudice, a été précisé dans le code antidumping élaboré au cours des négociations Kennedy et entré en vigueur le 1^{er} juillet 1968. Toutefois, alors qu'une centaine de pays ont adhéré au GATT, le code, qui comprend dix-sept articles, est opposable qu'à un nombre plus restreint de pays : les signataires du document (C.E.E., A.E.L.E., États-Unis, Canada, Japon, Grèce, Yougoslavie, Tchecoslovaquie).

Bien entendu de tels textes ne pouvaient être efficaces que dans la mesure où ils étaient assortis de sanctions. Un comité antidumping a été chargé de recevoir les plaintes, d'instruire les

dossiers et d'appliquer le droit international. Mais ce comité, qui ne dispose pas de pouvoirs de coercition, n'est en aucune façon un tribunal. Il sert plutôt de lieu de rencontre entre les représentants du GATT et ceux des différentes parties en cause. Intervenant auprès des contrevenants pour la cessation des pratiques déloyales et des plaigues afin d'éviter des représailles, il exerce simplement une légère pression pour assurer le respect du code.

La réglementation de Genève s'est efforcée d'enfermer les différents pays dans des disciplines assez strictes pour réduire l'arbitraire des plaintes. À Bruxelles, le règlement du 5 avril a repris cette réglementation en vingt-neuf articles, sur « la défense contre les pratiques de dumping, primes ou subventions de la part de pays non membres de la Communauté économique européenne ».

MICHEL BOYER.

(Lire la suite page 25.)

Loi américaine ou loi mondiale ?

POUR les praticiens de la vie économique internationale, un phénomène nouveau est en train de faire son apparition : la loi américaine tend à s'imposer comme loi mondiale. L'on s'était habitué à voir les États-Unis faire prévaloir dans des négociations d'ordre international le droit international ce que, par une image significative, on appelle « la loi du plus fort ». Le changement intervenu depuis quelque temps est que le processus par lequel s'imposent les nouvelles normes de comportement international ne soulève même plus, en fait, de discussions. Le droit international des affaires ne représente plus, dans un nombre croissant de cas, un droit négocié, ratifié par les États qui s'y prêtent ; il devient un « droit de fait ».

On voit cette tendance se

révéler dans plusieurs cas. D'abord sur le chapitre de la lutte contre la pratique de la corruption par les entreprises. Depuis plusieurs années, les États-Unis s'efforcent à obtenir la ratification par l'Organisation des Nations unies d'un code de conduite pour les firmes multinationales ; et ils encouragent l'élaboration, par un groupe spécialisé de l'Eco-Soc de l'ONU, d'un traité intergouvernemental sur la question de la corruption. Ce dernier groupe, après dix-huit mois de travaux, n'a abouti qu'à un texte demandant le renouvellement de ses fonctions.

D'ailleurs, quand bien même de superbes documents pourraient être mis au point, en dépit des différences entre les multiples conceptions qui président à de tels travaux, quelle force d'application auraient-ils et, donc, quelle crédibilité ? L'O.C.D.E. a publié ses « guides éthiques » ; la Chambre de commerce internationale s'acharne, non sans mal (et en dépit d'une étrange opposition française), à préparer un code anticorruptif qui devrait servir de base au comportement volontaire de ses membres. Or n'est-ce pas la commission compétente du Congrès américain qui rend, en cette matière, la justice internationale, à partir du moment où non seulement elle additionne les entreprises américaines travaillant à l'étranger (on se souvient du scandale Lockheed éblouissant un premier ministre japonais, un prince hollandais, des parlementaires italiens, allemands, etc.) mais aussi interroge les firmes étrangères travaillant aux États-Unis, pour leurs activités sur le territoire américain et pour celles qu'elles ont partout dans le monde ?

On cite le nom d'un intermédiaire d'Arabie Saoudite, internationalement connu, se trouvant convoqué à Washington, à la police, par la commission en question, alors qu'il se trouvait à Las Vegas pour y jouer, et qu'il s'est retrouvé interdit de séjour au... États-Unis pour avoir préféré partir au Mexique avec son avion personnel (on se souvient aussi de la démission d'un président des États-Unis, celle de multiples dirigeants de multinationales américaines de l'industrie, et peut-être aujourd'hui le directeur du budget, — n'est-ce pas un combat d'arrière-garde ?

JACQUELINE GRAPIN.

(Lire la suite page 26.)

Soyons sérieux



Paper boat

« The EEC boat « Treaty of Rome » is reported as ahead on handicap, but that means little at this stage of a round-the-world race. » (News item).

The Treaty of Rome is ahead, And so far it's all been plain sailing: But in some ways, it has to be said, The Community seems to be sailing. The Treaty of Rome is ahead — But a handicap hampers endeavour: Unemployment — Inflation — the dread That the crisis may go on for ever. The Treaty of Rome is ahead: The Commission is still at the tiller: But its budget is deep in the red, For the Council's behaved like a killer. The Treaty of Rome is ahead — But the Governments' doings alarm one: For, unless we are gravely misled, They have cut all the funds but the farm one. Very soon we shall see that depleted By the new recruits from the Med: So, with numberless tasks uncompleted, The Treaty of Rome's still ahead.

PANGLOSS.

Le dialogue euro-arabe est mal parti

La réunion à Bruxelles, cette semaine, d'une « commission générale » dite de « dialogue euro-arabe » peut-être aboutir à autre chose qu'à de vaines conversations ? Le dialogue euro-arabe est mal parti.

LORS de la dernière réunion du Conseil national palestinien, un jeune universitaire du Centre de recherches palestiniennes, le docteur Ahmad Sidqi Al-Dajani, a été élu au nombre des quinze membres du comité exécutif de l'O.L.P. Certains critiques ont déclaré que c'était là le seul résultat concret jusqu'ici du « dialogue euro-arabe ». Le principal titre de notoriété du docteur Dajani est, en effet, de représenter l'O.L.P. dans cette rencontre qui a semblé longtemps porter, plus que sur toute autre chose, sur le point de savoir si l'O.L.P. devait y être représentée. La question a finalement été réglée, en 1976, lorsqu'il a été décidé que les délégués européens et arabes siègeraient des deux côtés d'une table, sans plaques nominatives précisant leur nationalité.

Jusqu'ici, les Arabes n'ont pas réussi à persuader la Communauté européenne d'adhérer à l'O.L.P. une quelconque reconnaissance officielle. Mais la déclaration publiée par les neuf chefs d'État et de gouvernement, lors de leur réunion, à Londres, en juin dernier, réclamant un « foyer national pour

le peuple palestinien », a été généralement bien accueillie dans les capitales arabes. On en a tiré du côté européen, que cela conduira à un relâchement de la pression politique arabe et permettra au dialogue de parvenir à un résultat dans les domaines économique et technique.

Les Arabes ont été déçus, jusqu'à maintenant, par la réputation de Neuf à « prononcer en leur faveur dans le conflit du Proche-Orient, tandis que les Européens l'ont été par la façon dilatoire dont les Arabes abordent les problèmes techniques et définissent mal leurs besoins ou priorités économiques. Ainsi, peu de gouvernements arabes ont désigné des hauts fonctionnaires pour suivre à plein temps le dialogue, et, lors de la réunion de Luxembourg, l'an dernier, plusieurs d'entre eux étaient représentés par des ambassadeurs accrédités auprès de tel ou tel gouvernement (pas toujours membre des Neuf), qui avaient peu ou pas d'idée sur l'objet supposé du dialogue.

On espère, mais sans trop y croire, que la réunion plénière du comité à Bruxelles à la fin de ce mois sera plus productive

que les précédentes. Des travaux utiles ont été accomplis par les groupes de travail spécialisés. Et quelques projets, peu spectaculaires, mais riches de potentialités, pourraient être lancés dès que l'argent nécessaire sera disponible. En théorie, les Arabes ont offert 15 millions de dollars et les Européens 3,5 millions. Il n'y a pas encore d'accord sur les mécanismes de contrôle du Fonds, ni sur la détermination des projets prioritaires. Mais un risque sérieux existe que rien ne soit dépensé d'ici à la fin de 1977, date à laquelle l'offre européenne prendra automatiquement fin.

Au moins pour les contrats ?

Les projets à grande échelle continuent de faire l'objet de désaccords considérables. Par exemple, la proposition d'un centre euro-arabe pour le transfert de la technologie est dans l'impasse à la suite de la présentation arabe que sa direction soit presque exclusivement arabe. Les exigences arabes d'accords commerciaux préférentiels avec la Communauté sont aussi fermement bloquées.

EDWARD MORTIMER.

(Lire la suite page 23.)

Provence

Avignon
Marseille Vieux Port
Marseille Aéroport
Salon-Lançon

Réservation
Réservation Centrale Paris
Tél. : 657 11 43 Téléc. : 200432
ou dans un des 35 hôtels Sofitel
ou dans les agences de voyages.

Hotel Sofitel ★★★★★ L'amour du métier.

re Matra.

que l'on recher

L E panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est résumé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de Cegos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

RELANCES FORCÉES

L ES dernières évolutions des croissances industrielles de nos quatre grands pays européens, comme le montrent nos courbes, commencent à devenir préoccupantes. Certes le ralentissement était déjà perceptible avant les vacances, surtout en France et en Grande-Bretagne, et prévisible en Allemagne, compte tenu de la baisse des commandes à l'industrie. Mais rien ne faisait entrevoir alors un réel recul.

Par ailleurs, on se préoccupait surtout d'assainissement en acceptant d'en payer le coût sous forme de croissance limitée et de chômage. Quitte à contenir ce dernier tant bien que mal par des interventions directes telles que recrutement dans les services publics, stage de pré-emploi, subventions aux entreprises... Et on espérait, comme en Allemagne, que le succès de la lutte anti-inflationniste provoquerait un retour spontané de l'investissement, de la production et de l'emploi. Force est maintenant de déchanter. L'assainissement a bien progressé, brillamment même, dans les pays faibles, mais il n'est pas décisif, alors que le prix qu'il faut payer pour le maintenir en terme de chômage devient de plus

en plus élevé. Et en Allemagne il tarde à produire les effets espérés. La production industrielle recule maintenant au rythme de 2 à 3 % en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne, et décline nettement en Italie. Certes les chiffres mensuels sont toujours sujets à caution, car incomplets et souvent révisés. Mais on dispose maintenant sur cette période critique du printemps 1977 de données trimestrielles plus fiables comme le produit national brut en Allemagne, qui a été pratiquement stagnant au deuxième trimestre.

Cette évolution est grave, car elle menace de s'amplifier, le pessimisme conduisant au décrochage suivant un enchaînement bien connu en économie. Celui-ci passe de la réduction d'activité à celle du pouvoir d'achat, de la consommation et de l'investissement, qui à leur tour affaiblissent à nouveau la production.

Certes, les effets de ce processus peuvent être limités par des stocks qui restent relativement bas. Mais en sens inverse la situation internationale actuelle risque de les aggraver par le ralentissement des exportations sensibles depuis mars, et aussi, c'est là un fait nouveau

et étonnant, par la contagion du brusque et profond pessimisme qui se développe depuis peu outre-Atlantique.

Voyons les faits. L'économie américaine a effleuré dans la première moitié de 1977 une progression remarquable. Son produit intérieur brut a augmenté de 7,5 %

au premier trimestre et de 8,1 % au deuxième (en rythme annuel). De toute façon il n'était pas possible qu'elle maintienne cette allure. Effectivement les derniers chiffres mensuels mettent en évidence une décélération du rythme de la production industrielle qui revient de 10 % à 5 %. Ce qui a

8 %. Avec des résultats brillants en Italie (0,7 % en août) et en Grande-Bretagne (0,1 % en juillet), sans parler de l'Allemagne, qui a réussi à faire décroître deux mois de suite ses prix de détail de 0,1 %. Seule la France reste encore à la traîne, car ses rigidités empêchent la réduction du rythme sala-

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

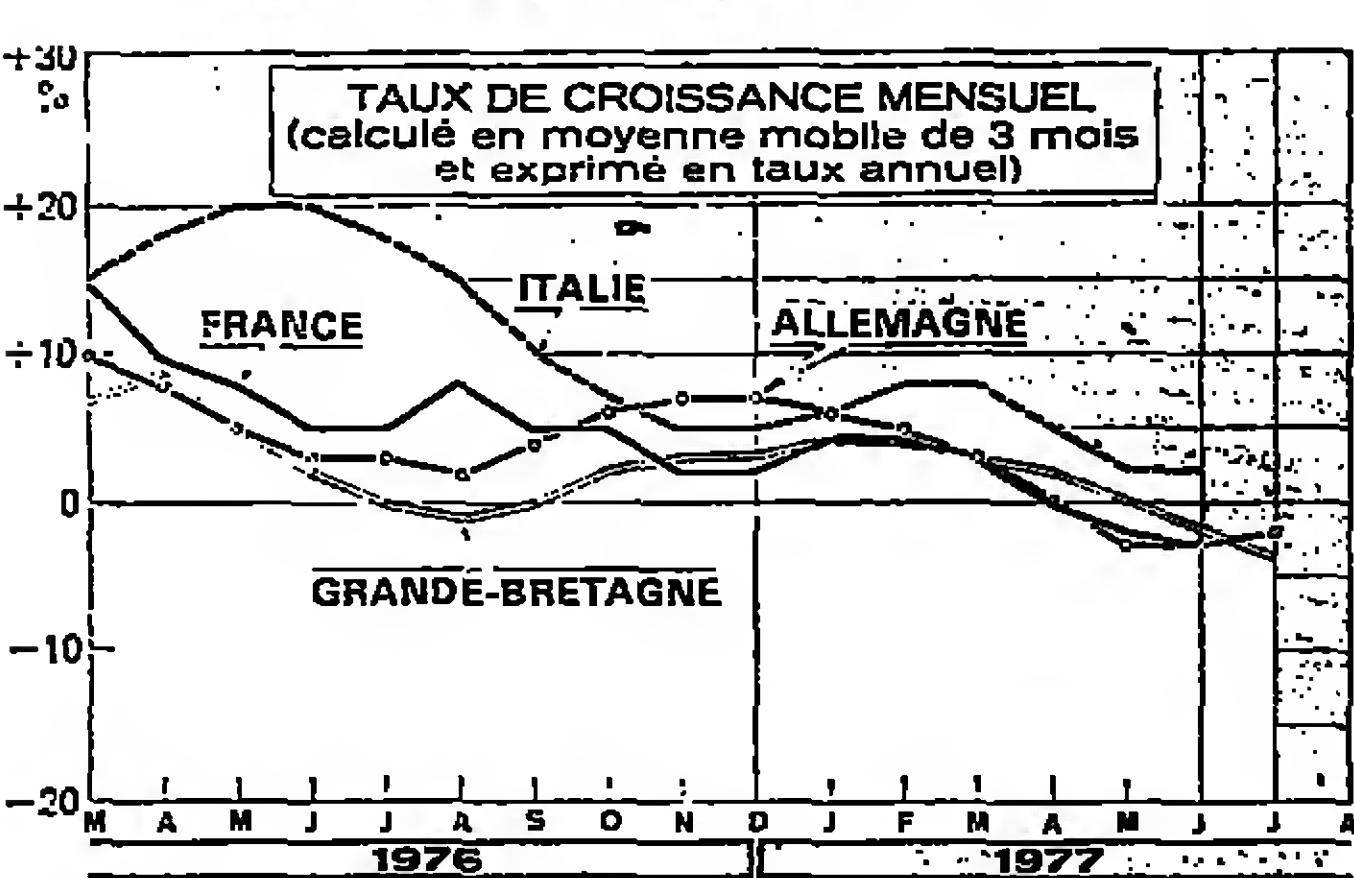
CROISSANCE	+	++
Le rythme de croissance industrielle qui était de l'ordre de 10 % par an au premier semestre 1977 retombe à 5 % en août. Il devrait encore diminuer, si l'on en croit la forte baisse de 4 % des commandes constatée en juillet, et le recul, trois mois de suite, des indicateurs en avance. Pourtant le logement se porte toujours bien et la production automobile va encore une fois battre un record avec 1 920 000 véhicules produits au troisième trimestre.		
PREX	-	(-)
La décélération de l'inflation continue. Grâce à la sensible baisse des prix agricoles, les prix de gros ont reculé de 0,7 % en juin, de 0,1 % en juillet et n'ont augmenté que de 0,1 % en août. Les prix de détail se sont à leur tour mieux comportés avec 0,1 % de hausse seulement en juillet et 0,3 % en août.		
CHOMAGE	-	(-)
Après la sensible baisse constatée début 1977, le taux de chômage se stabilise depuis avril aux alentours de 7 %. En août l'effectif des chômeurs est de 6,9 millions et celui des emplois de 90,8 millions (en augmentation de 200 000 sur juillet). Si le chômage total reste stable, celui des Noirs et surtout des jeunes augmentent considérablement (taux de 25 %).		
CAPACITÉ	(+)	+
Le taux d'utilisation des capacités de production est de l'ordre de 83,5 % et se rapproche du taux record de 86 % atteint en juin 1977. Le volume des investissements augmente toujours à un rythme de 8 % par an, qui n'est pourtant pas encore suffisant pour rattraper le recul antérieur.		
ECHANGES	-	(-)
La détérioration de la balance commerciale américaine continue, faisant craindre maintenant que le déficit de 25 milliards prévu pour 1977 ne soit nettement dépassé. Rappelons les derniers chiffres de déficit calculés en FOB-FOB : 2,6 milliards en juin, 2,3 milliards en juillet, et 2,4 milliards en août, soit sur les huit premiers mois, environ 18 milliards.		
MONÉTAIRE ET FINANCIER		
Le dollar, après sa chute de juillet-août, est sensiblement remonté, aidé entre autres par des taux d'intérêt toujours en hausse. En particulier le prime rate qui était de 6 3/4 en juillet est passé à 7 1/4 en septembre. Cela n'a pas empêché les taux européens de continuer leur reflux, grâce à la fermeté des monnaies et au recul de l'inflation. À remarquer quatre nouvelles baisses du M.L.M. anglais qui revient à 6 % ; deux baisses du taux d'escompte italien à 11 1/2 %, et enfin, une baisse du taux français à 9,5 %.		
ECONOMIQUE		
La croissance américaine donne certes maintenant quelques signes de faiblesse. Mais ces derniers, c'est le nouveau pessimisme qui se développe aux États-Unis et les sombres pronostics pour 1978 qui préoccupent les pays européens déjà inquiets, à beaucoup plus juste raison, devant leur propre affaiblissement. Les voilà qui doivent compter maintenant beaucoup plus sur leurs propres forces.		

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Echanges	Sensibilité (1) internationale
ALLEMAGNE	—	++	—	—	++	++
FRANCE	—	—	—	—	+	+
ITALIE	+	—	—	—	++	+
GRANDE-BRETAGNE	—	—	—	+	++	++

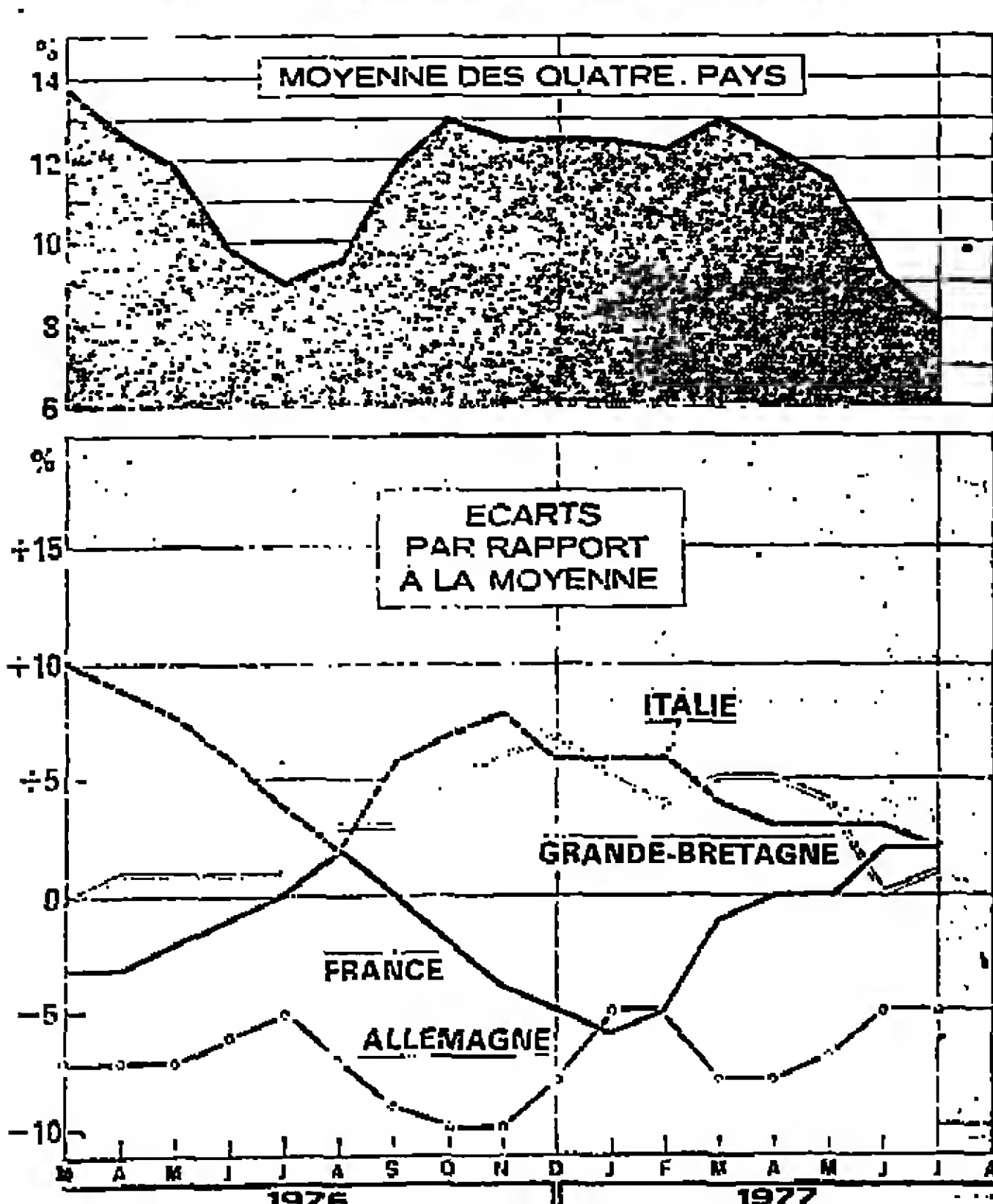
(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

I. — TAUX DE CROISSANCE



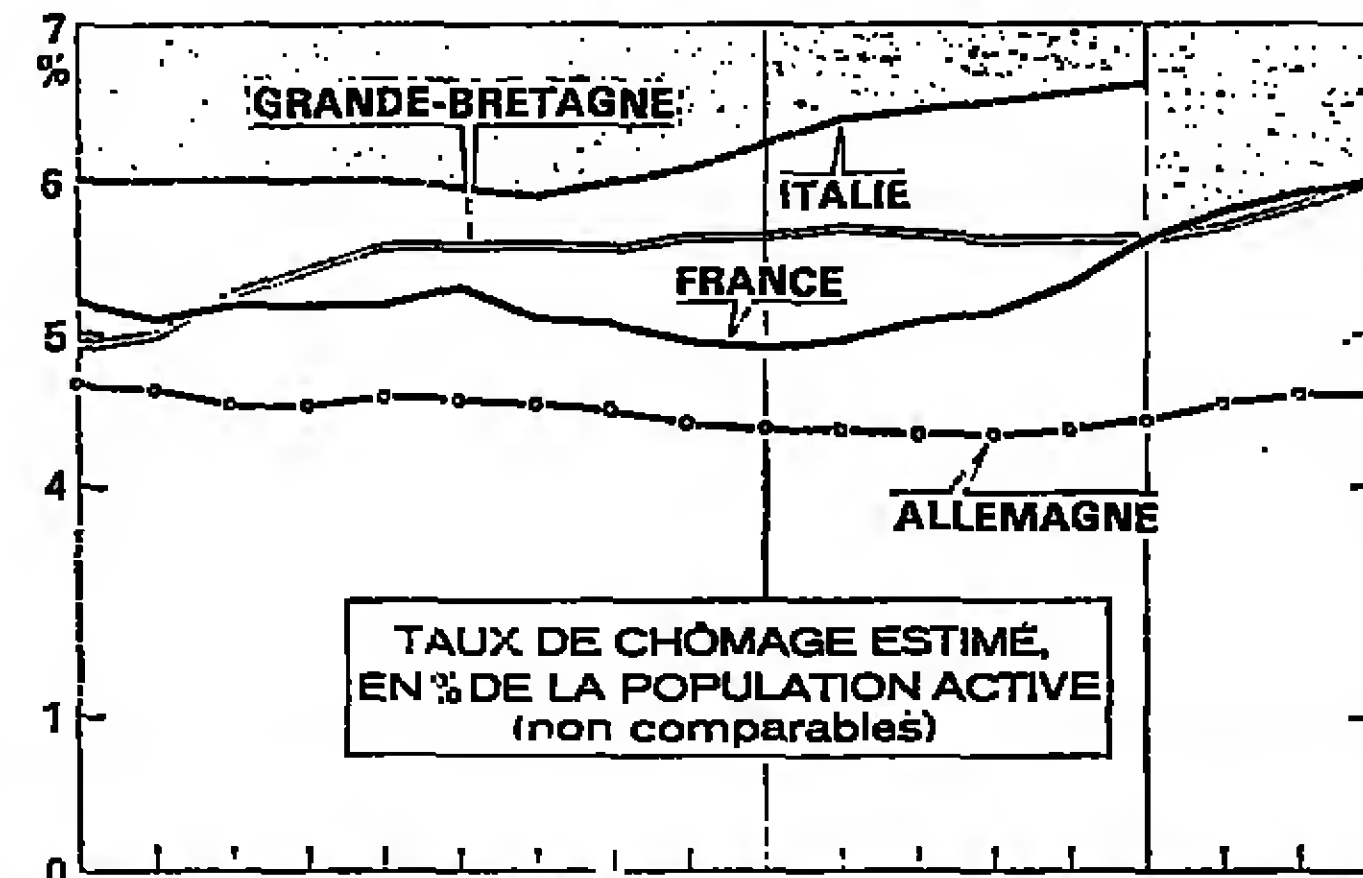
Les rythmes de croissance industrielle ont tous, sans exception, continué à diminuer et marquent même en juin et juillet une légère décroissance de 2 à 4 % en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France.

II. — ÉVOLUTION DES PRIX



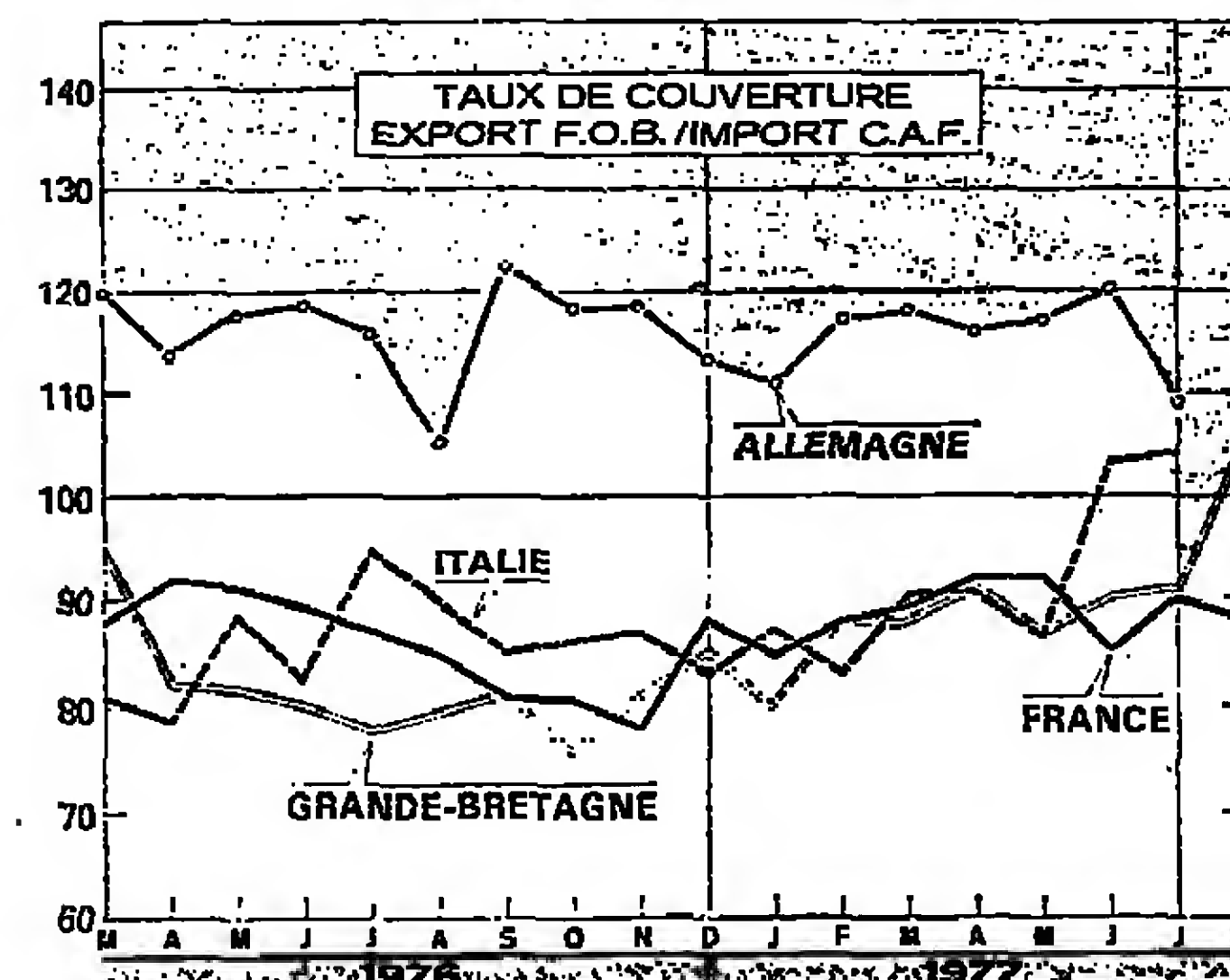
L'inflation moyenne des quatre pays a, en peu de mois, considérablement reculé de 13 % à 8 %. Ces progrès sont surtout imputables à la Grande-Bretagne où la hausse des prix est revenue à 9 % et à l'Italie où elle s'est abaissée à 10 %. Même l'Allemagne a encore amélioré son score à 3 %. Seule la France n'a pas encore réalisé de progrès et reste à 11 %.

III. — NIVEAU DE CHOMAGE



Le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, continue à augmenter en Grande-Bretagne, en Italie et surtout en France, où il atteint maintenant les 6 %. En Allemagne, il est resté stable entre juillet et août à 4,6 %.

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Le fait saillant est la remarquable remontée des taux de couverture des importations par les exportations de l'Italie et de la Grande-Bretagne qui ont crevé pour la première fois la ligne des 100 %. En regard, les progrès de la France, dont le taux reste toujours aux alentours de 98 %, sont plus modestes et lents, août ayant marqué une détérioration à 97 %.

jeté le trouble, c'est que les indicateurs en avance qui sont censés préfigurer l'évolution des mois à venir ne se sont pas contentés de décroître, mais ont reculé maintenant trois mois de suite : de 0,2 % en mars, 0,6 % en juin et 0,2 % en juillet (1).

Cela a remis dans les mémoires le fâcheux déroulement de l'année dernière, où des baisses identiques avaient précédé la pause de fin 1976, juste avant les élections présidentielles. Ce constat s'ajoute à celui du déficit de la balance commerciale et de la remontée des taux d'intérêt, qu'on reproche vivement à M. Burns, président de la Banque de réserve fédérale. Tout ceci a suffi pour faire chuter Wall Street (au plus bas depuis dix-huit mois) et pour provoquer des prévisions pessimistes, comme celles de la Chase Econométric, qui n'envisage, en 1978, qu'une progression de 1,6 % du produit intérieur brut.

Inquiétude certainement excessive quand on constate l'optimisme persistant des deux secteurs porteurs que sont l'automobile et le logement. Mais réaction qui peut être dangereuse dans une économie moderne, car rapidement collective et communicative aux autres pays.

C'est là une menace supplémentaire pour les pays européens, qui n'ont même pas encore repris leur essor et où les craintes sont beaucoup plus fondées qu'aux États-Unis. Eux qui mettaient leurs espoirs dans ces derniers sont maintenant réduits à leurs propres forces.

Comment peuvent-ils réagir efficacement sans perdre le bénéfice de l'assainissement déjà acquis et qui est remarquable ?

L'inflation, comme nous l'avions annoncé, et comme le montrent nos courbes, a reculé très nettement, revenant en moyenne de 13 % à

rial et la baisse des prix de gros de se répercuter en aval. Les résultats ont été excellents aussi pour les balances commerciales, comme en Italie et en Grande-Bretagne, où celles-ci ont été excédentaires.

Des relances irréfutables ne remettraient-elles pas rapidement en question ces bons résultats ? De toute façon pour les pays faibles, soumis aux exigences du Fonds monétaire international, le problème est plus simple. Ils devront se contenter de coups de pouce, ce qui constitue une réponse à la pression des syndicats, sauf à desserrer les contraintes, ce qui est possible pour la Grande-Bretagne, dont les finances sont à nouveau florissantes. Plus difficile est le cas de la France, d'autant plus que les élections y sont proches et que c'est chez elle que les résultats anti-inflationnistes restent encore les plus maigres. C'est ce qui explique le petit montant, à peine 6 milliards de francs, du programme qui vient d'être adopté fin août par M. Raymond Barre.

Il est vraiment faible en regard de la somme quatre fois plus élevée, soit plus de 12 milliards de D.M., qui a été retenue par son homologue allemand, M. Helmut Schmidt, sous la poussée des syndicats, du patronat, des autres pays... et des faibles eux-mêmes.

Dans ces cas, cependant, ce n'est qu'avec réticence que les gouvernements prennent ces mesures de relance car elles vont contre leur vœu d'une reprise spontanée et elles creusent à nouveau des déficits budgétaires que l'on s'efforce, justement, de faire disparaître.

MAURICE BOMMENSATH.

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE
GESTION FINANCIÈRE
 1 soir par semaine pendant 3 mois
 1 samedi tous les 15 jours
 • Sans interrompre votre activité professionnelle
 • Attestation de fin d'études
 AUTRES COURS : MARKETING, PRISE DE DECISIONS, FONCTION PERSONNEL, RELATIONS HUMAINES.
 Possibilité de prise en charge par l'employeur
CNPF-CSSE
 14 rue Monsieur le Prince
 75006 Paris (Métro Odéon)
 Tél : 328.70.50
 Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État

STYLES ANCIENS MEUBLES DÉCORATIFS TOUTES ÉPOQUES
R. BERBIGIER
 961.14.97
 85100 ARGENTUIL

FORCÉES

ETATS-UNIS: SITUATION ET INCIDENCES

EUROPA

EUROPA

La Commission en mal d'élargissement

AN retour des vacances, la Commission des Communautés européennes, présidée par M. Roy Jenkins, tente de redorer son blason en « classant » les dossiers, et en abordant de front la question de l'élargissement de la C.E.E. à d'autres pays membres.

REN n'illustre mieux l'influence française dominante sur le style et le caractère des Communautés européennes que le sacro-saint sujet des vacances d'été. Pendant un mois, Bruxelles devient une ville fantôme. Le fonctionnaire de service, laissé en arrière au siège de la Commission pour répondre aux questions de quelques journalistes égarés hors saison, a résumé un jour tout cela en déclarant : « La machine est malade ».

Heureusement, la nouvelle année de travail a commencé et la machine se remet à tourner. Si les problèmes que la Communauté doit affronter ne sont ni plus ni moins importants qu'avant l'intermission estivale, on a au moins l'illusion d'une vigueur renouvelée, et il y a quelques signes authentiques d'activité dans les couloirs de l'immeuble bruxellois.

La perspective de l'élargissement de la C.E.E. de neuf à douze membres domine. Les demandes d'adhésion au club présentées par la Grèce, le Portugal et Malte, les Espagnes, sont à des stades divers d'examen par les institutions de la C.E.E. et demeureront un souci majeur de la Commission jusqu'à la fin de l'année, voire au-delà.

Il a fallu longtemps pour qu'on commence à apercevoir des implications de l'élargissement, et certains Etats doivent maintenant regretter la semi-omnipotence avec laquelle ils ont souverainement écarté, l'an dernier, les propositions réalistes de

la Commission tendant à prévoir pour les Grecs une phase préalable à l'adhésion, au cours de laquelle ils auraient bénéficié d'une aide spéciale pour restructurer leur économie.

Le désarroi et l'absence pure et simple d'idées chez les gouvernements membres qui vont affronter le défi de l'élargissement ont offert peut-être à la Commission Jenkins sa dernière chance de sauver ce qui lui reste d'un rôle supranational dans la formulation de la politique de la C.E.E. Si la Commission échoue à ce test, estimant beaucoup de gens, son déclin jusqu'à n'être plus qu'un secrétariat au service du conseil des ministres deviendra inévitable.

Jusqu'ici, M. Jenkins et ses collègues n'ont guère fait que classer les problèmes posés par l'élargissement sous trois rubriques principales : politique, institutionnelle et économique — et les solutions pour les résoudre demeurent vagues. Mais il devient peu à peu possible de discerner certaines des directions des réflexions de la Commission.

On admet depuis déjà quelques temps qu'à moins de mesures compensatoires, l'adhésion à la Communauté de trois pays méditerranéens comparativement peu développés tendra à élargir les disparités déjà importantes des performances économiques dans la Communauté, repoussant ainsi plus loin dans l'avenir l'objectif tuteur de l'union économique et monétaire et modifiant d'une manière peut-être irréparable le caractère de la Communauté.

Relancer l'union économique et monétaire

M. Jenkins est déterminé à empêcher que les choses ne se passent ainsi. D'ailleurs, la Commission a annoncé son intention de saisir l'occasion du débat sur l'élargissement pour relancer l'union économique et monétaire, avec, cependant, des modifications pour tenir compte des expériences décevantes des années passées. Les propositions doivent être prêtes à temps pour être discutées lors de la prochaine réunion au « sommet » de la C.E.E. en décembre.

Pour donc qu'il soit possible que puisse apparaître à beaucoup de gens ce projet, ceux qui ont reproché à la Commission Jenkins son manque d'audace et d'initiative devront au moins admettre que tenter de ressusciter l'union économique et monétaire dans les circonstances actuelles est une entreprise de dimensions héroïques.

M. Jenkins semble avoir été encouragé par une certaine convergence économique, apparue ces derniers mois, en particulier par l'amélioration de la situation britannique. Il croit aussi que les taux de change flottants vont apparaître comme

n'apportant qu'un avantage illusoire ou, au mieux, transitoire, et que les esprits sont mûrs pour un retour à une plus grande discipline monétaire.

La Commission reconnaît qu'une des conditions sine qua non de l'union vers l'union économique et monétaire doit être un transfert substantiel des ressources des régions les plus riches de la Communauté vers les plus pauvres. Les neuf ont reculé jusqu'ici devant cette perspective. Mais l'élargissement, en aggravant encore le déséquilibre régional existant, peut-être, espère-t-on ici, fournir le type de traitement de choc nécessaire pour provoquer un changement d'attitude.

Dans la situation actuelle, une aide massive sera de toute façon nécessaire pour aider les régions méditerranéennes existantes de la C.E.E. à s'adapter à l'élargissement et en particulier à la concurrence des producteurs espagnols de vin, de fruits et de légumes. Les Français et les Italiens n'ont guère caché que, s'ils ne reçoivent pas des satisfactions dans ce domaine, ils ne pourront pas accepter l'adhésion espagnole.

كندا من الأصل

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Les « faux » flottements des monnaies

Le « serpent » perd de nouvelles écailles : la Suède l'a quitté. Sera-ce demain la Danemark ? Le rêve de l'union économique et financière européenne s'éloigne et le flottement des monnaies reste la règle. Règle très... élastique, car la plupart du temps, les banques centrales interviennent pour ne pas abdicquer leur pouvoir au profit du marché.

VERS quel régime monétaire évoluent, aujourd'hui, les pays d'Europe occidentale ? Voilà, parmi beaucoup d'autres, la question qui n'a pas été posée lors des réunions qui viennent d'avoir lieu à Washington où se tenaient, cette année, les assemblées générales du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. On dira que cette question n'avait pas besoin d'être discutée, car la réponse va en quelque sorte de soi : n'est-il pas évident de se demander, en effet, si les pays membres de la C.E.E. et d'une façon plus générale, si les pays européens de la zone O.C.D.E. échappent au flottement généralisé des monnaies en créant pour leur propre usage leur zone de stabilité ? Tout indique, au moins en apparence, que l'histoire a tranché au moins pour une période indéfinie de temps.

A la fin du mois d'août, on a vu une nouvelle devise quitter le « serpent ». Non sans avoir longtemps hésité, les autorités monétaires de Stockholm ont décidé de s'affranchir de la lourde obligation de maintenir une parité fixe dans la limite d'une certaine marge de fluctuations entre, d'une part, la couronne suédoise et d'autre part, le deutschemark et les autres devises qui lui sont associées (franc belge-luxembourgeois, florin, couronnes danoise et norvégienne). L'année précédente, le gouvernement français avait dû se résigner à prendre le même parti. Ainsi, depuis mars 1976, le « serpent » a-t-il encore perdu deux de ses membres, dont l'un, la France, était, après la R.F.A., le deuxième en importance, et l'autre, la Suède, était le leader du groupe scandinave. Celle-ci, par la présence maintenue du Danemark et de la Norvège

Health, devrait en retirer la livre sterling (laquelle avait fait son entrée le 1^{er} mai précédent). Au mois de janvier 1973, c'était au tour de la lire de s'en aller. Survint alors la deuxième dévaluation du dollar, bientôt suivie de la décision capitale, prise de concert avec les Etats-Unis par les principaux pays d'Europe occidentale et par le Japon, de ne plus soutenir systématiquement la monnaie américaine.

C'est à partir de cette date (mars 1973) qu'il est convenu de situer la généralisation des changes flottants, ce qui est vrai en droit puisque consacre l'abandon des règles du système de Bretton-Woods. Or cela est très contestable en fait, car, sauf pendant de courtes périodes, les banques centrales n'ont jamais cessé d'intervenir et le montant de leurs interventions a atteint des chiffres encore plus importants que par le passé. Mais qui parmi les nations d'Europe occidentale avait les reins assez solides pour laisser sa monnaie poursuivre le deutschemark dans son ascension vis-à-vis du dollar ?

Faut-il aujourd'hui admettre qu'à la tentative avortée de créer un bloc monétaire européen de grande dimension, flottant de concert, succède un flottement à la fois plus éphémère et plus ambitieux et le plus éphémère qui soient jamais sortis de la tête des hommes politiques et de leurs experts : celui de transformer leur communauté d'ici à 1980 en une union économique et monétaire équivalente à une fusion quasi-totale. Dans cette perspective, le serpent doit jouer un rôle bien précis : les marges de fluctuations admises entre les différentes monnaies qui en faisaient partie devaient être réduites par étapes successives. Au terme de l'évolution, les monnaies en question auraient été soudées entre elles : plus aucun changement de parité (dévaluation ou réévaluation) n'aurait été autorisé. La monnaie européenne, sous des noms différents, aurait été unique.

Mais la peine le serpent était-il né qu'il subissait ses premiers débordements ? Dès le 14 juin 1972, le gouvernement britannique, qui était alors dirigé par M. Edward

PAUL FABRA.

Le dialogue

euro-arabe

(Suite de la page 21.)

Les discussions sur l'accès possible des produits raffinés et pétrochimiques arabes au marché européen vers la fin des années 1980 sont gérées par le fait qu'aucune des deux parties n'a une idée très claire de ce que seront alors ses capacités dans ce domaine.

De part et d'autre, certains gouvernements ont tendance à se désintéresser des aspects économiques et techniques du dialogue en soutenant qu'il vaut mieux traiter ces questions bilatéralement, mais ce n'est pas toujours vrai. Il y aurait par exemple des avantages nets pour les deux parties à ce qu'une convention uniforme pour la protection des investissements ou sur les conditions des contrats, puisse être appliquée dans toute la Communauté et dans le monde arabe. Ces deux projets sont en chantier, mais malheureusement aucun d'eux ne sera prêt à être signé ce mois-ci à Bruxelles. Les fonctionnaires de la Commission, quand même, semblent convaincus qu'il y a entre Européens et Arabes des domaines réels d'intérêt qui mériteraient d'être discutés à un niveau régional.

EDWARD MORTIMER.

LE SECOND XX^{SIÈCLE} 1947 A NOS JOURS

Ce livre fait partie de l'ensemble HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE, en six volumes sous la direction de Pierre LEON. En souscription jusqu'au 31 octobre 1977. Renseignez-vous chez votre libraire, ou à défaut chez A. Colin, 103, bd St-Michel, 75005 Paris - tél. : 329.12.19 ARMAND COLIN

RÉPUBLIQUE DE CÔTE-D'IVOIRE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS, DE LA CONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DES TERRAINS URBAINS SOCIÉTÉ D'ÉTAT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Rectification à l'avis d'appel d'offres paru dans le « Monde » du 17 septembre (page 35)

- Lancé par la SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DES TERRAINS URBAINS (S.E.T.U.) à ABIDJAN dans le cadre du Projet de Développement Urbain participatif financé par la Banque Mondiale et le Fonds de garantie pour l'Habitat de l'Agence Américaine pour le Développement International et la Banque Nationale pour l'Espagne et le Crédit.
- OBJET**
Voies et réseaux divers de la zone KOUASSI NORD-EST 2^e tranche à ABIDJAN, République de Côte-d'Ivoire.
L'ensemble des travaux divisés en deux lots s'étend sur une surface totale d'une centaine d'hectares environ et comprend les travaux suivants :
Lot n° 1 - 1) Travaux préliminaires
Terrassement général
Travaux de voirie
Travaux annexes
Ces travaux concernent approximativement 40.000 mètres cubes de remblais et 6.800 mètres linéaires de voiries principales
Ces travaux concernent approximativement 65.000 mètres carrés de revêtements
Lot n° 2 - 1) Assainissement E.P.
Ces travaux concernent approximativement :
2.300 mètres linéaires de tuyaux en béton ø 400 x 300 ;
1.800 mètres linéaires de Dalots toutes sections ;
2.300 mètres linéaires de canaux rectangulaires toutes sections, ainsi que les ouvrages annexes
2) Assainissement E.D.
Ces travaux concernent approximativement 17.000 mètres linéaires de tuyaux P.V.C. tous diamètres des travaux accessoires et la construction et l'équipement de 4 stations de relèvement
 - LIEU D'EXÉCUTION**
Les travaux sont à réaliser à ABIDJAN (Côte-d'Ivoire), de PETIT-BASSAM, quartier de KOUASSI Nord-Est
 - DÉLAIS D'EXÉCUTION**
Les délais d'exécution sont les suivants :
— Lot n° 1 : 15 mois
— Lot n° 2 : 5 mois
Toutefois les délais ne pourront pas s'additionner au cas où les deux lots sont attribués à un même soumissionnaire, le délai global d'exécution des travaux ne pourra dépasser 15 mois
 - CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**
Les dossiers pourront être consultés à la SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DES TERRAINS URBAINS (S.E.T.U.), B.P. 21181, à ABIDJAN
 - OBTENTION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**
Le dossier d'appel d'offres en langue française peut être obtenu sur demande adressée à la SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DES TERRAINS URBAINS ABIDJAN, B.P. 21181.
 - PRIX DU DOSSIER**
Le dossier est remis contre un versement de 50.000 F.C.F.A. (CINQUANTE MILLE FRANCS).
 - MODE DE PAIEMENT**
Le paiement des dossiers sera effectué par chèque de banque à joindre à la demande et établi au nom de la Société d'Équipement des Terrains Urbains, ABIDJAN (le chèque de banque est un titre de paiement propre et non sur le compte de son client).
 - REMISE DU DOSSIER**
Le dossier sera remis au service franco de port au demandeur par la voie la plus rapide des réception par la SETU de la demande accompagnée du chèque.
 - SOUMISSIONS**
Les soumissions rédigées en langue française devront être envoyées par lettre recommandée avec accusé de réception ou être remises contre récépissé à la SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DES TERRAINS URBAINS, ABIDJAN, B.P. 21181, où elles devront parvenir au plus tard le 5 décembre 1977, à 17 heures locales. Les soumissionnaires envoyant leur soumission par la poste en confirmeront l'expédition par télexgramme à l'adresse indiquée ci-dessus, en précisant le lieu et la date d'envoi. L'achèvement des soumissions provenant de l'étranger de Côte-d'Ivoire sera réputé être assuré par voie aérienne.
 - PARTICIPATION À LA CONCURRENCE**
La participation à la concurrence est ouverte à l'égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales résidant dans les pays membres de la SIRD ou de la Sules.
 - CAUTIONNEMENT PROVISOIRE**
Le cautionnement provisoire devra être constitué à la date de remise de l'offre et valable 90 jours qui suivent.
Les montants du cautionnement provisoire sont fixés à :
— 7.000.000 F.C.F.A. pour le lot n° 1
— 5.200.000 F.C.F.A. pour le lot n° 2
— 12.900.000 F.C.F.A. pour les 2 lots réunis.
Le cautionnement provisoire sera restitué par la SETU dès que possible après ouverture des plis, pour la totalité ou partie suivant les lots pour lesquels les soumissionnaires n'auront pas été retenus.
 - OUVREMENT DES PLIS**
L'ouverture des plis de l'appel d'offres aura lieu le 8 décembre 1977 à 9 heures locales au siège de la SETU à ABIDJAN.
L'ouverture des plis de l'appel d'offres sera publique.
 - LES PRESENTS AVIS ANNULE ET REMPLACE L'AVIS PRÉCÉDENT**
Fait à ABIDJAN le 20 septembre 1977

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



FORMATION DES CADRES SUPÉRIEURS GESTION-DIRECTION

DURÉE : Session plein temps 23 jours.

OBJECTIFS : Pratiquer les techniques indispensables pour diriger l'entreprise. Se confronter à l'expérience des autres par les exigences du travail en groupe.

PROGRAMME : Les thèmes essentiels des 5 fonctions de direction sont approfondis grâce à un travail intensif entre les participants et les animateurs spécialisés, tous hommes d'entreprises : ressources humaines, marketing, production, finance, méthodes de direction.

Prochaines sessions : du 11/10 au 4/11, du 8/11 au 2/12

CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT

INFORMATIONS : 79, Avenue de la République 75011 PARIS - Tél. : 355.39.08

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE GESTION FINANCIÈRE

79, Avenue de la République 75011 PARIS - Tél. : 355.39.08

POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Le déficit budgétaire n'empêche pas l'austérité financière en Allemagne fédérale

Le déficit budgétaire allemand a atteint des proportions importantes. Mais il n'encourage pas autant l'inflation que dans d'autres pays. C'est qu'il est financé par une politique rigoureuse d'emprunts, et non par « la planche à billets ».

MALGRÉ un déficit budgétaire qui continue d'être important en dépit des augmentations d'impôts et des économies décidées par le gouvernement de Bonn, la République fédérale apparaît depuis des années comme un îlot de stabilité, un modèle pour la lutte contre l'inflation. Les chiffres illustrent cet apparent paradoxe peu conforme à l'enseignement économique libéral le plus traditionnel. Si l'on tient compte des budgets de l'État fédéral, des Länder, et des communes, la part des dépenses publiques dans le produit national brut est passée de 29 % en 1970 à 33,5 % en 1976 avec une « pointe » à 35 % en 1974. Le déficit des budgets des collectivités publiques, qui représentait 1 à 1 1/2 % du P.N.B. au début des années 70, a atteint 6,4 % en 1976 et 4,2 % l'année dernière. En valeur absolue, ce déficit est passé de 8,3 milliards de deutschemarks en 1970 à 65,8 milliards en 1976 pour « retomber » à 47,7 milliards en 1976 et vraisemblablement à 37 milliards cette année.

Bien plus, si le déficit public ne semble pas avoir attisé l'inflation, les plus forts déséquilibres budgétaires allemands (en 1975 et en 1976) ont coïncidé avec une réduction sensible de la hausse des prix qui est passée de 8 % en 1973 à 4 % en 1976. Cette situation s'explique par des raisons conjoncturelles et par des raisons institutionnelles. Le gouvernement de Bonn s'est servi du budget comme d'un instrument de politique conjoncturelle. Le déficit a augmenté dans les années de crise économique et les investissements publics ont suppléé les investissements privés défaillants pour soutenir l'activité économique ou tout au moins pour limiter les effets de la récession. On remarque ainsi que des déficits des trois collectivités publiques

considérées (État fédéral, Länder et communes), c'est celui du budget fédéral qui a le plus augmenté. Les communes ne se sentant pas de responsabilité particulière dans la conduite de la politique économique et ayant plutôt tendance à adopter une attitude analogue à celle des autres agents économiques touchés par la récession.

Indépendance de la Bundesbank

La politique d'endettement de l'État n'a pas eu de conséquences fâcheuses sur le marché des capitaux dans la mesure où, au cours des années 74, 75 et 76, la puissance publique n'est pas entrée en concurrence avec les investisseurs privés rendus prudents par la crise. C'est d'ailleurs la crainte des tensions sur le marché des capitaux qui a incité le gouvernement fédéral à décider, en 1975 (pour l'exercice 1976), des économies draconniennes qui ont permis de ramener le déficit du budget fédéral de 35 milliards de deutschemarks en 1975, à 28,5 milliards de deutschemarks, en 1976 (respectivement 65,8 mil-

liards, et 47,7 milliards de deutschemarks pour le déficit public total).

Des raisons institutionnelles expliquent aussi que le déséquilibre budgétaire n'a pas relancé l'inflation en Allemagne fédérale. Les pouvoirs publics n'ont pas pu financer le déficit de leur budget en faisant « marcher la planche à billets ». L'indépendance de l'institut d'émission est garantie par la loi fondamentale, qui assigne deux tâches à la Bundesbank : garantir la stabilité de la monnaie et soutenir les objectifs économiques du gouvernement. L'État n'a pas d'accès direct aux crédits de l'institut d'émission, sauf pour quelques avances de trésorerie limitées en volume et dans le temps. Pour financer le déficit de ce budget, il ne reste pratiquement que l'appel au marché financier, où il se trouve dans la même position que les emprunteurs privés soumis à la politique de création monétaire de la Bundesbank. Celle-ci a, théoriquement, limité ces dernières années à 3 % les augmentations de la masse monétaire (en fait 5 % et 10 %). Les collectivités publiques se sont surtout endettées à long terme, sauf en 1974-1975, où, du fait de la hausse des taux d'intérêt, on ne trouvait que des crédits à court terme. Si la tendance à l'endettement à court terme s'était poursuivie plusieurs années elle aurait sans doute eu un effet inflationniste.

Enfin, pour limiter l'accroissement du déficit budgétaire, la loi fondamentale interdit à l'État fédéral de s'endetter plus qu'il n'investit. Cette limite a été atteinte en 1975.

DANIEL VERNET.

Renvoyer les immigrés ?

Pour diminuer le chômage, plusieurs gouvernements européens ont entrepris de réduire le nombre des travailleurs immigrés. Mais cette solution, logique à première vue, ne paraît guère souhaitable à l'examen.

LES travailleurs immigrés doivent-ils être les victimes prioritaires de la crise en Europe ? Alternativement l'inflation, les déficits de la balance des paiements, le conflit pétrolier, le coût social de la main-d'œuvre étrangère, la recrudescence de la violence ou le fardeau « seul de tolérance raciale » ont alimenté, dans le passé, des attitudes xénophobes. Plus récemment, la montée du chômage a fourni de nouveaux arguments aux détracteurs de l'immigration. N'a-t-on pas entendu l'an dernier un premier ministre français — c'était M. Jacques Chirac, actuel maire de Paris, leader du plus important parti de la majorité — déclarer publiquement que l'on pouvait facilement résoudre l'équation de l'emploi dans un pays qui compte environ un million de chômeurs et deux millions de travailleurs étrangers ?

Déjà touchés plus durement que d'autres par la baisse du pouvoir d'achat, les immigrés se trouvent en première ligne sur le front des licenciements collectifs, qui frappent de nombreux secteurs dont le développement s'est effectué grâce à la main-d'œuvre étrangère. Sur 5 685 000 demandeurs d'emploi en juillet dernier dans les neuf pays de la C.E.E. (contre 5 324 000 en juin et 5 077 000 il y a un an) plus de 300 000 sont des travailleurs immigrés, pour une population étrangère d'environ treize millions de personnes.

Même si cette proportion reste relativement faible comparée aux six millions d'actifs

d'origine étrangère, le phénomène prend une ampleur inquiétante si l'on songe au potentiel d'accroissement naturel d'une telle population. De récentes études des experts de l'O.C.D.E. et de la Commission de Bruxelles montrent que les fils des migrants (plus de sept cent mille enfants de dix à quinze ans dans l'Europe des Neuf) n'ont guère de chances d'accéder, en France notamment, à de meilleures possibilités d'emploi que leurs parents. Les récents immigrants de Nottingham, où l'on vit de jeunes « coloured people » protestent contre les mesures discriminatoires du gouvernement. Illustrant les difficultés d'adaptation de la deuxième génération, et pas seulement en Grande-Bretagne.

Face à cette situation, les gouvernements européens ont tenté, les uns après les autres, de renverser la vapeur. Après avoir toléré, sinon favorisé, l'immigration massive et souvent clandestine, ils ont verrouillé leurs frontières pour la main-d'œuvre non communautaire dès la fin du mode de croissance économique d'après-guerre vers les années 1973 et 1974. Aujourd'hui, plusieurs types de politiques apparaissent, à vrai dire assez limitées, en vue d'un « déstasage » de l'immigration, et parfois en contradiction avec les accords signés entre pays importateurs et exportateurs de main-d'œuvre. Ces expériences ont au moins un trait commun : elles visent à inciter les étrangers à regagner leurs pays d'origine. Dès les premiers signes de la récession, il y a dix ans, la République fédérale d'Allemagne avait essayé simultanément deux méthodes d'« aide au retour » : consistant soit à procurer une formation professionnelle particulière à des travailleurs burs pour leur permettre de devenir chez eux des artisans ou de « petits patrons », soit à favoriser la création, en Turquie même, de sociétés coopératives qui drainaient de façon productive l'épargne des migrants : les fonds envoyés d'Allemagne étaient affectés sur place aux investissements de ces entreprises génératrices d'emplois, et ces dernières devaient offrir un débouché aux travailleurs renvoyés au bors. Dans un cas comme dans l'autre, ce fut un échec : la plupart des implantations nouvelles bénéficiant de prêts à faible taux ont en lieu à Istanbul et dans les autres villes, alors que les besoins se situaient en zone rurale. Sur quatre-vingt-huit sociétés de ce type créées en 1974, treize ont survécu.

« Pas un pays d'immigration »

Dès novembre 1973, d'ailleurs, les autorités fédérales ont fermé leurs frontières, sauf pour les travailleurs originaires de Suisse et d'Autriche. Certaines entreprises, comme B.M.W., ont versé des primes de plusieurs milliers de deutschemarks pour inciter au départ ceux qui pensaient qu'il valait mieux être chômeur à Francfort ou à Hambourg qu'un fin fond de l'Anatolie. Mais les grandes lignes de la nouvelle politique d'immigration ont été tracées d'un commun accord par les ministères du travail des Länder, et approuvées par le gouvernement fédéral en avril dernier : il a été précisé que « la République fédérale n'est pas un pays d'immigration », mais qu'elle accepte volontiers d'accueillir les étrangers « si et otes elle dans leurs efforts d'intégration à la société allemande. Pour le reste, l'interdiction du recrutement des travailleurs étrangers est maintenue en principe, et des efforts seront faits pour « promouvoir la natalité et la capacité des travail-

leurs étrangers de retourner dans leurs pays ».

La Grande-Bretagne, pour sa part, a entamé de tels efforts avec la plus grande prudence : l'aide au retour, dont bénéficient principalement des ressortissants du Commonwealth, ne concernerait pas plus de six cents travailleurs par an.

Les Pays-Bas sont allés beaucoup plus loin, en inaugurant l'assistance directe au développement : après avoir envoyé sur place des observateurs chargés de recenser les possibilités industrielles de la Turquie, de la Yougoslavie et de la Tunisie, les ont consacré 30 millions de florins en 1975 — dont 3 millions d'aides au retour — à la création d'industries dans ces pays. Mais les résultats ne sont guère encourageants pour l'instant, peut-être parce que cette expérience, là aussi, reste trop limitée.

Diminution de la comptabilité

Quant à la France, elle a fait grand bruit autour du péché de 10 000 ? offert aux chômeurs désireux de rentrer dans leur pays, affirmant qu'ils disposaient de leur libre choix. Qu'en est-il réellement ? Tous les bénéficiaires éventuels sont contraints de remplir un questionnaire et se voient inscrits définitivement dans les fichiers de la police et du ministère du travail. Ils ne pourront plus jamais revenir en France pour exercer un emploi. De multiples pressions ont été signalées : mesures policières, chantage à l'expulsion sans indemnisation. Pour toucher leur pécule de retour, les chômeurs étrangers doivent renoncer à tous leurs droits sociaux — indemnités pour licenciement « économique », allocations familiales, droit à la formation professionnelle — dont le montant est souvent plus important que la somme promise qu'ils ne percevront que dans leur pays. Aussi ne s'émoussera-t-on point que quelques milliers seulement de chômeurs étrangers aient accepté, jusqu'à présent, cette sorte de prime au départ définitif.

Quant à la « formation-retour » annoncée jadis comme le complément indispensable de cette formule, elle n'a été pensée, jusqu'à présent, faite de subsides, qu'à moins de cinq cents travailleurs, sur environ 108 000 chômeurs étrangers.

Devant ce médiocre résultat, le gouvernement a décidé le 27 septembre, d'étendre le bénéfice de l'aide au retour à un million d'immigrés non chômeurs en France depuis moins de cinq ans. Il a pris une mesure encore plus radicale : la suspension, pour trois ans, de toute immigration familiale.

JEAN BENOÎT.

Cette stratégie pourra-t-elle enrayer le chômage ? Un rapport officiel qui fait autorité en France (1), a démontré qu'une réduction nette de 500 000 travailleurs immigrés pour le total d'environ 1 900 000 durant la période 1976-1980 ne se traduirait que par trois mille emplois supplémentaires pour les travailleurs nationaux, en raison notamment de l'écart entre les salaires des immigrés et ceux des travailleurs français. Du même coup serait affectée la compétitivité extérieure et ralentie la croissance de la production industrielle. L'économie de la France n'a rien à gagner au départ des immigrés, et celui-ci ne résoudrait en rien le problème du chômage. D'autant plus que sur un million de chômeurs officiels, actuellement, il y a 500 000 femmes, plutôt mal préparées à exercer des tâches d'ouvriers spécialisés.

(1) Étude interministérielle de rationalisation des choix budgétaires, par André Le Pors, directeur de la prévision, ministère de l'économie et des finances. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris.

EUROPE
UR
OP
EUROPA

Conseil de rédaction :
Pierre Drouin, Jacqueline
Grapin (« le Monde »),
Piero de Garzaroli, Carlo
Sartori (« la Stampa »),
John Greig, David Spanier
(« The Times »), Ingeborg
Schwahn, Hans Baumann
(« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jac-
queline Grapin.

Publicité : Michel Gérard
(« le Monde »), Riccardo di
Corato (« la Stampa »),
Bryan Todd, coordonnateur
(« The Times »), Dietrich
Windberg (« Die Welt »).
Copyright : le Monde ».

VOIX
ET
EXPRESSION

partir avec aisance,
se faire écouter,
maîtriser l'émotivité,
convaincre, décider.
Tous renseignements :
C.E.S.D.E.R. de 14 h. 30 à 19 h.
24, rue Henri-Berthou - 75005
Téléph. : 322-18-19 - 322-15-42.



Nous sommes une des entreprises les plus renommées et en pleine expansion dans le domaine des boissons, spécialement des cafés solubles. Nos exportations ont une envergure mondiale.

Nous sommes implantés sur le marché français depuis plus de dix ans.

Nous comptons parmi nos clients des entreprises et des groupes commerciaux très importants.

Conformément à l'ensemble du développement de nos affaires à l'étranger, nous avons l'intention d'élargir considérablement nos ventes sur le marché français.

Nous recherchons pour notre filiale française — indépendante et responsable de ses objectifs — une personnalité à l'esprit d'entreprise et au courant des méthodes de vente pour être son

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le candidat, âgé de 35 à 45 ans, doit non seulement disposer d'une expérience pratique de préférence dans le domaine de l'alimentation, mais aussi savoir imposer et réaliser ses conceptions, et avoir de bonnes connaissances du marketing et de la gestion d'une entreprise.

Il devra avoir le sens des contacts humains, de l'assurance et de la diplomatie. Outre le français il devra parler couramment l'anglais ou l'allemand.

Son domicile sera situé dans la région parisienne.

Son traitement et les avantages y afférent seront en rapport avec le poste à pourvoir.

Sous totale discrétion veuillez adresser lettre de candidature manuscrite et curriculum vitae détaillé à :

DEUTSCHE EXTRAKT KAFFEE GMBH • BUSCHWERDER HAUPTDEICH 10
2102 HAMBURG 93 - WILHELMSBURG • TEL. (040) 7.53 93 80

Lentilles de contact miniflexibles.
Encore plus petites.
Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Maillan - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

Pour faire face à la concurrence
dans le tiers-monde

La construc

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Enzo Ferrari : l'Italie de course

C'est après le Grand Prix d'Italie que sont annoncés les transferts des pilotes d'automobiles de formule 1. Mais, d'ores et déjà, l'on sait que le champion du monde Niki Lauda quittera la maison Ferrari, probablement pour l'écurie Brabham. C'est que, dit-on, il lui est difficile d'admettre pour toujours que lorsqu'il gagne, c'est M. Ferrari qui remporte la victoire.

L y a peu de jours, Enzo Ferrari a été élu président du conseil d'administration de la Ferrari Industrie. Le nouveau président de la Ferrari Industrie, Enzo Ferrari, est un homme qui a connu la victoire et la défaite. Il a été champion du monde de course automobile en 1951, 1956 et 1958. Il a été directeur de la Ferrari Industrie pendant 21 ans. Il a été élu président du conseil d'administration de la Ferrari Industrie le 2 octobre 1977. Il a été élu président du conseil d'administration de la Ferrari Industrie le 2 octobre 1977. Il a été élu président du conseil d'administration de la Ferrari Industrie le 2 octobre 1977.

Rome, dont il avait dirigé le département de « courses ». De Modène, il passa à Maranello, un petit bourg sur la route de l'Abelone, et commença sa longue aventure. Le jour où une de ses voitures remporta son premier succès dans le Grand Prix du Valentin à Turin, Ferrari se mit à pleurer sur le banc d'un parc. Grand vieux monsieur à la démarche un peu incertaine, il conserve l'esprit vif et la volonté tenace. Après avoir abandonné les responsabilités de la Ferrari Industrie aux dirigeants du groupe FIAT, auquel il s'est lié par un accord en 1963, E. Ferrari garde la pleine responsabilité de la gestion sportive. Un budget qui dépasse le milliard, environ cent soixante spécialistes — des ingénieurs aux techniciens, aux mécaniciens, aux pilotes, — une piste d'essais, des installations et des machineries sophistiquées sont entre ses mains. Enzo Ferrari, qui a perdu son fils Dino en 1956, ce qui fut la tragédie de sa vie, continue à travailler au rythme d'un jeune homme qui cherche à s'imposer. Tous les jours, dimanche compris, il est à Maranello ; il arrive vers 10 heures dans sa « 131 » et se rend aussitôt dans le vieux bureau qui donne sur la cour de l'usine, lieu d'une simplicité française. Sur le mur, un portrait de Dino et la photographie de Francesco Baracca, l'aviateur dont l'insigne, un cheval qui grimpe, figure depuis toujours sur les Ferrari. Réunions avec ses collaborateurs, conversations, entraînements, coups de téléphone, l'image de la maison lui est confiée. C'est en suivant même par mètre les essais de ses voitures et de ses pilotes d'essai, constructeur : tout son existence a été liée aux courses et aux automobiles. Il fonda la société Ferrari dans les années 40 avec l'indemnité qu'il avait reçue d'Alfa.

Propos recueillis par HANS BAUMANN.

	1971	1970	1964	
	Nombre de véhicules	Nombre de véhicules	Nombre de véhicules	%
ETATS-UNIS	11 491 300	8 283 800	9 307 300	100
dont : General Motors	6 534 000	5 330 700	4 599 500	49
Ford	2 942 100	2 665 800	2 604 500	28
Chrysler	1 775 300	1 452 000	1 337 800	15
JAPON	7 841 400	5 288 300	1 262 500	100
dont : Toyota	2 487 800	1 689 200	435 800	25
Nissan	2 330 700	1 396 500	354 500	21
Toyota Kogyo	716 700	428 800	243 800	14
R.F.A.	3 658 100	3 842 200	2 949 700	100
dont : VW/Audi/NSU*	1 558 900	1 937 700	1 396 100	48
Opel	521 700	520 900	588 600	24
Ford	812 500	680 800	353 500	13
FRANCE	3 482 700	2 503 700	1 607 600	100
dont : Renault/Saviem	1 431 000	1 074 600	528 300	33
Peugeot	738 600	531 800	370 000	12
Citroën**	679 300	495 600	482 700	30
GRANDE-BRETAGNE	1 703 800	2 031 400	2 234 400	100
dont : British Leyland	808 900	911 100	1 037 800	47
Ford	524 900	589 300	617 000	26
Vauxhall/Bedford	195 500	279 700	343 000	15
Chrysler (Rootes)	158 500	249 600	250 000	11
ITALIE	1 590 700	1 841 900	1 063 300	100
dont : Fiat***	1 371 300	1 677 700	980 400	92

* Jusqu'en 1968 seulement Auto Union GmbH.
** Y compris Scania, Lancia et OM.

EN ITALIE

La construction anarchique compense l'insuffisance de logements

L'Italie est la lanterne rouge de l'Europe pour la construction de logements, bien que ses habitants en manquent dramatiquement. Les jeux politiques et l'impuissance administrative en sont la cause. Mais le système D prend le relais, avec tous les inconvénients que cela comporte.

DANS le domaine de la construction, l'Italie détient un record peu enviable. Il y a maintenant plusieurs années qu'en Italie on construit moins de logements par rapport à la population existante, que dans n'importe quel autre pays industrialisé. En 1975, on a réalisé à peine 1,9 logement pour 1 000 habitants, contre une moyenne de 6,8 pour 1 000 dans la Communauté européenne. Dans le classement mondial, l'Italie est dépassée à la fois par des pays plus pauvres, tels que l'Espagne, la Grèce et le Portugal, dans lesquels on observe un important « boom » dans la construction, et par des pays plus riches comme le Danemark, la Norvège ou la Suède, où l'on cherche à faire correspondre la construction d'habitations aux projections démographiques.

La stagnation des constructions est le résultat direct d'une médiocrité politique, et elle en est peut-être même la manifestation la plus voyante. Plus que dans tout autre pays d'Europe, la construction, dans l'Italie de l'après-guerre, a été en effet associée à la politique.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'en Italie le terrain susceptible d'être construit est relativement limité. Dans une telle situation, il est pratiquement indéfinissable que se produisent d'importants profits spéculatifs. Dans ce pays où la maturité politique était encore fragile au cours des années 50 et au début des années 60, l'activité liée au bâtiment devint très souvent synonyme de corruption. Aux pots-de-vin qui furent souvent payés pour obtenir d'organiser la construction, s'ajoutèrent des irrégularités dans les adjudications de nombreux travaux publics. Des hommes politiques de presque tous les partis, et souvent l'objet d'enquêtes et parfois même emprisonnés pour des questions liées à la construction.

La situation serait désespérée si un mécanisme correcteur ne s'était mis à fonctionner : la construction abusive. Les comportements hors des règles sont endémiques en Italie, où ils ont souvent servi à couper court aux lenteurs de l'administration. Le recensement de 1971 a « découvert » environ sept cent mille logements abusifs sans aucune autorisation au cours d'une période de dix ans. Le phénomène s'est probablement développé au cours des dernières années avec la réduction des licences, et l'on peut estimer qu'il se construit environ cent mille logements non autorisés par an.

Les maisons abusives sont construites dans des chantiers qui ne sont ouverts que pendant le week-end. Sur ces chantiers travaillent des maçons fantômes qui, le reste de la semaine, ont une autre occupation et qui effectuent cette activité comme un second travail. Un second travail pour construire des habitations secondaires : les constructions abusives, en effet, sont très souvent les moins nécessaires.

cesus de maturation qui, dans de nombreuses administrations locales et même au sein du gouvernement central, a conduit à de nouveaux rapports entre les forces politiques. Les regards se sont tournés vers les constructions après des dénonciations, des enquêtes et des arrestations. En présence de questions aussi épineuses, les administrations locales ont réduit au minimum l'attribution de permis de construire. Enfin, ces administrations n'ont pas respecté une législation extrêmement compliquée dans laquelle il est très facile de commettre des irrégularités. Enfin, ces administrations n'ont pas les ressources financières suffisantes pour organiser elles-mêmes et sur une large échelle les constructions de logements qu'on pourrait imaginer.

C'est ainsi qu'on en est arrivé à la situation actuelle : les partis s'opposent farouchement sur les bords des conseils municipaux et régionaux comme au Parlement. Et, en attendant, les chantiers ferment. L'expansion de la construction a été brutalement étranglée par l'incapacité des hommes politiques à se décider, même sur des questions importantes telles que la propriété des terrains à bâtir et celle des logements.

La situation serait désespérée si un mécanisme correcteur ne s'était mis à fonctionner : la construction abusive. Les comportements hors des règles sont endémiques en Italie, où ils ont souvent servi à couper court aux lenteurs de l'administration. Le recensement de 1971 a « découvert » environ sept cent mille logements abusifs sans aucune autorisation au cours d'une période de dix ans. Le phénomène s'est probablement développé au cours des dernières années avec la réduction des licences, et l'on peut estimer qu'il se construit environ cent mille logements non autorisés par an.

Les maisons abusives sont construites dans des chantiers qui ne sont ouverts que pendant le week-end. Sur ces chantiers travaillent des maçons fantômes qui, le reste de la semaine, ont une autre occupation et qui effectuent cette activité comme un second travail. Un second travail pour construire des habitations secondaires : les constructions abusives, en effet, sont très souvent les moins nécessaires.

MARIO DEAGLIO.

« Pour faire face à la concurrence, il faudrait investir dans le tiers-monde et aux États-Unis »

nous déclare le directeur général de Volkswagen

La Société générale de banque belge a reproché publiquement à l'industrie automobile européenne d'être mal équipée pour faire face à la concurrence internationale qui devient de plus en plus dure. De son côté, la Commission de la C.E.E. s'attend également à un assaut plus violent de la part des constructeurs américains, japonais et aussi du COMECON. Les dirigeants de l'industrie automobile européenne les plus réalistes craignent que, sur le million de personnes employées par leur industrie, plusieurs centaines de milliers ne fassent les frais de cette lutte en peu d'années. Selon eux, la pression en faveur des marchandises importées augmentera, les marchés des pays tiers seront plus fortement disputés, et la demande accumulée depuis la crise pétrolière s'épuisera très vite. Europe a demandé son avis au directeur général de Volkswagen, M. Toni Schmücker.

« Les derniers salons automobiles ont-ils apporté de nouveaux éléments d'information sur les données de la concurrence internationale dans l'automobile ? »

— Non, ils ne le pourraient d'ailleurs pas. Mais ils ont mis en évidence le fait que l'année 1977 sera malgré tout une bonne année pour l'industrie automobile européenne.

Comment se présente donc l'avenir ?

— En 1978, la production va retomber, mais à un niveau qui nous permettra de survivre.

Et ultérieurement ?

— Je n'ose pas jeter un regard au-delà de 1978. Je sais seulement que les cycles conjoncturels se feront sentir de façon de plus en plus violente. Nous renouons par conséquent, en toute connaissance de cause, à des records de commandes. Pas trop vers le haut, et pas trop vers le bas, voilà notre point de vue.

Les Japonais sont agressifs, le président Carter insiste à l'aide de son programme énergétique à l'usage des États-Unis la petite auto, qui convient aussi au marché européen. Le chômage menace-t-il l'industrie automobile européenne ?

— Je ne m'inquiète pas pour le destin de l'industrie automobile européenne, à la condition que nous réduisions nos prétentions — avant tout en République fédérale — et que nous nous concentrions sur notre créativé.

Quelles prétentions ?

— En 1976, pour deux Volkswagen qui ont été immatriculés en Europe, il y a eu une voiture particulière japonaise. Voilà qui est symptomatique pour l'ensemble de l'industrie automobile européenne. L'explication de la marche triomphale des Japonais est simple. Les frais de montage d'une voiture représentent 35 % de l'ensemble du coût. Les charges sociales par salarié se montent en République fédérale à 17,5 DM par heure de travail, tandis que les Japonais s'en tirent avec l'équivalent de 9,5 DM. La comparaison avec les autres pays européens révèle aussi que la République fédérale occupe une mauvaise place à cet égard.

L'Italie a des charges sociales de 9,5 DM, ce qui est comparable à celles des Japonais, et l'Angleterre se trouve même, avec 7,5 DM, encore au-dessous. C'est ainsi qu'il reste dans les caisses de l'industrie fédérale les sommes les plus modestes quand il s'agit d'assurer l'emploi.

— Le tiers-monde participe à la production industrielle de la façon la plus disproportionnée de 7 %. En vingt-trois ans, il ne peut avoir conquis 25 % de cette production. Comment réagit l'industrie automobile devant de telles ambitions ?

— A l'aide de l'exportation de capitaux. Nous devons absolument être présents lorsque les pays en voie de développement entrent dans la seconde étape de leur évolution économique. Pas partout, mais dans les branches essentielles. C'est ainsi

que Volkswagen produit déjà au Brésil, au Nigeria, au Mexique. Au début de 1978, nous construisons des automobiles aux États-Unis, où nous aurons encore exporté 280 000 voitures en 1977 (contre 215 000 en 1976). Avec l'Iran, nos négociations sont sur le point d'aboutir. L'objectif est de construire une voiture pour la classe moyenne.

Comment ?

— Sous la forme d'une usine construite en commun, étape par étape, avec, d'abord, le montage des pièces importées, puis, peu à peu, une production propre, et, finalement, la construction de moteurs et de boîtes de vitesses en Iran.

À-t-on une idée du nombre des voitures ? La firme Volkswagen a participé à elle, dans la proportion de 40 %, à l'usine iranienne ?

— J'ai un temps relativement court, mille voitures peuvent être produites par jour. La participation pourrait se monter à 20 %, ou peut-être moins.

La faiblesse du dollar a rendu les exportations vers les États-Unis plus difficiles pour l'industrie automobile européenne. On assure que l'exportation d'automobiles vers les États-Unis cesse à l'été prochain et le dollar tombe au-dessous de 2,5 DM. Comment voyez-vous la situation ?

— Nous avons souvent maudit

la faiblesse du dollar parce qu'elle absorbe les gains. Mais réfléchissez à ceci : une voiture comparée, venue du Japon aux États-Unis, est encore meilleure marché qu'une Volkswagen de 10 000 DM. C'est pourquoi nous devons transporter à nos propres frais la concurrence américaine, qui commence aussi à entrer en jeu, par exemple, la Sunbeam de Chrysler.

Out. Le General Motors et Ford ont aussi annoncé des investissements gigantesques. Mais avant qu'ils ne soient concrétisés en production, il s'écoulera nécessairement plusieurs années. C'est le cas pour la mise au point de la traction avant qui doit assurer aux petites voitures un grand espace intérieur. A combien estimez-vous l'avance dans le temps de Volkswagen aux États-Unis ?

— À trois ou quatre ans, ce qui est peu.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue du renforcement du dispositif de drainage et de l'extension du réseau piézo-métrique du barrage de DJORF-TORBA, sur l'oued GUIR (Wilaya de BECHAR).

Les entreprises de travaux publics intéressées par l'exécution de ces travaux sont invitées à retirer les dossiers à la DIRECTION DES PROJETS ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES : Oasis Saint-Charles-Birmandreïs, ALGER (Algérie).

Les offres, accompagnées des pièces réglementaires, devront être remises sous pli fermé portant la mention « ne pas ouvrir ». Appel d'offres réfection de drainage de DJORF-TORBA, à M. le Directeur des Projets et des Réalisations Hydrauliques, Oasis Saint-Charles, BIRMANDREÏS, avant le 30 octobre 1977 à 10 h.

Les entreprises resteront engagées par leurs offres pendant 90 jours.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Hydraulique, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la réalisation des travaux d'équipement du Périmètre du Haut-Chéliff d'une superficie de 18 000 ha, répartis en 7 lots :

RIVE DROITE :

- Lot n° 1 - Génie Civil.
- Lot n° 2 - Equipement hydromécanique et électrique : 5 stations de pompage 3 x 1200 KVA et 2 x 2500 KVA.
- Lot n° 3 - Canalisations principales - Longueur : 62 700 m.
- Lot n° 4 - Canalisations de transit - Longueur : 91 000 m.
- Lot n° 5 - Canalisations de distribution - Longueur : 274 000 m.

RIVE GAUCHE :

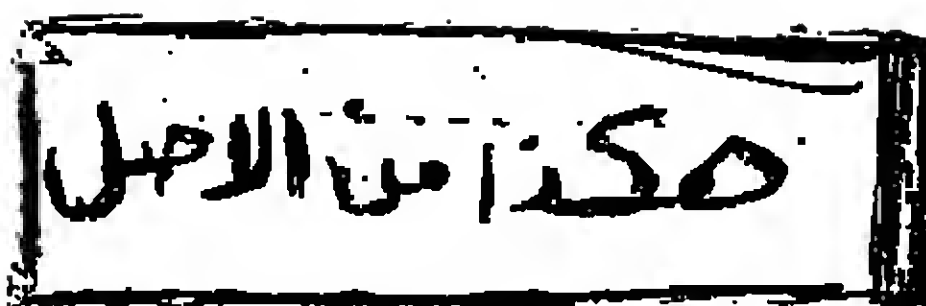
- Lot n° 6 - Canalisations de transit - Longueur : 81 300 m.
- Lot n° 7 - Canalisations de distribution - Longueur : 185 175 m.

Les Entreprises intéressées peuvent consulter ou retirer les cahiers des charges à la Subdivision de l'Hydraulique, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement de KHEMIS-MILIANA (Wilaya d'EL-ASNAÏ).

La date limite de remise des offres est fixée au 15 décembre 1977.

Les offres, accompagnées de pièces réglementaires, doivent être adressées au Ministère de l'Hydraulique, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement, Ex-Grand-Séminaire KOUBA (ALGER).

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.



ENTRETIEN AVEC M. WOLF VON AMERONGEN

« Le protectionnisme voit croître son poids politique »

nous déclare le président de l'assemblée allemande des chambres de commerce

Les commissions techniques du GATT siègent à Genève du 15 septembre 1977 au 15 janvier 1978. Elles doivent préparer des mesures en vue d'endiguer et de faire reculer la vague de protectionnisme qui se répand actuellement sur le commerce mondial. Les Parlements des pays du GATT devront ensuite décider s'ils adoptent ou non ces mesures. Hans Baumann, au nom d'Europa, s'est entretenu avec M. Wolf von Amerongen, président de l'Assemblée fédérale des chambres de commerce et d'industrie, qui s'était déjà rendu à Genève au cours des années 60 à l'occasion des premiers contacts Est-Ouest en tant que délégué de la CEE.

« On entend à nouveau parler de protectionnisme. Est-ce qu'on ne fait qu'en parler ? »

— Le protectionnisme commercial que nous avons connu, ce n'est pas de fermer les marchés, est de nouveau en vie.

— Qui ferme les marchés ?

— Autrement dit, c'étaient les entreprises, qui essayaient de bloquer les marchés. Aujourd'hui, ce sont des groupes entiers de population, qui sont aussi des électeurs, et qui cherchent ainsi à défendre de prétendus avantages. Le protectionnisme a pu s'accroître beaucoup son poids politique. La concurrence au niveau de la main-d'œuvre ne connaît plus de frontières, ce qui explique le « dumping » des salaires.

— Cela ne mène-t-il pas directement à une économie dirigée ?

— C'est un risque, et cela s'explique parfaitement. Dans de nombreux cas, les structures économiques des pays industrialisés ne sont plus adaptées. Mais quel est l'état assez fort politiquement pour répondre aux problèmes posés par le changement ? Les Etats interviennent le plus facilement possible en prenant des mesures protectionnistes.

— Avez-vous des exemples ?

— La société nationalisée italienne ENI a écrit à son ministre des finances qu'elle était au bord de la faillite. Le montant de ses dettes est égal à celui de son capital. Les Parlements ont tendance à aider les sociétés nationalisées là où, si l'on était dans une véritable économie de marché, ces sociétés feraient faillite. British Leyland est un autre exemple d'entreprise non

— Les économies centralisées ne sont-elles pas plus tentées par le protectionnisme que les économies décentralisées ?

— Sans aucun doute. Mais il faut quand même bien dire que ceux qu'on appelle les protectionnistes n'agissent pas par idéologie. La plupart du temps, ce sont des partisans de l'économie de marché qui appellent l'Etat à leur secours dès que quelque chose ne va plus.

— Les syndicats ne sont-ils pas, eux aussi, attirés par le protectionnisme ?

— Vous pouvez le constater rien qu'en observant les conseils de surveillance, qui s'efforcent de plus en plus de maintenir l'emploi dans leurs entreprises.

viable qui, à cause du protectionnisme, se trouve dans les mains de l'Etat.

— Qu'en est-il du protectionnisme allemand ?

— Il existe aussi, naturellement. Autrefois, dans la ville hanséatique de Hambourg, on entendait dire : « Hambourg et la mer sont le symbole de la liberté des échanges mondiaux. Aujourd'hui, les mêmes personnes disent : il faut protéger Hambourg et ses chantiers navals.

— Existe-t-il également un protectionnisme européen ?

— De longue date : la CECA. C'est le symptôme même de la crise du marché de l'acier. D'abord conçue comme moyen de lutte contre la pénurie, elle est devenue depuis un instrument de protectionnisme.

Même les syndicats...

— Cela ne vaut-il pas aussi pour vos propres entreprises ?

— Bien sûr. Mais je préférerais faire faillite avec les usines de Rastatt et de Bochum que de les laisser nationaliser.

— Le protectionnisme ne défend pas seulement ce qui existe. Il aide également, par exemple, les installations nouvelles, dans des domaines où le secteur privé n'est guère entreprenant. Vous en voyez des exemples...

— Oui, les aciéries de Tarente et de Fos-sur-Mer. Elles sont extrêmement bien situées. Mais Tarente était la cinquième avant. On peut se demander s'il fallait vraiment Fos. De plus, Fos est une symphonie inachevée. Il faudrait encore investir

4 milliards de deutschemarks pour sortir de cette « monoculture » de la tôle forte et assouplir la production. Cet exemple montre que la protectionnisme tend vers le protectionnisme.

— Le protectionnisme ne peut-il pas aussi être un bienfait ?

— Oui, lorsqu'on a recours à lui provisoirement pour briser des structures vieillies. Le meilleur exemple est l'industrie textile allemande. Pendant des années, elle a appelé l'Etat à l'aide, puis c'est avec des mesures d'aide protectionnistes qu'elle a cassé les anciennes structures, licencié trois cent mille employés. On peut voir le résultat. La R.F.A. est le plus grand exportateur et le plus grand importateur de textile du monde.

— Si les structures de branches importantes sont dépassées (l'acier et le pétrole par exemple), ne peuvent-elles encore porter en elles l'espoir d'un redressement conjoncturel ?

— Bien sûr que non. Dans ces deux branches, les réserves se trouvent dans les pays du tiers-monde. Je suis profondément convaincu que nous sommes à la fin de l'époque d'abondance. Désormais, la courbe de croissance ira s'aplatissant. Une consommation négative en résultera : la répartition

Réduire nos capacités de production

— Ne peut-on répliquer au protectionnisme venant de l'étranger par l'exportation de capitaux ?

— Sans doute l'investissement à l'étranger, que l'on appelle souvent exportation d'emplois, est-il un remède. En fait, l'exportation de capitaux sou-

international des matières premières se fera plus injustement, selon toute vraisemblance.

— La forte hausse des prix du pétrole en 1973 n'a-t-elle pas ce mouvement ?

— Sans doute. Peut-être amenait-elle un peu de justice pour les producteurs. Nous devons nous demander si nous pouvons continuer à importer à bon marché des pays du tiers-monde tout en leur faisant payer, au prix fort, l'aide au développement. Moi-même, je suis convaincu que cela ne va pas.

— Que proposez-vous ?

— J'ai été vertement tancé, un jour, par les industriels allemands pour avoir déclaré que notre pays était sur-industrialisé. A présent, nous nous trouvons devant la nécessité de stopper la production dans certains secteurs ou de travailler avec les mêmes prix de revient moyens que les concurrents.

— Et si ceux qui sont partisans de l'étranger imposent leur point de vue ?

— Nous vivons du commerce extérieur. Nous avons une vaste industrie des biens d'investissement parfaitement structurée pour une offre sur un marché mondial énorme. L'arrivée du protectionnisme verra la mort de tout cela.

tient l'industrie du pays qui la pratique. Bien souvent, elle stimule les exportations. Mais on ne peut pas tout faire hors de ses frontières. On ne peut pas empêcher, par exemple, que les pays exportateurs de pétrole construisent leurs propres raffineries. Les limites du marché

leur indiqueraient déjà où ils doivent s'arrêter. Quant à notre industrie, à l'intérieur de nos frontières, il ne lui restera plus qu'à « sabrer » dans ses capacités d'expansion. C'est le cours naturel des choses.

— Quels sont les plus grands obstacles que devra éliminer le GATT ?

— Ce sont les entraves non tarifaires aux échanges qui sont les plus préoccupantes.

— Par exemple ?

— Les manières de bloquer les échanges commerciaux sont pratiquement illimitées. Les plus flagrantes sont les normes qui permettent, comme le fait l'industrie automobile américaine, de se « calfeutrer » chez soi. L'agriculture connaît également ce genre de blocage. Quand elle n'a plus d'idées, elle a encore la possibilité de faire appel au vétérinaire...

— Le GATT a-t-il une chance de freiner cette vague de protectionnisme ?

— Oui, c'est très possible, car personne ne souhaite faire figure de protectionniste. De plus, jusqu'à tout le monde a trop bien vécu du libre-échange. Si cela s'avère nécessaire, la plupart préféreront une auto-limitation volontaire à des mesures de contingencement décidées par les Etats. A Genève, le GATT étudie les accusations. Cela oblige à une certaine discipline.

« Encore une opinion : on ne devrait pas trop parler de protectionnisme. Il en est de lui comme des chevaux de cavalerie : dès qu'ils entendent sonner les trompettes, ils se mettent au galop. »

Propos recueillis par HANS BAUMANN.

Les tensions du commerce international

LES CONTOURS FLOUS DU DUMPING

(Suite de la page 21.)

On ne peut donc plus parler de dumping entre les pays de la CEE, ce terme ayant été remplacé par celui de concurrence déloyale (voir l'article de l'article 85 du traité de Rome) ou d'abus de position dominante (article 86).

Un comité antidumping fonctionne aussi dans la capitale européenne ; mais la Commission de Bruxelles a un rôle modeste. Elle est saisie par les fédérations professionnelles et instruit les dossiers. Le comité examine les propositions de la Commission et donne son avis. En cas de désaccord, le conseil des ministres de la CEE tranchera. En général, une enquête se déroule sur place. Si le dumping est prouvé, les parties concluent un arrangement ou bien un droit antidumping est établi. En fait, il est très rare que les dossiers aboutissent à l'institution d'un tel droit.

L'affaire des roulements à billes japonais est instructive à cet égard. A la suite d'une plainte de la profession, une enquête a été ouverte en novembre 1976. Un droit de 10 ou de 20 %, selon les firmes, a été institué à titre provisoire en février 1977 et prorogé en mai. Cependant, une enquête s'est déroulée au Japon en avril et en mai, dans des conditions difficiles (absence de catalogue, pratique de rabais). La Commission a alors cherché à conclure un arrangement, et les firmes japonaises ont proposé d'augmenter leurs prix de 20 %. Lors de la réunion du comité antidumping, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne ont été favorables à un arrangement ; mais la France, qui n'a envoyé aucun fonctionnaire au Japon, a demandé l'instauration d'un droit définitif. Une solution bâtarde a été adoptée en juillet 1977 : un droit définitif de 15 % a été institué sur les importations de roulements à billes japonais, mais l'application en a été suspendue, sous réserve de révision de prix par les firmes nipponnes.

Les experts de la Commission, laquelle fait preuve d'une certaine prudence dans la crainte d'être traduite devant la Cour de justice de Luxembourg, recherchent en général la conclusion d'accords amiables. Les gouvernements ont été engagés à Bruxelles, et trente-trois ont donné lieu à des enquêtes. Dans

dix-sept cas, des arrangements, se traduisant le plus souvent par des relèvements de prix, sont intervenus. Deux dossiers seulement ont donné lieu à l'établissement d'un droit définitif, d'un droit antidumping : les chaînes pour vélos de Taiwan en 1976 et les roulements à billes du Japon en 1977.

Le réalisme des Etats-Unis

Il est d'ailleurs souvent reproché aux autorités européennes de manquer d'audace et de moyens. Ainsi la chambre de commerce et d'industrie de Paris souligne : « Les réactions communautaires se sont révélées excessivement lentes lorsqu'il y a eu des cas de concurrence anormale ou déloyale. Les dossiers antidumping aboutissent rarement et en retard. » De fait, la Commission de Bruxelles apparaît mal équipée, face à l'afflux des dossiers, pour les traiter rapidement et avec précision. D'autant que les plaintes sont souvent mal formulées.

Le réalisme américain est opposé au juridisme européen. Aux Etats-Unis les plaintes sont déposées auprès de la Trésorerie qui les instruit et mène l'enquête. Le dossier est ensuite transmis à la commission du commerce international, organisme indépendant, composé de trois démocrates et de trois républicains, qui émet des recommandations. Enfin, le président américain prend une décision, sous réserve de l'intervention du Congrès.

L'an dernier, pendant six mois, des agents américains ont effectué une enquête sur l'industrie automobile française. La société Renault a accepté de relever ses prix et se trouve, ainsi que la firme Peugeot, sous le contrôle de l'administration fédérale. Les Etats-Unis disposent, il est vrai, de la puissance (bien que la Trésorerie ait reçu instruction de se montrer plus conciliante à l'égard de l'Europe...). Du côté européen, l'arsenal juridique existe, mais il paraît mal adapté aux nécessités du moment, alors que dans le domaine de commerce international, le rapport de forces prime. La preuve du dumping est d'ailleurs difficile à faire, notamment quand les produits sont fabriqués à la commande ou que les pièces sont uniques. Une comparaison de prix peut même s'avérer impossible. Il en est ainsi pour les pays de l'Est, vis-à-vis desquels est utilisée la méthode du coût

de production. Un dossier est en cours à Bruxelles concernant les pelles, les bèches et les pioches, en provenance de Hongrie, de Pologne, de R.D.A. et de Roumanie : les experts ont calculé le prix de ces instruments en Europe et constaté que les prix à l'Est étaient inférieurs de 50 à 60 %. Enfin, il faut intégrer les subventions monétaires, l'usage étant de prendre en compte le taux moyen de change des trois derniers mois.

Le sujet a besoin d'être démythifié. Accuser les autres de dumping, c'est souvent être dupe de phénomènes plus importants, qui sont à l'origine du faible prix des produits étrangers (équipement plus moderne, intégration industrielle plus forte...). Par ailleurs, le dumping n'est pas perdu pour tout le monde : il profite plus aux commerçants — certains industriels préfèrent vendre que produire — qu'aux consommateurs. Enfin, cette pratique — l'exportation au coût marginal — est parfois la seule méthode pour maintenir des courants commerciaux.

MICHEL BOYER.

(Suite de la page 21.)

D'une façon générale, d'ailleurs, les firmes qui prétendent à un minimum de destin au-delà de leurs frontières ne se préparent-elles pas par nécessité aux méthodes de gestion et de contrôle américaines ? La simple perspective de vouloir déboucher sur une « maison », qui sont assemblées marchées hors cote, moins importantes, sans cubiter de faire certifier leurs comptes par des experts du genre « Price Waterhouse » qui sont assemblées outre-Atlantique. Sans aller jusqu'à Wall Street, si les chanciers ne s'y prêtent pas, il sera bon d'avoir été quand même discipliné si l'on veut traiter une fusion avec une firme américaine, ou avec une filiale de firme américaine, ou avec une autre entreprise « méthodique ». Refuser de s'y plier restreint considérablement les possibilités dites de « sorties » des capitalistes non américains. Dans un domaine moins

public, mais déterminant pour les pays européens comme pour les pays en voie de développement, ce'il des transferts de technologie, c'est aussi la doctrine américaine qui domine dans la plupart des domaines de pointe. La convocation pour l'année prochaine d'une conférence mondiale sur la science et la technologie à l'ONU ne semble pas avoir pour effet d'inciter les Etats-Unis à « mettre de l'eau dans leur vin », mais bien plutôt à encourager à affirmer, dans des comités mixtes restreints de fonctionnaires et d'industriels, des axes dans les superpentes, seulement de la puissance, dont ils ne paraissent pas vouloir différer plus longtemps une utilisation plus systématique. Les Dames et Messieurs d'exemple, enfin, celui des multiples points

de droit qui font partie des dossiers qu'on discutera dans le cadre de l'accord général sur les tarifs et le commerce international à Genève dans les prochains mois. Sans doute faut-il commencer par la fameuse méthode de calcul américaine des droits de douane sur l'American Selling Price, qui permet aux Etats-Unis de taxer les importations de l'étranger sur la base du prix en vigueur sur le marché intérieur américain et non, comme le veut la règle générale, sur le prix à l'importation. La remise en cause de ce principe strictement américain a déjà été l'un des points vifs de la négociation du « Kennedy round », qui avait abouti à un désarmement douanier nettement plus fort du côté européen sans que la pratique américaine en ait été changée depuis.

Du côté du GATT

Les accords du GATT prévoient, depuis plusieurs années, que, généralement, les exportations peuvent avoir lieu en franchise d'impôts indirects des pays d'origine sans que l'exemption puisse être considérée comme une subvention à l'exportation, et qu'il en va inversement des importations. Pourtant, les Etats-Unis ne trouvent pas anormale, pour leur compte, la pratique des Domestic International Sales Corporation (DISC), qui permet à leurs firmes d'obtenir l'exemption (plus précisément, le report indéfini) d'impôts sur les bénéfices bruts faits à l'exportation, exemption d'impôts directs dont bénéficient près des deux tiers des exportations américaines. En sens inverse, une jurisprudence aussi absolue que contraire aux termes des accords internationaux du GATT se développe aux Etats-Unis pour condamner les firmes japonaises ou européennes qui exportent aux Etats-Unis en franchise des pots indirects (taxe sur la consommation pour les Japonais, taxe sur la valeur ajoutée pour les Européens). Le tribunal des douanes américain n'a-t-il pas condamné la Zenith Radio Corporation japonaise à une surtaxe américaine « de compensation », en vertu d'une jurisprudence américaine datant de 1903 qui va à l'encontre des accords internationaux signés il y a quelques années ? L'affaire est en appel. En attendant, des firmes sidérurgiques européennes sont attaquées aux Etats-Unis pour le même motif, et des cautions sont exigées des importateurs. Qui fait le droit international ? Et sur quelles législations nationales celui-ci doit-il avoir le pas ? On a vu récemment des

« contrôleurs » canadiens des droits de douane dans les entreprises françaises (sans que l'administration française en ait été prévenue) pour examiner leurs comptes en vertu d'un contrôle antidumping indispensable, disait-on, à la confirmation d'importantes commandes. Dans la jungle commerciale internationale, où va-t-on ? S'il est vrai que, dans bien des cas, les normes imposées par les Anglo-Saxons sont plutôt saines, qu'il s'agisse de lutte contre la corruption, de rigueur comptable, d'utilisation des technologies modernes, des précautions « antitrust » ou antidumping, à l'heure où les Etats-Unis envisagent de porter leurs exportations de 7 % à près de 20 % de leur P.N.B. et où les syndicats américains renforcent leur attitude résolument offensive et protectionniste, l'oubli du respect de la concertation internationale, surtout entre pays qui prétendent faire partie de la même communauté économique occidentale, ne risque-t-il pas de conduire à de déplorables conséquences ?

JACQUELINE GRAPIN.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sarragat.

Imprimerie du « Monde », 5, rue de Valenciennes, PARIS-11^e.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 5767.

A paraître bientôt
EUROPE 2000
Peter Hall

Des universitaires européens ont entrepris, en 1969, de dresser une carte de l'avenir de notre continent. Cette œuvre a fait l'objet d'une coopération internationale et d'une démarche interdisciplinaire sans précédent.

Cet ouvrage a été préparé et dans une large mesure rédigé par le Président du Groupe, Peter Hall, Professeur de Géographie et Président de l'Ecole des Études de Planification à l'Université de Reading.

Veillez m'adresser exemplaires (Prix 495 livres sterling par exemplaire, Europe seulement).

Nom

Adresse

Pays

Adresser les chèques ou mandats à : Fondation Européenne de la Culture 5, Jan van Goyenkade Amsterdam, Pays-Bas

EUROPA

e son poids politique»
ndé des chambres de commerce



GAGNEZ UNE VOLVO 244 DL ET DE NOMBREUX AUTRES PRIX AU GRAND CONCOURS "VOTRE PATRIMOINE ET VOUS" EN VOUS ABONNANT A LA VIE FRANÇAISE

OUI, voici ce que vous pouvez gagner :

- 1^{er} GRAND PRIX :**
Une Volvo 244 DL.
- 2^e GRAND PRIX :**
Une croisière de 3 semaines aux Antilles, pour 2 personnes, à bord du somptueux paquebot Mermoz de la Compagnie Paquet.
- 3^e, 4^e et 5^e PRIX :**
Un briquet CARTIER.
- Du 6^e au 10^e PRIX :**
Une calculatrice de poche BRAUN, 4 opérations, mémoire, calcul de pourcentages, etc...
- Du 11^e au 30^e PRIX :**
Un presse-papier original : la reproduction fidèle d'un lingot d'or.

Répondez à ces 5 questions

1 PLACEMENTS

Monsieur AVERTI, marié et père de 3 enfants, est pour une fois bien perplexé. Il veut placer 150.000 F dès aujourd'hui pour 3 ans, sans prendre de risques, et en effectuant une seule opération. Il se documente et revient chez lui avec une brassée de propositions dont il extrait les placements dits "à revenus fixes" suivants :

1. Livret A de caisse d'épargne.
2. Bons GREP.
3. Bons du Trésor.
4. Bons Cardif.
5. Obligations ordinaires.
6. Livret du Crédit Mutuel.
7. Epargne Logement.

Il craint comme la peste le risque de moins value et veut bien évidemment maximiser son profit net d'impôt. Sachant que son taux d'imposition lui recommande d'opter, chaque fois que c'est possible, pour le prélèvement libératoire, quel placement a-t-il intérêt à choisir en cette fin d'année 77 ?

2 VIE PRATIQUE

Madame DESOLE, mariée sous le régime de la séparation de biens, et mère de deux enfants aujourd'hui majeurs, vient de perdre son époux. Celui-ci, médecin conventionné, n'était pas particulièrement ordonné et n'a pas laissé de testament. Madame DESOLE, qui a 55 ans, fait alors l'inventaire de ce sur quoi elle va pouvoir compter pour vivre. Elle inscrit sur un papier :

1. Le capital-décès de l'assurance-vie contractée par le cher disparu à son profit.
2. Ses propres bijoux.
3. Ses biens personnels.
4. 75% de la retraite de son mari.
5. La moitié de la succession.

de son mari.
Hélas ! Madame DESOLE a commis deux erreurs. Lesquelles ?

3 IMMOBILIER

Monsieur TERME et Madame CONTROVERSE ne sont pas d'accord. Le premier, propriétaire, veut en effet faire payer à la seconde, locataire, les charges désignées ci-dessous. Celle-ci prétend, à juste titre, que certaines de ces charges incombent toujours au propriétaire. Elle a raison puisque son bail ne dégage pas aux accords nationaux passés entre propriétaires et locataires.

1. Entretien courant des chaufferies.
2. Opération de nettoyage de la chaufferie d'immeuble et de ramonage en fin de saison.
3. Frais de location et de relevé des compteurs d'eau.
4. Visite périodique de l'ascenseur.
5. Remplacement des tapis d'escaliers usagés.
6. Taxe d'enlèvement des ordures ménagères, de balayage et taxes diverses.

4 SUCCESSION

Messieurs BIENHEUREUX, PACTOLE et FELICITE reçoivent chacun un héritage estimé à deux millions de francs.

- Héritage BIENHEUREUX :
- Or : 200.000 F
 - Bons de caisse anonymes : 500.000 F
 - Obligations : 200.000 F
 - Appartement ancien à Paris : 850.000 F
 - Mobilier et bijoux de famille : 250.000 F
- Héritage PACTOLE :
- Or : 100.000 F
 - Résidence secondaire dans le Vaucluse : 400.000 F

- Vingt hectares bien entretenus de pins dans les Landes : 300.000 F
- Portefeuille de valeurs industrielles : 1.000.000 F
- Meubles et bijoux de famille : 200.000 F
- Héritage FELICITE :
- Obligations : 450.000 F
- Belle propriété près de Calvi : 900.000 F
- Studio dans immeuble ancien à Lyon : 200.000 F
- Portefeuille de valeurs industrielles : 300.000 F
- Meubles et bijoux de famille : 150.000 F

Sachant que nos héritiers sont tous trois fils uniques, mariés, pères de quatre enfants, en bonne santé, scrupuleux et bien conseillés, sachant qu'ils héritent tous trois de leur père : lequel d'entre eux paiera le moins de droits de succession ?

1. Aucun d'entre eux : les droits à payer étant les mêmes.
2. BIENHEUREUX.
3. PACTOLE.
4. FELICITE.

5 ASSURANCES

Monsieur et Madame PEPIN et un couple d'amis, Monsieur et Madame CASSE, sont partis en week-end par la route. La voiture appartient à Monsieur PEPIN qui a souscrit une assurance "tous risques". Monsieur PEPIN prie le volant à son ami. Un accident survient. Monsieur CASSE se trouve indiscutablement dans son tort. Les 4 occupants sont gravement blessés. Qui sera indemnisé par l'assureur de Monsieur PEPIN ?

1. Monsieur PEPIN
2. Madame PEPIN
3. Monsieur CASSE
4. Madame CASSE
5. Tous les occupants de la voiture
6. Personne ne sera indemnisé

Jetiez un coup d'œil à la liste des prix qui viendront récompenser les 30 gagnants du Concours "VOTRE PATRIMOINE ET VOUS" (ci-dessus) : voilà qui mérite bien quelques instants de réflexion !

Voyez maintenant, plus en détail, les questions qui vous sont posées ci-contre. Aucune n'exige une compétence juridique ou financière particulière. Chacune, au contraire, se rapporte à un cas précis de la vie quotidienne auquel vous pouvez vous-même vous trouver confronté.

Et peut-être serez-vous l'un des heureux gagnants de notre concours.

Avec votre abonnement, un cadeau.

Avec votre abonnement, vous recevrez en cadeau gratuit les 10 Dossiers Spéciaux de LA VIE FRANÇAISE : toutes les réponses aux questions que vous vous posez sur votre patrimoine... votre assurance-vie... les hypothèques, et bien d'autres sujets.

Comment participer au Grand Concours "Votre Patrimoine et Vous" ?

Il vous suffit de faire appel à votre seule perspicacité. Car, pour gagner à notre concours, il n'est pas nécessaire d'avoir de la chance ! Vos qualités d'observation et de réflexion, vos connaissances et votre esprit logique sont vos meilleurs atouts.

Lisez attentivement les 5 questions ci-contre. Pour chacune d'entre-elles, plusieurs réponses possibles vous sont proposées. Inscrivez le numéro de la (ou des) réponse(s) que vous choisissez sur le bulletin d'abonnement et de participation ci-dessous. Le concours étant exclusivement réservé aux abonnés de LA VIE FRANÇAISE, vous devez obligatoirement souscrire un abonnement en postant le bulletin ci-dessous avant le 15 novembre 1977, minuit. (le cachet de la poste faisant foi). Passé cette date, votre titre de participation ne serait pas valable.

Attention ! Avant d'inscrire vos réponses définitives, réfléchissez bien. Toute rature ou surcharge est éliminatoire. Bonne chance !

CHARGE L'ABONNEMENT DE CONCOURS. MAISE AINSI LES MOYENS DE TRAVAIL PROPRIETAIRES.
LA VIE FRANÇAISE
L'OPINION

Pour la défense de vos intérêts

L'étude rigoureuse de la conjoncture politico-économique nous permet en effet de vous en présenter une analyse prospective dont vous saurez tirer parti. Vous découvrirez aussi comment la Bourse peut actuellement vous procurer de confortables revenus en dividendes et en plus-value. Nos conseils juridiques et fiscaux vous aideront encore à résoudre, au mieux de vos intérêts, certains litiges avec l'Administration, vos fournisseurs, les co-héritiers d'une succession, etc... Ils vous guideront chaque fois que vous aurez à préparer un entretien avec votre notaire, votre avocat ou votre comptable. Ainsi, deux ou trois informations de LA VIE FRANÇAISE vous remboursent largement le prix de votre abonnement.

EXTRAIT DU REGLEMENT

1. LA VIE FRANÇAISE organise du 1^{er} septembre au 15 novembre 1977 un concours sur le thème "votre patrimoine et vous". Ce concours fait appel à la perspicacité du lecteur.
2. La participation en est réservée à tous ceux qui souscrivent un abonnement d'un an à LA VIE FRANÇAISE ; les abonnés actuels peuvent également participer en joignant à leur réponse, la bande d'expédition du journal. Les personnels des Sociétés organisatrices et leurs familles ne peuvent participer.
3. Les bulletins réponse et les questions paraîtront dans la presse ou seront envoyés par mailing.
4. Les bulletins complètement et lisiblement remplis devront être retournés, accompagnés de la demande d'abonnement (ou de la bande d'expédition) avant le 15 novembre 1977 minuit, le cachet de la poste faisant foi à LA VIE FRANÇAISE, 2, rue du Pont-Neuf - 75001 PARIS.
5. Les concurrents seront sélectionnés en fonction

de l'exactitude de leurs réponses aux 5 questions posées. Les ex-aequo éventuels recevront à domicile une épreuve complémentaire portant sur la rédaction d'un texte jugé par un jury.

6. Les réponses aux questions posées seront publiées dans le numéro de LA VIE FRANÇAISE paraissant le 21 novembre 1977. Aucune contestation sur ces réponses ne sera recevable si elle n'a été réceptionnée par LA VIE FRANÇAISE avant le 30 novembre 1977.

7. Ce concours est doté de 30 prix d'une valeur d'environ 70.000 F. Les prix ne sont pas échangeables contre des espèces. Il sera attribué un seul prix par famille (même nom-même adresse).

8. La participation implique l'acceptation du règlement déposé chez Me DESAGNEAUX, Huissier à Paris.

9. Le règlement complet peut être obtenu en écrivant à l'adresse du concours (joindre une enveloppe timbrée).

BULLETIN D'ABONNEMENT AVEC TITRE DE PARTICIPATION AU GRAND CONCOURS "VOTRE PATRIMOINE ET VOUS"

à retourner sous enveloppe affranchie à LA VIE FRANÇAISE - 2, rue du Pont-Neuf 75001 PARIS

☐ OUI, je désire recevoir les 52 prochains numéros de LA VIE FRANÇAISE en bénéficiant du tarif préférentiel de 145 F pour 1 an, au lieu de 195 F prix normal, soit 50 F de réduction.

Je recevrai en cadeau gratuit les "10 dossiers spéciaux" de LA VIE FRANÇAISE. Je désire également participer au Grand Concours "VOTRE PATRIMOINE ET VOUS", organisé par LA VIE FRANÇAISE et doté de 30 prix prestigieux.

Voici mes réponses aux questions posées :

- Question 1^{re} : Placements
Réponse : _____
- Question 2^e : Vie pratique
Réponse : _____
- Question 3^e : Immobilier
Réponse : _____
- Question 4^e : Succession
Réponse : _____

Question 5^e : Assurances
Réponse : _____

*Inscrivez le ou les numéro(s) des solutions qui correspondent à votre réponse.

- ☐ Je joins mon titre de paiement à l'ordre de LA VIE FRANÇAISE.
- ☐ Je ne vous envoie pas mon paiement maintenant, je préfère recevoir une facture.

☐ OUI, je désire m'abonner à LA VIE FRANÇAISE en bénéficiant du tarif préférentiel de 145 F pour 1 an, au lieu de 195 F prix normal, et recevoir en cadeau les "10 dossiers spéciaux" de LA VIE FRANÇAISE, mais je ne veux pas participer au concours.

(cochez la ou les cases de votre choix.)

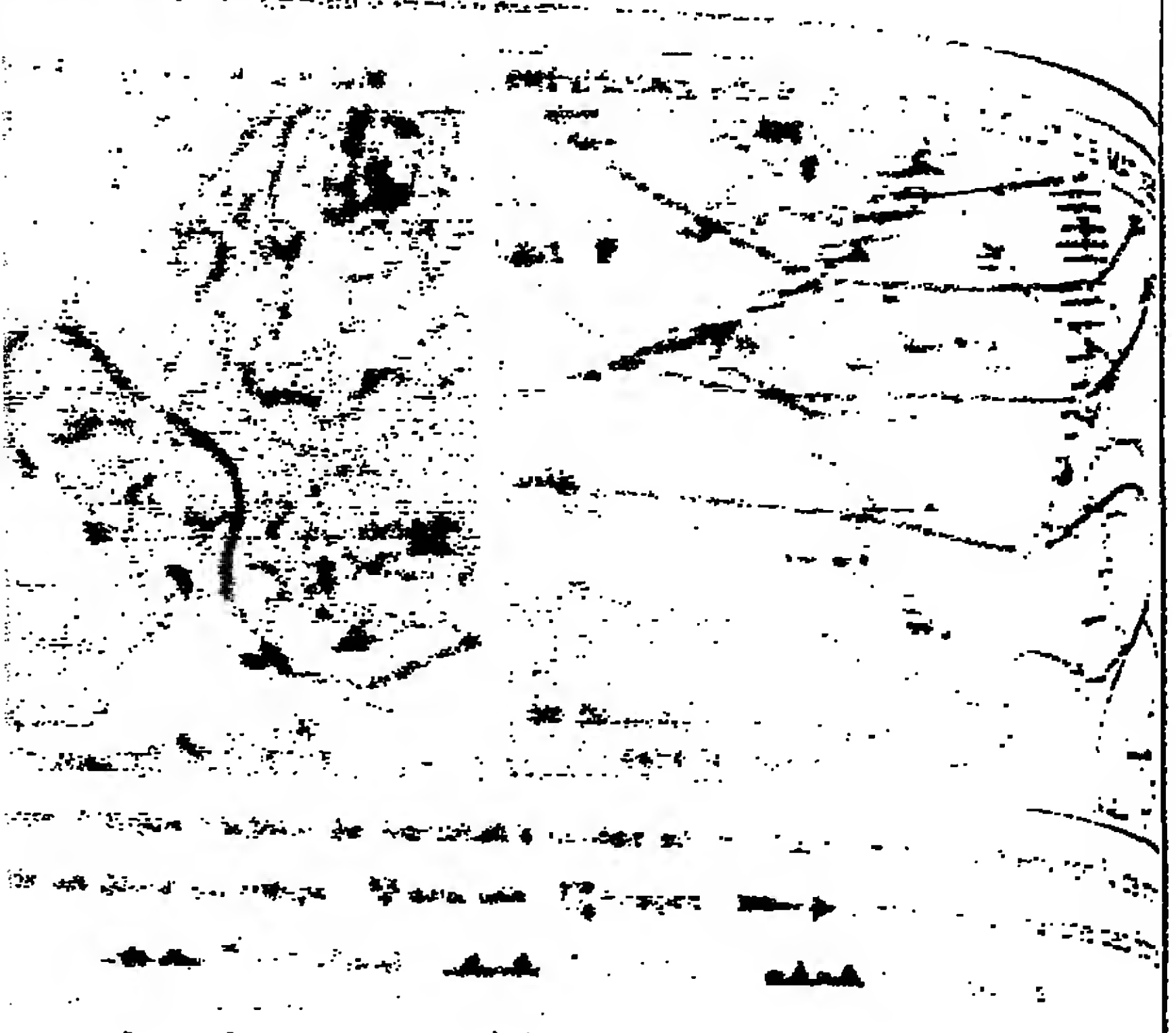
Nom _____ Prénom _____

Adresse N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Signature : _____

ROLOGIE



LUNDI 3 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien ! raconte ; 20 h., Journal.
20 h. 30, FILM : L'HOMME DES VALLEES PERDUES, de G. Stevens (1951), avec A. Ladd, J. Arthur, O. de Wilde, V. Heflin, J. Palance (rediffusion).
En 1920, dans le Wyoming, un homme un peu mystérieux s'incorpore quelque temps à la famille d'un fermier. Il aide celui-ci et ses amis à lutter contre de gros propriétaires convoitant leurs terres.
Apparition de la psychologie et de la sexualité dans le western à l'époque où il n'était pas encore sorti de sa mythologie traditionnelle. Un rôle célèbre d'Alan Ladd.
22 h. 5, Pour le cinéma.
23 h. 25, Journal.

CHAÎNE II : A 2

18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Souvenirs : La joie de vivre ; 20 h., Journal.
20 h. 30, Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55, Alain Decaux raconte : Rudolf Hess.
L'un des anciens deschamps de Hitler emprisonné à Berlin-Spandau.
22 h. 55, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : le philosophe J.-P. Dollé ; 20 h., Les jeux.
20 h. 30, FILM (cinéma public) : MODESTY BLAISE, de J. Losey (1968), avec M. Vitti, T. Stamp, D. Bogarde, H. Andrews, M. Craig, S. Cabal (rediffusion).
Une vampa chargée par les services secrets anglais de protéger des diamants destinés à un roi d'Arabie, se heurte à un cartel international, son vici, ennemi.
Une parodie de James Bond inspirée des aventures d'une héroïne de bandes dessinées. Réalisation et humour trop sophistiqués. On s'amuse ferme.
22 h. 25, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., La Plage, de S. Sarda. Réalisation J.-P. Colas. Avec B. Arlet, J. Bolley, J. Danno ; 21 h., Écoles de Paris ; 22 h. 30, Entrée avec... André Masson ; 23 h., Le Festival d'automne.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Entre chien et loup ; 20 h. 30, Musique à découvrir : Océor à vent Maurice Bourges ; Deux rythmes, Rondino (Beethoven), Sinfonietta (Dionisi), Adagio K. 580 (Mozart), Quintette (Reicha), Septuor, création (S. Lejeu) ; 22 h. 30, Musique enregistrée.

d'une mine à la banque, un convoi d'or. Il engage deux aides qui décident de s'emparer de l'or.
Ce western au thème traditionnel mais au traitement non conformiste (méditation sur la violence et la mort, scènes d'action magistrales) révéla Sam Peckinpah.
22 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

13 h. 30, Livre parcours variétés ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « Un mois d'octobre à Paris », de Geneviève Gosselin ; 14 h. 45, Les après-midi de France-Culture... géométrie variable ; 18 h., Match ; 19 h. 25, Ne quittez pas l'écoute ; 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 30, Les écoles de Paris ; 18 h. 30, Feuilleton : « Le Nageur noir », de Fred Boya, adaptation E. Noll ; 19 h. 25, Sciences ;

20 h., Dialogues : « Mythologie du dessin animé », par B. Escarot et A. Méléard ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Entrée avec... André Masson, par N. Neveux ; 23 h., Rencontre à Beaubourg ; l'IRCAM.

FRANCE-MUSIQUE

13 h. 15, Stéréo postale ; 14 h., Mélodies sans paroles... musique ancienne ; à 15 h., Œuvres de M. Leclair, Haydn, Beethoven, Liszt, Copland, J. Bodin de Bois-mortier ; 17 h., Studio 107 ; 18 h. 2, Écoute, magazine musical ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Entre chien et loup ;
20 h. 30, Festival estival de Paris 1977... Capella Antiqua de Munich, direction K. Rüchard ; chant grégorien de l'école Notre-Dame ; 23 h., France-Musique la nuit.

VU

Plaidoyer pour le rêve

L'Homme en question, dimanche, c'était Jean-Christophe Averty. Pourquoi Jean-Christophe Averty ? Parce que nos chaînes n'ont plus, à les croire, les moyens de s'offrir ses services. Et alors ? Alors, il n'est pas content, il crie, il vitupère, il se plaint, il se révolte, il se réveille et se réveille en imprécations contre une réforme « décevante et dégradante ». Tout ce tapage, tout ce bruit, les médias s'en font écho, forcément, n'est-ce pas leur rôle ? A défaut de le laisser s'exprimer derrière les caméras, on l'invite bien volontiers à venir parler devant.

blir l'équilibre, en donnant aux grands perdants de la course à la médiocrité (Marcel Blumel) de la, lui aussi l'occasion de venir étaler leur rancœur à l'égard, à quelque chose d'un peu déplaçant.

Son numéro est très bon, très amusant, très au point, pas cher pour deux sous : le prix du plaisir. Nos sociétés de production se l'arrachent donc. Ne les remerciez pas, tout le plaisir est pour elles. Quant à lui, il est ravi : cela le confirme dans son dédain de ce qu'il appelle la télé-parlotte. Un mépris qui s'arrête — il l'a souligné et on lui en saura gré — aux portes de FR 3, seule capable, seule désirable, malgré la rigide lourdeur de son cahier des charges, de lui donner parfois encore asile. Cela dit, cette façon de réta-

Le point de vue d'Averty, partagé par nombre de réalisateurs en chômage, on le connaît : la concurrence, les sondages, la rentabilité, ont fait voler en éclats des tentatives antérieures au rêve, aujourd'hui fermées par les bureaux d'étude de produits préfabriqués défilés en tranches hebdomadaires, tristes savonnets venus remplacer sur nos écrans les jeux d'artifice d'antan. Ce grand public auquel on doit s'adresser, cela n'existe pas. Ce qui existe, c'est une infinité de publics, dont les intérêts se recoupent et se regroupent selon d'obscures lignes de partage.
Il a absolument raison. C'est vrai. Ce qui est vrai aussi, mais cela on n'ose pas trop le dire, c'est que la roue tourne, que les goûts changent, et les esprits. C'est que la nouvelle télé correspond mieux que l'ancienne à l'évolution générale de l'audiovisuel : dramatiques obligées de céder partout le pas devant les téléfilms, documentaires de création partout relégués au second plan par ce qu'on appelle maintenant des « docu-drames ».

CLAUDE SARRAUTE.

MARDI 4 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 45, Restez donc avec nous ; 14 h. 30, FILM : LE CŒUR SUR LA MAIN, d'A. Berthomieu (1948), avec Bourvil, M. Philippe, R. Berri, J. Louvigny, C. Boullaud (N., rediff.).
Le bedeau d'un village normand devient à Paris une vedette de cabaret. Il s'oppose à une chanteuse qui n'en veut qu'à son argent.
Une satire sans grande portée de l'univers du music-hall parisien. Mais Bourvil y trouve l'occasion d'une composition plus nuancée, plus humaine que dans ses premiers films.
18 h., A la bonne heure ; 18 h. 35, Pour les petits ; 18 h. 40, L'île aux enfants ; 19 h. 5, Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Eh bien ! raconte ; 20 h., Journal.
20 h. 30, Série documentaire : les Provinciaux de la Vigne et le Vin, première partie, les Raisins de la passion. Prod. J.-C. Bringuier, réal. H. Knapp.
21 h. 30, Variétés : Le temps fuit, je le sours, prod. P. Sabagh, réal. B. Lion.
22 h. 30, Concert : Mozart, Vivaldi, Bach, 23 h., Journal.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35, Magazine régional ; 13 h. 50, Feuilleton : Les enfants des autres ; 14 h. 5, Aujourd'hui, madame ; à 15 h., Série : Koljak ; 15 h. 55, Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55, Fenêtre sur... les métiers d'art ; 18 h. 25, Dorothée et ses amis ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Ouvrez l'œil ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Les dossiers de l'écran. FILM : S.S. REPRESAILLES, de G. Pan Cosmatos (1972), avec R. Burton, M. Mastroianni, L. McKern, R. Montagnani.
A Rome, en 1944, un attentat des partisans cause la mort de trente-trois S.S. Le colonel Kappler, chef de la sécurité allemande, organise alors l'exécution de trois cent trente otages.
Le constat rigoureux et horrifiant d'un assassinat collectif ordonné par un nazis, que se réveille étonné a réplacé sous les yeux de l'humanité.

Vers 22 h., Débat : L'affaire Kappler.
23 h. 30, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Émissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Les Quakers ; 20 h., Les jeux.
20 h. 30, FILM (westerns policiers, aventuriers) : COUPS DE FEU DANS LA SIERRA, de S. Peckinpah (1962), avec R. Scott, J. McGraw, M. Hartley, R. Starr, Ed. Buchanan.
Un vieux shérif se charge d'emmener,

LUNDI 3 OCTOBRE

M. François Ceura, président du C.N.F.F., est l'invité du Journal d'Antenne 2, à 20 heures.
La tribune libre est ouverte à Jean-Paul Dollé sur FR 3, à 19 h. 40.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 4 OCTOBRE

J.-P. Canon reçoit M. Robert Boulton, ministre de l'économie et des finances sur R.-M.-C., à 8 h. 30.
MM. Jacques Delors, conseil-

ler économique du P.S., et Fernand Chotard, vice-président du C.N.F.F., parlent de la politique de l'emploi sur TF 1, à 13 heures.
Les quakers disposent de la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

Liste officielle

Vous avez un métier? Manpower vous attend.

Même pour un simple dépannage, ce sont des gens de métier que Manpower détache chez vous.

MANPOWER

Colin Crawford Peur

CAUTION MUTUELLE adhérent **SOCAMETT** TRAVAIL TEMPORAIRE

SPORTS

AUTOMOBILISME

Niki Lauda est officiellement champion du monde

Quatrième du Grand Prix des États-Unis, côté Est, disputé dimanche 2 octobre à Watkins-Glen (État de New-York) et remporté par James Hunt (Mac Laren), Niki Lauda a marqué les points suffisants pour être officiellement champion du monde des conducteurs. Il lui fallait se classer au moins troisième dans l'un des trois derniers Grands Prix (États-Unis, Canada, Japon). Il est donc désormais tout à fait hors de question de remporter le titre mondial, le championnat est terminé, seul reste le classement des pilotes de la saison, et c'est là que Niki Lauda (46 points) est en concurrence pour la loge voudrait que la Lotus de Mario Andretti l'emporte sur la Wolf de Jody Scheckter.

La fin de saison, en 1977, sera à tous égards moins intéressante que celle de l'an passé, où le titre s'était joué, au Japon. Le pilote autrichien, on s'en souvient, fut victime d'un accident qui le priva de la victoire, mais il fut réhabilité par sa performance de Nürburgring, avait préféré abandonner sous la pluie, plutôt que de prendre des risques qu'il jugeait exagérés. Par ce choix, il renouait avec Ferrari qui a procédé au mois dernier à la rupture entre le pilote et le constructeur.

C'est le deuxième titre mondial que remporte Niki Lauda, champion, pour l'instant, des années impaires (1975, 1977). Il a gagné trois Grands Prix cette année (Afrique du Sud, R.F.A., Pays-Bas) et, pour l'essentiel, s'est classé deuxième. Il conduira l'année prochaine une Brabham-Alfa-Romero. — F.J.

CYCLISME

Le règne naissant de Bernard Hinault

De notre envoyé spécial

Cannes. — Déjà vainqueur cette année de Gand-Wevelgem et de Liège-Bastogne-Liège, Bernard Hinault a confirmé sa valeur athlétique ainsi que l'étendue de son registre en gagnant dimanche 2 octobre, le Grand Prix des Nations, organisé sur 90 kilomètres contre la montre autour de Cannes. Le résultat est d'autant plus significatif que le jeune coureur français a dominé Zoetemelk, l'éternel, et quelques-uns des meilleurs rouleurs du moment, au nombre desquels le Danois Marcussen, le Belge Van Den Broecke et l'Allemand Braun, champion du monde de poursuite.

Zoetemelk s'est classé deuxième à 3 min. 15 et Maertens, troisième à 3 min. 45. Quant à Hinault, il a fait preuve d'une maîtrise et d'une endurance qui lui ont permis de tenir la cadence de 30 kilomètres à l'heure pendant 90 minutes. L'exercice était manifestement trop ardu pour un homme de quarante et un ans, qui n'avait pas choisi la facilité en participant une dernière fois à cette épreuve exigeante entre toutes. Son courage n'a pas suffi.

Le superlatif doit à ce jour être réservé à son adversaire et à la moyenne qu'il a réalisée, compte tenu d'un parcours fortement accidenté (41754 kilomètres-heure), situent Bernard Hinault parmi les plus brillants vainqueurs du Grand Prix des Nations. En comptant les différents points, on obtient un classement qui a été établi par le comité d'organisation. Zoetemelk a gagné à 3 min. 15 sec. et Maertens (B.), à 3 min. 45 sec. Quant à Hinault, il a fait preuve d'une maîtrise et d'une endurance qui lui ont permis de tenir la cadence de 30 kilomètres à l'heure pendant 90 minutes. L'exercice était manifestement trop ardu pour un homme de quarante et un ans, qui n'avait pas choisi la facilité en participant une dernière fois à cette épreuve exigeante entre toutes. Son courage n'a pas suffi.

Le tournoi de la Côte d'Azur, cette classique du chronomètre, qui se déroulait autrefois dans la région parisienne, comportait sans doute des difficultés excessives favorisant a priori les grimpeurs au détriment des rouleurs spécifiques. Le fait qu'un routier qui tenait comme Hinault la vitesse Zoetemelk à 3 min. 15 sec. et Thénien à 3 min. 28 sec. semble indiquer qu'elle s'adressait surtout aux athlètes complets du vélo, ambitieux et parfaitement préparés.

JACQUES AUGENDRE.

TENNIS

Interdiction de la raquette à double cordage

Réuni samedi 1^{er} octobre, à Barcelone, le comité directeur de la Fédération internationale de tennis a décidé d'interdire la raquette à double cordage jusqu'à l'assemblée générale de la FIT, qui aura lieu en juillet 1978, à Londres. Ce genre de raquette, selon lui, change les conditions techniques du jeu et influe sur les résultats, à tel point qu'il n'est pas question qu'il soit autorisé dans les tournois officiels, les rencontres de Coupe Davis et les matches du Grand Prix professionnel. La démonstration en était donnée au tournoi d'Aix-en-Provence. Le tournoi de la Raquette d'or, à Aix-en-Provence, a enregistré des performances aussi surprenantes qu'à la Coupe Forêt de la part des joueurs qui utilisaient la raquette à double cordage, dont nous avons expliqué le fonctionnement à l'assemblée générale de la FIT, samedi 1^{er} octobre, à Barcelone. Le tournoi de la Raquette d'or, à Aix-en-Provence, a enregistré des performances aussi surprenantes qu'à la Coupe Forêt de la part des joueurs qui utilisaient la raquette à double cordage, dont nous avons expliqué le fonctionnement à l'assemblée générale de la FIT, samedi 1^{er} octobre, à Barcelone.

UNE SOIRÉE PARISIENNE EN PARTIE MANQUÉE

Ce devait être la fête du football parisien samedi 1^{er} octobre au Parc des Princes, mais la déconvenue fut grande pour les quarante-cinq mille spectateurs qui assistèrent, en fait, à la soirée des occasions manquées pour les trois équipes de la région parisienne, celles-ci opérèrent pour la première fois, sans doute pour la dernière fois de la saison, sur le même stade.

Le match nul, 0-0, qui résulta de la rencontre entre Paris-Foot-Club et le Red Star, pour le compte du championnat de deuxième division, laisse peu d'espoir aux deux équipes d'avoir réussi la conquête d'une partie de ce public record. Pour Paris-Saint-Germain, nettement défilé par Nice, 3 à 0, le problème sera de reconquérir ces spectateurs.

Après quatre victoires consécutives, la venue des Nicos, leaders de la compétition, offrait aux Parisiens un test et la possibilité, en cas de succès, de revenir à deux points de leurs vis-à-vis. On aurait pu raisonnablement penser que les Parisiens prépareraient ce match dans les meilleures conditions.

C'était compter sans l'incompréhension de leurs dirigeants, qui avaient conclu, quatre jours plus tôt, une rencontre amicale avec l'équipe nationale du Canada au stade olympique de Montréal. Les fatigues du voyage et du déplacement ont été les responsables de la défaite, les Nicos ont été surmontés, si ce n'est de justesse, par New-York, les footballeurs parisiens n'avaient obtenu une trentaine d'heures à l'aéroport de Montréal.

Dès lors, faut-il s'étonner si la résistance des Parisiens s'effiloche au fil des minutes et si la prestation nigroise tourne à la démonstration en deuxième mi-temps, après les buts de Jouve (15 minutes), Bjekovic (34 minutes) et Kalinski (40 minutes). Avec une défense solide et raisonnée, un milieu de terrain complet et expérimenté et une attaque de jeunes sur tous les côtés, Tokyo, par sa puissance, et Bjekovic, par son adresse, sont des dangers permanents, l'équipe nigroise a fait grosse impression. Mais Paris-Saint-Germain, qui sentait-il, ce soir-là, un test valable ? — G. A.

FOOTBALL

LES ADIEUX DE PELÉ

« Il faut partir quand le public veut que l'on reste »

On ne reverra plus Pelé sur un terrain de football, si ce n'est peut-être quelques minutes pour des joutes de grands joueurs ou des rencontres de bienfaisance. Au retour d'une tournée triomphale en Asie et notamment en République populaire de Chine, il a disputé, le 1^{er} octobre, devant soixante-quinze mille spectateurs, son dernier match.

« Si la douleur m'empêchait de jouer, je n'aurais pas pu continuer », dit Pelé, qui a d'abord su grand ami des gosses. Ce dont le public a pu se rendre compte, c'est que le Brésilien n'a rien de l'homme qui ne joue pas. Il a été accepté partout, et je suis heureux d'avoir contribué à prouver qu'avec la simplicité et la sincérité il était possible de réunir toute l'humanité.

Unaniment considéré par ses pairs et par tous les observateurs comme le meilleur footballeur de tous les temps, Pelé a d'abord su les camées au plus haut niveau, les aspects les plus séduisants de son sport durant vingt années. Mais cette réussite, la fréquentation des grands de ce monde et les sollicitations de toutes parts dont il n'a cessé d'être l'objet n'ont jamais altéré sa modestie, sa générosité, son amour des enfants et son respect pour les classes sociales les plus défavorisées.

A une époque où les enfants ne croient plus aux contes de fées, Pelé aura eu le mérite de leur faire voir un exemple et de leur faire rêver par son exemple et sa réussite des millions de jeunes sur tous les continents. L'histoire de Pelé est, en effet, celle d'Edson Arantes do Nascimento, un jeune Noir brésilien né le 21 octobre 1940, à Três-Coracoes (État de Minas-Gerais), d'un père dont la carrière de footballeur et la

Le 7 juillet 1957, à seize ans et huit mois, Pelé revêtit pour la première fois le maillot de l'équipe nationale brésilienne, au stade Maracana de Rio-de-Janeiro. Entré en jeu au deuxième mi-temps, il marqua le seul but de son équipe, néanmoins battu par l'Argentine (2 à 1). Moins d'un an plus tard, il devenait un héros national en contribuant largement à la première victoire du Brésil en Coupe du monde. En quart de finale, il avait assuré la qualification de son équipe contre les Gellois (1-0), mais c'est pourtant contre les Français, battus 5 à 2 en demi-finale, qu'il obtenait sa première grande consécration internationale en marquant trois buts, avant de récidiver par deux fois, sur des exploits individuels, en finale contre la Suède, décisive sur le même score.

En 1962, au Chili, le Brésil conservait la Coupe du monde, mais pour l'épreuve s'était achevée en huitième de finale contre la Tchécoslovaquie, à la suite d'une profonde déchirure musculaire. Quatre ans plus tard c'est encore sur une chaise qu'il quittait le terrain anglais, victime cette fois des agressions répétées du Bulgare Jetchev et du Portugais Morais.

Au rythme de cent dix matches par an avec le Santos Football Club, Pelé continuait d'accumuler les buts, même s'il modifiait peu à peu son jeu pour donner une part de plus en plus importante à la construction en partant d'une position plus en retrait. Il était le premier et resta le seul footballeur à avoir marqué mille buts dans sa carrière (2). Cet exploit devait se produire le 19 novembre 1969. Une plaque commémorative avait été gravée et scellée avant le match pour célébrer l'événement au stade Maracana, mais il fallut attendre les dix dernières minutes pour que Pelé, plus surveillé que jamais par les défenseurs du Vasco-de-Gama, parvienne à ses fins, grâce à un penalty.

« Après Pelé, le football ne sera plus tout à fait le même chose », disait Milton Santos, un autre grand joueur brésilien. Ce sera plus vrai encore désormais, car la conquête des États-Unis par le football ne manquera sans doute pas de révolutionner ce sport.

GERARD ALBOUY.

(1) Partie de football disputée sur un terrain pelé.
(2) À titre de comparaison, l'Allemand Gerd Müller, meilleur buteur européen et champion du Pelé dans ce domaine, a inscrit un peu moins de six cents buts, matches amicaux non compris.

« Athlétisme »
PAS DE RÉHABILITATION POUR GUY DRUT

Le comité directeur de la Fédération française d'athlétisme, réuni le dimanche 3 octobre, a refusé d'examiner la demande de réhabilitation présentée par Guy Drut. Le champion olympique du 110 mètres haies souhaitait récupérer la licence qui lui avait été retirée en raison des propos qu'il avait tenus sur l'amateurisme (le Monde du 5 octobre 1976).

Le comité directeur, qui a estimé qu'aucun élément nouveau n'était intervenu depuis un an, a également refusé la collaboration du champion français qui ne pourra désormais remplir les fonctions d'entraîneur ou de dirigeant.

LES RÉSULTATS

Automobilisme
Championnat du monde des conducteurs (formule 1). Grand Prix des États-Unis, côté ouest, à Watkins-Glen, État de New-York.
1. Hunt (Mac Laren); 2. Andretti (Lotus); 3. Scheckter (Ferrari); 4. 2 sec.; 5. Scheckter (Ferrari); 6. 1 min. 41 sec.; 7. Repas (Ferrari); 8. 1 min. 48 sec.; 9. 1 min. 49 sec.; 10. 1 min. 50 sec.; 11. 1 min. 51 sec.; 12. 1 min. 52 sec.; 13. 1 min. 53 sec.; 14. 1 min. 54 sec.; 15. 1 min. 55 sec.; 16. 1 min. 56 sec.; 17. 1 min. 57 sec.; 18. 1 min. 58 sec.; 19. 1 min. 59 sec.; 20. 2 min. 00 sec.

Handball
CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (Deuxième journée)
Paris 13 bat Besançon 20-15
Nantes bat Caen 22-17
Paris U.C. bat Caen 17-16
Paris U.C. bat A.S.P. Police 17-18
Ivry bat Toulouse 24-20

Cyclisme
GRAND PRIX DES NATIONS
1. Hinault (F.), les 90 km en 2 h. 9 min. 19 sec.; 2. Zoetemelk (P.-B.), à 3 min. 15 sec.; 3. Maertens (B.), à 3 min. 45 sec.; 4. Van den Broecke (B.), à 3 min. 45 sec.; 5. Den Hertog (P.-B.), à 5 min. 53 sec.; 6. Braun (P.-B.), à 7 min. 53 sec.; 7. 10. Cossu (F.), à 7 min. 53 sec.; 8. Chavannes (F.), à 8 min. 25 sec.; 9. Thénien (F.), à 8 min. 25 sec.; 10. Cossu (F.), à 8 min. 46 sec.; 11. Maertens (B.), à 9 min. 2 sec.; 12. 1 min. 50. Pouillon, à 12 min. 37 sec.

Football
CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (Deuxième journée)
Saint-Etienne b. Nîmes 2-1
Strasbourg b. Metz 2-1
Reims b. Valenciennes 2-1
Nîmes b. Paris-Saint-Germain 2-0
Bastia b. Brest 3-2
Nancy b. Lyon 3-1
Marseille b. Saint-Etienne 1-1
Laval b. Rochefort 3-1
Lens b. Troyes 3-2
Marseille b. Bordeaux 2-1

Rugby
CHALLENGE DU MANOIR (troisième journée)
Poule A
Béziers bat Narbonne 25-9
Stade toulousain b. La Voulte 28-9
Poule B
P.U.C. b. Toulon 12-11
Lyon b. Biarritz 32-10
Montpellier b. Romans 10-9
Vichy b. Toulon 9-9
Poule C
Perpignan b. Mont-de-Marsan 44-4
Castres b. Pau 11-9
Poule D
Bordeaux b. Agen 28-24
La Rochelle b. Béziers 17-13
Poule E
Narbonne b. Gascogne 24-6
Montauban b. Bayonne 18-17
Poule F
Dax b. Agen 21-0
Bayonne b. Auch 34-12

Volley-ball
Les championnats d'Europe disputés en Finlande ont pris fin le 2 octobre sur la double victoire des équipes masculines et féminines soviétiques, qui ont conservé leurs titres. Dans l'épreuve masculine, les Soviétiques se sont imposés en finale devant les Polonais, champions du monde et olympiques, en quatre sets (3-0, 3-0, 3-0, 3-0). Les Français ont pris la dixième place après avoir été battus par les Allemands de l'Est (3-0, 3-0, 3-0, 3-0).

Chez les dames, l'Union soviétique a gagné la finale en trois sets (3-0, 3-0, 3-0), devant la République démocratique d'Allemagne.

5072

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	43,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALS	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,46
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

Electrochemistry Research

DIAMOND SHAMROCK ELECTRORESEARCH S.A., a subsidiary of a U.S. based international company, is establishing a European research center in Geneva, Switzerland, offering outstanding career opportunities to the scientist who is interested in a position as:

Section Manager

Must have a record of proven performance in industrial electrochemical research with supervisory experience. Job would involve the direction of 10-15 professionals and technicians in bench and semi-pilot experimental programs.

Group Leader

Full responsibility for the direction of a task force of 2-5 professionals in exploratory and applied research programs in industrial electrochemistry.

Scientists

Unique opportunity for qualified engineers or chemists to explore the advanced uses of electrochemistry in the fields of specialized electrodes, organic synthesis, batteries and pollution control devices.

Applicants should be fluent in English and French or German with other languages an asset.

We offer excellent salary and fringe benefits plus the opportunity for the employee to broaden his scope of accomplishment within a truly international research environment. Applicants are requested to send detailed curriculum vitae and salary information in confidence to Universal Media, chaussée de La Hulpe 122, B-1050 Brussels, Belgium, who will transmit. Could you please put on top of the envelope, the ref. 487.

TED LAPIDUS
TRICOT
embouteilleuse

DIRECTEUR TECHNIQUE

disponible de suite
pour notre entreprise française
TRICOTAGE RECTILIGNE
PULL OVER

Ce cadre aura la responsabilité
totale de la réalisation
des programmes de fabrication,
organisation, formation.

- Résidence agréable
- Rémunération intéressante.

Adresser lettre manuscrite
avec C.V. détaillé à
TEEN-PULLS
160, rue Montmartre,
75002 PARIS.

DANS LE CADRE D'UN ACCORD DE COOPÉRATION FRANCO-ALGÉRIEN

RECHERCHES

INGÉNIEURS ET SPÉCIALISTES

pour assurer l'enseignement des sciences géodésiques dans l'école nationale supérieure d'Algérie. Les candidats sont recrutés sous contrat de coopération de deux ans renouvelable.

- Les qualifications suivantes sont requises :
- INGÉNIEUR spécialité photogrammétrie.
 - INGÉNIEUR géomètre spécialité routes ou V.D.
 - INGÉNIEUR spécialité géodésie (levé à petites échelles).
 - INGÉNIEUR géomètre apte à assurer l'enseignement de la topographie.
 - DESSEINATEUR géomètre enseignement dessin de cartes et spécialité couché à tracer.
 - DESSEINATEUR cartographe enseignement dessin de cartes et spécialité couché à tracer.

Envoyer candidature avec C.V. et prêt, n° 7.682, « le Monde » P. 5, rue des Italiens, 75421 PARIS-8^e.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi, mercredi).

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

CINQ INGÉNIEURS

hautement qualifiés et ayant au moins 5 ans d'expérience dans l'une des disciplines suivantes et capables de les enseigner

Ingénieur mécanicien

(Un poste à pourvoir)

Expérience des équipements suivants : machines tournantes, pompes, turbines, compresseurs, groupes électrogènes, stockage de gaz sous pression, cryogénie. (Référence IX/MB.)

Ingénieur électricien

(Un poste à pourvoir)

Expérience des installations de force électrique : transformateurs, disjoncteurs, contrôleurs automatiques (régulation de vitesse, usines de pétrole chimie ou similaires). (Référence IX/MB.)

Expérience obtenue dans le raffinage du pétrole, traitement du gaz naturel, ou installation pétrochimique serait un avantage. Connaissance de l'anglais essentielle.

- LA SOCIÉTÉ OFFRE :
- Formation aux États-Unis.
 - Salaires élevés en francs français.
 - Indemnité en monnaie locale.
 - Contrat initial de 2 ans renouvelable.

Ecrire avec C.V. en rappelant la référence du poste à TAS, 77, rue La Boétie, 75008 PARIS.

Ingénieur instrumentiste

(Un poste à pourvoir)

Connaissances approfondies et expérience en appareillage de contrôle de procédés électroniques et pneumatiques ainsi qu'en chromatographie en phase gazeuse. (Référence IX/MB.)

Ingénieur chimiste

(Deux postes à pourvoir)

Bonnes connaissances en analyse chimique et ayant quelques années d'expérience dans un laboratoire de contrôle de produits du pétrole ou de pétrole chimie ou similaires. (Référence IX/MB.)

Expérience obtenue dans le raffinage du pétrole, traitement du gaz naturel, ou installation pétrochimique serait un avantage. Connaissance de l'anglais essentielle.

- LA SOCIÉTÉ OFFRE :
- Logement gratuit en bungalow individuel permettant la présence des familles.
 - Facilité pour l'éducation des enfants.
 - Compté annuel avec transport gratuit pour le personnel et leur famille.

Ecrire avec C.V. en rappelant la référence du poste à TAS, 77, rue La Boétie, 75008 PARIS.

Pour l'une de ses divisions ayant des Centres d'exploitation en AFRIQUE FRANCOPHONE

spécialisés dans la vente de matériels pour les Travaux Publics, l'Agriculture et l'Industrie
Très important groupe international recherche

futurs directeurs

Les candidats sélectionnés seront diplômés des GRANDES ÉCOLES AM H.E.C., E.S.C.P., E.S.S.E.C. ou écoles similaires et auront acquis, de préférence dans entreprises ayant même vocation, une solide expérience du technico commercial et de la gestion.

Dans un premier laps de temps d'une durée de 2 ans environ, il leur sera confié un poste d'un niveau qui leur permettra de s'adapter dans le cadre de la division aux fonctions de chef d'établissement.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + prétentions + photo s/n° 7609 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Importante Société recherche pour

ABIDJAN

RESPONSABLE COMPTABILITÉ

D.E.C.S. ou niveau
30 ans minimum
Expérience africaine souhaitée
Contrat d'expatrié
Avantages en nature.
Adresser C.V. photo et prétentions/réf.
6801 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063
Paris cedex 02 qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

offres premier emploi

EUROMARCHE

35 HYPERMARCHÉS

C.A. + 5 milliards de Francs

organise

JEUNES DEMANDEURS D'UN PREMIER EMPLOI

des stages pratiques de 8 mois dont 200 heures de formation théorique.
Rémunération par le F.P.A. : 90 % du SMIC soit environ 1 500 F.

- Les stagiaires devront avoir : 18 ans minimum, un bon niveau de formation générale BEPC, BAC GS, DUT, BTS distribution ou équivalent.
- Ces stages de formation permettront aux candidats d'accéder à une qualification professionnelle dans la fonction commerciale.
- Les stagiaires peuvent être accueillis dans les magasins de :

Alcoa Provence - Angers - Athis-Mons - Autoul - Fins - La Villette - Mulhouse - Nantes - Nîmes - Sevan - St-Brieuc - Evry - St-Michel - Stains - Toulouse - St-Quentin en Yvelines - Belfort - Paris 13^e - Nancy - Créteil - Sartrouville.

Pour tous renseignements, adressez-vous à EUROMARCHE le plus proche de votre domicile.

Laboratoire Chimie - Université de Bordeaux
recherche pour 1^{er} emploi

INGÉNIEUR ou MAÎTRE ÈS-SCIENCES

pour travaux sur sujet industriel, en liaison avec une firme nationale importante.

- Allocation d'étude et possibilité de thèse et d'emboursement ultérieurs.
- Envoyer curriculum vitae et photo au C.E.S.S.O., 2, place de la Bourse, - 33076 BORDEAUX Cedex.

offres premier emploi

Le Monde met chaque jour à la disposition de ses lecteurs cette rubrique dans les pages d'annonces classées :

OFFRES PREMIER EMPLOI

afin de regrouper les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE LAITIÈRE

responsable des relations sociales

Rattaché directement au Directeur Général, ses responsabilités s'exerceront dans tous les domaines de la gestion et de l'administration du personnel.

Ce poste évolutif, basé dans une grande ville de l'Ouest, intéresse un cadre de formation supérieure, ayant acquis une première expérience de 3 à 4 ans dans la fonction personnel, y compris les relations sociales, de préférence en usine.

Adresser lettre, C.V. et rémunération actuelle sous réf. 715M à notre Conseil

centor DEPARTEMENT
EMPLOI
13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ELECTRODOMESTIQUE

recherche pour URGENT

de BASSE-NORMANDIE

UN ACHETEUR QUALIFIÉ

IL SERA RESPONSABLE :

- des approvisionnements
- du contrôle des stocks pour les produits concernés.

Il devra avoir de bonnes connaissances en matière de composition des circuits et électroniques et une certaine expérience de la gestion informatique.

Postion : Assimilé cadre.

Ecrire sous la référence 1503 à SPERAN, 12, rue Jean-Jacques - 95007 PUTEAUX.

Importante Société Industrielle

leader dans sa branche, recherche

adjoint chef service commercial

Formation ingénieur électricien ou thermicien.

Anglais et allemand courants 2 ans d'expérience minimum souhaités.

Env. lettre man. avec CV détaillé sous réf. 28398 à HAVAS CONTACT 49, rue du Pât Henriot 69002 LYON.

Le candidat retenu sera chargé :

- d'études et de réalisation de dossiers ;
- de la mise en œuvre sur chantiers (France et étranger).

Expérience nécessaire de quelques années dans le domaine de l'ingénierie.

Langue anglaise souhaitée.

Lieu de travail habituel : Orléans

Adresser curr. vitae et prétentions sous n° 28226, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

CONTROLEUR de GESTION INDUSTRIELLE

— INGÉNIEUR

Dans le cadre de leur expansion, les laboratoires de cosmétologie, Yves Rocher - 1200 personnes - créent le poste de Contrôleur de Gestion Industrielle. SON RÔLE :

- rationaliser le suivi des prix de revient ;
- créer un contrôle de production ;
- conseiller les responsables techniques pour leurs problèmes de gestion, d'investissements et de coûts ;
- systématiser l'utilisation de l'informatique de gestion.

SON PROFIL :

- 25 ans minimum ;
- 3 à 5 ans d'expérience du contrôle de gestion en milieu industriel, formation ingénieur souhaitée.

Adresser C.V. et rémunération actuelle sous réf. 7101 LM au

CEIP CONSEIL D'ENTREPRISES
20, rue de Brac 95008 RENNES
qui garantit réponse et discrétion

FINANCIER CREDIT

ALSACE

Un établissement financier dont la vocation est le financement des PME de la région, recherche un responsable financier de leur niveau, connaissant très bien les mécanismes du CREDIT.

Le poste convient à un cadre de formation supérieure (IEP, HEC, ESSEC, ...) - âge minimum 30 ans - joignant à une culture étendue, une bonne capacité de contact et une expérience pratique de la vie de l'entreprise. Allier couramment impératif.

28, rue Maréchal 75008 Paris - vous adresser nos d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 7505 M.

Ann

offres d'emploi

GROUPE INDUSTRIEL
FRANCHE METALLURGIQUE

CHIEF DE SES SERVICES
TECHNIQUES

TUYAUTERIE INDUSTRIELLE

GROUPE INDUSTRIEL
FRANCHE METALLURGIQUE

CHIEF DE SES SERVICES
TECHNIQUES

emploi régional

GROUPE INDUSTRIEL
FRANCHE METALLURGIQUE

CHIEF DE SES SERVICES
TECHNIQUES

le Responsable des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

Le Directeur des Etudes

ASSEES

offre premier emploi

ET MARCHÉ

DEMANDEURS
PREMIER EMPLOI

offre premier emploi

emploi régionaux

CHARGES SOCIÉTÉ

ON ACHETEUR QUALITÉ

lor

INGENIEUR

destiné à la

CONTRÔLE
ET MARCHÉ

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**GROUPE IMPORTANT
BRANCHE MÉTALLURGIE**
recherche pour une de ses filiales la

**CHEF DE SES SERVICES
TECHNIQUES**
- ARTS et MÉTIERS - 30 ans minimum.

Sous l'autorité directe du Chef de production, il dirigera un service d'environ 60 personnes et sera chargé :

- des gammes de fabrication et des devis ;
- des outillages ;
- de l'organisation des ateliers et des postes de travail ;
- des travaux neufs et de l'entretien.

Expérience de 3 à 5 ans en :

- méthodes de production de moyennes séries ;
- travail des métaux en feuilles.

ALLEMAND APPRÉCIÉ
Le poste est à pourvoir en
BANLIEUE OUEST DE PARIS.
Rémunération fonction de l'expérience.

Adresser curriculum vitae, photo et présentations à
n° 23.022, Contesse Publ., 30, av. Opéra, Paris (1^{er}).

**TUYAUTERIES
INDUSTRIELLES**

Jeune ingénieur A&M on de formation équivalente, après quelques années de pratique dans le domaine des tuyauteries industrielles (bureau d'études ou chantier), les techniques d'arrêt-garde vous attirent. Nous aimerions vous connaître.

L'importance et la spécificité de nos réalisations dans le domaine de l'ingénierie nucléaire doivent vous intéresser.

Après une formation de 6 mois, nous avons prévu de vous intégrer à l'une de nos équipes projets chargées de la construction de centrales.

Le métier que nous vous offrons alors, consiste à gérer un marché de réalisation de tuyauteries (qualification et montage) en relation avec nos fournisseurs et leurs sous-traitants.

De bonnes connaissances de l'Anglais sont souhaitables.

Le poste est basé à Paris avec de courts déplacements sur chantiers en France et éventuellement à l'étranger.

Adresser votre candidature manuscrite et votre CV à
M. 9213 à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

GROUPE DE PRESSE
recherche

DIRECTEUR DE PUBLICITÉ

pour animer équipe commerciale nouvel hebdo grand public à paraître fin janvier 1978.

Le poste requiert :

- Formation marketing supérieure.
- Bonne connaissance des budgets de consommation éditoriale.
- Une solide expérience agencière ou supports complétée d'un acquis indispensable de relations avec les responsables au plus haut niveau des principales agences de publicité.
- 30 ans minimum.
- Disponible immédiatement.

Tél. à partir de 10 h. : 359-29-50

secotra
Un des premiers
Constructeurs Français
Maisons Individuelles
Traditionnelles

directeur filiale
« Ile-de-France » 120.000

Gestionnaire responsable de son affaire, il superviser le réseau de concessionnaires qui assurent la commercialisation. Après avoir obtenu accord sur les dossiers, il prend en charge avec les services Etudes, Financement, Préparation, Chantier... la réalisation technique (20 sous-traitants) et financière (termes et prix) des chantiers retenus.

Une expérience d'entreprise de construction, de préférence en maisons individuelles, l'habitude des contacts clients et des négociations de marché, une formation supérieure commerciale ou technique, une première expérience d'animation de services importants (plus de 30 personnes) doivent lui permettre de réussir.

Pour ce poste qui exige démarches multiples et contacts nombreux, une maîtrise de fonctions est prévue.

Dans ce groupe en pleine expansion, une évolution intéressante peut être réalisée par un candidat de valeur.

Réponse et discrétion assurées à toutes lettres adressées à réf. B/3226 à M. Collot.

bernard julhiet psycom
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE
Région SUD-EST
offre situation intéressante à

DÉLÉGUÉ TECHNICO-COMMERCIAL
FORMATION SECONDAIRE OU TECHNIQUE

Sera chargé, après temps d'initiation, de visiter clientèle industrielle.

PARIS et départements EST/NORD-EST

Adresser C.V. manuscrit très complet + photo et indiquer prétentions s/réf. 856/M à CAMPELLE, S.P. 57, 78824 PARIS CEDEX 17, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE
recherche à PARIS

pour Informatique scientifique et Gestion

JEUNES INGÉNIEURS
DEBUTANTES (ou faible expérience professionnelle)

- Connaissance en informatique indifférente ;
- Formation assurée par entreprises ;
- Niveau formation Grandes Ecoles Scientifiques (X. Mines, Supélec, Télécom, Centrale, etc.).

Grande importance attachée à personnalité du candidat.

Adresser C.V. sous réf. 414 à Créations Dauphine, 41, av. de Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

PLUS-CONSULTANTS
DÉPARTEMENT CONSEIL EN FORMATION

recherche

ANIMATEUR DE FORMATION

- Diplôme d'École de Commerce (E.C., E.S.S.E.C., Sup. de Co.).
- Diplôme d'École Supérieure de Gestion, Finances, avant maîtrise, cadres moyens et supérieurs ;
- 3-5 années d'expérience ;
- Disponible rapidement.

CAPABLE DE :

- Concevoir programmes et supports pédagogiques ;
- Animer séminaires comptabilité, contrôle de gestion, finances, devant maîtrise, cadres moyens et supérieurs ;
- Mettre en place au travers d'actions de conseil des systèmes d'information et de contrôle de gestion (tableaux de bord, procédures administratives...).

+C plus-consultants

Envoyer C.V. + photo à
PLUS - CONSULTANTS
12, rue Henri-Rochefort,
75017 PARIS.

Ventes F.140 000
équipement pétrolier

La filiale d'un très important groupe international, spécialisée dans l'assistance aux sociétés de prospection et d'exploitation pétrolières recherche un Responsable Commercial pour son département fabrication.

Basé à 80% du temps à Melun et rattaché au Directeur du Département, ce cadre aura pour mission d'assurer les ventes du matériel électromécanique et électronique destiné aux chantiers à travers le monde. Il organisera son service afin de répondre rapidement et précisément aux besoins des utilisateurs, et devra garantir une liaison étroite entre les chantiers et la fabrication. Il supervisera les devis techniques, l'administration des ventes et les expéditions.

Il travaillera en étroite collaboration avec les ingénieurs représentant localement la société et développera lui-même les ventes de certains équipements auprès des pays sans représentation locale.

Le poste convient à un ingénieur de 32 ans minimum ayant déjà négocié avec des sociétés d'ingénierie ou des firmes étrangères importantes et possédant une solide expérience de l'organisation commerciale.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. détaillé sous réf. M.7001 à J.N.CRETE, Tour Maine Montparnasse, 33, Avenue du Maine, 75155 Paris Cedex 15. Discrétion absolue.

emplois régionaux **emplois régionaux** **emplois régionaux**

Les Directeurs de deux Centres Interdépartementaux de Traitement de l'Information de la Mutualité Sociale Agricole

- REGION EST - FRANCHE-COMTE (NANCY)
- REGION RHONE - ALPES - LOIRE (LYON)

constituent leur équipe, chacun d'eux recherche :

le Responsable des Etudes

Rattaché au Directeur du Centre, il participera au choix du logiciel et du matériel, à la conception du système, aux études d'organisation ; il devra apprécier et contrôler les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation de projets.

Il encadrera une équipe d'étude d'environ 20 personnes.

Ces fonctions conviennent à un informaticien expérimenté - 5 ans minimum - connaissant bases de données et télétraitement, langage cobol, ayant l'expérience de la conception et de la réalisation de projets importants.

Responsable des Etudes Nancy
Responsable des Etudes Lyon

Réf. 71434/M
Réf. 71435/M

**3 Chefs de Projets
Responsables d'Applications**

Rattachés au Responsable des Etudes, ils superviseront l'activité des analystes dont ils répartiront et contrôleront les travaux relatifs aux applications dont ils seront responsables.

Ces fonctions conviennent à des informaticiens expérimentés, ayant la pratique des problèmes de gestion administrative et comptable - 3 ans minimum - elles exigent connaissances des méthodologies, aptitudes à la pédagogie, expérience temps réel et bases de données - Cobol indispensable.

3 Responsables d'Applications Nancy
3 Responsables d'Applications Lyon

Réf. 71436/M
Réf. 71437/M

Ces postes sont à pourvoir début 1978.

Adresser lettre man. + C.V. détaillé à R. VERDET, sous référence choisie, à S&L-CEGOS - 33, quai Gallieni 92152 SURESNES. Indiquer montant de la rémunération souhaitée.

GROUPE FRANÇAIS SPECIALISE
DANS LA GESTION DE SERVICES DESTINES AU GRAND PUBLIC

recherche

POUR UNE DE SES UNITES (1.250 PERSONNES)
GRANDE VILLE DU SUD-OUEST

RESPONSABLE COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à un cadre ayant une formation commerciale supérieure et une expérience de plusieurs années dans le marketing de produits de grande diffusion.

Des capacités d'homme d'étude et de réalisateur sont indispensables.

SITUATION TRES INTERESSANTE
DANS DOMAINE D'ACTIVITE EN FORT DEVELOPPEMENT

Répondre avec C.V. et présent. sous n° 708.772 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumais, 75002 Paris

Filiale Région RHONE-ALPES
d'un grand groupe international T.P. Bâtiment
Importante Entreprise Bâtiments Industriels
(150 millions C.A.)

recherche son

CHEF DE SERVICE METHODES

Ce poste conviendrait à Ingénieur diplômé, 10 ans d'expérience travaux et méthodes. Niveau de responsabilité élevé. Possibilités de promotion dans l'entreprise ou le groupe.

Adresser curr. vitae détaillé + photo à HAVAS, 42000 ROANNE, n° 25.522.

Importante Société Industrielle
recherche pour son USINE
NORD DE LA FRANCE

**ADJOINT
CHEF DE SERVICE
ENTRETIEN**

spécialisé Electronique.
Formation Ingénieur ou niveau équivalent.

Envoyer lettre manuscrite avec CV détaillé, sous réf. 26397 (M) à HAVAS CONTACT, 49, rue du Président-Henri, 69002 LYON.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Stratégie - C.A. 18 millions
En développement constant grâce au succès régulier de ses collections, recherche son Directeur Commercial 32 ans, expérience commerciale de la profession nécessaire.

Adresser C.V. man. + photo avec présentations à : Simon BROTHAN - Consultant, 15, avenue Victor-Hugo, 75116 PARIS.

Bureau d'ingénierie rech. pour
Rennes INGEN. THERMIEN
bâtiment confirmé.
Ecrire Havas Rennes, n° 820 T.

LE MONDE DE L'EDUCATION
rech. pour venir promouvoir
des VILLES UNIVERSITAIRES
de province
(campus, restaurants, cités)
ETUDIANTS (TES)
disponibles du 17 au 24 octobre.
Tél. en P.C.V. au Monde de l'Education : 776-91-40,
de 10 h à 12 h - de 14 h à 17 h,
avant le 8 octobre à 12 h.

Organisme professionnel
de défense contre les maladies
des animaux recherche
RESPONSABLE DE DIRECTION
ayant la sens de l'organisation, et du
travail en équipe, des aptitudes
relationnelles, un esprit scienti-
fique et de recherche. Niveau
recherché : vétérinaire ou techni-
cien sup., élevage, adr. tel.
et C.V. détaillé à F.O.C.D.M.,
46 bis, rue des Minimes, 44000
NANTES CEDEX.
Téléph. 76-39-40.

Cherchez
CHEF COMPTABLE
expérience, intéressé
par l'activité agricole
et formation des agriculteurs.
Centre de la France.
Env. C.V. manuscrit + présent.
n° 71.597 M, Régie-Presse,
85 bis, rue Beaumais, PARIS-2.

LISTE-UNION
SOCIÉTÉ DE SERVICE
INFORMATIQUE, FILIALE
D'UN IMPORTANT
GROUPE DE PRESSE

équipe d'un I.B.M. 370/145,
recherche pour participer à
des développements nouveaux

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
2 à 3 ans de pratique,
expérience C.I.C.S. appréciée.
Env. C.V. et présent. à M. Phil-
ippe KRAFFT, LISTE UNION,
78, rue Olivier-de-Serres,
75209 PARIS CEDEX 15.

Organisme professionnel
et interprofessionnel
région NORD-OUEST
recherche

COLLABORATEUR
diplômé INGENIEUR,
justifiant obligatoirement de plu-
sieurs années d'expérience dans
l'industrie métallurgique (notam-
ment industrie mécanique et
industrie de la chaudronnerie),
intéressé par les problèmes
de formation (premières forma-
tions technologiques, et formations
complémentaires).

Le candidat devra également
démontrer d'un vif intérêt pour
les problèmes de relations hu-
manes du travail et notamment
des Services de la formation et
de l'emploi.

Adresser lettre, C.V. manuscrits
au C.I.C.S.,
20, avenue de l'Opéra,
PARIS (1^{er}), qui transmettra.
Il sera répondu
à toute correspondance.

Le Centre National
d'Etudes
des Télécommunications à

LANNION
recrute

2 INGENIEURS

haut niveau
pour ses recherches
en communication électronique.

1^{er} Procédure et techniques de
gestion logiciel. Connaissance
des systèmes d'exploitation et
bases de données ;

2nd Architectures d'autocommu-
nications. Gestion, gestion d'expe-
rience sur des applications
temps réel multiprocesseurs
(logiciel et matériel). Con-
naissances souhait. en com-
munication.

Envoyer C.V. et présentations
au C.I.C.S.,
2201 LANNION.

Très Important
Groupe Bancaire Privé
recherche

**EXPLOITANT
Classe V**

Le poste :

- Mettre sur pied un plan de prospection permettant de contacter une clientèle diversifiée de particuliers et d'entreprises ;
- Vendre l'ensemble des produits bancaires ;
- Gérer et suivre l'évolution du portefeuille.

Le candidat :

- Formation supérieure ;
- Expérience professionnelle de 3 ans minimum dans le secteur bancaire ;
- Tempérament commercial et sens de l'initiative.

Adresser lettre manuscrite, cv, photo et présentations, sous réf. 1798, à
PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder,
75009 Paris.

**UNION DES CAISSES
CENTRALES DE LA
MUTUALITE AGRICOLE**
RECHERCHE

programmeurs

Les candidats devront être titulaires du DUT Informatique ou niveau équivalent.

Matériel IBM 370-158. Langage COBOL.

Ecrire avec CV et photo au Département Gestion du Personnel, U.C.C.M.A., 8-10, rue d'Astorg 75008 PARIS.

حسبنا الله

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	46,18
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GROUPES NATIONAL GRANDE NOTORIÉTÉ

sur son marché
BIENS DE PETIT EQUIPEMENT INDUSTRIEL
recherche pour son
CENTRE DE PROFIT INDUSTRIEL EUROPE,
(usines à Paris banlieue sud-est) un

DIRECTEUR GENERAL

35 ans minimum, formation INGENIEUR Grandes Ecoles, anglais fluent, responsable de l'ensemble des activités de production, d'engineering et de développement en France et en Europe.

Il coopère à la fixation des objectifs. Il gère le programme d'investissements. Il négocie avec tous les niveaux des Administrations. Il assure le bon fonctionnement de tous les services et par sa parfaite connaissance des lois sociales il maintient et améliore de bonnes relations humaines et publiques.

Une expérience similaire dans une PMI performante est donc indispensable.

La rémunération, négociable, ne sera pas inférieure à 200.000 Frs.



Ecrire manuscrit (+ photo) à :
SELECOM
225, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

chef de produit

90 000 F

Une très importante entreprise industrielle française leader sur son marché recherche pour l'un de ses départements de l'une de ses filiales : un CHEF DE PRODUIT.

Sous l'autorité et en étroite collaboration avec le Directeur de ce Département, il aura la responsabilité du suivi et des modifications à apporter au matériel existant (graisage, lavage, équipements destinés aux stations service) ainsi que la recherche de nouveaux produits dont il aura à définir le cahier des charges tant d'un point de vue technique que commercial, en étroite relation avec les services concernés (Marketing, Etudes, Fabrication, Commercial France et Export). Il aura lui-même à mener une action de vente auprès des compagnies pétrolières, constructeurs automobiles, industriels, grandes administrations et formera les réseaux de vente à ses produits. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 25 ans, ingénieur de formation, ayant acquis une expérience comparable et si possible déjà familiarisé avec ce type de produits industriels. Ce poste est à pourvoir en très proche banlieue Nord Est de Paris et nécessitera des déplacements sur toute la France et éventuellement à l'étranger.

La rémunération annuelle de l'ordre de 90 000 F sera largement fonction de l'expérience acquise. Les perspectives d'évolution sont certaines pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 709306/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75225 PARIS CEDEX 08

Thermique industrielle

Sur le marché du chauffage industriel, il ne suffit pas à nos ingénieurs de vente de bien connaître la thermique appliquée, il leur faut aussi apporter aux clients les éléments grâce auxquels pourra être retenue la solution la plus économique...

Nos produits doivent à une technique porteuse d'avenir de répondre à ce critère. Ils sont encore peu connus en France : Nous comptons sur vous pour qu'ils le deviennent.

Professionnel du chauffage industriel vous en maîtrisez les techniques et connaissez son marché : prescripteurs, installateurs, grands utilisateurs, EDF, etc. Vous bénéficiez de l'appui des techniciens de notre groupe, présent dans plus de 30 pays, pour développer notre implantation sur la France entière.

Envoyez sous référence 77436 M au cabinet de recrutement SIRCA en précisant votre niveau de pratique de l'anglais et votre école d'ingénieurs.

Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris



une des premières sociétés
de conseil et services
en informatique

recherche pour PARIS et LYON

3 INGENIEURS COMMERCIAUX "CABINETS COMPTABLES"

Ils auront pour mission de développer auprès des Experts-Comptables des activités de traitement informatique au moyen de toute une gamme de programmes standards généraux et sectoriels en Service Bureau et en Télégestion.

Référence 302

1 INGENIEUR COMMERCIAL "GESTION IMMOBILIERE"

Il aura pour mission de développer auprès des Administrateurs de Biens des activités de traitement informatique au moyen de programmes standards spécialisés en Service Bureau et en Télégestion.

Référence 303

• Ces 4 postes nécessitent une bonne connaissance de la comptabilité et de la gestion. Une formation de type Ecole Commerciale, DECS, BTS comptable ou équivalent sera appréciée.

• Une formation complète sera assurée tant sur le plan technique que commercial.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

SOMMER

DIVISION INDUSTRIE

recherche

1 responsable technico-commercial

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il aura la responsabilité :

- des études de marché décidées par la Direction Commerciale
- des demandes d'études de nouveaux produits sous leur aspect technique.

Il devra en outre :

- participer au développement des ventes de l'ensemble des produits de la division par le suivi de leur comportement en clientèle
- assurer la formation technique des agents de vente
- centraliser les informations concernant les produits concurrents.

Le candidat recherché possèdera une formation supérieure « TEXTILE » ou « CHIMIE » et aura si possible une première expérience technico-commerciale.

Adresser candidature, C.V. détaillé, photo (retournée) et rémunération souhaitée sous réf. C 77-12 à Direction du Personnel - 20, boulevard du Parc 92521 NEUILLY CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS - 120 M.F. - 120 PERSONNES

cherche

contrôleur de gestion

responsable devant le Directeur Général

- Contrôle de gestion
- Élaboration de tableaux de bord.
- Comptabilité générale et clients.
- Relations avec les banques, trésorerie.
- Gestion du personnel (salaire, organismes sociaux).
- Relations avec l'Administration.
- Gestion d'une petite filiale.
- Suivi et contrôle des budgets logistiques.

PROFIL :

Expérience confirmée de contrôle de gestion, environ 35 ans. Bonne formation comptable et financière, esprit d'équipe. Si possible expérience de société commerciale.

Envoyer C.V. photo et rémunération s/réf. 2855 à P. LICHOU S.A. S.P. 220 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra sa candidature.

L'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES FRANCAIS D' ASSURANCES

recherche

pour son secrétariat général

CHEF DE CONTENTIEUX GENERAL

Licencié en Droit privé minimum.

Expérience de juriste d'Entreprise ou de Cabinet d'Avocat (au moins 8 ans).

Connaissances souhaitées du Droit des Assurances et du Droit du Travail.

Intéressantes possibilités de carrière.

Envoyer C.V., détaillé, photo et présentations sous No 29.224 Courrier Publicité 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Chefs de projet - Abidjan

Filière informatique d'un grand Groupe de Côte d'Ivoire, nous intervenons comme conseils auprès des banques, de l'industrie et de l'administration. Nous souhaitons vous accueillir à ABIDJAN, pour vous confier la responsabilité complète d'applications mettant en œuvre bases de données et télétraitement.

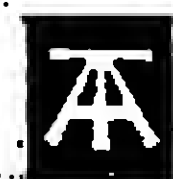
Vous êtes ingénieur ou universitaire, maîtrisez le COBOL (éventuellement le PL1), connaissez bien DLI et CICS (de préférence sous OS) et avez l'expérience de la conduite d'un projet dans un environnement gros système. Nous vous offrons une rémunération attractive, le logement et, à terme, une filière de retour.

Ecrire à J. THILLY, à Paris, Carrières de l'Informatique, ss réf. 3253 LM.

SALOMON à Annecy cherche un Ingénieur d'études

Leader mondial de la fixation de ski, SALOMON poursuit son développement et cherche un ingénieur d'études pour le B.E. chaussures. Il développe les nouveaux produits jusqu'à leur industrialisation. Ingénieur mécanicien de formation (ou équivalent), il a deux à cinq ans d'expérience de B.E. dans une entreprise développant des produits de série. Il pratique activement un ou plusieurs sports et si possible le ski.

Ecrire à Mme G. DILL, à Lyon, ss réf. 420 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

Matériel de séparation

... Essoreuses centrifuges, à poussoirs, à couteaux. Séparateurs à disques, à embouchoirs. Décanteurs... Vous connaissez... Parce que l'industrie chimique ou pharmaceutique est votre milieu. Depuis quelques années vous y vendez du matériel de haute technicité. Vous avez ainsi appris à écouter vos clients et à comprendre leurs problèmes spécifiques de séparation, de concentration, de classification, etc.

Ingénieur de formation, aujourd'hui vous vous sentez capable de prendre en charge un groupe d'ingénieurs commerciaux. Vous aimez suivre les affaires de bout en bout sans vous priver du plaisir de décrocher vous-même des commandes. Venez diriger notre équipe commerciale. Vous aurez à coopérer avec les techniciens d'installation qui venus de différents pays européens s'entretiendront avec vous en anglais.

Nous avons confié au cabinet de recrutement SIRCA le soin de réunir les candidatures. Ecrivez leur sous référence 77437 M.

Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris

SEL France

dans le cadre de son EXPANSION
due au succès de sa gamme
des Super Mini-ordinateurs SEL 32
recherche

INSPECTEURS de MAINTENANCE

CONFIRMES

REGION-PARISIENNE

• Connaissance de l'anglais exigée
Adresser C.V. ou téléphonez à :
M. J.P. LEROY
SYSTEMS ENGINEERING LABORATORIES SA
29, rue de Noisy - 78870 BAILLY
tél. 460.96.75

UNE DES PREMIERES SOCIETES DE CONSEIL
ET SERVICES EN INFORMATIQUE RECHERCHE

Ingénieurs Commerciaux GRANDES ECOLES

Ils auront pour mission de commercialiser un réseau de temps partagé APL, auprès des Directions financières et marketing des grandes entreprises et administrations.

Une expérience de 2 à 5 ans est souhaitée dans ces domaines.

Rémunération médiane pour candidats de valeur.

Formation complémentaire assurée.



Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et niveau de rémunération, sous réf. 73406/M, à Mme CLERE, 5414, CEGOS 33, quai Gallieni 92132 SURESNES.

SOCIÉTÉ LEADER DE LA DISTRIBUTION

recrute

ADJOINT AU DIRECTEUR DU SERVICE JURIDIQUE ET FISCAL

Ce poste éminent exige une formation supérieure en Droit des Affaires ainsi que des connaissances en économie et fiscalité.

Une expérience pratique dans une entreprise touchant à la distribution serait appréciée.

RESIDENCE EN REGION PARISIENNE

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo (ret.) et numéro de téléphone, sous réf. n° 2.897 à M. DUBOIS, 17, rue du Cirque, 75008 PARIS.

INGENIEUR DE VENTES

recherche

jeune adjoint
au chef des ventes
exportation

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Commerciale
91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

Adresser lettre de candidature et C.V. en précisant la référence du poste choisi à :
SLIGOS Direction Com

Thermique industrielle

... de la division semi-conducteurs de TEXAS Instruments France filiale du premier fabricant mondial de semi-conducteurs (1500 personnes - 300 cadres en France).

Vous serez :
- des marchés importants dans les secteurs Informatique, Télécommunications ou Grand Public
- une culture technique sans cesse valorisée.

Vos qualités personnelles s'affirmeront dans :
- la négociation aux plus hauts niveaux
- l'établissement des prévisions de ventes
- la participation aux stratégies commerciales.

Postes à pourvoir à PARIS.

Écrire avec C.V., photo, prétentions et date de disponibilité sous réf. SCM/107/281 à Madame LE GUET T.I.F. - Boite Postale 5 VILLENEUVE LOUÏET Tél. 83.20.01.01

UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES FRANÇAIS D'ASSURANCES

pour son secrétaire général

CHEF DE CONTENTIEUX GENERAL

Le poste conviendrait à débutant ayant formation commerciale supérieure. La connaissance parfaite de la langue allemande est absolument indispensable (anglais apprécié). Le candidat retenu devra pouvoir s'occuper de problèmes techniques.

De nombreux déplacements à l'étranger, de courte durée, sont à prévoir. Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae dét., adressée à : B.E.O. 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS sous la référence 6931.

Chefs de projet - Abidjan

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

... ingénierie d'études

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,82
AUTOMOBILES	30,00	34,82
AGENDA	30,00	34,82
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m tel.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
Vous êtes ingénieur électronique ou informaticien devenus

INGENIEUR DE VENTES

de la division semi-conducteurs de TEXAS Instruments France filiale du premier fabricant mondial de semi-conducteurs (1500 personnes - 300 cadres en France).

Vous serez :
- des marchés importants dans les secteurs Informatique, Télécommunications ou Grand Public
- une culture technique sans cesse valorisée.

Vos qualités personnelles s'affirmeront dans :
- la négociation aux plus hauts niveaux
- l'établissement des prévisions de ventes
- la participation aux stratégies commerciales.

Postes à pourvoir à PARIS.

Écrire avec C.V., photo, prétentions et date de disponibilité sous réf. SCM/107/281 à Madame LE GUET T.I.F. - Boite Postale 5 VILLENEUVE LOUÏET Tél. 83.20.01.01

PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche pour la Direction Commerciale d'une de ses filiales implantée banlieue immédiate NORD de PARIS

jeune adjoint au chef des ventes exportation

Le poste conviendrait à débutant ayant formation commerciale supérieure. La connaissance parfaite de la langue allemande est absolument indispensable (anglais apprécié). Le candidat retenu devra pouvoir s'occuper de problèmes techniques.

De nombreux déplacements à l'étranger, de courte durée, sont à prévoir. Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae dét., adressée à : B.E.O. 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS sous la référence 6931.

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde information-professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parmes dans "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parmes dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

- 1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :
- ☐ Direction générale, fonctions multipostes.
- ☐ Marketing relations publiques publicités.
- ☐ Informations.
- ☐ Production entretien.
- ☐ Ingénieurs.
- ☐ Etudes organisation et recherche.
- ☐ Direction financière et administrative.
- ☐ Comptabilité.
- ☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
- ☐ Direction commerciale ventes.
- ☐ Ingénieurs commerciaux et techniques-commerciaux.
- ☐ Banques - Assurances.
- ☐ Professions médicales et paramédicales.
- ☐ Secrétariat de direction, traductions, documentation.
- ☐ Cadres délégués.

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenus :

Nombre de semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	20	22	118	146	227	206	256	259	283	304	324	323	335	369	388
26 semaines	88	134	185	204	340	381	408	463	484	528	568	594	622	647	670
52 semaines	118	236	256	426	530	618	706	722	647	912	921	1818	1084	2108	2148

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandées.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Halles, 75008 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

offres d'emploi

ACHETEUR PRINCIPAL
Société de construction d'habitat de petits matériels électroniques recherche pour PARIS

Formation Agent technique électronique capable diriger services et personnel, expérience nécessaire.

Tel. pour R.V. au 343-04-45, poste 380.

INGENIEURS CONSEILS

(Salaires indépendants) Très spécialisés en Secteur d'ACTIVITE. Qualités requises : Homme de terrain, sachant mener à bien, apporter des solutions concrètes. Très bons contacts clients, 10 à 15 ans exp. industrielle. Toutes régions. Rémunération attractive. Poste à temps plein. Env. C.V. manuscrit, + photo (reçu) sous réf. 7.113 à 75043 Paris Cedex 02 qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

ORGANISME NATIONAL

spécialisé dans les loisirs des enfants et des jeunes recherche pour PARIS

Adresser C.V. avec photo et prétentions sous réf. 12.733 à 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

COLLABORATEURS (ICES)

connaissant le secteur enfant et sachant rédiger. Env. C.V. détaillé et photo à 75043 Paris Cedex 02 qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

ANIMATEUR

pour mise en place animation CLUB JEUNES 25 ans min. Exp. exigée. Env. C.V. détaillé et photo à 75043 Paris Cedex 02 qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

COMPTABLE

pour traiter des P.A.E. Expérience cabinet exigée. Env. C.V. pré. n° 30.198 CONTEXTE Publi. 20, av. de l'Opéra, Paris, qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

COMPTABLE 1er ÉCHELON

diplômé, 3 ans exp. révision, salaire demandé à MINET-Publi. 20, av. de l'Opéra, Paris, qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

offres d'emploi

Programmeurs
Centre Paris, recrute :

Opérateurs Débutantes avec diplôme. Salaire X 13 1/2. Restaurant d'entreprise. Ecrire sous référence 12.742 M à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

CHIEF COMPTABLE

possédant DECS ou équivalent, une expérience professionnelle de 3 ans minimum, capable d'assurer la responsabilité du Service Comptable du Siège Social d'une entreprise ayant plusieurs établissements et filiales.

Connaissances particulières des problèmes de trésorerie et contrôles internes. Homme de méthode, efficace, ayant le sens des responsabilités. Rémunération intéressante.

Adresser C.V. avec photo et prétentions sous réf. 12.733 à 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

J.H. BTS COMPTABLE

connaissant l'anglais, Adresser C.V. et prétentions à LA REUNION EUROPEENNE, 7, rue de la Bourse, PARIS-2.

AIDE-COMPTABLE

2^e échelon, 25 ans minimum, C.A.P. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

ANIMATEUR

MAISON POUR TOUS - Gestion, animation - Activités scolaires. Envoyer C.V. à M. le Maire, 9140 BORDAUX.

COMPTABLE

Important Cabinet Expertise Comptable recherche COLLABORATEUR diplômé, 3 ans exp. révision, salaire demandé à MINET-Publi. 20, av. de l'Opéra, Paris, qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

ANIMATEUR

pour mise en place animation CLUB JEUNES 25 ans min. Exp. exigée. Env. C.V. détaillé et photo à 75043 Paris Cedex 02 qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

COMPTABLE

pour traiter des P.A.E. Expérience cabinet exigée. Env. C.V. pré. n° 30.198 CONTEXTE Publi. 20, av. de l'Opéra, Paris, qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

COMPTABLE 1er ÉCHELON

diplômé, 3 ans exp. révision, salaire demandé à MINET-Publi. 20, av. de l'Opéra, Paris, qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

ANIMATEUR

pour mise en place animation CLUB JEUNES 25 ans min. Exp. exigée. Env. C.V. détaillé et photo à 75043 Paris Cedex 02 qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

COMPTABLE

Important Cabinet Expertise Comptable recherche COLLABORATEUR diplômé, 3 ans exp. révision, salaire demandé à MINET-Publi. 20, av. de l'Opéra, Paris, qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

ANIMATEUR

pour mise en place animation CLUB JEUNES 25 ans min. Exp. exigée. Env. C.V. détaillé et photo à 75043 Paris Cedex 02 qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

COMPTABLE

pour traiter des P.A.E. Expérience cabinet exigée. Env. C.V. pré. n° 30.198 CONTEXTE Publi. 20, av. de l'Opéra, Paris, qui tr. sera r.p. à ttes les candid.

offres d'emploi

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE-DE-FRANCE
recherche

ASSISTANT (TE) DENTAIRE AU FAUTEUIL

pour CENTRE DE SANTÉ. Adresser C.V. manuscrit à : Mme le Chef du personnel 17719, rue de Flandre, 75003 Paris Cedex 19.

POUR SERVICE FORMATION 2 INGENIEURS ELECTRON.

(Ingenieurs télécommunications, pratique de l'anglais souhaitée. Adresser C.V. détaillé à : A.T., 27, avenue Friedland, PARIS.

ORGANISME DE FORMATION AUX RELATIONS HUMAINES

recherche

ANIMATEURS

Conseils en formation Après 2 ans min. 27 ans et diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats doivent avoir une formation sciences humaines et une exp. min. de 4 ans de l'anim. des séminaires de relations humaines en entreprise ou d'un cabinet conseil.

ANIMATEUR bilingue

Grec - Français même profil, pour missions prolongées en Grèce. Nous offrons : - Un contrat de travail, à durée limitée d'un an et des vacances d'un volume important ; - De grandes possibilités de développement personnel et de l'équipe, saine et efficace ; - Des conditions matérielles très intéressantes.

Écrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 12.733 à 156, bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

LA COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche pour son Centre d'Etudes d'ORSAY

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

(V 1) de formation B.T.S. ayant 2 ans d'expérience minimum, pour développement de logiciels temps réel sur MITSUBISHI 15 ou MITSUBISHI 125.

● Transport assuré par cars gratuits. ● Restaurant d'entreprise.

Env. C.V. détaillé à C.S.E.E. Service du Personnel, Boite Postale 80, - 91403 ORSAY CEDEX.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Collaborateur immédiat du Président. Il aura la charge de l'ensemble de la politique commerciale : promotion, marketing, administration des ventes, animation d'une dizaine de multinationales auprès d'une clientèle de négociants, grands magasins, collectivités, vente par correspondance.

Ce poste conviendrait à un responsable commercial ayant déjà une solide expérience de l'animation et de la vente, de préférence dans l'ameublement.

Veuillez envoyer votre candidature en indiquant votre rémunération actuelle sous réf. 12.740 à Monique PRISARD Plein Emploi, 10, rue du Mail - 75002 Paris.

FRANZ UNTERNEHMENSGRUPPE VON EUROPAISCHER DIMENSION

2,6 milliard Umsatz - beschäftigt 20 000 sucht für eine ihrer Divisionen in Paris, einen

JUNGEN VERKAUFSINGENIEUR

Dipl.-Ing. mit einigen Jahren Erfahrung in Konstruktion, Produktion oder Verkauf von Industrieprodukten. Im Rahmen der Entwicklungsmöglichkeiten dieser Firmengruppe hat er nach einer Ausbildungszeit die Aufgabe, die technischen und kommerziellen Beziehungen mit den Deutschen Automobilherstellern einseitig und zwischen der Entwicklungs-, Forschungs- sowie Fabrikationsabteilung der Division andererseits auszubauen und aufrechtzuerhalten.

Arbeitsplatz Paris mit Geschäftsreisen in Deutschland. Bonne connaissance de la langue française exigée et bonne maîtrise de l'anglais appréciée. Adresser CV (en français), prétentions et photographie sous N° 3713 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra. Discretion absolue.

IMPORTANT QUOTIDIEN REGIONAL

recrute pour son Bureau Parisien

EXÉCUTANTE Service PUBLICITÉ

Situation stable, 30 ans minimum, connaissance de la steno-dactylo. Possibilité d'évolution de carrière. 12^e mois. Lieu de travail : OREP.

Adresser C.V. manuscrit avec photo et prétentions au n° 704.702 M. ROQUE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

سكنى من الاموال

PRESSE ÉCONOMIE - SOCIAL

Au « Parisien libéré »

Mlle AMAURY MANIFESTE SA « PROFONDE INQUIÉTUDE »

L'assemblée générale de la S.A. le Parisien libéré, réunie le 30 septembre, a entendu une déclaration de Mlle Françoise Amaury exprimant ses « sentiments de profonde inquiétude concernant l'avenir » du journal.

Rappelant les principes établis par M. Emmanuel Amaury, elle ajoutait : « Ceux (des responsables) choisis par mon père doivent se montrer fidèles à son œuvre et m'indiquer dans cette voie ». Elle s'est plainte, d'autre part, de n'avoir pas été informée de la nomination d'un quelconque administrateur (M. Alfred Rosier, désigné pour occuper le siège de M. Amaury), « d'autant plus que, de 1973, la copropriété de Mlle Amaury avait été approuvée à l'unanimité » du conseil.

En conclusion, Mlle Amaury annonçait son intention de voter contre les résolutions présentées, à l'exception d'une. Celles-ci étaient cependant adoptées (le Monde daté 2-3 octobre). Le conseil d'administration, pour sa part, a réélu M. Claude Bellanger au poste de président-directeur général du groupe.

Rappelons, comme nous l'avons indiqué dans nos dernières éditions de vendredi (le Monde du 1^{er} octobre), que le ministère de l'Économie et des Finances a qualifié de « faux » le document relatif à la succession de M. Emmanuel Amaury.

LA PUBLICITÉ POLITIQUE CRÉE DE NOUVEAUX REMOIS

Les quotidiens de la région Rhône-Alpes, notamment le Progrès et le Dauphiné libéré, ont publié, le samedi 1^{er} octobre, une page de publicité sur le manifeste de la majorité. Le journal Dernière heure lyonnaise précise à ce propos en première page qu'il n'aurait pas en la matière, puisque cette forme de publicité existe depuis longtemps dans la presse anglo-saxonne et suisse, et même ajouta-t-il, en France, où on la trouve dans le Monde.

A la suite de cette publication, l'union régionale Rhône-Alpes-Loire du syndicat S.F.P.-C.F.D.T., dans un communiqué, a regretté la décision de la direction (qui remet en cause la règle selon laquelle la matière par ces titres qui, jusqu'à présent, ont refusé toute publicité politique). L'union régionale S.F.P.-C.F.D.T. prend acte de l'intention affichée par les deux titres de publier toutes les publicités de quelque origine qu'elles soient, et il n'en reste plus qu'à attendre que cette décision conduise à la part des titres une prime aux forces de droite, qui disposent à l'évidence de plus de moyens financiers.

Les journalistes du Populaire du Centre ont manifesté, vendredi 30 septembre, leur opposition à la publication, dans le quotidien de Limoges, d'une publicité politique consacrée au manifeste de la majorité.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucune diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit aux
ÉCOLES PRÉPARATOIRES D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Fêtes-Champs
75008 PARIS - CEDEX 02

RIDEAUX VOILAGES
Marcel SELGER
Maître Artisan Tailleur
1, Impasse Druinot
Paris 12 628.35.30

H.L.M.

Le conseil de discipline de l'office de la région parisienne examine le cas d'un chef de service suspendu

Suspendu de ses fonctions pour faute grave depuis le 7 juin 1977, M. André Girard, ingénieur en chef à l'office public d'H.L.M. interdépartemental de la région parisienne, où il avait la responsabilité du service chauffage-chauffage, est convoqué ce lundi 3 octobre devant le conseil de discipline, auquel il avait été promis dès que fut décidée sa suspension. Pour l'instant, il n'est pas certain que cette procédure ne laisse pas indifférents ceux qui s'intéressent à l'affaire.

Fonctionnaire à l'Office depuis 1961, M. Girard, après vingt-six ans de carrière, n'a pas acquis sa mise en position d'acquéreur sans regretter. Quelques heures avant la décision de suspension, il était adressé aux membres du bureau du conseil d'administration, qui avaient à formuler à son sujet un ultime avis, sur un ton dont on n'est pas coutumier dans la fonction publique : « Vous êtes ici, lancés, un peu avec des accents de Ruy Blas, un certain nombre à avoir assumé des responsabilités politiques, ainsi que des prises de position aussi bien au sein de l'Office qu'à l'occasion des dernières campagnes électorales. Je pense m'être bien fait comprendre ».

Dans la foulée, le chef du service entretien-chauffage ajoutait qu'il interdisait de « continuer par cette procédure ridicule et déshonorante de régler le dossier » et sur sa carrière, sommant les responsables du bureau de « abandonner toute idée de sanction » contre lui et concluait : « Faute de quoi, dans les jours qui suivent, seront organisées par tous les moyens d'information actuels (...) des conférences où je dirai publiquement ce que j'ai à dire, même si cette action doit provoquer un scandale dont cette maison ne se relèvera pas ».

Est-ce toujours dans cet état d'esprit que M. Girard va aborder les débats dont il continue d'estimer qu'elle est pour lui imminente ? Dans la mesure où il est l'auteur du mémoire qui a déjà été en cause l'un des anciens présidents de l'Office, M. Guy Rabourdin (le Monde des 28 et 30 septembre 1977), en même temps qu'il montrait l'intérêt de porter certains hommes politiques du R.P.R. à l'Office et aux marchés de ce dernier, on penchait pour la première hypothèse. Mais une instance disciplinaire n'est pas un forum. Elle se prête peu à une dénonciation des turpitudes des autres. On y est canonné dans un débat très précis et surtout très technique, dont le spectateur se trouve par définition exclu puisqu'il s'agit d'apprécier uniquement et seulement sur dossier d'éventuelles entraves à la déontologie, comme d'éventuelles fautes strictement administratives.

M. Girard a essentiellement contre lui un rapport du 22 mars 1977, établi par M. Claude Rattier, directeur général, et relevant un certain nombre d'anomalies constatées dans le service dirigé par l'ingénieur en chef. Il est dit principalement que l'Office a payé, en 1976, deux entreprises : Démarage industriel et EXTRA 18 millions de francs de travaux, dont le bien-fondé et même la réalité auraient été impossibles à établir a posteriori. Il est ajouté que des ordres de service signés par M. Rabourdin, alors président du conseil d'administration, l'ont été sur proposition de M. Girard pour coordination de ces mêmes travaux en 1977, ce qui entraînerait un engagement de dépenses complémentaires de 12 millions, alors que rien n'était prévu au budget.

Le même rapport estime que sans marché régulier, et toujours sans crédits budgétaires, on a installé dans les locaux d'Orly et de Stains, trois cent onze appareils Gyromatic, résultat d'un avenant à un marché de débarras de caves qui aurait été négocié par M. Girard dans des conditions frauduleuses. D'autres anomalies sont encore énumérées tel que l'engagement d'études à l'insu du conseil d'administration, des indiscretions faussant le fonctionnement normal de la commission d'appel d'offres au bénéfice des entreprises telles que la T.P.M.B., société d'attachement, ou Félix

Dumont, adjudicataire de 450 000 F de travaux, alors qu'un concurrent « moins disant » avait proposé 340 000 F.

Ap même dossier figure encore une déclaration de M. Richard Mulet, mettant lui aussi en cause M. Girard et assurant que ce dernier avait subordonné la signature du fameux avenant pour le marché des appareils Gyromatic à une rencontre avec une personne à Nice, ajoutant que s'il y avait eu cette personne, et lui accord pour « rendre le service politique qui nous est demandé, l'affaire valait dans l'huile ».

M. André Girard réfute ces diverses charges et nie les propos relayés par M. Mulet. En tant que technicien, il soutient que certains travaux qu'on lui reproche étaient bel et bien fondés ; il compare les dépenses de l'Office interdépartemental (deux cent cinquante mille locataires) à celles d'offices ne concernant que cinquante mille personnes pour démontrer que, toutes proportions gardées, ce sont celles de l'Office interdépartemental qui apparaissent les moins lourdes.

En tant que fonctionnaire,

M. Girard se retranche derrière son supérieur hiérarchique immédiat qui fut, à ces époques, M. Michel Riadard, sous-directeur adjoint au directeur, dont le contrat ne devait pas être renouvelé.

Il ressort de cet aperçu que la situation actuelle de l'Office interdépartemental de la région parisienne ne sera, assurément, ni expliquée ni justifiée par la seule mise en lumière du cas Girard. Elle ne saurait pas davantage être apurée avec lui, dès lors que M. Jacques Saunier, dernier président du conseil d'administration, prout être dans sa lettre de démission du 9 septembre 1977, pour expliquer la gravité des maux dont souffre l'Office, qu'il déclarait : « l'insécurité jusqu'à présent de ceux qui s'en sont rendus coupables ». De ceux, et non pas de celui.

Tout le dossier en défense de M. Girard, même s'il faut y dé mêler le bon grain de l'ivraie, est là. Sinon pour apporter des preuves à lui seul, du moins pour indiquer les pistes, qui demandent évidemment à être contrôlées de près.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

CONJONCTURE

LA SITUATION DE L'ÉCONOMIE BELGE S'AGGRAVE

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Les déclarations pessimistes sur l'état de l'économie belge se multiplient. Après le ministre des affaires économiques, M. Gies, le premier ministre a fait samedi 1^{er} octobre un bilan particulièrement sombre de la situation actuelle : « Depuis avril 1977, a-t-il dit, nous nous trouvons dans une phase de dépression économique, particulièrement dans le sud du pays. L'activité industrielle en Wallonie décroît de 3,7 % tandis que dans la partie flamande du pays on note toujours une augmentation de 3,5 % ».

De son côté, le ministre des affaires économiques s'est montré plus inquiet encore : « Dans les prochaines semaines, une deuxième crise viendra se greffer sur la première, sans que celle-ci soit résolue. Il n'y a aucun signe de reprise ; il n'y a plus de nouveaux investissements dans notre pays depuis 1976, et les perspectives pour 1978 sont négatives ».

P. de V.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

LES ÉLUS DE MIDI-PYRÉNÉES S'INQUIÈTENT DES CONDITIONS DE L'ENTRÉE DE L'ESPAGNE DANS LE MARCHÉ COMMUN.

(De notre envoyé spécial.)

Bruxelles (Communautés européennes). — Une importante délégation du conseil régional et du comité économique et social de Midi-Pyrénées est venue s'informer, à Bruxelles, des modalités de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

Devenue la dixième puissance industrielle mondiale, l'Espagne a demandé son admission en juillet 1977. C'est le mois prochain que la Commission de la C.E.E. doit donner son avis.

La délégation de l'établissement public régional Midi-Pyrénées a profité de ce délai de réflexion pour savoir s'il serait demandé à l'Espagne de faire tomber la barrière protectionniste qu'elle a dressée ces dernières années, en relevant ses tarifs douaniers de 6,13 % à 30 % sur certains produits importés. Cette mesure unitaire est un lourd handicap pour la petite et moyenne industrie du Midi de la France, ont expliqué les membres de la délégation, d'autant que, dans le même temps, les textiles, les cuirs et les appareils électroménagers espagnols arrivent en France à des prix encore plus compétitifs depuis la dévaluation de la peseta.

L'admission de l'Espagne dans la Communauté européenne a cependant, pour la région Midi-Pyrénées, un aspect positif. Les échanges commerciaux favoriseraient le développement des liaisons routières, ferroviaires et aériennes. La région ne serait plus, comme aujourd'hui, l'extrémité méridionale de l'Europe. Encore faut-il que les accords de l'Office de l'Énergie de l'Espagne, qui favorisent l'Espagne de France, soient révisés et que les produits espagnols ne se vendent plus cher, à 40 % moins chers que les produits français.

Les responsables de la C.E.E. ont déclaré que des déclarations avaient été déjà entreprises, auprès du gouvernement de Madrid pour qu'il amorce un désarmement tarifaire en jouant à fond la carte européenne. — L. F.

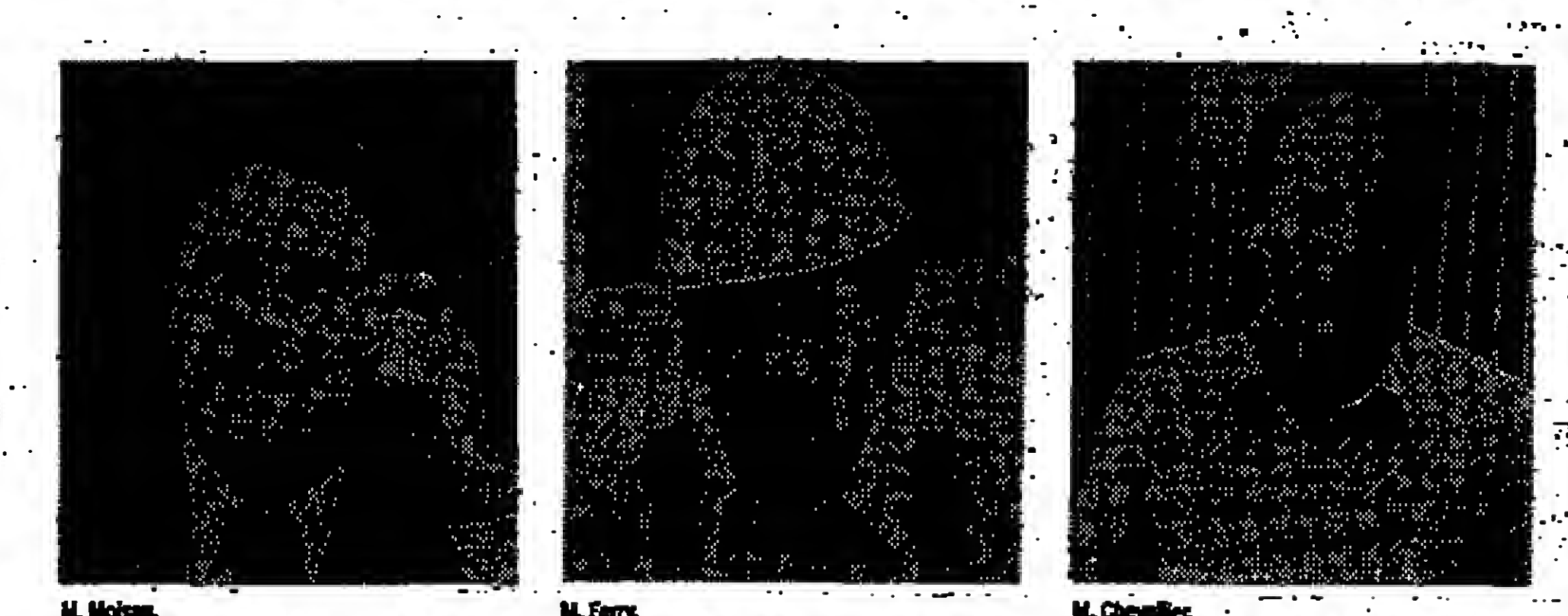
La Commission européenne vient de proposer aux gouvernements membres de suspendre jusqu'à la fin de l'année les droits de douane (14 %) perçus sur les importations de pommes en provenance des pays tiers. Cette mesure, qui répond à la demande formulée par l'Allemagne, la Belgique et le Royaume-Uni, est justifiée à ses yeux tant par les prix élevés actuellement payés sur les marchés des fruits que par la faiblesse de la dernière récolte dans la C.E.E. La proposition de la Commission sera examinée par les ministres de l'Agriculture les 10 et 11 octobre à Luxembourg.

Les mêmes États souhaitent que les poires puissent également être importées sans droits de douane. La Commission a préféré ne pas encore faire de proposition dans ce sens. Elle se demande, en effet, si les producteurs italiens ne sont pas en mesure de combler le déficit. — (Corresp.)

La production de céréales dans la C.E.E. devrait atteindre 102 millions de tonnes en 1977, soit 12,7 % de plus que l'an passé, indiquent les évaluations officielles du Marché commun. La récolte devrait être cependant inférieure en qualité à celle de l'année dernière. La production de pommes de terre progresserait de 27,5 %, ainsi que celle des betteraves sucrières, qui pourraient dépasser le chiffre record de 77,2 millions de tonnes.

La F.A.O. a révisé en 1977 ses prévisions de récoltes. Compte tenu des mauvaises conditions météorologiques dans l'hémisphère sud, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) estime que la récolte mondiale de blé ne dépassera pas 401 millions de tonnes, soit 4 % de moins que prévu. Le commerce mondial de blé, en 1977-1978, porterait sur 86 millions de tonnes, soit 5 millions de tonnes de plus que lors de la dernière campagne.

EUROP ASSISTANCE SOCIÉTÉS



M. Nolans, directeur d'affaires vers signer un contrat à Madrid. M. Ferry, architecte chargé de diriger un chantier en Algérie. M. Chevalier, contrôleur délégué dans une filie de Berlin.

LES NOUVEAUX ABONNES EUROP ASSISTANCE

Transporter un malade, affréter un avion sanitaire dans les heures qui suivent, acheter une pièce détachée pour une voiture en panne... ce que nous faisons pour tous nos abonnés depuis 15 ans, nous allons maintenant le faire aussi pour les Sociétés. De nombreuses entreprises françaises sont de plus en plus fréquemment amenées à envoyer des collaborateurs à l'étranger.

Libas, loins de chez soi, le moindre incident peut prendre des proportions graves. Les entreprises le savent doublement puisqu'elles ont, non seulement, le souci de protéger leurs collaborateurs mais, en plus, celui de veiller au bon déroulement de leur mission.

Avec la création d'Europ Assistance Sociétés, nous leur apportons 24 heures sur 24 toute aide matérielle, humaine et médicale dont elles pourraient avoir besoin, avec la compétence et l'expérience qui ont déjà permis d'aider des milliers de touristes en difficulté et de sauver des centaines de vies.

Aujourd'hui, une entreprise bien organisée et consciente de ses responsabilités s'abonne à Europ Assistance Sociétés ses collaborateurs en déplacement à l'étranger.

EUROP ASSISTANCE SOCIÉTÉS

Les abonnements Europ Assistance Sociétés sont distribués par le réseau traditionnel des professionnels habilités à vendre Europ Assistance. Pour toute documentation complémentaire, vous pouvez retourner ce bon à Europ Assistance - 23-25, rue Chaptal, 75441 Paris Cedex 09.

Nom _____
Prénom _____
Société _____
Adresse _____
Tél _____
Fonction dans l'entreprise _____

PRIX EXCEPTIONNELS MADELIOS

FACE DE LA MATÉRIE - PARIS				
DU 3 AU 15 OCTOBRE	MANTEAU style autrichien, laine mélangée	MOCASSINS couleur, semelle cuir	CHEMISE polyester mélangé, fines rayures	PULL Shetland fantaisie
	550F	159F	68F	90F



NIPPON CHEM

LE JAPON DÉSIRE VOS PIÈCES DÉTACHÉES

Il pourrait devenir votre marché le plus important

Les occasions: Calculatrices 40 millions Machines à coudre 4 millions Appareils de conditionnement d'air 2-5 millions photocopieurs 5- million Distributeurs automatiques 25 million Téléphones 3-5 millions Magnetophones 41 millions Télévisions 15 millions-Chânes stéréo 4 millions Ventilateurs 4-5 millions Machines à laver 4 millions Réfrigérateurs 4 millions Aspirateurs 4-5 millions Cuisinières électriques 1.75 millions Lampes fluorescentes 200 millions Appareils photo 13-5 millions

**NIPPON
CHEMI-CON**

NCC DÉSIRE VOUS AIDER.

Le succès des ventes du Japon en Europe a été dû pour une large part au recours à des experts européens spécialisés.

Maintenant **NCC** vous offre une expérience de 45 ans dans le marketing au Japon et en Asie du Sud-Est qui contribuera à développer vos affaires avec des fabricants en Extrême-Orient de matériel électrique et électronique.

Les activités d'importation de **NCC** portent aussi bien sur des matériaux que sur des composants. Les ventes au Japon sont réalisées par ses réseaux de distribution qui couvrent déjà toute l'industrie électronique.

L'approche exceptionnelle de « pionnier » de **NCC** en a fait le premier exportateur japonais de condensateurs électrolytiques en aluminium vers l'Europe et les États-Unis.

NCC DÉSIRE VOUS AIDER. VEUILLEZ CONTACTER:

Minori Nagasawa
Chemi-Con International Corp.,
23 Mori Building,
23-7 Toranomon 1-Chome.
Minato-Ku Tokyo.
Tél.: 03-501-6241.
Téléc.: J 28840.

Renseignements locaux auprès de:
Michel Balmont,
Européenne Commerciale de Composants,
91, boulevard Poniatowski,
75012 Paris.
Tél.: 345-75-12.
Téléc.: 211-279 F.

NIPPON CHEMICAL CONDENSER CO. LTD.

167-1, HIGASHI-OHME 1-CHOME, OHME-SHI, TOKYO, JAPON Téléphone : Ohme (0428) 22-1251

ECONOMIE - SOCIAL

FISCALITÉ

La chambre de commerce de Paris critique le rapport du Conseil des impôts

L'assemblée générale de la Chambre de commerce de Paris a adopté une étude de M. Giard fort critique à l'égard du Conseil des impôts, qui avait consacré, on s'en souvient, en juillet, son troisième rapport aux anomalies de la fiscalité des entreprises (Le Monde du 8 juillet).

« Il est très contestable, estime M. Giard, de mettre en parallèle le rendement de l'impôt sur le revenu dont le barème est progressif et celui de l'impôt à taux proportionnel sur les sociétés. C'est oublier que les autres prélèvements sur les entreprises, en particulier les cotisations sociales et la taxe professionnelle, se sont accrus dans des proportions considérables, et que les bénéfices des entreprises individuelles comprennent la rémunération du dirigeant, taxée comme

salaires lorsqu'il s'agit d'une société ».

« La forte proportion de sociétés déficitaires s'explique, selon la Chambre de commerce, principalement par certaines caractéristiques propres à notre législation : absence de structure juridique appropriée à l'entreprise petite et moyenne, et inégalité fiscale et sociale entre salariés et non-salariés, qui entraînent la multiplication de pseudo-sociétés ; disparités de taxation entre sources de financement, qui gonflent l'endettement et le poids des frais financiers ; coût fiscal excessif des cessations d'activité, qui multiplie les entreprises en sommeil ».

M. Giard reproche au Conseil des impôts d'avoir affirmé que l'amortissement dégressif et les durées fiscales d'amortissement compensent largement les effets défavorables de l'inflation sur les comptes et la charge fiscale des entreprises. « Outre que cette compensation n'est pas vérifiée en période d'inflation forte et durable, estime le rapporteur, c'est méconnaître le rôle de l'amortissement dégressif qui permet de renouveler l'investissement au rythme du progrès technologique ».

Enfin, l'évaluation par le Conseil des impôts de la fraude et de l'évasion fiscales globales « suscite les plus vives réserves » de la chambre de commerce. Elle aboutit, en effet, « à imputer à des manœuvres frauduleuses ce qui résulte d'erreurs de bonne foi, de l'application de la législation elle-même et de la marge d'approximation, d'ailleurs non chiffrée dans les estimations du revenu national ».

LE PLUS HAUT NIVEAU DE VOTRE CARRIÈRE

Pour le préparer ou l'assumer, nous vous proposons le plus haut niveau des techniques d'expression et de communication.

INSTITUT D'EXPRESSION ORALE
20, cité Trévise, 75003 PARIS
Tél. : 770-88-83

Nous recrutons exclusivement sur rendez-vous, de 10 h. à 21 h.

INDUSTRIES

Le rachat du groupe laitier Préval : beaucoup de candidats mais peu de fonds...

Après plus d'un an de tractations difficiles, marquées notamment par une crise ouverte au sein de l'interprofession laitière, l'affaire Préval rebondit. La solution laborieusement élaborée par les pouvoirs publics, le Crédit agricole, les industriels et les coopératives du secteur est remise en cause par l'intervention d'un nouveau partenaire : la Sodima, l'un des deux premiers groupes français de coopératives laitières, qui commercialise les produits Violette et Candia.

L'affaire dure depuis plus d'un an. Préval, 1,22 milliard de chiffre d'affaires, deux mille salariés dans huit usines et 900 millions de litres de lait collectés par an, est à vendre. Le groupe Préval, son principal actionnaire, a perdu le goût du lait, secteur infiniment moins rentable que celui des boissons, où le groupe doit investir afin notamment de s'implanter sur les marchés américains et brésiliens. Après s'être successivement défilé de ses filiales Genval, Laiterie Saint-Hubert et Solalud, Préval a donc décidé de céder Préval.

Les amateurs n'ont pas manqué. Certes, Préval a perdu 6,5 millions de francs en 1976 et 3 millions en 1977, mais, compte tenu de l'importance de son chiffre d'affaires, sa situation financière n'est guère plus mauvaise que celle de l'ensemble du secteur, où un taux de bénéfice net supérieur à 1 % est considéré comme un record ! En outre, Préval possède deux atouts fort convoités : d'une

part, il « couvre » par sa collecte deux régions laitières importantes (Normandie et Bretagne), où vingt mille agriculteurs lui livrent leurs produits. D'autre part, il représente une part importante du marché français du beurre et de celui des fromages, où il occupe une place de choix dans le secteur des pâtes molles.

Le premier prétendant fut l'U.L.N. (Union laitière normande), premier groupe laitier français avec un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de F, cinq mille salariés, trente-sept mille cinq cents producteurs adhérents et près de 6 % de la collecte de lait totale, qui commercialise les marques Elle et Vire et Virvix. L'U.L.N. était quasiment le seul groupe de la profession à avoir la surface nécessaire pour réaliser l'opération. Lui manquait... les fonds, car l'U.L.N., du point de vue financier, va plutôt plus mal que Préval. En 1976, ses pertes ont dépassé 9 millions de francs et son fonds de roulement est négatif. Très peu endetté, elle pouvait cependant réaliser l'affaire à condition que le Crédit agricole lui avance l'essentiel des sommes nécessaires. C'est là que le bât a blessé, car les pouvoirs publics n'ont pas vu d'un très bon œil cette reprise qui donnait naissance à un « géant » (17 % du marché du beurre, 8 % de celui des fromages, 12 % de la collecte totale) difficilement contrôlable, d'une rentabilité incertaine et d'autant plus « gênant » qu'une large part de ses produits destinés à l'intervention (rachat par les organismes de la C.E.E.).

De surcroît, l'opération provoqua l'indignation des industriels privés du secteur laitière. L'absorption de Préval par l'U.L.N. faisait basculer l'équilibre délicat établi entre le secteur privé et le secteur coopératif (dont l'U.L.N. est le chef de file). De 47 % du total de la collecte, la part des industriels privés serait tombée à 40 %, position de faiblesse jugée insoutenable par ceux-ci. Après quelques belles « bagarres » au sein de l'interprofession — les industriels profitant de l'occasion pour dénoncer les « privilèges » dont jouissent les coopératives — puis l'échec d'une solution groupant l'U.L.N. et une coopérative bretonne UNICOPA (laquelle renonçait vite à l'opération), plusieurs entreprises privées conduites par la société Benier, gros producteur de camembert (marque Président) intéressé dans la zone de collecte de Préval et certaines de ses usines, ont élaboré une nouvelle proposition.

Cette « solution » consisterait à créer une société de participation dont le capital (30 millions de francs) serait réparti à parts égales entre le secteur coopératif (U.L.N.), le secteur privé (Benier), l'absorption de Préval par l'U.L.N. faisant basculer l'équilibre délicat établi entre le secteur privé et le secteur coopératif (dont l'U.L.N. est le chef de file). De 47 % du total de la collecte, la part des industriels privés serait tombée à 40 %, position de faiblesse jugée insoutenable par ceux-ci. Après quelques belles « bagarres » au sein de l'interprofession — les industriels profitant de l'occasion pour dénoncer les « privilèges » dont jouissent les coopératives — puis l'échec d'une solution groupant l'U.L.N. et une coopérative bretonne UNICOPA (laquelle renonçait vite à l'opération), plusieurs entreprises privées conduites par la société Benier, gros producteur de camembert (marque Président) intéressé dans la zone de collecte de Préval et certaines de ses usines, ont élaboré une nouvelle proposition.

Mais elle a échoué sur un point crucial : l'Union laitière normande n'accepte d'y participer qu'à la condition de détenir la gestion de l'ensemble, ce que les industriels privés, partisans d'un découpage de respon-

sabilité, n'entendent pas accepter. La situation déjà fort embrouillée vient de se compliquer par l'irruption du groupe coopératif Sodima, aussi important que l'U.L.N., qui s'est placé sur les rangs. Pourquoi ? Jusqu'à présent spécialisée dans les produits laitiers frais (yogourt, crème, etc.), la Sodima serait intéressée par la production de beurre de Préval, domaine où elle envisagerait à terme de s'imposer. La Sodima n'est, jusqu'à présent, qu'une annonce des conditions de sa participation, précisant toutefois qu'il est « peu probable qu'elle recherche l'apaisement ». La Sodima ne chercherait donc pas à participer aux côtés de l'U.L.N. à

la solution groupée, mais se poserait comme un nouveau prétendant à part entière, concurrent de celle-ci. Le principal bénéficiaire de cette intervention est en tout cas le groupe Préval, puisqu'elle ne devrait pas manquer de faire remonter les enchères, tombées de 250 millions de francs (prix initialement demandé par le groupe) à 160 millions de francs. Quelle sera finalement la solution retenue ? Pour l'instant, rien n'est réglé. Gageons toutefois que l'approche des élections poussera le groupe Préval — pressé de réinvestir les sommes ainsi dégagées — à hâter les négociations.

VERONIQUE MAURUS.

Polémique entre le maire socialiste de Roubaix et le président du patronat textile

De notre correspondant

Lille. — L'organisation d'un colloque sur l'industrie textile à l'initiative de la municipalité de Roubaix, sous la présidence de M. Nord-Pas-de-Calais, est à l'origine d'une controverse entre M. Pierre Prouvost, R.P.S., maire de Roubaix, et M. Maurice Hannart, président du groupement régional des industries textiles. Ce dernier a annoncé que les organisations professionnelles patronales refusent de participer à ce colloque, qui doit se tenir les 27 et 28 octobre, avec la participation d'experts internationaux, de représentants des grandes villes textiles européennes, d'universitaires et de syndicalistes.

M. Maurice Hannart estime que cette manifestation ne peut se dérouler que dans la confusion et accuse ses promoteurs de ne pas avoir admis la concertation dans la préparation : il fait état du climat « très tendu » qui conduit les formations politiques locales de l'opposition à multiplier des déclarations sombres et erronées sur l'industrie textile. Il est vain d'espérer qu'un débat public permette de lever les préjugés et les fausses idées. Le porte-parole du patronat propose néanmoins « un vrai dialogue » avec les communes, ce qui suppose au préalable « la

définition de procédures permettant une préparation sérieuse et un débouché sur des actions concrètes ». La municipalité de Roubaix, comme le conseil régional, est dirigée par les représentants de l'union de la gauche. M. Pierre Prouvost a répondu avec vivacité à M. Hannart. Il fait valoir que déjà la ville a organisé une « concertation avec la chambre de commerce, des organisations de commerçants et même certaines entreprises », et il ajoute : « Au-delà des questions de forme qui témoignent d'une sensibilité de préséance un peu particulière, je vois dans la raison indiquée par M. Hannart le souci de politiquer ces journées. Ce projet s'inscrit bien dans la volonté de gouvernement et du patronat de se mobiliser en vue des échéances électorales de mars 1978. Au soul d'un maire dont 50 % des administrés travaillent dans le secteur textile sur lequel pèse tant d'incertitude, la seule réponse du patronat serait une réponse électoraliste ? Si cela était, ce serait inadmissible ». M. Prouvost se propose donc d'envoyer une lettre personnelle d'invitation à tous les industriels du textile du Nord-Pas-de-Calais.

G. S.

Une lettre du président du Syndicat de la tannerie française

M. Suenr, président du Syndicat de la tannerie française, nous a adressé à la suite de l'article « La tannerie française est morte », publié dans nos éditions du 25-26 septembre, une lettre dont nous citons de larges extraits.

« En premier lieu, le titre faisant « La tannerie française est morte », prête à confusion, dans un sens nettement défavorable à notre profession, dont nous rappelons que l'activité du premier semestre 1977 marque une progression de 4 % par rapport au premier semestre 1976.

En second lieu, il est inexact de parler de la prise de contrôle par le premier groupe britannique des deux principales firmes françaises du secteur et de déclarer que ce groupe gère désormais la plus grosse partie de la tannerie française.

La première firme du secteur est Costil-Tanneries de France, et n'est pas concernée par cette négociation. La production risquant de passer sous contrôle anglais ne représente que moins de 20 % de l'activité de la tannerie et seulement moins de 10 % de l'activité de la tannerie-mégisserie.

Enfin, il est aussi nécessaire de rappeler qu'une proposition française de relance des Tanneries françaises récentes a été faite en 1974 et que cette solution a été refusée par les pouvoirs publics,

qui jugeaient que l'apport de fonds qui était demandé à l'Etat était trop important. La suite a montré que les sommes engagées depuis lors par l'Etat ont été si importantes que l'argument de l'époque a beaucoup perdu de son poids.

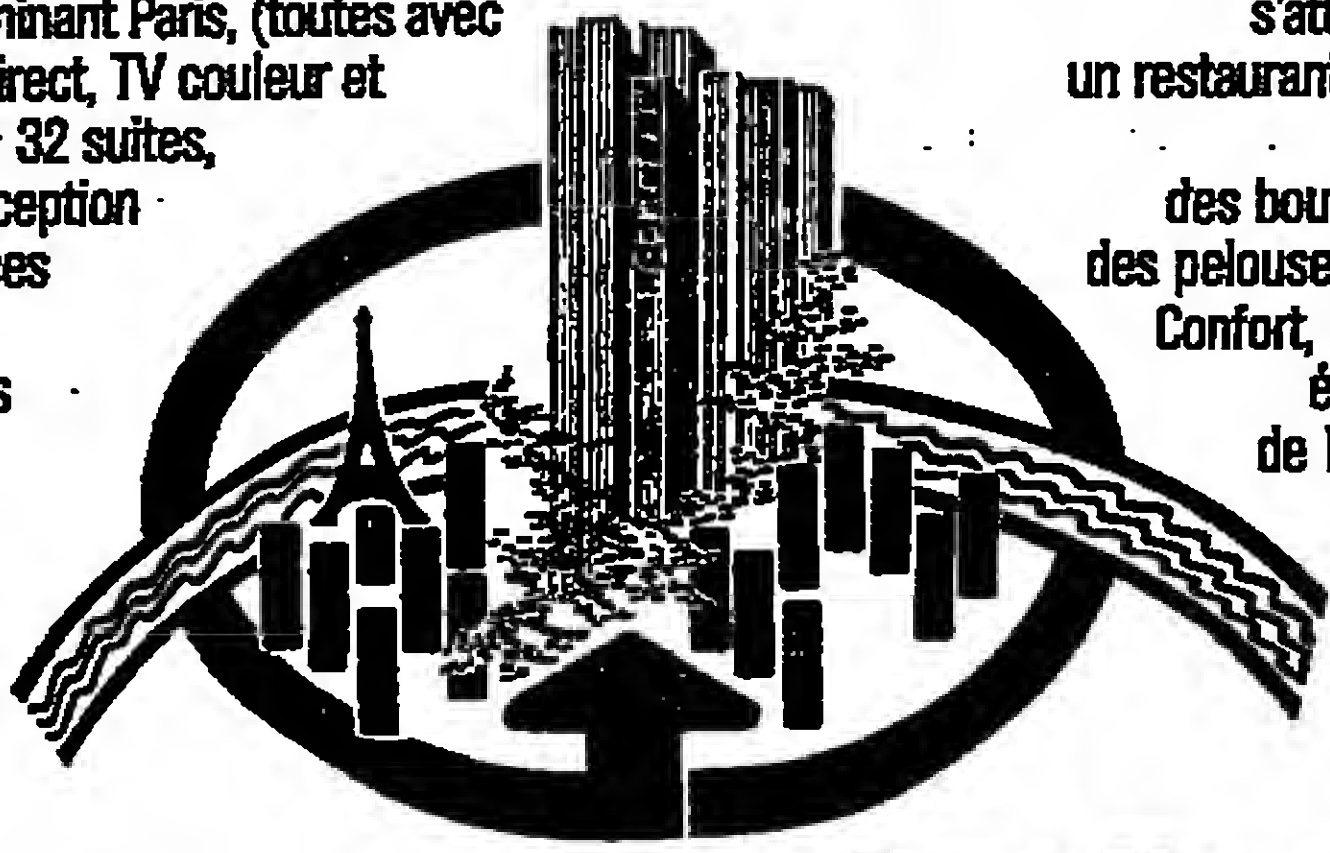
« Dans un secteur dynamique et bien structuré où existent plusieurs grands groupes nationaux, le passage sous tutelle économique de l'un d'eux n'a peut-être guère de conséquence. Ce n'est, hélas, pas le cas des industries du cuir, où plus des trois quarts des firmes emploient moins de cinquante salariés, encore moins celui de la seule tannerie dont 50 % des administrés travaillent dans le secteur textile sur lequel pèse tant d'incertitude, la seule réponse du patronat serait une réponse électoraliste ? Si cela était, ce serait inadmissible ». M. Prouvost se propose donc d'envoyer une lettre personnelle d'invitation à tous les industriels du textile du Nord-Pas-de-Calais.

V. M.]

Autoroute de l'Est

ne restez pas aux portes de Paris, venez à Montparmasse à l'Hôtel Sheraton

En plein cœur de Montparmasse, le Sheraton est le plus grand hôtel de la Rive Gauche avec ses 1.000 chambres vastes et silencieuses dominant Paris, (toutes avec bar, téléphonie direct, TV couleur et films vidéo), ses 32 suites, ses salles de réception et de conférences spacieuses, ses 2.500 places de parking.



Le Sheraton, c'est aussi une table gastronomique réputée « Le Montparmasse 25 », un bar feutré « Le Corail » où il fait bon s'attarder, « La Ruche » un restaurant à service rapide (de 7 h à 23 h), des boutiques luxueuses, des pelouses et des jardins... Confort, calme, détente et élégance. Le cœur de Paris bat vraiment au Sheraton.

pour réserver : 260 35 11

Paris-Sheraton Hotel

Autoroute de l'Est

Autoroute de l'Est

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIANTS	
TAUX DES EURO-MONNAIES	
1 mois	...
3 mois	...
6 mois	...
12 mois	...
18 mois	...
24 mois	...
36 mois	...
48 mois	...
60 mois	...
72 mois	...
84 mois	...
96 mois	...
108 mois	...
120 mois	...

ÉCONOMIE - SOCIAL

AFFAIRES

Licenciements à l'usine Vélosolux de Mâcon

De notre correspondant

Mâcon. — La direction de l'usine Vélosolux de Mâcon a ouvert une procédure de licenciement collectif, pour raisons économiques, de cent quinze salariés (dont vingt ouvriers sous contrat) sur les cent quarante-trois que compte cet établissement, dirigé par la Société d'expansion et de montage industriel, qui dépend du groupe Motobécane. Le comité d'entreprise se réunira en session extraordinaire, mercredi 5 octobre, pour examiner un « plan social » présenté par la direction. Ce plan prévoit notamment des réductions d'horaire, la recherche de travaux extérieurs, le maintien à Mâcon des pièces détachées Vélosolux et Moto Guzzi (pour autant que cette activité n'engendre pas de nouveaux déficits) et des contacts avec des industriels pour examiner la possibilité de reprise de l'usine et de son personnel. Les salariés de l'usine ont manifesté, samedi, à Mâcon, pour protester contre les licenciements collectifs qui impliquent, selon eux, l'arrêt, à terme, de la fabrication des célèbres « deux-roues » à moteur.

L'agonie d'une « petite reine » à moteur

Ve-t-on cesser de fabriquer le Vélosolux, cette « petite reine » motorisée, austère et légèrement rétro ? En 1964 (dix-huit ans après sa création), la firme fabriqua 340 000 véhicules par an. Puis la production tomba à 198 000 en 1971, à 156 000 en 1972. En 1974, l'entreprise enregistra un déficit d'exploitation. Malgré son absorption par Motobécane, concurrents plus puissants accompagnés d'une injection de 50 millions de francs, la firme ne produisait plus que 80 423 Vélosolux. La percée sur les marchés étrangers, spécialement aux États-Unis, grâce à un réseau commercial couvrant cinquante-sept pays, fut également un échec.

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

Le gouvernement britannique a accordé un prêt de 50 millions de livres à British Leyland, le constructeur britannique de voitures. Ce prêt à long terme consenti au taux de 13,5 % devrait permettre à la firme automobile de résoudre ses problèmes de trésorerie. Un second prêt de 50 millions de livres pourrait lui être accordé en fin d'année au vu de l'engagement, en novembre, des projets d'investissement et des progrès en matière de relations sociales, a précisé le président du NBS, l'organisme d'État qui contrôle les participations publiques.

Emploi

La fédération Hautes de la C.F.D.T. organise une journée nationale d'arrêt de travail le vendredi 14 octobre. Cette manifestation se situe dans le cadre d'une semaine d'action (du 10 au 18 octobre). Elle est destinée à protester notamment contre la dégradation importante de l'emploi constatée dans les secteurs de l'habillement, du cuir et du textile.

Industrie

L'Office chérifien des phosphates vient d'obtenir un prêt de 200 millions de dollars à moyen terme sur le marché international des capitaux. Ce prêt, auquel ont contribué de nombreuses banques de divers pays, doit être affecté à la réalisation de Phosphore II, projet de construction d'une importante usine d'acide phosphorique au Maroc. — (A.F.P.)

Prix

Baisse de prix des corps gras. Le Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux, ainsi que la Chambre syndicale de la margarine et des industries des corps gras alimentaires, indiquent, dans des communiqués, qu'ils répercutent dans leur prix de vente la baisse des cours mondiaux. Les prix de départ usine de quelques margarines de table baisseront de 0,30 F au kilo dès le 3 octobre, note la chambre syndicale de la margarine.

Prix de vente des tabacs. — Le ministère de l'économie et des

finances a publié vendredi 30 le communiqué suivant : « Contraintes qui circulent, il n'est procédé à aucune augmentation du prix de vente des tabacs à compter du 1^{er} octobre 1977. Ce prix, 23 septembre 1977 paru au Journal officiel du 29 septembre 1977 a en effet seulement pour objet d'autoriser la mise en vente par le S.E.T.A. de produits nouveaux, français ou de la France continentale. »

« Le climat s'est un peu amélioré dans le commerce de détail, mais il reste encore maussade, et les commerçants continuent de se montrer réservés dans leurs attitudes de commandes », indique l'INSEE dans son enquête menée en septembre auprès de trois mille détaillants. Cette relative amélioration du climat s'explique par la nette augmentation des ventes de commerce en juillet-août par le dégonflement des stocks qu'elle a provoqué. L'INSEE ajoute que la hausse des prix des produits manufacturés devrait être assez modérée au cours des prochains mois.

Salaires

Les salaires des travailleurs manuels devraient être augmentés de 3,5 % si l'on veut que la revendication salariale soit crédible, a déclaré à Rennes, samedi 1^{er} octobre, M. Mahaignerie, ministre de l'Agriculture.

La C.F.D.T. proteste contre la mutation d'un fonctionnaire, M. Philippe de Reichman, inspecteur du trésor, qui, le 21 septembre, a été nommé directeur pour avoir soutenu, à titre personnel, une liste de gauche aux élections municipales. Après avoir noté que « lors du colloque « Économie et Liberté », M. Michel Massenet, directeur général de l'administration et de la fonction publique, s'est cru autorisé à partir de sa fonction de réserve pour attaquer brutalement l'union de la gauche », et « considéré que M. Massenet a bien fait d'exprimer son opinion : il en avait le droit en tant que citoyen », la C.F.D.T. a demandé la suppression de l'obligation de réserve abusive-ment opposée aux fonctionnaires qui sont des citoyens comme les autres. »

La fusion CIL-Honeywell Bull a déjà coûté plus de 2,7 milliards de francs au Trésor

Les retombées directes de l'opération CIL-Honeywell Bull sur le budget se chiffrent déjà à plus de 2,7 milliards de francs (T.T.C.) en trois ans : 1,7 milliard de francs, au titre de 1976 ; autour de 500 millions de francs en 1977 ; 500,8 millions de francs supplémentaires inscrits dans le projet de budget 1978 du ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Ces 500 millions de francs se décomposent comme suit : — 255 millions de francs, au titre de la troisième annuité de subvention à CIL-H.B. (sur un total prévu de 1,44 milliard de francs, en quatre ans 600 millions de francs ont été attribués au titre de 1976 et 450 millions de francs devaient être versés en 1977) ; — 245 millions de francs, pour que l'État souscrive à l'augmentation de capital de CIL-H.B. en 1978 ; — 499,8 millions de francs de subventions et crédits divers (dont 500 millions de francs de report de l'exercice 1977), aux sociétés issues des anciennes activités mini-informatiques de la CIL (usine de Toulouse notamment) ; — 60 millions de francs, inscrits sous chapitre « provision pour insuffisance de commandes ».

Réduction d'horaires à l'usine de carrelage Cérabati, à Pont-Saint-Maxence (Oise), où les horaires hebdomadaires de quatre cents ouvriers vont passer de trente-deux heures à vingt-quatre heures, ceux de la majorité des employés, techniciens et administratifs, de quarante-deux heures cinquante minutes à trente-deux heures, et ceux des cadres de quarante-deux heures cinquante minutes à quarante heures. Une première réduction d'horaires était déjà intervenue le 29 mai pour le personnel ouvrier. — (Corresp.)

SALAIRES

M. BERGERON (F.O.) DEMANDE UNE REPRISE DES DISCUSSIONS DANS LE SECTEUR PUBLIC

« Il est grand temps que les négociations sociales reprennent », a déclaré, dimanche 2 octobre, M. André Bergeron, secrétaire général de F.O. Actuellement, en tout cas, l'heure est à la réflexion à la S.N.C.F. et aux Charbonnages, ainsi que dans la fonction publique. A la S.N.C.F., où les syndicats devaient donner leur réponse aux propositions de la direction sur l'évolution de la masse salariale, un nouveau délai devait être demandé par la Fédération générale autonome des agents de conduite (F.G.A.A.C.) : les responsables de F.O. envisageaient de faire connaître leur position lundi en fin de journée. Même situation aux Charbonnages de France, où les syndicats étudient la proposition de la direction avant de donner leur réponse, attendue nouvelle réunion n'étant prévue pour le moment. Statu quo aussi dans la fonction publique, après la rupture des négociations la semaine dernière. Alors que la C.G.T. et la C.F.D.T. ont déjà fait état de leur refus de signer tout accord et que les organisations syndicales semblent très hostiles, M. André Bergeron a fait preuve, dimanche à Guéret, d'un relatif optimisme sur la signature d'un accord aux Charbonnages. « A la S.N.C.F., a-t-il ajouté, des problèmes subsistent mais l'écart est moins grand entre la position de la direction et celle de notre fédération » quant aux discussions dans la fonction publique, elle reprendront « tôt ou tard », a affirmé le leader de F.O.

Le S.M.T.C. à 9,79 F. — Un arrêté publié au Journal officiel du 1^{er} octobre fixe le S.M.T.C. à 9,75 F l'heure, au lieu de 9,58 F (+ 2,2 %), à partir du 1^{er} octobre, comme le Monde du 29 septembre l'avait notifié.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE ÉLECTRO-FINANCIÈRE

Le conseil d'administration s'est réuni pour procéder à l'examen des comptes de l'exercice 1976-1977. Le résultat des opérations courantes d'exploitation s'élève avant impôt à 13.888.000 F contre 15.018.000 F pour l'exercice précédent. L'ensemble en est constitué par les revenus du portefeuille qui ont atteint 14.724.000 F à 14.624.000 F en 1976-1977. Comptes tenu de plus-values dont le solde s'élève à 10.622.000 F le bénéfice net de l'exercice s'établit à 22.472.000 F contre 14.002.000 F. Il sera proposé à l'assemblée générale, qui sera convoquée pour le 22 novembre prochain, de répartir aux actions une somme globale de 14.538.000 F contre 13.000.000 F au titre de l'exercice précédent. Le dividende correspondant serait de 17 F par action contre 16 F pour l'exercice précédent. Pour les actionnaires en bénéficiant il s'y ajouterait un avoir fiscal de 830 F qui porterait le revenu global par action à 25,50 F contre 24 F.

Ecole d'Orgue Hamam-Fariss 3 méthodes 120 à 180 F par mois. 35 F droit d'inscription. hamam 125/128 rue de Paris 75005 PARIS - Tél. 44.35.00

CROUZET

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1977

Poursuite de l'amélioration de la rentabilité

Le conseil d'administration, tenu à Paris le 29 septembre 1977, a examiné les comptes de Crouzet pour le premier semestre de l'exercice en cours. Au 30 juin 1977, le chiffre d'affaires hors taxes de Crouzet en France s'élève à 328,8 millions de francs, en progression de 14,2 % par rapport au premier semestre 1976, tandis qu'un niveau du groupe les ventes passant de 317,7 millions à 365 millions de francs, soit également une progression de 14,2 %. Pour Crouzet en France, après déduction de : 21 226 000 F de déduction aux amortissements, 1 857 000 F de déduction aux provisions, 6 674 000 F de provision pour impôt sur les sociétés, 236 000 F de provision pour réserve de participation, le bénéfice net au 30 juin 1977 ressort à 6 588 000 F. Etalé dans les mêmes conditions au 30 juin 1976, le bénéfice net était de 5 802 000 F. Au niveau du groupe, après déduction de : — 25 829 000 F de déduction aux amortissements, — 259 000 F de déduction aux provisions, — 10 486 000 F de provision pour impôt sur les sociétés, — 550 000 F de provision pour réserve de participation, le bénéfice net au 30 juin 1977 ressort à 12 880 000 F, contre 11 882 000 F au 30 juin 1976.

Souscrire à l'emprunt du Crédit National, c'est encourager l'effort d'investissement des Entreprises.

CREDIT NATIONAL

emprunt 11%

de F 1 000 000 000

Emission de 1 000 000 obligations de F 1.000 remboursables en 15 ans.

Amortissement au pair en 7 séries sensiblement égales, le 1^{er} octobre de chacune des années 1980, 1982, 1984, 1986, 1988, 1990 et 1992.

Prix d'émission : F 1.000

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus donnant droit à l'abattement de F 3.000 par an et par déclarant accordé aux porteurs de certaines valeurs à revenus fixes.

Souscriptions reçues par : les Comptables du Trésor et des Postes, les Centres de Chèques Postaux, la Banque de France, les Banques, les Agents de Change et le Crédit National 45, rue Saint-Dominique à Paris 7^e.

Taux de rendement actuariel brut

11,01%

Balo du 3 octobre 1977

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURES DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ Bas - + Haut	Rep. - ou Dep. -	Rep. - ou Dep. -	Rep. - ou Dep. -
S.O.S.	4,8570 4,86	+ 58 + 80	+ 180 + 210	+ 330 + 410
\$ can.	4,2190 4,2240	+ 25 + 69	+ 110 + 180	+ 230 + 320
Yen (100) ..	1,4550 1,47	+ 70 + 110	+ 180 + 220	+ 330 + 400
D.M.	2,1220 2,1250	+ 70 + 100	+ 230 + 270	+ 480 + 540
Florin	1,2990 1,3020	+ 30 + 30	+ 100 + 130	+ 220 + 280
F.S. (100) ..	13,7720 13,80	+ 210 + 240	+ 650 + 820	+ 1000 + 1400
F.S.	2,0530 2,0580	+ 100 + 140	+ 290 + 330	+ 480 + 650
L. (1 000) ..	5,2150 5,2250	+ 380 + 390	+ 230 + 250	+ 480 + 520
£	9,5230 9,53	+ 150 + 250	+ 430 + 540	+ 780 + 920

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/4	4/4	5/4	6/4	7/4	8/4	9/4	10/4
D.M.	3 3/4	4 1/4	5 3/4	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/4
S.O.S.	5 3/4	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12 1/4
Yen	5 3/4	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12 1/4
F. belge	5 3/4	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12 1/4
F. suisse	5 3/4	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12 1/4
L.	5 3/4	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12 1/4
£	5 3/4	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12 1/4
F. français	5 3/4	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12 1/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AU-DELA DE LA POLITIQUE

présente FRANÇOIS CEYRAC

LES DOSSIERS DE L'ÉCONOMIE DE LIBERTÉ

160 pages 19 F

Editions France-Empire

Je paye 150

هكذا من الواجب

ÉCONOMIE - SOCIAL

COLLOQUES

Les accords «intercommunautaires» de développement devraient remplacer les arrangements bilatéraux

ESTIME LE CLUB DE ROME

Stockholm. — Le président de la République du Sénégal, M. Léopold Senghor, les premiers ministres norvégien, danois et suédois, ainsi que des membres des gouvernements de onze autres pays, ont participé au colloque du Club de Rome, qui s'est tenu du 27 au 30 septembre à Stockholm.

Les principaux thèmes de la réunion étaient le nouvel ordre économique mondial, les conséquences de la course aux armements et les problèmes de l'emploi. Dans son rapport intitulé : « Quel nouvel ordre économique mondial ? », M. Maurice Guérin, membre du Club de Rome, a présenté trois conceptions.

La première, qu'il appelle « nationaliste », actuellement en vigueur, a conduit à un grand déséquilibre : sur cent quarante-quatre nations membres de l'ONU, trente produisent et consomment 90 % du produit mondial brut ; les cent quarante autres se partagent les 10 % restants, alors que leur population correspond à la moitié de l'effectif mondial. Ce système est dominé par deux principes de base, l'indépendance nationale et l'égalité absolue des nations.

La deuxième conception, est « mondialiste », c'est un ordre dans lequel les cent quarante-quatre États se soumettraient à des lois et à une autorité mondiale supranationale. Selon M. Guérin, ces idées sont « logiques et généreuses, mais certainement utopiques et prématurées ».

De notre correspondant

«... mais certainement utopiques et prématurées ». Pour sortir de l'impasse et permettre des progrès pratiques, il a proposé à Stockholm un troisième scénario qui serait l'ordre intercommunautaire « entre les grands ensembles économiques et humains ayant chacun leur caractère et leurs règles spécifiques de civilisation, d'organisation sociale et de développement. Face à cinq géants économiques, à-t-il ajouté, l'émiettement du tiers-monde ne permet pas d'organiser le développement de ces pays qui représentent deux milliards d'êtres humains. Ils doivent s'organiser en véritable communauté économique de développement, sinon ils dériveront ».

Le nouvel ordre économique pourrait ainsi s'organiser par une série d'accords intercommunautaires, et non plus internationaux, entre une quinzaine de grands ensembles. À titre d'exemple, M. Maurice Guérin a parlé de l'urgence d'un rapprochement entre l'Europe — extrêmement fragile en raison de sa très grande dépendance en énergie et en matières premières — le Proche-Orient et l'Afrique noire, qui sont confrontés à des problèmes alimentaires et financiers à un manque d'emploi, aux menaces de la désertification. « La politique de l'Europe à l'égard du tiers-monde doit évoluer. Des simples accords

d'assistance à pays pauvres, elle doit s'élargir vers la conclusion de traités de solidarité préférentiels, industriels et commerciaux, à long terme. C'est à l'Europe de proposer la construction en commun de cet ensemble triangulaire qui atteindra un milliard d'habitants vers l'an 2000. »

M. Léopold Senghor a appuyé les idées exposées dans ce rapport. Il s'est déclaré favorable à la constitution d'entités économiques en Afrique et souligné que son pays faisait déjà partie d'un certain nombre d'organisations de ce genre. Le chef de l'État sénégalais souhaiterait, toutefois, que cette coopération ne se limite pas à l'Afrique et au Proche-Orient, comme le suggère M. Guérin, mais s'étende au Moyen-Orient : « En vérité, l'Afrique en tant qu'entité géographique, raciale, culturelle, formée d'une face noire et d'une face arabe, englobe la plus grande partie du Moyen-Orient. Ce n'est pas par hasard que la coopération, que fespère association entre les negro-Africains et les arabes, a pris un développement après les réunions de Dakar et de Casablanca. Je précise qu'il faut bien intégrer tout le Moyen-Orient avec tous ses Arabes, bien sûr, mais aussi avec ses Israéliens et ses Juifs, après un règlement juste du problème palestinien. »

ALAIN DEBOVE.

Tous comptes faits...

BONS du TRÉSOR

à intérêts progressifs

...un placement plein d'intérêts et disponible au bon moment.

Taux actuariel brut jusqu'à 9,75 %

La Malaisie commande cinq méthaniers à la France

A L'ÉTRANGER

La Malaisie vient de confirmer l'achat à la France de cinq méthaniers de 130 000 mètres cubes. Ces navires géants, qui serviront à transporter le gaz malaisien jusqu'au Japon, seront livrés en 1980 et 1981. A 600 millions de francs le navire, c'est un marché de 3 milliards de francs qui revient aux Chantiers France-Dunkerque (groupe Empain-Schneider) et aux constructions navales et industrielles de la Méditerranée (Chantiers de La Seyne dans le Var).

L'affaire est donc importante : certainement plus pour les millions d'heures de travail qu'elle va fournir aux ouvriers français, des chantiers navals que pour son intérêt financier, la Malaisie n'ayant signé qu'après avoir obtenu de coquets avantages.

L'affaire de ces cinq méthaniers vaut d'être citée, car elle est exemplaire des difficultés que les pays industrialisés éprouvent maintenant à trop vouloir imposer leur loi. La Malaisie, déjà bien pourvue en matières premières (élastique, caoutchouc naturel, huile de palme, bois équarissable, le tout en abondance), s'est découverte, il y a quelques années, d'appréciables réserves de pétrole et de gaz (1). Le méthane se trouve en mer au large de Sarawak, dans un périmètre de recherche concédé à Shell par la Malaisie. Le projet avait été fait de construire une usine de liquéfaction à Bintulu sur la côte. Mitsubishi s'était porté acquiescent de la totalité du gaz qu'il devait transporter au Japon à bord de méthaniers construits par la France.

Ce premier plan, élaboré vers 1973, avait été partiellement exclu des Malaisiens du management, de l'organisation, du contrôle, de la gestion, du transport... C'était un peu beaucoup pour un pays dont le nationalisme est d'autant plus chatouillé que l'impulsion de la cause pour le Messinogio. Aujourd'hui, des coopératives, au nombre d'une centaine, sont éparpillées dans tout le pays et comptent deux mille familles associées. Il ne faut pas les confondre avec les vieilles expériences coopératives qui réunissent des ouvriers agricoles sans terre. Dans le cas présent, il s'agit de petits propriétaires qui se groupent sans insister de salariat et sans faire de distinction entre hommes et femmes, jeunes et anciens. Les bénéfices sont répartis également pour tous, 80 % en fonction du travail fourni et 20 % en fonction de la terre offerte. Chaque coopérative élit un conseil d'administration et un président.

Premier résultat, tangible : (1) Soit de 50 7 à 129 7.

été une très bonne nouvelle. Quand on sait qu'il faut 2,5 millions d'heures de travail pour construire chacun de ces navires et que des chantiers comme ceux de France-Dunkerque « font » 5 millions d'heures par an, on voit l'importance de l'enjeu : deux ans et demi de travail.

Mais les contribuables français devront y mettre un peu de leur. En effet, fallu accorder à la Malaisie un délai de plus de deux ans, pendant lequel aucun paiement ne serait fait : quant aux intérêts, ils ne courraient pas avant-veils mois. Tout cela parce que la Malaisie sera propriétaire de méthaniers dont elle ne saura que faire pendant plusieurs années, l'usine de liquéfaction ne pouvant pas être prête avant 1982-1983.

La force de la Malaisie est de n'avoir pas un besoin pressant des devises que lui rapportera son gaz, besoin d'autant moins urgent que le dossier pétrole, lui aussi renégocié

en 1975 avec les compagnies occidentales, semble maintenant réglé.

Un élément peut tout de même torquer les Malaisiens à accélérer le mouvement : l'Australie a décidé d'exploiter ses énormes réserves gazières de North-West Shelf (Shel, encore elle, est au fait), l'Indonésie a des projets... au nord de Sumatra avec le gisement de gaz d'Arün, qui semble immense, et à Kalimantan (ex-Bornéo) sur le gisement de Badak (2).

A trop vouloir tarder, la Malaisie pourrait trouver la place occupée.

ALAIN VERNHOLE.

(1) Environ 400 milliards de mètres cubes de réserves totales (exploitables à 80 %). A titre de comparaison, les réserves initiales de l'Algérie étaient de 200 milliards de mètres cubes.

(2) Six cent milliards de mètres cubes de réserves pour Arün et 275 milliards pour Badak, soit au total 775 milliards de mètres cubes. L'Indonésie arriverait en cinquième position dans le monde pour les réserves de gaz.

L'essor des coopératives agricoles en Italie

De notre correspondant

Rome. — Une petite révolution est en cours dans les campagnes italiennes : pour la première fois des familles d'agriculteurs s'associent et exploitent leurs terres ensemble. Le résultat serait assez exceptionnel si l'on en croit plusieurs parlementaires qui appuient cette expérience. « Au-delà des propres économies, une nouvelle agriculture — dans tous les sens du terme — est en train de naître », nous a affirmé le sénateur Fulvio Vinay (gauche indépendante), fondateur de la célèbre communauté de Rieti en Sicile (le Monde daté 6 et 7-8 décembre 1976).

La première coopérative est née en 1970 dans le Molise, sous l'impulsion de la cause pour le Messinogio. Aujourd'hui, des coopératives, au nombre d'une centaine, sont éparpillées dans tout le pays et comptent deux mille familles associées. Il ne faut pas les confondre avec les vieilles expériences coopératives qui réunissent des ouvriers agricoles sans terre. Dans le cas présent, il s'agit de petits propriétaires qui se groupent sans insister de salariat et sans faire de distinction entre hommes et femmes, jeunes et anciens. Les bénéfices sont répartis également pour tous, 80 % en fonction du travail fourni et 20 % en fonction de la terre offerte. Chaque coopérative élit un conseil d'administration et un président.

Premier résultat, tangible : (1) Soit de 50 7 à 129 7.

L'émigration a pratiquement été stoppée dans les zones rurales où cette expérience existe. Mieux encore, des émigrés tentent de retourner au pays et certaines coopératives commencent à embaucher des jeunes à la recherche d'un premier emploi. L'âge moyen des membres de ces d'heures de travail est passé de 45 à 35 ans. Des coopératives de compes exclusivement de compes ayant moins de trente ans se constituent.

Les coopératives opèrent dans tous les domaines : techniques, viticole, fruitier, pastoral, national. La taille moyenne des entreprises est passée après regroupement au pays et certaines coopératives exclusivement de compes ayant moins de trente ans se constituent.

Les coopératives opèrent dans tous les domaines : techniques, viticole, fruitier, pastoral, national. La taille moyenne des entreprises est passée après regroupement au pays et certaines coopératives exclusivement de compes ayant moins de trente ans se constituent.

ROBERT SOLE.

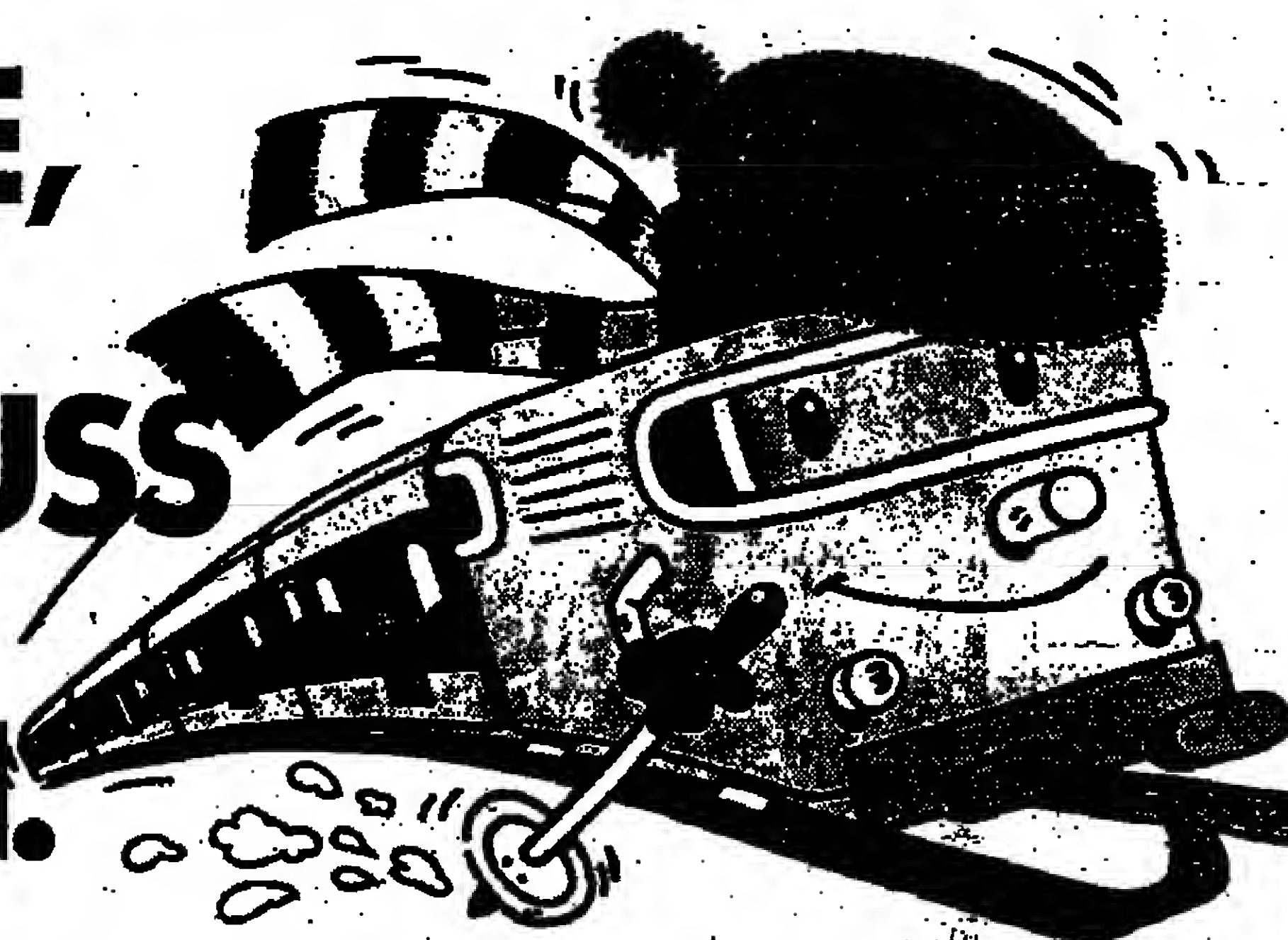
Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires

BOURSE DE PARIS - 30 SEPTEMBRE

VALEURS	Clôture	Différence
Ind. 35	12.450	+ 10
Ind. 40	12.450	+ 10
Ind. 45	12.450	+ 10
Ind. 50	12.450	+ 10
Ind. 55	12.450	+ 10
Ind. 60	12.450	+ 10
Ind. 65	12.450	+ 10
Ind. 70	12.450	+ 10
Ind. 75	12.450	+ 10
Ind. 80	12.450	+ 10
Ind. 85	12.450	+ 10
Ind. 90	12.450	+ 10
Ind. 95	12.450	+ 10
Ind. 100	12.450	+ 10
Ind. 105	12.450	+ 10
Ind. 110	12.450	+ 10
Ind. 115	12.450	+ 10
Ind. 120	12.450	+ 10
Ind. 125	12.450	+ 10
Ind. 130	12.450	+ 10
Ind. 135	12.450	+ 10
Ind. 140	12.450	+ 10
Ind. 145	12.450	+ 10
Ind. 150	12.450	+ 10
Ind. 155	12.450	+ 10
Ind. 160	12.450	+ 10
Ind. 165	12.450	+ 10
Ind. 170	12.450	+ 10
Ind. 175	12.450	+ 10
Ind. 180	12.450	+ 10
Ind. 185	12.450	+ 10
Ind. 190	12.450	+ 10
Ind. 195	12.450	+ 10
Ind. 200	12.450	+ 10
Ind. 205	12.450	+ 10
Ind. 210	12.450	+ 10
Ind. 215	12.450	+ 10
Ind. 220	12.450	+ 10
Ind. 225	12.450	+ 10
Ind. 230	12.450	+ 10
Ind. 235	12.450	+ 10
Ind. 240	12.450	+ 10
Ind. 245	12.450	+ 10
Ind. 250	12.450	+ 10
Ind. 255	12.450	+ 10
Ind. 260	12.450	+ 10
Ind. 265	12.450	+ 10
Ind. 270	12.450	+ 10
Ind. 275	12.450	+ 10
Ind. 280	12.450	+ 10
Ind. 285	12.450	+ 10
Ind. 290	12.450	+ 10
Ind. 295	12.450	+ 10
Ind. 300	12.450	+ 10
Ind. 305	12.450	+ 10
Ind. 310	12.450	+ 10
Ind. 315	12.450	+ 10
Ind. 320	12.450	+ 10
Ind. 325	12.450	+ 10
Ind. 330	12.450	+ 10
Ind. 335	12.450	+ 10
Ind. 340	12.450	+ 10
Ind. 345	12.450	+ 10
Ind. 350	12.450	+ 10
Ind. 355	12.450	+ 10
Ind. 360	12.450	+ 10
Ind. 365	12.450	+ 10
Ind. 370	12.450	+ 10
Ind. 375	12.450	+ 10
Ind. 380	12.450	+ 10
Ind. 385	12.450	+ 10
Ind. 390	12.450	+ 10
Ind. 395	12.450	+ 10
Ind. 400	12.450	+ 10
Ind. 405	12.450	+ 10
Ind. 410	12.450	+ 10
Ind. 415	12.450	+ 10
Ind. 420	12.450	+ 10
Ind. 425	12.450	+ 10
Ind. 430	12.450	+ 10
Ind. 435	12.450	+ 10
Ind. 440	12.450	+ 10
Ind. 445	12.450	+ 10
Ind. 450	12.450	+ 10
Ind. 455	12.450	+ 10
Ind. 460	12.450	+ 10
Ind. 465	12.450	+ 10
Ind. 470	12.450	+ 10
Ind. 475	12.450	+ 10
Ind. 480	12.450	+ 10
Ind. 485	12.450	+ 10
Ind. 490	12.450	+ 10
Ind. 495	12.450	+ 10
Ind. 500	12.450	+ 10
Ind. 505	12.450	+ 10
Ind. 510	12.450	+ 10
Ind. 515	12.450	+ 10
Ind. 520	12.450	+ 10
Ind. 525	12.450	+ 10
Ind. 530	12.450	+ 10
Ind. 535	12.450	+ 10
Ind. 540	12.450	+ 10
Ind. 545	12.450	+ 10
Ind. 550	12.450	+ 10
Ind. 555	12.450	+ 10
Ind. 560	12.450	+ 10
Ind. 565	12.450	+ 10
Ind. 570	12.450	+ 10
Ind. 575	12.450	+ 10
Ind. 580	12.450	+ 10
Ind. 585	12.450	+ 10
Ind. 590	12.450	+ 10
Ind. 595	12.450	+ 10
Ind. 600	12.450	+ 10
Ind. 605	12.450	+ 10
Ind. 610	12.450	+ 10
Ind. 615	12.450	+ 10
Ind. 620	12.450	+ 10
Ind. 625	12.450	+ 10
Ind. 630	12.450	+ 10
Ind. 635	12.450	+ 10
Ind. 640	12.450	+ 10
Ind. 645	12.450	+ 10
Ind. 650	12.450	+ 10
Ind. 655	12.450	+ 10
Ind. 660	12.450	+ 10
Ind. 665	12.450	+ 10
Ind. 670	12.450	+ 10
Ind. 675	12.450	+ 10
Ind. 680	12.450	+ 10
Ind. 685	12.450	+ 10
Ind. 690	12.450	+ 10
Ind. 695	12.450	+ 10
Ind. 700	12.450	+ 10
Ind. 705	12.450	+ 10
Ind. 710	12.450	+ 10
Ind. 715	12.450	+ 10
Ind. 720	12.450	+ 10
Ind. 725	12.450	+ 10
Ind. 730	12.450	+ 10
Ind. 735	12.450	+ 10
Ind. 740	12.450	+ 10
Ind. 745	12.450	+ 10
Ind. 750	12.450	+ 10
Ind. 755	12.450	+ 10
Ind. 760	12.450	+ 10
Ind. 765	12.450	+ 10
Ind. 770	12.450	+ 10
Ind. 775	12.450	+ 10
Ind. 780	12.450	+ 10
Ind. 785	12.450	+ 10
Ind. 790	12.450	+ 10
Ind. 795	12.450	+ 10
Ind. 800	12.450	+ 10
Ind. 805	12.450	+ 10
Ind. 810	12.450	+ 10
Ind. 815	12.450	+ 10
Ind. 820	12.450	+ 10
Ind. 825	12.450	+ 10
Ind. 830	12.450	+ 10
Ind. 835	12.450	+ 10
Ind. 840	12.450	+ 10
Ind. 845	12.450	+ 10
Ind. 850	12.450	+ 10
Ind. 855	12.450	+ 10
Ind. 860	12.450	+ 10
Ind. 865	12.450	+ 10
Ind. 870	12.450	+ 10
Ind. 875	12.450	+ 10
Ind. 880	12.450	+ 10
Ind. 885	12.450	+ 10
Ind. 890	12.450	+ 10
Ind. 895	12.450	+ 10
Ind. 900	12.450	+ 10
Ind. 905	12.450	+ 10
Ind. 910	12.450	+ 10
Ind. 915	12.450	+ 10
Ind. 920	12.450	+ 10
Ind. 925	12.450	+ 10
Ind. 930	12.450	+ 10
Ind. 935	12.450	+ 10
Ind. 940	12.450	+ 10
Ind. 945	12.450	+ 10
Ind. 950	12.450	+ 10
Ind. 955	12.450	+ 10
Ind. 960	12.450	+ 10
Ind. 965	12.450	+ 10
Ind. 970	12.450	+ 10
Ind. 975	12.450	+ 10
Ind. 980	12.450	+ 10
Ind. 985	12.450	+ 10
Ind. 990	12.450	+ 10
Ind. 995	12.450	+ 10
Ind. 1000	12.450	+ 10

LA NEIGE, ALLEZ-Y TOUT SCHUSS AVEC LE TRAIN.



Trains directs de Paris vers Evian, Saint-Gervais-les-Bains, Bourg-Saint-Maurice, Modane, Grenoble, Briançon.

Couchettes ou voitures-lits 1^{re} et 2^e classes dans tous les trains de nuit.

SNCF REDECouvrez LE TRAIN.

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS

Expectative

Agat. — Si la baisse observée au cours de la semaine du 21 septembre dans l'opération de la masse monétaire américaine a contribué à déstabiliser l'atmosphère sur le marché des obligations, il n'en reste pas moins que celui-ci reste fortement préoccupé par l'évolution à court terme des taux d'intérêt en Amérique. En effet, dans la dernière semaine, M. le Secrétaire du Trésor, M. Burns, a déclaré que la limite tolérable est de 6,5 % pour la masse monétaire, ce qui est en deçà de l'objectif de 7 % fixé par le Congrès. M. Burns a également déclaré que la limite tolérable est de 6,5 % pour la masse monétaire, ce qui est en deçà de l'objectif de 7 % fixé par le Congrès.

En outre, l'évolution contradictoire du dollar au cours de la semaine écoulée a également contribué à accentuer l'incertitude du marché des obligations. En effet, le dollar a baissé de 1,5 % par rapport à la semaine précédente, ce qui a entraîné une hausse des taux d'intérêt à court terme. Cette hausse a été compensée par une baisse des taux à long terme, ce qui a entraîné une hausse des cours des obligations à long terme.

L'évolution des taux d'intérêt à court terme sera donc décisive pour l'activité du marché des obligations. Dans les semaines à venir, il faudra donc surveiller de près l'évolution de ces taux, car une hausse pourrait entraîner une baisse des cours des obligations.

INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ENQUÊTES ÉCONOMIQUES

Base 100 = 21 décembre 1961

23 sept. 30 sept.

Indice général : 72,2 77,4

Indice des valeurs : 72,2 77,4

Indice des actions : 72,2 77,4

Indice des obligations : 72,2 77,4

Indice des sociétés : 72,2 77,4

Indice des valeurs étrangères : 72,2 77,4

Indice des actions étrangères : 72,2 77,4

Indice des obligations étrangères : 72,2 77,4

Indice des sociétés étrangères : 72,2 77,4

Indice des valeurs étrangères : 72,2 77,4

Indice des actions étrangères : 72,2 77,4

Indice des obligations étrangères : 72,2 77,4

Indice des sociétés étrangères : 72,2 77,4

Indice des valeurs étrangères : 72,2 77,4

Indice des actions étrangères : 72,2 77,4

Indice des obligations étrangères : 72,2 77,4

Indice des sociétés étrangères : 72,2 77,4

Indice des valeurs étrangères : 72,2 77,4

Indice des actions étrangères : 72,2 77,4

Indice des obligations étrangères : 72,2 77,4

Indice des sociétés étrangères : 72,2 77,4

Indice des valeurs étrangères : 72,2 77,4

Indice des actions étrangères : 72,2 77,4

Indice des obligations étrangères : 72,2 77,4

Indice des sociétés étrangères : 72,2 77,4

Indice des valeurs étrangères : 72,2 77,4

Indice des actions étrangères : 72,2 77,4

Indice des obligations étrangères : 72,2 77,4

Indice des sociétés étrangères : 72,2 77,4

Indice des valeurs étrangères : 72,2 77,4

Indice des actions étrangères : 72,2 77,4

Indice des obligations étrangères : 72,2 77,4

Indice des sociétés étrangères : 72,2 77,4

Indice des valeurs étrangères : 72,2 77,4

Indice des actions étrangères : 72,2 77,4

Indice des obligations étrangères : 72,2 77,4

Indice des sociétés étrangères : 72,2 77,4

Indice des valeurs étrangères : 72,2 77,4

Indice des actions étrangères : 72,2 77,4

Indice des obligations étrangères : 72,2 77,4

Indice des sociétés étrangères : 72,2 77,4

Indice des valeurs étrangères : 72,2 77,4

Indice des actions étrangères : 72,2 77,4

Indice des obligations étrangères : 72,2 77,4

Indice des sociétés étrangères : 72,2 77,4

Indice des valeurs étrangères : 72,2 77,4

Indice des actions étrangères : 72,2 77,4

Indice des obligations étrangères : 72,2 77,4

Indice des sociétés étrangères : 72,2 77,4

Indice des valeurs étrangères : 72,2 77,4

Indice des actions étrangères : 72,2 77,4

LONDRES

Expectative

Encouragé par la montée du sterling, le marché londonien s'est avancé sous la direction des fonds d'investissement, déjà à leur plus haut niveau depuis avril 1977. Les industriels et les pétroliers gagnent encore de 2 à 3 points, formant des mines d'or.

OR (ouverture) (dollar) : 156 10 contre 154 05

VALEURS

CLOTURE

COURS

30/9

29/9

28/9

27/9

26/9

25/9

24/9

23/9

22/9

21/9

20/9

19/9

18/9

17/9

16/9

15/9

14/9

13/9

12/9

11/9

10/9

9/9

8/9

7/9

6/9

5/9

4/9

3/9

2/9

1/9

31/8

30/8

29/8

28/8

27/8

26/8

25/8

24/8

23/8

22/8

21/8

20/8

19/8

18/8

17/8

16/8

15/8

14/8

13/8

12/8

11/8

10/8

9/8

8/8

7/8

6/8

5/8

4/8

3/8

2/8

1/8

31/7

30/7

29/7

28/7

27/7

26/7

25/7

24/7

23/7

22/7

21/7

20/7

19/7

18/7

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Expectative

Encouragé par la montée du sterling, le marché londonien s'est avancé sous la direction des fonds d'investissement, déjà à leur plus haut niveau depuis avril 1977. Les industriels et les pétroliers gagnent encore de 2 à 3 points, formant des mines d'or.

OR (ouverture) (dollar) : 156 10 contre 154 05

VALEURS

CLOTURE

COURS

30/9

29/9

28/9

27/9

26/9

25/9

24/9

23/9

22/9

21/9

20/9

19/9

18/9

17/9

16/9

15/9

14/9

13/9

12/9

11/9

10/9

9/9

8/9

7/9

6/9

5/9

4/9

3/9

2/9

1/9

31/8

30/8

29/8

28/8

27/8

26/8

25/8

24/8

23/8

22/8

21/8

20/8

19/8

18/8

17/8

16/8

15/8

14/8

13/8

12/8

11/8

10/8

9/8

8/8

7/8

6/8

5/8

4/8

3/8

2/8

1/8

31/7

30/7

29/7

28/7

27/7

26/7

25/7

24/7

23/7

22/7

21/7

20/7

19/7

18/7

VALEURS

Cours précédents

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

Cours

DERNIER

سكندرية

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
LE POINT DE VUE DE JEAN-PIERRE DUPUY : « La divorce entre l'éthique et l'économie »
— Psychologie en minettes.
- 3-4. ETRANGER
L'initiative américaine - soviétique sur le Proche-Orient. Comprenez.
5. AFRIQUE
La fin du voyage du premier ministre en U.R.S.S.
- 6-7. DIPLOMATIE
— Une entrevue avec le président de la République de Chypre.
— La fin du voyage du premier ministre en U.R.S.S.
8. ASIE
— BANGLADESH : la tentative de coup d'Etat aurait fait une centaine de morts.
— PAKISTAN : les élections générales sont ajournées.
- 10 à 12. POLITIQUE
— LES DIFFICULTES ENTRE COMMUNISTES ET SOCIALISTES : « Le nouveau masque », une libre opinion de Michel Rossi.
— Le dernier sondage budgétaire de la législature.
— Les investissements des candidats de la majorité aux élections législatives.
— La congrès des élus locaux.
13. MEDICINE
— Le congrès des médecins des centres de santé.
13. EDUCATION
POINT DE VUE : « L'enseignement peut-il être neutre ? », par Stéphane Comperz.
13. DEFENSE
— L'offre de la stérilisation devant le 11^e chambre correctionnelle de Paris.
17. RELIGION
— Les travaux du synode des évêques à Rome.
18. EN ILE-DE-FRANCE
— Boulogne-Billancourt et ses problèmes.
19. REGIONS
EQUIPEMENT

EUROPA
PAGES 21 à 26
— A six mois d'un combat décisif, par Jacques Fauvet.
— Relations fortes, par Maurice Bornemann.
— Les tensions du commerce international.
— Banquerout des immigrés ?
— Une entrevue avec le directeur général de Volkswagen.

30 à 32. ARTS ET SPECTACLES
— MUSIQUE : « Ouverture » de l'IRCAM sur l'électronique.
— DANSE : les révolutions de Cunningham à Nantua.
33. SPORTS
— FOOTBALL : les édiles de Paris.
— CYCLISME : la victoire de Bernard Hinault.

40 à 44. ECONOMIE - SOCIAL
— INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES : le record du groupe Prével.

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (39)
Annobites classées (24 à 29) : Aujourd'hui (28) ; Carnet (28) ; « Journal officiel » (28) ; L'histoire nationale (28) ; Méthodologie (28) ; Mots croisés (28) ; Science (45).

parlez ANGLAIS...
ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL ARABE RUSSO JAPONAIS.
LOGOS international
centre privé de formation
4, villa Ornano 75018
PARIS Tél. : 255.09.05
TOUTES SOUS-SCRIPTIONS 47.7030
ORLANS 02-450 00000 02/87/27

A B C D E F G H

La « journée emploi » des chambres de commerce

Cent cinquante mille offres ont été recueillies depuis juin

Les cent cinquante mille offres de commerce et d'industrie (C.C.I.) réparties dans toute la France ont mobilisé ce lundi 3 octobre « plus de quarante mille membres des compagnies consulaires pour de véritables États généraux de l'emploi », a indiqué devant la presse M. Jean Pannard, président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.). Il s'agit d'accueillir dans ces cent cinquante mille offres de France des milliers de ces employés, dont deux millions sont les ressortissants actuels des C.C.I., de les informer et de les convaincre de créer des emplois et d'employer des jeunes.

Du 21 juin dernier, date à laquelle l'A.P.C.C.I. a décidé de s'engager dans la bataille pour l'emploi, bien que ce ne soit pas sa mission, à ce jour, les chambres de commerce ont effectivement recueilli cent cinquante mille offres d'emploi en province. Elles escomptent que, d'ici au

31 décembre, ce seront deux cent vingt mille offres au minimum qui seront présentées par les entreprises de province, chiffre qui devrait arriver à deux cent cinquante mille avec Paris, dont 40 % d'embauches, 15 % de contrats en entreprises, 15 % de contrats d'apprentissage et 10 % de contrats emploi-formation.

Malgré, a précisé M. Pannard, 15 % des cent cinquante mille offres recueillies jusqu'à présent par l'A.P.C.C.I. sont communes avec celles (cent cinquante mille) déjà recueillies par le C.N.P.F. En outre, ces 15 % ne sont-ils qu'une estimation. Sur tout, l'A.P.C.C.I. n'est pas en mesure de distinguer dans le total la part des emplois qui respectent aux « mouvements actuels » de celle des créations supplémentaires d'emplois.

Enfin, l'A.P.C.C.I. a déploré que 20 % à 30 % des offres d'embauches — ainsi que nombre d'embauches — n'aient pas encore trouvé preneurs.

A la Ligue des droits de l'homme

UNE PLAINTE DE M. HENRI NOGUES

Le président de la Ligue française des droits de l'homme, M. Henri Nogues, a annoncé le dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile après l'incendie criminel qui a endommagé samedi 1^{er} octobre les locaux de la Ligue, situés 27 rue Jean-Dolent à Paris (14^e). Le président de la Ligue, M. Nogues, s'est déclaré « décidé à tout mettre en œuvre pour contraindre à faire leur devoir ceux des policiers et des magistrats qui couvrent de semblables agissements criminels ».

Il a précisé que cet attentat, commis par des « fascistes » et des « néo-nazis », avait abouti à la destruction ou au vol de nombreux dossiers : ceux des questions militaires, ceux de l'« affaire Hénaut » et tous ceux qui avaient été préparés pour la Journée d'études et de réflexion sur l'information organisée par la Ligue des droits de l'homme samedi 1^{er} octobre.

En outre, l'Union nationale des syndicats de journalistes s'indigne de cet acte criminel, qui, coïncidant avec la Journée de la nuit précédant le colloque de la Ligue des droits de l'homme sur les concentrations de presse, notamment à travers le groupe Hénaut.

M. BARRE A L'ÉVÉNEMENT

M. Raymond Barre sera jeudi 6 octobre l'invité de l'émission « l'Événement » sur TF1 à 20 h. 30.

Le premier ministre a assisté, lundi matin 3 octobre aux travaux des élus du parti républicain, réunis à huis clos au Grand Hôtel, pour une journée parlementaire. Il y a ensuite déjeuné avec ses hôtes. Lundi après-midi, M. Barre a reçu au Grand Hôtel, M. Matignon, M. François-Xavier Ortoli, vice-président de la Commission des Communautés européennes.

NOUVELLES BRÈVES

■ M. Gilbert Grandval, président de l'Union travailliste (gauche de gauche), annonce que le secrétaire général de ce mouvement sera assumé par M. Philippe Levy, avocat à Paris, membre du bureau politique, qui remplace M. Barre. Le délégué du mouvement de l'Union travailliste, M. Simon-Lorère, et qui est chargé des investigations au mouvement des démocrates de M. Jobert.

■ Le Journal officiel de lundi 3 octobre publie la nomination de M. Jean-Marie Merlion, sénateur, à la présidence de la Haute Cour de justice, en remplacement de M. Robert Schuman.

Remous au sein de la fédération du P. S. de la Côte-d'Or

De notre correspondant

Dijon. — La désignation, vendredi 30 septembre, par les assemblées de militants, des candidats du parti socialiste aux prochaines élections législatives dans la première et la deuxième circonscriptions provoque quelques remous au sein de la fédération départementale.

Candidat dans la deuxième circonscription (Dijon Nord et Est), M. Pierre Palau, conseiller général qui avait conduit à Dijon la liste d'union de la gauche aux élections municipales de mars dernier, premier secrétaire de la fédération et membre du comité directeur du parti, n'a pas été investi par les militants. Ceux-ci lui ont préféré M. Hervé Vuilleumier, premier adjoint au maire de Quersay, vice-président du Syndicat mixte des transports de l'agglomération dijonnaise, l'un des animateurs du C.E.R.E.S. dans le département.

De son côté, l'assemblée de la première circonscription (Dijon Sud et Ouest) a désigné M. Roland Carras, maître de Chenove, représentant également le C.E.R.E.S. Les militants ont désigné M. Maurice Pourrier, conseiller général, ancien premier secrétaire de la fédération du P.S. qui avait déjà été candidat.

A la suite de ces votes, la commission exécutive fédérale devait se réunir le 1^{er} octobre pour entériner les résultats, mais un télégramme expédié le matin même par le premier secrétaire, M. Barre, annonçant le report de la réunion. Celle-ci se tenait cependant samedi après-midi en l'absence du premier secrétaire, M. Palau. Dimanche, un communiqué, signé de la commission exécutive, indiquait que celle-ci avait entériné les résultats des assemblées des circonscriptions.

BÈGUES

Des milliers de personnes de tout âge, depuis 1938, ont bénéficié des Découvertes d'un Ancien Bègue. Renseign. gr. P. M. BAUDET, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

du 14 septembre au 8 octobre
offre spéciale d'avant-saison
NICOLL
COSTUME SUR MESURES
formule 930 F
industrielle
avec gilet 1050 F
NICOLL, LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN
29, RUE TRONCHET / PARIS 8^e

Sur le marché des changes

LA BAISSSE DU DOLLAR S'ACCENTUE

Déjà sensible durant la semaine écoulée, le repli du dollar s'est encore accéléré, lundi matin 3 octobre, sur les différents places financières internationales. Le dollar américain a enregistré, en particulier, un nouveau record de baisse par rapport au franc suisse (2,322 F contre 2,345 F.S.). Mais elle a également fortement chuté vis-à-vis du franc français (4,875 F contre 4,918 F) et du deutschemark (2,267 DM contre 2,388 DM).

De son côté, le livre sterling a vivement progressé par rapport au dollar, s'échangeant à 1,747 dollar contre 1,735 dollar vendredi, son niveau le plus élevé depuis septembre 1974. Le taux moyen de la livre par rapport au « papier » des principales monnaies est toutefois resté inchangé à 62,5 % du niveau de référence (décembre 1973).

A l'origine de cette nouvelle chute du dollar, encore et toujours la crainte d'une guerre commerciale de grande ampleur entre le Japon, dont l'excédent commercial grandit, et les États-Unis, qui, au contraire, devraient enregistrer en 1977 un déficit commercial de 20 milliards de dollars, supérieur de 5 milliards aux prévisions.

Notons à ce propos que le yen a continué de se raffermir par rapport à la devise américaine : ce lundi matin, le dollar ne valait plus que 258 yens contre 253 vendredi. Sera-ce le pallier à partir duquel le gouvernement japonais s'efforcera de freiner la montée de sa monnaie pour tenter de réduire l'excédent de sa balance et éviter ainsi des mesures de rétorsion tarifaires ? Les cambistes se posent la question.

NOUVELLES BRÈVES

■ Un délégué s'est suicidé vendredi 30 septembre dans sa cellule de la prison de Fresnes, où il avait été incarcéré mardi 27 septembre. M. François-Xavier Ortoli, vice-président de la Commission des Communautés européennes.

■ M. Gilbert Grandval, président de l'Union travailliste (gauche de gauche), annonce que le secrétaire général de ce mouvement sera assumé par M. Philippe Levy, avocat à Paris, membre du bureau politique, qui remplace M. Barre. Le délégué du mouvement de l'Union travailliste, M. Simon-Lorère, et qui est chargé des investigations au mouvement des démocrates de M. Jobert.

A Paris

OUVERTURE DE LA NOUVELLE STATION DE MÉTRO « LES HALLES »

C'est ce lundi 3 octobre que la nouvelle station de métro des Halles ouvrira ses portes. Située dans le quartier d'Orléans, la nouvelle station s'inscrit dans le cadre de la rénovation du nouveau quartier des Halles.

La où elle était installée, l'ancienne station gérait les différents projets de voirie prévus dans le quartier d'Orléans, par une correspondance aisée avec la station Châtelet-Les Halles du R.E.R.

R.A.T.P. a donc déplacé le tracé de la ligne 4 à la nouvelle station Les Halles comprend trois niveaux reliés entre eux par des escaliers mécaniques. La station Châtelet-Les Halles du R.E.R. sera située sous les quais de la station de métro.

(Publicité)

NOUVEAUX DIPLOMES

pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe), quel que soit leur âge, ont acquis, parallèlement à leurs activités professionnelles, une formation par un des diplômes suivants :

- Diplômes des Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables à toute formation du commerce et des affaires ;
- Brevets de Techniciens Supérieurs Traducteur Commercial attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;
- Diplômes de l'Université de Cambridge (anglais) : carrières de l'information, tourisme, hôtellerie ;
- Titulaires, secrétaires, représentants, comptables, techniciens, ingénieurs, cadres et directeurs commerciaux, etc., pourront tirer profit de cette opportunité pour améliorer leur connaissance et leur qualification.

Le département Information-Orientation de Langues et de Littératures, 300, rue de la Harpe, 75005 Paris, vous envoie sur demande les documents de référence pour les diplômes (préparation et délivrance). Tél. : 276-21-28 (organe privé).

LE DÉTOURNEMENT DU DC 8 DE LA JAL

Le commando de l'Armée rouge japonaise détenait encore seize otages quand il a décollé de Damas vers l'Algérie

Le DC-8 de la JAL, détourné le mercredi 28 septembre sur Daoud par un commando de l'Armée rouge japonaise, a quitté l'aéroport de Damas lundi 3 octobre. En fin de matinée, la tour de contrôle de Nicosie a annoncé que l'appareil se dirigeait vers l'Algérie. Le commando, qui a obtenu la rançon et la remise des détenus japonais, occupant de la rejoindre, détenait encore seize otages, passagers ou membres de l'équipage.

La plupart des otages — souvent en fort mauvaise condition physique — ont été relâchés samedi et dimanche à Daoud, par groupes successifs, en échange de chaque fois d'un détenu « libéré » et d'une partie de la rançon. Les négociations ont été interrompues quelques heures quand l'appareil a été investi par les militaires qui ont profité de la confusion générale pour une tentative de coup d'Etat (lire page 8). On a cru un moment, quand les coups de feu ont été entendus, qu'une action de force avait été engagée contre les terroristes. Ceux-ci avaient menacé d'exterminer leurs otages — en commençant par le banquier américain John Gabriel, qui passe pour être un ami du président Carter et qui a finalement été parmi les premiers passagers libérés — si les autorités du Bangladesh cherchaient encore à gagner du temps.

L'avion détourné a finalement quitté Daoud dimanche après-midi. L'étape suivante a été le Koweït. Les autorités de l'émirat avaient fait obstruer la piste de l'aéroport quand la destination du DC-8 avait été connue. Les pilotes de l'air s'obstinant à rester dans l'espace aérien du Koweït, bien qu'ils aient été informés du refus des autorités de les laisser se poser, celles-ci revinrent sur leur décision pour des raisons humanitaires. La libération de sept passagers fut obtenue en échange du ravitaillement en carburant de l'appareil.

Après un nouveau vol de deux heures et demie, le DC-8 a été autorisé à se poser sur l'aéroport de Damas, à 4 heures du matin. Trois heures plus tard, dix passagers étaient libérés en raison de leur « très grande fatigue ». Les autorités syriennes avaient informé qu'elles ne disposaient que d'un délai de quatre heures.

VOL DU RÉÉMETTEUR DE TÉLÉVISION D'AUTUN ET REMISE EN SERVICE DE L'ÉMETTEUR DE BASTIA

Les habitants d'Autun (Saône-et-Loire) sont privés pour la seconde fois en six mois de la première chaîne de télévision de leur région, celle de Saint-Sébastien, ayant été volé dans la nuit du 2 au 3 octobre, comme cela s'était déjà produit au mois de mars dernier.

Le vol de Saint-Sébastien intervient à l'occasion de la remise en service de l'émission de Bastia-Serra-di-Pigno, placée le 13 août dernier par un commando du Front de libération nationale. Après des heures de négociation et de radio, les habitants du nord-ouest de l'île reprennent à nouveau la première chaîne. Ils devront attendre la mi-octobre pour obtenir Antenne 2 et le mois de novembre pour entendre France-Musique.

En U.R.S.S.

DEUX NOUVEAUX MEMBRES SUPPLÉANTS SONT ÉLUS AU BUREAU POLITIQUE

Moscou (A.F.P.). — Le comité central du P.C. soviétique s'est réuni lundi 3 octobre en session plénière, sous la présidence de M. Brejnev. Il a adopté le projet de Constitution de l'U.R.S.S., qui doit être présenté mardi 4 octobre au Soviet suprême. Il a également élu comme membres suppléants du bureau politique, M. Constantin Tchernomirski, secrétaire du comité central, et M. Vassili Kouznetsov, premier vice-ministre des affaires étrangères.

Le numéro du Monde daté 2-3 octobre 1977 a été tiré à 506 302 exemplaires.

Un petit nouveau chez L.P.S. : le HP-10

Le HP-10 est un calculateur à imprimante avec mémoire qui tient dans votre poche. Son prix ? 1170 F t.t.c. Manuel d'utilisation compris. Garantie d'un an. En démonstration chez :

L.P.S.
La Papeterie du Siècle
49, bd Lefebvre-Maubourg
75007 Paris. Tél. 705.19.88
42, rue Rouelle
75015 Paris. Tél. 577.98.80
L.P.S. Bureau 46, rue Laffitte
75008 Paris. Tél. 878.26.45

En 1974, Christina Schneider, onze ans, petite-fille de M. Antenor Patino, avait disparu à Paris. On avait d'abord cru à un enlèvement selon les déclarations de sa mère, mais on avait découvert que c'était le père de l'enfant, M. Schneider, qui avait été séparé de sa femme, qui avait obtenu la garde, selon une décision du tribunal de Genève. — (A.F.P. Reuter).

les collections hiver !
Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter
les boutiques Griffsolde
POUR ELLE 3, rue de la Harpe / Nation
1, rue de la Plaine / Nation
2, rue du Renard / Hôtel de Ville
POUR LUI 3, rue de la Plaine / Nation
3, bd Montmartre / Montmartre
ouvert le lundi après-midi

La crise mondiale
jeu nucléaire
de M. Carter

La crise mondiale
jeu nucléaire
de M. Carter

La crise mondiale
jeu nucléaire
de M. Carter

La crise mondiale
jeu nucléaire
de M. Carter

La crise mondiale
jeu nucléaire
de M. Carter

La crise mondiale
jeu nucléaire
de M. Carter

La crise mondiale
jeu nucléaire
de M. Carter